



UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE L'OCEAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : <http://www.epr974.re/>)



Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
<http://www.unor-reserves.fr/>

BULLETIN N°02 en date du 15 janvier 2018

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets	
1 – Lois & Décrets	d) - Gendarmerie Nationale
2 – Nécrologies & Mémoires	e) - Service de Santé
3 – Décorations & Commémorations	f) – Renseignement
4 – Autorités, Etats-Majors	g) - Cybersécurité
5 – Chroniques & Libres propos	h) – Forces Prépositionnées
6 – Actualités internationales	i) - Réserves
7 – OPEX	j) – D.G.A.
8 – MISSINT/OPINT	11 – France : Armements & Industries
9 – Défense de par le Monde	12 – Le Monde : Modernisations & Equipements
10 – Nos Forces Armées	13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
a) – Armée de Terre	14 – Livres & Publications
b) – Marine Nationale	15 – Société
c) – Armée de l'Air	16 – Vie de l'UOROI

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

1 – Lois et décrets



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 9 janvier 2018 fixant le contingent numérique pour l'accès des généraux de division de la gendarmerie nationale à l'échelon fonctionnel de solde hors-échelle E

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036447968&dateTexte=&ategieLien=id](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036447968&dateTexte=&categorieLien=id)

Arrêté du 9 janvier 2018 fixant la liste des emplois ouvrant l'accès à l'échelon fonctionnel de solde hors-échelle E du grade de général de division de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036447973&dateTexte=&ategieLien=id>

Décret n° 2017-1844 du 29 décembre 2017 relatif à l'exercice de certaines activités privées de sécurité avec le port d'une arme (rectificatif)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036484646&dateTexte=&ategieLien=id>

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 21 décembre 2017 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036408683&dateTexte=&ategieLien=id>

Arrêté du 21 décembre 2017 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de technicien supérieur d'études et de fabrications de 2e classe du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036408685&dateTexte=&ategieLien=id>

Arrêté du 21 décembre 2017 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036408687&dateTexte=&ategieLien=id>

Arrêté du 21 décembre 2017 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de technicien supérieur d'études et de fabrications de 1re classe du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036408689&dateTexte=&ategieLien=id>

Décret n° 2018-14 du 9 janvier 2018 établissant les conditions d'attribution des échelons fonctionnels de solde hors échelle E, F et G à certains généraux de division, vice-amiraux et officiers généraux de grade correspondant

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036448037&dateTexte=&ategieLien=id>

Arrêté du 21 décembre 2017 autorisant au titre de l'année 2018 l'ouverture d'un recrutement sans concours d'agents techniques du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036448061&dateTexte=&ategieLien=id>

Arrêté du 9 janvier 2018 pris en application du décret n° 2018-14 du 9 janvier 2018 établissant les conditions d'attribution des échelons fonctionnels de solde hors-échelle E, F et G à certains généraux de division, vice-amiraux et officiers généraux de grade correspondant

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036448066&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 9 janvier 2018 fixant la liste des emplois ouvrant l'accès à l'échelon fonctionnel de solde hors échelle E du grade de général de division, vice-amiral et officier général de grade correspondant

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036448072&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 22 décembre 2017 fixant au titre de l'année 2018 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de techniciens supérieurs d'études et de fabrications de 3e classe du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036468525&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 22 décembre 2017 fixant au titre de l'année 2018 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de techniciens supérieurs d'études et de fabrications de 2e classe du ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036468530&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 6 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 31 octobre 2017 portant nomination à l'emploi des attachés d'administration de l'Etat stagiaire au sein du ministère des armées à la suite du concours réservé organisé au titre de l'année 2017 (modificatif n° 2)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036468846&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 4 janvier 2018 portant nomination au comité d'investissement de l'Etablissement public des fonds de prévoyance militaire et de l'aéronautique

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036468848&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 5 janvier 2018 modifiant l'arrêté du 17 novembre 2016 fixant les règles relatives au concours d'admission de l'Ecole polytechnique

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036484675&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 21 décembre 2017 portant nomination au grade d'attaché d'administration hors classe de l'Etat au titre de l'année 2018

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000036484945&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

3 – Décorations & Commémorations

Marmandais : placé en garde à vue pour... port illégal de médailles

A La Une Agen Publié le 10/01/2018 à 11h54 par sudouest.fr Lot-et-Garonne.



L'homme était un habitué des cérémonies... BEN STANSALL

Âgé de 60 ans, l'homme était présent à toutes les cérémonies de commémoration marmandaises

Il était de toutes les commémorations marmandaises... Un homme, âgé d'une soixantaine d'années, a été placé en garde à vue pour **port illégal de distinction honorifique française**.

Le sexagénaire se présentait à chaque cérémonie avec de nouvelles médailles et uniformes. Six décorations en tout, qui **ont mis la puce à l'oreille** à l'un des responsables d'association d'anciens combattants marmandais.

Après une perquisition, où **ses médailles et uniformes ont été saisis**, le Marmandais a été placé en garde à vue. Il encourt un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende.

4 – Autorités, États-Majors

Rencontre avec le directeur du SHD

Mise à jour : 11/01/2018

Mercredi 10 janvier 2018, le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée François Lecointre, a rencontré Monsieur Pierre Laugeay, Directeur du service historique de la Défense (SHD), pour une présentation de son entité.



Le CEMA a salué à cette occasion le travail réalisé par le personnel du SHD et rappelé que cet organisme était indispensable à notre patrimoine et notre mémoire collective. Monsieur Laugeay a ensuite présenté au CEMA son service, lieu de conservation des archives des ministères chargés des affaires militaires depuis l'origine.

Disposant d'une bibliothèque spécialisée parmi les plus riches de France, les archivistes, les bibliothécaires, les historiens, ainsi que les personnels scientifiques et techniques du SHD s'emploient à conserver, transmettre et partager une part de la mémoire de la nation.

Ils sont également chargés d'homologuer, de répertorier et de rassembler les éléments de la symbolique militaire (emblèmes et insignes) et de contribuer aux travaux relatifs à l'histoire de la défense.

Le SHD dispose de ressources documentaires de premier ordre. Ses collections remontent au XVII^e siècle, et sont constituées de près d'un million d'ouvrages s'étalant sur 450 km d'archives. Il se compose de trois centres :

- le centre historique des archives, implanté à Vincennes, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon, Caen et Le Blanc,
- le centre des archives de l'armement et du personnel civil de Châtellerault,
- et le centre des archives du personnel militaire de Pau.

Le site internet du SHD : <http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/>

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

5 – Chroniques & Libres propos

6 – Actualités internationale

AFRIQUE

La chute de Mugabe : un séisme dans la Chinafrique

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 08 janvier 2018 à 10h50 — Mis à jour le 08 janvier 2018 à 10h54



par François Soudan

François Soudan est directeur de la rédaction de Jeune Afrique.



Robert Mugabe lors des célébrations pour son 93e anniversaire, à Matopos le 25 février 2017. © Tsvangirayi Mukwazhi/AP/SIPA

C'est l'une des leçons méconnues de l'année expirée et un avertissement sans frais (pour l'instant) aux chefs d'État du continent qui pensent que la « Chinese connection » équivaut à une assurance tous risques face aux pressions occidentales. L'histoire retiendra que, le 15 novembre 2017, a eu lieu à Harare le premier coup d'État africain réalisé avec l'approbation, voire les encouragements, de la Chine.

Et que ce brusque changement à la tête du Zimbabwe s'est fait au détriment du président qui lui était sans doute le plus proche. En décembre 2015, autant dire avant-hier, à l'issue d'une visite de cinq jours du président Xi Jinping au cours de laquelle ce dernier avait promis d'investir 4 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie, le très sinophile Robert Mugabe annonçait que le Zimbabwe reconnaissait désormais le renminbi comme monnaie de réserve officielle, au même titre que le dollar et l'euro. Ce geste, qui ne pouvait que flatter les ambitions globales de la Chine, personne au monde n'avait encore osé le faire (1).

Alors que l'Occident plaçait le régime et le pays sous sanctions, les Chinois construisaient routes et stades, équipaient l'armée, investissaient dans le diamant et le tabac, multipliaient les prêts. Entre le vieil autocrate – qui un jour d'exaltation avait déclaré que son pays se tournait désormais « vers l'Est, où le soleil se lève » tout en offrant son dos « à l'Ouest, où le soleil se couche » – et la nouvelle superpuissance mondiale, l'amitié paraissait indéfectible.

De la lune de miel à la lune de fiel



Zimbabwean Army General Constantino Chiwenga speaks to the media at KG6 barracks in Harare, Zimbabwe Monday, Nov. 20, 2017. The military has had President Robert Mugabe under house arrest for several days, and urged for calm. (AP Photo/Ben Curtis)/ABC116/17324671047163/1711201946 © Ben Curtis/AP/SIPA

Que faisait donc l’auteur du coup d’État, le général Constantino Chiwenga, dans la capitale chinoise quatre jours avant le putsch ?

Que s’est-il donc passé pour que, à peine deux ans plus tard, le même Xi Jinping ne verse aucune larme, fût-elle de crocodile, sur celui que Pékin n’a cessé de couvrir d’éloges pour son glorieux passé de combattant de la libération, au point d’être le premier à adresser un chaleureux message de félicitations à son successeur, Emmerson Mnangagwa ?

Et que faisait donc l’auteur du coup d’État, le général Constantino Chiwenga, dans la capitale chinoise quatre jours avant le putsch, si ce n’est recueillir l’assentiment des autorités sur ce qu’il était en train de préparer ?

La réalité est que, depuis la mi-2016, la lune de miel virait à la lune de fiel. Mécontents de la nouvelle loi d’indigénisation imposant aux entreprises étrangères de réserver 51 % de leur actionnariat aux Zimbabwéens et inquiets de la dégradation rapide de la situation politique interne, les dirigeants de Pékin avaient en tête un scénario cauchemar : celui de la chute de Kadhafi en 2011. Incapables d’anticiper l’effondrement de la Libye, les Chinois perdirent dans le chaos des milliards de dollars d’investissements et de prêts partis en fumée et durent rapatrier en catastrophe 30 000 de leurs ressortissants.

Se débarrasser de Robert Mugabe tout en préservant leurs intérêts était donc devenu une priorité. La solution d’un changement d’homme sans changement de régime offerte par le tandem Mnangagwa-Chiwenga, tous deux issus partiellement de la matrice des académies militaires chinoises, convenait donc parfaitement à ce que recherchait Pékin.

Préservation des intérêts chinois



Le président chinois Xi Jinping lors d'une visite à Harare en décembre 2015. © Tsvangirayi Mukwazhi/AP/SIPA

Que faut-il retenir de cette petite révolution qui fera date dans les coulisses de la Chinafrique ?

Dans la semaine qui a suivi son accession au pouvoir, le nouveau président zimbabwéen a aboli la loi d’indigénisation qui pénalisait les investissements chinois et reçu en échange un prêt de 153 millions de dollars de l’Exim Bank of China. C’est ce qu’on appelle un partenariat gagnant-gagnant, donnant-donnant.

Que faut-il retenir de cette petite révolution qui fera date dans les coulisses de la Chinafrique ? D’abord que cela a été rendu possible par l’absence totale – et sans doute durable – de l’autre superpuissance : les États-Unis. À la fois par conviction et de par son comportement personnel, Donald Trump a ôté à l’Amérique toute volonté et toute prétention à exercer le moindre leadership moral et politique – le fameux *soft power* démocratique – sur le continent.

Au Zimbabwe, où, en outre, l'ancienne puissance coloniale britannique a depuis longtemps perdu tout crédit, les Chinois n'avaient pas de rivaux en mesure de contrecarrer leurs calculs. Ils en ont d'ailleurs de moins en moins en Afrique.

Deuxième leçon : si, de Dakar à Djibouti et d'Alger à Pretoria, la diplomatie chinoise répétait jusqu'ici les mêmes éléments de langage – « nous sommes les amis des bons et des mauvais jours et nous n'intervenons jamais dans les affaires intérieures » –, il convient désormais d'ajouter « à condition que nos intérêts ne soient pas menacés ».

Enfin, et c'est sans doute la leçon la plus immédiate : plus ils joueront les premiers rôles sur le continent africain, moins Xi Jinping et ses collaborateurs seront enclins à assumer celui de bouée de sauvetage pour chefs d'État en détresse. Soucieux de ne pas sombrer dans l'hubris néoimpérialiste et sensibles aux réactions de rejet des populations locales, les Chinois se sont *in extremis* résolus à lâcher leur vieux camarade Mugabe, devenu incontrôlable, et même à faciliter sa chute. Un scénario tout prêt à resservir ailleurs.

1. Depuis, selon la Banque de Chine, six pays africains ont (à l'instar du FMI en 2016) reconnu le renminbi comme monnaie de réserve.

Infographie – Élections en Afrique en 2018 : un programme chargé et beaucoup d'incertitudes

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 11 janvier 2018 à 17h52 — Mis à jour le 11 janvier 2018 à 19h33 Par Mathieu Olivier



En octobre 2017, les élections au Kenya ont concentré l'attention. © Ben Curtis/AP/SIPA

L'année 2018 sera à quitte ou double pour l'avenir ou le devenir de certaines démocraties africaines. L'attention va se concentrer sur le Zimbabwe, pays en pleine refonte. Mais le Cameroun de Paul Biya, le Mali d'IBK ont aussi rendez-vous dans les urnes. Enfin le feuilleton des élections congolaises devrait connaître son lot de rebondissements. Détails en infographie.

Qui aurait cru que les Zimbabwéens choisiraient en 2018 le successeur de Robert Mugabe ? Sous la contrainte, « Bob », 93 ans dont 37 au pouvoir, a annoncé sa démission le 21 novembre 2017. Mais après l'intérim d'Emmerson Mnangagwa, la prochaine élection présidentielle sera-t-elle libre et transparente ? Rien ne permet de l'affirmer.

Au Cameroun, Paul Biya, 84 ans, devrait quant à lui rempiler en octobre. Comme à son habitude, le locataire longue durée du palais d'Etoudi (depuis 1982) n'annoncera sa candidature qu'au dernier moment. Mais face à une opposition qui peine à s'unir et dans un pays quadrillé par le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), il est l'immense favori. Un nouveau mandat lui permettrait de battre le record au pouvoir de Mugabe dès 2019.

Élu en 2013 au Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, lui, ne réclame qu'un second mandat. Et est bien placé pour l'obtenir en juillet, même si beaucoup lui reprochent de ne pas avoir réglé la question du Nord.

Reste le colossal chantier des élections présidentielles, législatives, provinciales et locales en RD Congo, prévues le 23 décembre. Selon la loi, Joseph Kabila ne peut briguer un nouveau mandat. Après déjà moult reports, le scrutin peut-il encore être repoussé ? L'année 2018 promet d'être tout sauf un long fleuve tranquille.

Présidentielle	Législative	Régionale	Primaire	Secondaire	Autre
CÔTE D'IVOIRE DATE INCERTAINE. Le mandat des maires et présidents de conseils régionaux expire en avril 2018. Mais il pourrait être prolongé, et les scrutins ne pourraient avoir lieu qu'après la présidentielle de 2020.					
CAMEROUN SEPTEMBRE ET OCTOBRE. Si l'a pas encore officielisé sa candidature, Paul Biya devrait à nouveau être le grand favori de la présidentielle qui doit se tenir en octobre. Les législatives devraient se dérouler un mois plus tôt.					
GABON FÉVRIER. Une nouvelle fois déspérée, l'opposition n'a pas très peu de chances de faire la part belle à la majorité présidentielle.					
ÉGYPTE ENTRE FÉVRIER ET MAI. Abdel Fattah el-Sissi est eligible pour un deuxième et dernier mandat. L'élection doit avoir lieu entre le 8 février et le 8 mai 2018.					
GABON MAI. Après une présidentielle charnière en 2016, les Gabonais voteront pour les législatives, côté rapporteur. L'opposition espère boucler une nouvelle fois Ali Bongo Ondimba.					
GUINÉE FÉVRIER/SEPTEMBRE. Déjà reportée plusieurs fois, les élections locales, qui n'ont pas été organisées depuis plus de deux ans, devraient enfin se tenir le 4 février. Les législatives sont quant à elles prévues pour septembre.					
GUINÉE-BISSAU DATE INCERTAINE. En pleine impasse politique due au conflit entre le parti au pouvoir, le PAIGC, et le chef de l'État, José Mário Vaz, le pays devrait organiser des législatives avant mai 2018.					
LIBYIE DATE INCERTAINE. L'accord de La Gaija-Saint-Cloud prévoit des législatives puis une présidentielle au plus tard en juillet. Souhaités par la plupart des acteurs, ces scrutins restent toutefois incertains.					
MADAGASCAR DÉCEMBRE. Confirmée en septembre 2017, la présidentielle est bien attendue pour décembre 2018. Elle devrait redonner prise à l'actuel chef de l'État Hery Rajaonarimampianina et ses deux prédécesseurs Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.					
MALI AVRIL À NOVEMBRE. L'année 2018 devrait être celle de tous les scrutins. Les locales, reportées, devraient se tenir en avril, avant une présidentielle prévue en juillet, lors de laquelle Ibrahim Boubacar Keita jouera sa réélection, et des législatives en novembre.					

Présidentielle	Législative	Régionale	Primaire	Secondaire	Autre
MAURITANIE DATE INCERTAINE. Le mandat des députés s'achève en novembre 2018, et la Mauritanie devrait donc connaître des législatives avant cette date. Des régionales, une primaire dans le pays, sont également prévues, et des municipales, mais les dates restent incertaines.					
RD CONGO DÉCEMBRE. Après deux ans de négociations, les doutes ne sont pas tout à fait levés, mais les Congolais devraient élire leur président, et leurs députés provinciaux et nationaux le 23 décembre.					
RWANDA SEPTEMBRE. En 2017, le président Paul Kagame a été réélu à la tête du pays. Le Front patriotique rwandais, son parti, devrait obtenir sa majorité sur le pays lors des législatives.					
SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE OCTOBRE. L'Action démocratique indépendante (ADI), notre droit de Patrice Tresselt, qui a remporté les législatives en 2014, et le Mouvement de libération de São Tomé-et-Príncipe - Parti social-démocrate (MLSTP-PSD) de Manuel Pinto da Costa livreront bataille.					
SÉRIE LEONE MAI. Plus de 2 millions d'électeurs seront appelés aux urnes le 7 mars 2018 pour les élections présidentielle, législatives et locales, après deux mandats d'Ernest Bai Koroma.					
SOUDAN DU SUD DATE INCERTAINE. L'élection présidentielle était prévue en 2016 mais elle a été reportée à deux reprises, à 2017 puis à 2018, en raison de la guerre civile. Un nouveau report n'est pas à exclure. Les législatives devraient quant à elles se tenir avant début juillet.					
SWAZILAND SEPTEMBRE. Des législatives sans partis politiques (les députés étant élus sur leur nom propre) doivent se tenir en 2018. L'opposition a appelé au boycott, comme lors des présidentielles, en 2003.					
TCHAD AUCUNE DATE N'A ÉTÉ PRÉCISÉE. Au Tchad, les élections législatives - qui étaient prévues à l'origine en 2015 -, devraient être organisées en 2018, selon l'annonce d'Idriss Deby Itno du 21 décembre 2017.					
TOGO JUILLÉT. Les scrutins législatifs auront lieu au plus tard le 14 juillet 2018. Et des élections locales doivent se tenir dans l'année.					
ZIMBABWE DATE INCERTAINE. Après la démission de Robert Mugabe et la nomination d'Emmerson Mnangagwa comme président par intérim, les Zimbabwéens devraient choisir en juillet leur prochain chef de l'État.					

L'Indafrique en marche !

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 12 janvier 2018 à 08h26 — Mis à jour le 12 janvier 2018 à 08h26



par Ajay Kumar Dubey

Le professeur Ajay Kumar Dubey est enseignant-chercheur au Centre d'études africaines de l'École des études internationales de l'université Jawaharlal-Nehru (JNU), à New Delhi. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les relations entre l'Inde et l'Afrique et la présence indienne sur le continent.



Les relations entre l'Inde et l'Afrique sont historiques et multidimensionnelles. © Adria Fruitos pour JA

Les relations entre l'Inde et l'Afrique sont historiques et multidimensionnelles. Le pays jouit d'une grande estime sur le continent, où vivent actuellement près de 3 millions de personnes d'origine indienne.

Depuis 2008 et le premier sommet Inde-Afrique organisé à New Delhi, les liens économiques n'ont cessé de se renforcer entre les deux parties. Les objectifs de la politique étrangère indienne et ses méthodes d'engagement sur la scène internationale ont considérablement évolué, du mouvement des non-alignés pendant la guerre froide aux possibilités offertes par la mondialisation en marche.

Pour l'Inde, l'Afrique représente d'abord une manne de nouveaux marchés, propices à l'investissement. Elle considère également que le continent a un rôle prépondérant à jouer en matière de sécurité énergétique et de défense dans l'océan Indien. C'est enfin pour New Delhi un partenaire de poids dans le cadre de l'OMC, des négociations sur le changement climatique ou sur les réformes à engager dans les institutions comme le Conseil de sécurité de l'ONU, la Banque mondiale ou le FMI.

Multinationales modernes

La présence indienne, en elle-même, a changé. Ce ne sont plus des entreprises publiques mais des sociétés privées qui s'engagent désormais sur le continent, des multinationales modernes devenues les véritables moteurs de nos échanges économiques. Certaines d'entre elles, comme ONGC Videsh, très présente dans le secteur des hydrocarbures, sont même cotées à la Bourse de New York. D'autres, comme Tata, Mahendra, Aditya Birla, Kiloshkar, ainsi que des acteurs majeurs des télécommunications ou de la pharmacologie, sont déjà très florissantes en Afrique.

L'Inde a prévu de déboursier lui-même 125 millions de dollars pour relier par fibre optique 47 pays africains

Toutes ces sociétés s'appuient sur la diplomatie économique mise en place par les pouvoirs publics indiens. New Delhi s'est depuis longtemps positionné comme un pourvoyeur d'aide au développement d'un genre différent, en participant au financement de partenariats entre des compagnies indiennes et des entités locales, publiques ou privées. En vertu de ces accords, la direction des entreprises doit être transférée à moyen terme dans le camp africain.

Les firmes ont également l'obligation d'employer une main-d'œuvre essentiellement locale. Ce transfert de compétences et de propriété volontaire est la clé d'une stratégie payante. L'Inde, par cet engagement singulier, se démarque des autres pays étrangers investis sur le continent.

Mais la démarche de New Delhi ne s'arrête pas là. L'état a prévu de déboursier lui-même 125 millions de dollars (106 millions d'euros) pour son projet Pan-African E-Network, destiné à relier par fibre optique 47 pays africains, en accord avec l'Union africaine et les principales organisations sous-régionales à travers le continent.

Intégration limitée

Cependant, ce positionnement en Afrique, cette volonté de transformer cette estime traditionnelle en partenariat économique fait face à de nombreux défis. L'engagement indien est majoritairement traité par l'administration des institutions présentes dans le domaine des affaires étrangères. Leur fonctionnement, qui n'échappe pas à la corruption, absorbe près de 85 % des ressources financières allouées au développement.

On peut également déplorer qu'il n'existe pas de principe d'évaluation des investissements réalisés ou de l'aide au développement apportée à l'étranger.

De plus, le secteur privé indien se sent peu concerné lorsqu'il s'agit de maintenir de bonnes relations des deux côtés de l'océan, et les échanges professionnels peuvent parfois être très violents à l'égard des ressortissants africains, ternissant l'image de l'Inde sur le continent. Enfin, en dehors de Maurice, la diaspora indienne est peu intégrée dans les pays où elle réside. Autant de points sur lesquels il faut encore travailler pour conforter l'élan des acteurs publics et privés en Afrique.

ALGÉRIE

Algérie : les médecins résidents de nouveau mobilisés pour l'abrogation du service civil et militaire

<http://www.jeuneafrique.com/> 08 janvier 2018 à 09h28 Par Jeune Afrique avec AFP



Manifestation des médecins résidents algériens le 3 janvier 2018 à l'hôpital universitaire d'Alger. © Facebook/ CHU Khelil Amrane

Le ministre de la Santé Mokhtar Hazbellaoui a appelé les médecins au dialogue, alors qu'un nouveau rassemblement est prévu mardi.

Ils étaient près de 500 médecins algériens en spécialisation rassemblés, dimanche 7 janvier, à l'hôpital Moustapha Bacha d'Alger, le plus important de la capitale. Appelés en Algérie « médecins résidents », ils mènent depuis près de deux mois une grève générale dans les hôpitaux universitaires, appelant à l'abrogation du service civil et militaire.

Ils se sont ensuite dirigés vers la Faculté de médecine où un autre rassemblement était organisé.

À Constantine (340 km à l'est d'Alger), des médecins résidents, des pharmaciens et des dentistes ont participé à une marche allant de l'hôpital Ibn Badiss jusqu'au centre-ville, rapporte l'agence de presse algérienne.

Sur les réseaux sociaux, des images de la manifestation, où apparaissent un grand nombre de manifestants, ont été publiées. Selon les organisateurs, ils étaient un millier. Aucun incident n'a, cette fois, été signalé.

Vers un dialogue avec le gouvernement

Mercredi dernier, ils ont tenté de manifester dans le centre de la capitale mais se sont heurtés à la police, qui a eu recours à la force pour les en empêcher, a indiqué leur mouvement, faisant état de 20 médecins blessés.

La Direction générale de la sécurité nationale a quant à elle affirmé que la police « n'avait fait qu'appliquer le règlement » qui interdit les manifestations dans la capitale. Elle a également fait état de blessés parmi les policiers.

Sur sa page Facebook, la section algérienne d'Amnesty International a dénoncé cette répression, affirmant que le droit de manifester est garanti par la Constitution algérienne.

 Amnesty International Algérie

[mercredi](#)



Nous dénonçons la répression de la manifestation organisée, aujourd'hui à Alger, par les médecins résidents

Le droit à la liberté d'expression et de manifestation pacifique est garanti par la Constitution Algérienne

Photos: [Casbah Tribune](#)

Les revendications des « résidents » ne sont pas nouvelles. Depuis plusieurs années, les médecins protestent contre le fonctionnement actuel. En Algérie, tout médecin ayant achevé six ans de spécialisation dans les hôpitaux se doit d'exercer pendant deux à quatre ans dans les zones reculées du pays. Les hommes médecins sont ensuite tenus d'accomplir une année de service militaire – qu'ils souhaitent également voir supprimer.

Dimanche, le ministre de la Santé Mokhtar Hazbellaoui a appelé les médecins au dialogue « afin de trouver des solutions à leurs revendications ». S'il a estimé que « le service civil (était) plus que nécessaire », il a promis « d'alléger et de développer le service civil en améliorant les conditions de travail (...) », selon des propos publiés par le quotidien Al-Khabar.

En attendant un éventuel apaisement, le mouvement des médecins résidents – qui sont environ 9.000 en Algérie – a appelé à une manifestation mardi à Oran (ouest)

CENTRAFRIQUE

Les États-Unis débloquent près de 13 millions de dollars pour former l'armée centrafricaine

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Diplomatie par Laurent Lagneau Le 07-01-2018



L'année 2017 s'était terminée par un feu vert tacitement donné par le Conseil de sécurité des Nations unies à la Russie pour livrer des armes aux Forces armées centrafricaines (FACa), malgré l'embargo appliqué à la Centrafrique. Pour rappel, il était question d'équiper deux bataillons, avec 900 pistolets Makarov, 5.200 fusils d'assaut, 140 armes de précision, 840 fusils mitrailleurs, 270 lance-roquettes et 20 armes anti-aériennes.

Visiblement, les États-Unis tiennent à ne pas être en reste puisque, le 6 janvier, ils ont annoncé, via leur ambassade à Bangui, un don de 12,6 millions de dollars (7 milliards de francs CFA) pour financer, entre autres, des programmes de formation destinés aux FACa.

« Nous croyons en l'aptitude de la RCA et croyons que les Faca ont un rôle central à jouer pour l'avenir » de la Centrafrique, a expliqué David Brownstein, chargé d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis à Bangui.

Cette aide américaine sera investie « dans des programmes de formation, de l'équipement, des véhicules, du matériel de communication et des premiers soins », a précisé le communiqué de l'ambassade. Des cours de langue anglaise seront proposés aux cadres des FACa afin leur permettre de suivre d'autres formations aux Etats-Unis.

« Le succès d'une nation exige une armée professionnelle formée, disciplinée, loyale et courageuse. Nous travaillons collectivement pour reconstruire une armée Centrafricaine qui sera en mesure d'assurer la sécurité et la sûreté de ses citoyens à travers le pays sans avoir besoin de l'assistance d'autres forces », souligne encore ce texte, lequel annonce d'autres initiatives du même genre dans les domaines de la santé et de la justice.

La formation des forces africaines est principalement assurée par la mission européenne EUTM RCA. Cette dernière a déjà terminé l'instruction de deux bataillons d'infanterie qui seront prochainement envoyés sur le terrain, aux côtés des casques bleus de la MINUSCA [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilité de la République centrafricaine, ndlr], dont les effectifs ont d'ailleurs été récemment renforcés, avec 900 hommes de plus.

La situation sécuritaire centrafricaine demeure toujours compliquée, avec des groupes armés aux alliances fluctuantes. La semaine passée, des combats ont été signalés dans l'Ouham-Pendé, plus précisément dans les environs de la localité de Paoua (nord-ouest).

Ces affrontement opposent le « Mouvement national pour la libération de la Centrafrique » (MNLC), créé deux mois plus tôt par le « général » autoproclamé Ahamat Bahar, au groupe Révolution et Justice (RJ).

Les combats « n'ont pas eu lieu proche de notre commune mais nous sommes surpris de voir les hommes armés et à dos de cheval massacrer les habitants de notre commune. Nous avons fui sans bagage pour juste sauver nos vies. Si le gouvernement ne réagit pas vite, ce sera le pire. Beaucoup de personnes sont déjà mortes et aucune réaction ni une intervention de la part du gouvernement », a dit un témoin ayant fui son village.

CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire : nouvelles tensions entre forces armées à Bouaké, que s'est-il passé ?

<http://www.jeuneafrique.com/> 10 janvier 2018 à 10h59 — Mis à jour le 11 janvier 2018 à 09h37
Par Vincent Duhem



Un militaire à Bouaké, en 2015 (archives). © Sylvain Cherkaoui pour JA

Des nouveaux incidents entre militaires et éléments du CCDO, une unité d'intervention mixte, ont été signalés mardi à Bouaké, la deuxième ville du pays. Une personne a été blessée. Le calme était revenu mercredi matin. Un conseil national de sécurité doit se tenir ce jeudi.

Les tensions entre militaires et membres du Centre de coordination des décisions opérationnelles (CCDO) se poursuivent à Bouaké. Des tirs ont d'abord été entendus mardi 9 janvier en début journée autour du troisième bataillon militaire d'infanterie, situé dans le quartier Sokoura, au nord de la ville. La confusion régnait concernant l'identité des militaires à l'origine de l'incident. Mais selon une source sécuritaire, il s'agirait « d'éléments du bataillon d'artillerie sol-sol (Bass) qui auraient tenté de pousser ceux du 3e bataillon à sortir du camp ».

En début de soirée, ces mêmes militaires se sont dirigés vers la base du CCDO, tirant en l'air, avec l'intention d'en découdre avec eux. « Pendant plusieurs heures, on a entendu des rafales et des détonations d'armes lourdes. Les tirs ont cessé vers minuit », raconte un habitant. L'unité d'intervention mixte – créée en 2013 par Hamed Bakayoko lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, avant de devenir ministre de la Défense en juillet 2017 – a indiqué sur son compte Facebook que sa base avait « été attaquée dans la nuit par des individus armés » à deux reprises. Il semblerait pourtant que la base était en partie vide lors de l'attaque.

Dans un communiqué publié mercredi à la mi-journée, l'état-major des armées a confirmé les incidents. Le texte précise que les locaux du CCDO ont été mis à feu, que deux véhicules ont été incendiés et qu'un blessé léger est à dénombrer. Des forces de sécurité (plusieurs dizaines de véhicules provenant de différents corps armés) ont été dépêchés pour sécuriser la ville. Un hélicoptère a été entendu dans la nuit survolant Bouaké.

**COMMUNIQUE DES FACI RELATIF AUX ÉVÉNEMENTS
SURVENUS À BOUAKÉ LE 05 JANVIER 2018**

Suite aux événements survenus le vendredi 05 janvier 2018, un groupe de militaires de certaines casernes de Bouaké s'en est pris au confinement du Centre de Coordination des Décisions Opérationnelles (CCDO) situé dans le quartier Sokoura dans la nuit de mardi 05 janvier 2018.

Au terme des tirs qui ont pris fin aux environs de minuit, le bilan s'établit comme suit :

- Un blessé léger pris en charge par les services de santé.
- Deux véhicules incendiés et un autre endommagé
- Des locaux du CCDO mis à feu

Alertés, les sapeurs-pompiers de la 3^{ème} compagnie ont très vite circonscrit l'incendie. Le procureur de la ville de Bouaké et la gendarmerie nationale ont procédé au constat d'usage en vue d'approfondir les enquêtes en cours afin de mieux situer les responsabilités.

L'Etat-Major Général des Armées a immédiatement pris des dispositions pour renforcer la sécurité dans ville de BOUAKÉ.

Depuis ce matin, aucun incident n'est signalé. Le calme est revenu dans les casernes. Les populations sont invitées par conséquent à revenir librement à leurs occupations.

Fait à Abidjan le mercredi 10 janvier 2018

L'Etat-Major Général des Armées

Des affrontements entre militaires et éléments du CCDO dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 janvier avait fait un mort et un blessé. L'état-major avait annoncé l'ouverture d'une enquête.

Difficile d'identifier avec certitude l'origine de ses tensions. Certaines sources évoquent un différend personnel entre certains militaires et un des responsables du CCDO à Bouaké. D'autres parlent d'un problème plus global entre les deux corps armés – les militaires accusant le CCDO de les espionner et de diffuser de fausses rumeurs les concernant. Un haut-gradé estime de son côté qu'« il y a un peu des deux ».

ÉTHIOPIE

Éthiopie : les députés votent l'interdiction des adoptions par les étrangers

<http://www.jeuneafrique.com/> 11 janvier 2018 à 14h06 Par Jeune Afrique avec AFP



Aaron Lieberman et Théodore, 2 ans, adopté en Éthiopie © Beбето Matthews/AP/SIPA

Les adoptions par les étrangers, déjà suspendues depuis le 21 avril 2017, sont désormais interdites depuis mardi. Le ministère éthiopien évoque "divers crimes contre les mineurs".

Les députés de la chambre des représentants ont adopté mardi 9 janvier la loi interdisant aux étrangers d'adopter des enfants éthiopiens, a annoncé mercredi le porte-parole du ministère éthiopien des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse.

Selon le porte-parole, interrogé par le site d'informations locales DireTube, l'interdiction des adoptions par des étrangers est justifiée car « elles ont entraîné divers crimes contre les mineurs. »

Procédures en cours gelées

Ce vote intervient près de neuf mois après le moratoire sur les adoptions par les étrangers, décidé par le gouvernement le 21 avril 2017. Celui-ci avait conduit à la suspension de dizaines d'adoptions, y compris pour des parents ayant légalement terminé la procédure d'adoption.

Si le flou persiste sur les procédures encore en cours, plusieurs sources indiquent que l'Éthiopie se serait engagée à les finaliser. La Belgique avait une vingtaine de procédures d'adoption en cours en Éthiopie. Le diplomate belge se dit « très content d'avoir pu conclure ces cas où les parents étaient déjà en relation avec un enfant par l'intermédiaire d'une agence d'adoption. »

« Nous prenons note de cette décision souveraine de l'Éthiopie et nous la respectons, » a commenté Joseph Naudts, conseiller et adjoint au chef de mission de l'ambassade de Belgique.

45,44 % des enfants adoptés à l'étranger par des Français sont originaires d'Afrique

Les ambassades contactées par l'AFP se refusent à donner des chiffres, mais, en juin dernier, l'ambassade des États-Unis évoquait 40 familles ayant légalement adopté, mais dont le dossier s'était retrouvé gelé. Les diplomates d'Espagne et de Grande-Bretagne ont parlé respectivement de cinquante et d'une dizaine de familles dans cette situation.

Durcissement des conditions

L'Éthiopie était un pays très populaire pour les adoptions. Avec cette modification du Code de la famille, « c'est la fin d'une époque », a indiqué un diplomate. Cette décision des députés éthiopiens s'inscrit dans un contexte de durcissement des conditions d'adoption à l'étranger.

Selon le rapport 2016 du ministère des Affaires étrangères sur l'adoption internationale, 45,44 % des enfants adoptés à l'étranger par des Français sont originaires d'Afrique. Après la RDC, avec qui la France a suspendu le 31 décembre 2016 les adoptions d'enfants en raison des « irrégularités » constatées dans les dossiers, la Côte d'Ivoire est le pays d'Afrique où les familles françaises adoptent le plus (43 enfants en 2016).

En Afrique, le Mali par exemple, a interdit l'adoption par les étrangers dès 2012, à l'exception des ressortissants maliens. Le Bénin, qui avait suspendu l'adoption par les étrangers, a levé cette directive en mai dernier.

Dans l'attente de la mise en place par les autorités locales d'un cadre institutionnel et procédural conforme aux principes de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, les adoptions internationales sont suspendues au Sénégal depuis 2011 et la ratification du texte par le pays.

Protéger des risques d'adoptions illégales, irrégulières, prématurées ou mal préparées

Même cas de figure pour la Guinée, qui a pris la décision de suspendre les procédures en mars 2012.

La Convention est censée assurer les enfants et leurs familles des risques d'adoption à l'étranger illégales, irrégulières, prématurées ou mal préparées. D'autres pays comme le Niger limitent le cadre de l'adoption aux couples mariés et sans enfant.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Guinée équatoriale : la tentative de « coup d'État » organisée en France, selon Malabo

<http://www.jeuneafrique.com/> 11 janvier 2018 à 09h25 — Mis à jour le 11 janvier 2018 à 09h25
Par Jeune Afrique avec AFP



Le président Teodoro Obiang Nguema, 74 ans, dirige sans partage le pays depuis 1979. © PIUS UTOMI EKPEI / AFP

Le ministre équato-guinéen des Affaires étrangères, Agapito Mba Mokuy, a affirmé que le putsch déjoué le mois dernier, en décembre 2017 par Malabo, a été organisé en France. Il insiste cependant sur le fait que, selon lui, le gouvernement français n'a « rien à voir avec ça ».

« La stratégie a été organisée sur le territoire français », a déclaré Agapito Mba Mokuy, ministre équato-guinéen des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse sur la tentative de coup d'État contre le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Celui-ci se trouvait dans son palais de Koete Mongomo (à une cinquantaine de km du carrefour des trois frontières entre le Gabon, la Guinée et le Cameroun), lorsque le coup d'État a été déjoué, dans la nuit du 27 au 28 décembre.

S'adressant en français à l'AFP, le ministre a fait cette déclaration en employant l'affirmatif. Mais en espagnol, le ministre a utilisé le conditionnel à ce propos.

Malabo exonère le gouvernement français

Le ministre des Affaires étrangères a également souligné qu'il n'y avait aucune implication des autorités françaises dans cette affaire. « Cela n'a rien à voir avec le gouvernement français, a-t-il affirmé. Nous allons coopérer avec la France dès que nous aurons plus de renseignements ».

Si le ministre parle de coopération, il faut cependant rappeler que les relations franco-guinéennes ne sont plus au beau fixe depuis que la justice française a condamné en octobre le fils du président équato-guinéen, Teodorin Obiang, à trois ans de prison avec sursis et 30 millions d'euros d'amende avec sursis dans l'affaire des « biens mal acquis ».

D'autres informations ont également été communiquées au sujet de la tentative de coup d'Etat. « 27 terroristes ou mercenaires » ont été arrêtés selon Mokuy, mais il serait encore au nombre d'« environ 150 » sur le territoire guinéen, du côté de la frontière avec le Cameroun.

L'AFP a également fait part de l'arrestation de l'ambassadeur de Guinée équatoriale au Tchad, samedi 30 décembre, alors qu'il se trouvait à Ebebiyin. Enrique Nsue Anguesom est détenu dans un camp militaire de Bata, la capitale économique, « pour des raisons d'enquête concernant les hommes interpellés », ont précisé à l'AFP un de ses cousins et une source policière de haut rang, s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Remise en cause de l'accord sur la libre circulation

Le président de la Centrafrique voisine Faustin-Archange Touadéra s'est rendu mardi à Malabo pour « apporter tout le soutien » de la Centrafrique à son voisin, a-t-on déclaré à la présidence de la RCA.

Un soutien important alors que parmi les « mercenaires » qui ont été arrêté par la police camerounaise du côté camerounais de la frontière avec la Guinée équatoriale, la nuit de la tentative de coup d'Etat, il y aurait des centrafricains aux côtés des tchadiens et des soudanais, selon des sources sécuritaires camerounaises.

« Nous devons savoir si les Centrafricains interpellés ont des vrais ou des faux passeports centrafricains », a cependant indiqué la présidence à Bangui.

Malgré la venue du président centrafricain, cet événement n'a pas manqué de faire revenir les autorités équato-guinéennes sur l'accord de libre-circulation en Afrique centrale. Alors que la Guinée-équatoriale avait ratifiée la décision aux côtés des six pays de la zone après une quinzaine d'année de débat, le ministre des Affaires étrangères a choisi de revenir sur cet accord.

« La libre circulation ne veut pas dire que vous pouvez circulez comme vous voulez. Il faut avoir un passeport biométrique, (un) passeport Cémac (l'organisation régionale), (un) passeport sécurisé. Tant que toutes ces conditions ne sont pas remplies et compte tenu de ce qu'il s'est passé en Guinée équatoriale, nous disons (qu'il faut) pour circuler dans notre pays aller dans nos ambassade », a indiqué M. Mokuy.

LIBYE

Libye : les recettes pétrolières en nette hausse en 2017

<http://www.jeuneafrique.com/> 05 janvier 2018 à 16h41 — Mis à jour le 06 janvier 2018 à 11h42
Par AFP



Les recettes pétrolières de la Libye sont en nette hausse en 2017. © AFP/Archives / Abdullah DOMA

La Libye a engrangé l'an dernier 14 milliards de dollars (11,6 mds EUR) de recettes pétrolières, soit près de trois fois plus qu'en 2016, malgré l'insécurité et une crise politique persistante, selon un communiqué de la Banque centrale libyenne (BCL) transmis vendredi à l'AFP.

Ce chiffre reste loin des 50 milliards de dollars que la Libye gagnaient de la vente du brut avant la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, à une époque où les prix de l'or noir étaient toutefois plus élevés qu'aujourd'hui.

La Libye produisait alors 1,6 million de barils par jour (bpj).

En 2017, la production a atteint plus d'un million de bpj et a permis de réduire de moitié le déficit budgétaire (à 7,7 milliards de dollars), après un déficit record en 2016, s'est félicitée la BCL.

La production avait plongé à moins de 500.000 bpj entre 2014 et 2016 en raison des violences qui éclatent régulièrement autour des sites pétroliers et d'une lutte d'influence entre groupes rivaux souhaitant mettre la main sur la principale ressource du pays.

Le pétrole représente près de 90% des revenus de la Libye, qui dispose des plus grosses réserves d'Afrique.

Pénurie de liquidités

La BCL est basée à Tripoli et loyale au gouvernement d'union nationale appuyé par la communauté internationale.

Si c'est elle qui gère la totalité des revenus pétroliers et les distribue dans tout le pays, il existe toutefois une autre banque centrale dotée de son propre gouverneur et qui dépend d'un gouvernement parallèle et du Parlement élu basés dans l'est du pays.

La reprise de la production et des exportations pétrolières en Libye est vitale pour remettre en l'état une économie moribonde et rasséréner une population éprouvée par l'instabilité politique et sécuritaire depuis 2011.

Le pays continue à faire face à une pénurie de liquidités ainsi qu'à une chute sans précédent de la valeur de sa monnaie.

Une centaine de migrants portés disparus en Méditerranée

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 10/01/2018 à 08:35



Des migrants secourus par les garde-côtes libyens arrivent à une base navale de Tripoli. HANI AMARA/REUTERS

La marine libyenne a annoncé n'avoir pu secourir que 17 migrants après le naufrage d'une embarcation de plus d'une centaine de personnes mardi soir. Dans le même temps, un sommet sur le défi migratoire réunit ce mercredi sept pays du sud de l'Europe qui souhaitent obtenir une meilleure répartition de l'immigration au sein de l'UE.

Entre 90 et 100 migrants sont portés disparus en Méditerranée après le naufrage de leur embarcation de fortune au large de la Libye, a indiqué mardi soir la marine libyenne, se basant sur le récit de survivants, alors que se tient ce mercredi un sommet sur le défi migratoire réunissant plusieurs pays du sud de l'Europe.

L'embarcation, un canot pneumatique, transportait plus d'une centaine de personnes. Seules 17 d'entre elles, dont des femmes et des enfants, ont pu être secourues, a déclaré le général Ayoub Kacem, porte-parole de la marine, qui a déploré le manque de moyens et le mauvais temps qui ont compliqué les opérations de secours. Les survivants sont restés plusieurs heures accrochés à des bouts du canot jusqu'à l'arrivée des secours. Le naufrage a eu lieu au large de la ville d'al-Khoms, à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale libyenne, a précisé Ayoub Kacem.

La marine libyenne a ajouté avoir secouru 267 autres migrants de diverses nationalités africaines qui étaient à bord de deux embarcations en détresse au large de la ville de Zawiya, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli.

Le week-end dernier, dix migrants avaient péri et plus d'une cinquantaine d'autres, parmi lesquels de jeunes enfants, avaient disparu au large de la Libye, selon un bilan recueilli par plusieurs organismes auprès des survivants. En 2017, au moins 3116 migrants (dont 2833 au large de la Libye) sont morts ou ont disparu en tentant de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, contre près de 5000 en 2016, selon un décompte de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les tentatives de traversée sont aussi en forte baisse depuis l'été, après les efforts italiens pour empêcher les migrants de prendre la mer, à la suite d'accords avec autorités et milices libyennes.

«Demande d'une meilleure répartition de la charge migratoire dans l'UE»

Des chiffres qui devraient être à l'ordre du jour du sommet qui se tient à Rome ce mercredi entre sept pays du sud de l'Europe (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, Malte) venus surtout afficher leur unité sur la question migratoire. Il s'agit de la quatrième rencontre sous ce format, initié en septembre 2016 par le premier ministre grec Alexis Tsipras. Deux autres réunions ont suivi en 2017, à Lisbonne en janvier et à Madrid en avril.

Pour l'Italie, l'année 2017 a été un tournant: le pays est passé d'un flux toujours plus massif au premier semestre aux prémices d'une immigration choisie, au prix d'accords en Libye qui ont limité les arrivées à 119.000, soit 35% de moins qu'en 2016. En Espagne en revanche, des Algériens et des Marocains sont venus grossir les arrivées sur les côtes, passées de 6000 en 2016 à près de 23.000 en 2017. En Grèce, l'accord entre l'Union européenne et la Turquie a limité le nombre d'arrivées à 28.800 personnes, soit six fois moins qu'en 2016.

Dans ce contexte, le sud de l'UE continue de plaider pour une meilleure répartition de la charge migratoire au sein de l'Union européenne. Athènes demande ainsi régulièrement d'intégrer les

Irakiens et les Afghans dans les procédures de relocalisation. «L'Italie ne peut plus continuer à payer pour tout le monde, en termes financiers comme en termes d'effort politique», a de son côté martelé le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan, lundi à Bruxelles. Son collègue de l'Intérieur, Marco Minniti, artisan des accords - salués à Bruxelles - avec les autorités et les milices libyennes pour empêcher les migrants de prendre la mer, a prévenu que l'UE devait également participer au volet humanitaire de la politique italienne.

Trois jours avant Noël, l'Italie a ainsi été la première à accueillir un groupe de 162 réfugiés éthiopiens, somaliens et yéménites arrivés en avion directement de Libye. Selon Marco Minniti, 10.000 réfugiés devraient suivre en 2018, à condition qu'ils soient répartis au sein de l'UE. Avec la hausse record des demandes d'asile aussi en France, le sujet devrait rester au menu des rencontres bilatérales qu'Emmanuel Macron, qui va prolonger son séjour à Rome, aura aussi jeudi avec les dirigeants italiens.

MALI

Le nouveau Premier ministre malien promet des « mesures fortes » pour la sécurité

<http://www.jeuneafrique.com/> 07 janvier 2018 à 16h17 — Mis à jour le 07 janvier 2018 à 16h47
Par AFP



Soumeylou Boubèye Maiga à Bamako le 25 Mai 2013. © DAOU Bakary Emmanuel pour JA

Le nouveau Premier ministre du Mali, Soumeylou Boubèye Maiga, s'est dit prêt dimanche à prendre des "mesures fortes" pour renfoncer la sécurité des Maliens, en particulier dans le centre du pays confronté à une montée des attaques jihadistes.

« Dans (la droite ligne) des orientations du président de la république, la sécurité des Maliens est une priorité du nouveau gouvernement et très rapidement des mesures seront prises », a-t-il déclaré dans un entretien à l'AFP.

Soumeylou Boubèye Maiga a été désigné le 30 décembre à la tête du gouvernement par le président Ibrahim Boubacar Keïta après la démission surprise de son prédécesseur, Abdoulaye Idrissa Maiga.

« Dans le centre, le gouvernement dévoilera un programme dans les jours à venir », a expliqué cet ancien journaliste de 63 ans, ex-ministre de la Défense et ancien patron des services de renseignement.

« Nous prendrons les mesures les plus fortes pour assurer la liberté d'activité des Maliens. Nous allons également voir comment, avec les forces religieuses saines, nous pouvons organiser la riposte doctrinale », a expliqué le chef du gouvernement.

Le nord du Mali, où des attaques jihadistes se poursuivent, était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes liés à Al-Qaïda. Ces groupes ont été en grande partie chassés par une opération militaire française lancée en janvier 2013.

« Service public itinérant »

Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU (Minusma), régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues dans le centre et dans le sud du Mali et le phénomène gagne les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

Dans le centre, le nouveau Premier ministre promet « la mise en place d'un service public itinérant pour apporter aux populations un service en matière de santé, d'éducation, et d'activités économiques ».

Il reconnaît toutefois que, pour être « efficaces », les solutions doivent être abordées « dans un cadre dynamique sous-régional, parce que cette partie du Mali se prolonge vers les pays comme le Niger et le Burkina Faso ».

Le Mali, ainsi que le Tchad, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie, réunis au sein de l'organisation régionale G5 Sahel, ont démarré en novembre les opérations de leur nouvelle force conjointe, qui doit monter en puissance pour atteindre au moins 5.000 hommes d'ici au printemps 2018.

Démobilisation

Sur le plan intérieur, Soumeylou Boubèye Maiga a affirmé qu'il gardait comme objectif l'application de l'accord de paix signé en 2015 à Alger.

« Tant que nous n'aurons pas avancé sur le processus DDR (démobilisation, désarmement, réinsertion), nous ne pouvons pas soustraire aux groupes terroristes la base de recrutement qui leur est offerte », a-t-il souligné, affichant sa volonté de « faire avancer le processus avec l'appui des partenaires » du Mali.

Interrogé sur le contenu de la loi « d'entente nationale » annoncée le 1er janvier par le chef de l'État », il a répondu que « les orientations du président Ibrahim Boubacar Keïta sont claires : l'exonération de poursuites concerne particulièrement ceux qui ne sont pas impliqués dans les crimes de sang ».

« Il s'agit de citoyens qui se sont retrouvés dans ces histoires sans avoir commis l'irréparable ».

« Tous ceux qui renoncent à la violence et qui n'ont pas commis des crimes de sang seront réinsérés dans le tissu social », a poursuivi le Premier ministre, alors que l'opposition a qualifié l'annonce de la loi d'entente nationale de « manœuvre politique » visant à faciliter la réélection du président Keïta, au pouvoir depuis 2013.

Organiser cette présidentielle en 2018 est « tenable », a estimé Soumeylou Boubèye Maiga. « Le président y attache beaucoup d'importance. Nous travaillerons dans la transparence avec la majorité et l'opposition dans un cadre de concertation qui existe déjà, pour l'organisation d'élections apaisées, transparentes en 2018 ».

La guerre au Mali, c'est deux morts par jour

<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> 08 Janvier 2018 à 11h20 Par Jean-Dominique Merchet

« Au moins 716 personnes ont perdu la vie au Mali en 2017 » du fait de la guerre (« incidents armés »), soit quasiment deux chaque jour en moyenne. Ce chiffre est fourni par le Parti pour la Renaissance Nationale (Parena), opposant au président malien IBK et il est basé sur un monitoring de toutes les déclarations de pertes humaines.

Parmi ses morts, on compte 245 membres des forces maliennes, 45 casques bleus de la Minusma et 2 Français de la Force Barkhane. Les 424 autres sont des « populations civiles, assaillants ou présumés assaillants ». Le décompte n'établit pas donc pas précisément les pertes dans ce que les Français désignent comme Groupes armés terroristes.

A ces tués, il faut ajouter 546 blessés, dont 13 au sein de la Force Barkhane.

Le parti d'opposition indique que « 2017 a été l'année la plus meurtrière depuis l'accession du président IBK à la magistrature suprême le 4 septembre 2013 ». Depuis cette date, au moins 2 108 personnes ont été tués et 1 157 blessées.

MAROC

Sahara occidental : pourquoi la tension reprend à Guergarat

<http://www.jeuneafrique.com/> 08 janvier 2018 à 16h38 — Mis à jour le 08 janvier 2018 à 16h56
Par Nadia Lamlili



Le mur de sable séparant le Sahara occidental du reste du territoire marocain, le 6 novembre 2006. © FRANCOIS MORI/AP/SIPA

Cette zone tampon administrée par l'ONU connaît une nouvelle montée d'hostilités entre le Maroc et le Polisario. Les menaces et les provocations fusent.

Depuis une semaine, la zone frontalière de Guergarat enregistre une nouvelle montée de tension entre le Maroc et le Polisario. Une de plus, dans la série d'escalades que connaît le dossier du Sahara occidental à la veille de chaque réunion du Conseil de sécurité. Chaque année, au mois d'avril, les 15 membres du Conseil examinent le rapport du secrétaire général de l'ONU et décident du renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Cette année encore, Guergarat retiendra leur attention.

• Quel est l'incident qui a relancé la tension ?



Des hommes du Front Polisario, en 2011 à Tifariti. © Arturo Rodriguez/AP/SIPA

De source marocaine, des soldats du Polisario sont apparus sur la zone le mercredi 3 janvier. Ils auraient bloqué les participants au Rallye Sahara Desert Challenge avant de quitter les lieux suite à une injonction de la Minurso.

Rabat a par la suite saisi le Conseil de sécurité sur ces événements et fait part des menaces proférées par le Polisario à l'encontre d'une autre course automobile, le Rallye Africa Eco race, qui doit passer dans cette zone ce lundi 8 janvier.

À travers son agence de presse officielle, le Front Polisario confirme avoir envoyé deux voitures de police désarmées dans la zone, avec instruction d'informer la Minurso sur les mesures préconisées pour éviter toute escalade de tensions durant ce rallye.

« Le maintien de cette étape du rallye s'apparente à une véritable provocation, d'autant plus que cette région est considérée comme une zone militaire où les activités civiles sont interdites », affirme l'agence *Sahara press service*.

Le précédent de juin 2016

C'est dans ce no man's land que militaires marocains et soldats du Front Polisario avaient failli s'affronter, fin 2016. Les Marocains stationnaient alors à côté du mur de défense construit par Hassan II dans les années 1980 pour se prémunir contre les attaques du Polisario -, les seconds dans la zone tampon, sous l'œil vigilant des soldats de la Minurso.

Un vis-à-vis à portée de fusil, qui était le contact le plus proche et le plus tendu depuis l'instauration du cessez-le-feu en 1991. La cause : un chantier de bitumage de la route qui traverse cette zone déserte, entamé par les autorités marocaines.

Le Polisario avait alors réagi en protestant contre la violation d'une zone sous administration onusienne. Il a également envoyé ses soldats pour bloquer les camionneurs traversant cette route, avant que l'ONU n'intervienne, appelant les deux parties à se retirer de Guergarat.

• Pourquoi le Polisario déterre le dossier Guergarat ?



Brahim Ghali, chef du Polisario, lors du 28^e sommet de l'Union africaine. © African Union Commission

On croyait ce conflit résolu mais il n'en est rien. Depuis cette date, le Polisario demande à l'ONU de trouver une solution à cette route commerciale qui ne profite, selon lui, qu'aux Marocains. Pour appuyer sa position, il cite la dernière résolution du Conseil de sécurité, précisément son paragraphe 3 qui stipule que « la crise intervenue récemment dans la zone tampon de Guergarat suscite des interrogations fondamentales concernant le cessez-le-feu et les accords connexes et encourage le secrétaire général à explorer les moyens d'y répondre ».

Pour le Polisario, la situation dans cette zone impose de trouver une solution « qui aille au-delà d'un simple enregistrement des violations de l'accord de cessez-le-feu » pour s'attaquer « aux causes réelles qui étaient à l'origine de la crise ».

Samedi 6 janvier, par la voix de son représentant permanent à l'ONU, Omar Hilale, le Maroc a déclaré que le Polisario cherche « à saborder » le cessez-le feu et qu'il veut « créer le même scénario de crise que celui de mars et avril derniers ».

• Que répond l'ONU ?



Le secrétaire général des Nations unies António Guterres à New York le 28 septembre 2017. © Beбето Matthews/AP/SIPA

Les regains de tension entre le Maroc et le Polisario sont récurrents. À chaque fois, l'ONU appelle les deux parties au calme. Samedi 6 janvier, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est encore une fois dit « profondément préoccupé » par la montée des hostilités sur la frontière maroco-mauritanienne. Il a appelé « les parties prenantes à éviter une escalade des tensions », ajoutant que « le trafic civil et commercial régulier ne devrait pas être entravé et aucune mesure ne devrait être prise qui pourrait constituer un changement au statu quo de la zone tampon ».

Pour plusieurs experts, l'agitation que connaît la région de Guergarat n'est pas une menace réelle mais un indicateur de la volonté des parties prenantes de sortir de l'immobilisme qui frappe ce dossier.

Depuis sa nomination en janvier 2016, Antonio Guterres s'y déploie avec force appelant à la relance des négociations. Il est entouré par un nouvel émissaire, l'Allemand Horst Kohler, qui a effectué sa première tournée dans la région en octobre, et d'un nouveau chef de la Minurso, le Canadien Colin Stewart, qui a remplacé sa compatriote Kim Bolduc.

En avril prochain, on en saura un peu plus sur la stratégie de cette nouvelle équipe pour résoudre un conflit qui dure depuis 41 ans.

Accord de pêche Maroc-UE devant la Cour de justice de l'UE : les réactions se multiplient

<http://www.jeuneafrique.com/> 12 janvier 2018 à 15h52 — Mis à jour le 12 janvier 2018 à 15h57
Par Nadia Lamlili



En 2006 dans la zone de stockage et de conditionnement des poissons au port de Dakhla, au Maroc, dans le Sahara occidental. © Vincent Fournier / Jeune Afrique

L'avis de l'avocat général demandant à la Cour de justice de l'Union européenne d'invalidier l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE a déclenché de nombreuses réactions. Bruxelles qualifie le Maroc de "partenaire stratégique", tandis que l'Espagne réfléchit à des pistes de sorties.

L'avis de l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ouvrant la voie à une possible remise en cause de la validité de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE ne cesse de susciter la polémique. Si la diplomatie marocaine ne s'est pas officiellement prononcée sur cet avis « à caractère consultatif », plusieurs sources marocaines n'ont pas caché leur désapprobation de « la position radicale » adoptée par l'avocat et qui ne tient pas compte de l'évolution qu'a connue le dossier du Sahara occidental sur la scène internationale.

En réaction à cet avis, l'UE a émis un message à teneur politique. « En attendant la décision finale de la Cour de Justice, nous nous abstenons de commentaires sur le cas ou son résultat », affirme à *Jeune Afrique* une porte parole de la Commission européenne. Et d'ajouter: « L'UE rappelle que le Maroc est un partenaire essentiel dans notre politique de voisinage sud, partenaire avec lequel nous avons bâti au fil des années un partenariat riche et multidimensionnel. Nous comptons non seulement préserver la relation privilégiée qui est la nôtre mais aussi la renforcer ».

En Espagne, principal pays européen bénéficiant de cet accord de pêche, l'avis de l'avocat Melchior Wathelet a été jugé suffisamment inquiétant pour que le gouvernement décrète une réunion d'urgence, ce vendredi 12 janvier, avec les trois régions autonomes concernées par l'accord de pêche avec le Maroc (Andalousie, Galicie et les Iles Canaries). Pas moins de 74 chalutiers espagnols pêchent en effet dans les eaux marocaines. Les Espagnols veulent réfléchir à des pistes de sortie au cas où la Cour se range du côté de son avocat dans sa décision finale.

Sabotage politique ?

L'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, un think tank français dirigé par le politologue Charles Saint-Prot n'a pas hésité à relever « les desseins politiques » de l'avocat général, estimant que son avis s'est écarté des principes de droit international.

« Il incite à adopter une position politique qui serait de nature à embarrasser la diplomatie de l'Union et à saborder le règlement d'un différend international dont l'importance se situe au-delà de la position idéologique d'un individu », lit-on dans un communiqué publié jeudi 11 janvier.

Par ailleurs, le même observatoire estime que l'association plaignante, la Western Sahara Campaign (WSC) qui défend l'autodétermination du peuple sahraoui, n'a aucun titre à contester un accord européen, la « République arabe sahraouie démocratique » (RASD) n'étant pas reconnue par l'Union européenne.

 [OEG @Obsetudesgeopo](#)

Accord de [#pêche](#) [#UE](#) [#Maroc](#) : conclusions de l'avocat général de la Cour de Justice européenne sujettes à caution <http://www.etudes-geopolitiques.com/accord-de-peche-ue-maroc...>

Le précédent 2016

Cette polémique est en train de suivre le même scénario que celui de l'accord agricole en 2016. Avec au centre, les mêmes questions qui fâchent : le statut contesté du Sahara occidental et le manque de garanties nécessaires pour assurer que les populations du Sahara occidental bénéficient réellement de l'exploitation de leurs ressources.

C'est sur ces mêmes arguments que la CJUE s'était appuyé en décembre 2016 pour rejeter l'accord agricole Maroc-UE. Une décision qui avait suscité l'ire de Rabat l'amenant à menacer de geler sa coopération avec l'UE au cas où ce verdict venait à être appliqué.

Les navettes diplomatiques se sont alors succédées entre Rabat et Bruxelles pour trouver un arrangement politique. Suite à ces réunions de crise, l'UE s'était engagée à prendre les mesures nécessaires afin de sécuriser l'accord agricole et empêcher sa résiliation.

Bis repetita pour l'accord de pêche ? Conclu pour une durée de 4 ans, cet accord arrivera à échéance le 14 juillet 2018. Les négociations pour son renouvellement ont d'ores et déjà commencé entre les deux partenaires. Autant dire qu'elles démarrent dans des eaux troubles.

NIGÉRIA

Télécommunications : le Nigeria paiera ses deux satellites chinois en « nature »

Africa Tech <https://afrique.latribune.fr/> Par La Tribune Afrique | 05/01/2018, 17:50



(Crédits : Tous droits réservés © CNES)

La Chine vient de franchir une nouvelle étape dans sa coopération avec le Nigeria en acceptant de prendre en charge les 550 millions de dollars que coûtera l'acquisition par Abuja de deux satellites de télécommunication. De fabrication chinoise, ces appareils devront être prêts au lancement dans un délai de 2 ans.

Le Nigeria vient de signer un accord portant sur l'achat de deux satellites de télécommunications chinois. Une acquisition estimée à 550 millions de dollars, qu'Abuja espère boucler avant la fin de ce mois de janvier. Le ministre de la Communication, Adebayo Shittu a par ailleurs indiqué que la China Eximbank et le constructeur China Great Wall avaient accepté de financer les 550 millions de dollars nécessaires.

Ce deal représente une deuxième mouture d'un accord antérieur qui stipulait que le Nigeria serait obligé de couvrir 15% du coût de l'opération. *« C'est une très grande opportunité commerciale, comme les parties ont convenu que même sans notre capacité à contribuer à hauteur de 15%, ils sont prêts à payer la totalité des 550 millions de dollars pour l'achat de deux nouveaux satellites pour le Nigeria »*, a précisé le ministre de la Communication à la presse locale.

Païement en nature

Le gouvernement a par ailleurs annoncé que le lancement du premier de ces deux satellites viendrait après une période de production de deux ans à compter de la signature de l'ensemble de la documentation. Les fonds nécessaires à l'acquisition des satellites ne seraient pas sous forme de prêt selon les autorités, **la contrepartie du constructeur chinois prendra la forme d'une participation dans Nigcomsat, une société appartenant au gouvernement nigérian et qui est chargée de la gestion des communications par satellite.**

Les différentes parties concernées par le deal devront encore discuter les pourcentages de partages. Ce qui n'inquiète pas les autorités nigérianes, vu que *« le pays n'a rien à perdre parce*

que nous n'apportons rien en termes de ressources financières ». L'entrée dans le capital de Nigcomsat facilitera aux chinois la commercialisation de services de communication par satellite vers d'autres pays africain et concurrencer ainsi les actuels fournisseurs israéliens, britanniques et nord-américains. « *Notre objectif premier est de faire du profit, puis nous voulons capturer le marché local et de là conquérir le marché continental* », a estimé le ministre de la communication nigérian.

Le Nigeria confirme son intention d'acquérir trois avions de combat sino-pakistanaïs JF-17 Thunder

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Industrie par Laurent Lagneau Le 11-01-2018



Cela fait maintenant plusieurs années que le Pakistan espère doper ses exportations d'équipements militaires avec l'avion de combat FC-1/JF-17 « Thunder », un appareil développé conjointement au début des années 2000 par le Pakistan Aeronautical Complex (PAC) et la Chengdu Aircraft Corporation (CAC). Et jusqu'à présent, la moisson de contrats n'est pas à la hauteur des attentes d'Islamabad et de Pékin.

Destiné à remplacer les Mirage III/5 des forces aériennes pakistanaises et les Chengdu J-7 chinois (une copie du MiG-21), le FC-1/JF-17 ne manque pas d'atouts. Doté d'un moteur Klimov RD-93 d'origine russe et pouvant voler à une altitude de 17.000 mètres à la vitesse maximale de Mach 1,6, cet appareil est censé mettre en oeuvre une large variété de munitions. Son intérêt réside dans son prix, estimé entre 13 et 15 millions de dollars.

Par le passé, il avait été rapporté que le Nigeria s'intéressait à cet avion de combat. Une rumeur confirmée car, début 2017, Abuja passa une provision d'environ 16 millions de dollars pour l'achat de 3 FC-1/JF-17. D'où les spéculations sur la faiblesse de cette somme. S'agissait-il d'un acompte ou bien correspondait-elle à l'achat d'appareils de seconde main ?

Finalement, les derniers documents budgétaires récemment rendus publics semblent donner du crédit à la première hypothèse puisqu'il y est question d'un financement de 36 millions de dollars (soutien compris) pour les 3 FC-1/JF-17, lesquels devraient remplacer une partie des Chengdu J-7 des forces aériennes nigérianes.

Ces dernières vont d'ailleurs bientôt recevoir une douzaine d'avions d'attaque légers de type A-29 Super Tucano, après un ultime feu vert donné par l'administration américaine en décembre dernier. Il en coûtera près de 600 millions de dollars à Abuja, une somme qui comprend, outre la livraison de ces avions, le soutien, la formation et la fourniture de milliers de munitions.

Quant au FC-1/JF-17, le Nigeria est son second client à l'exportation, le Myanmar (ex-Birmanie) ayant passé une commande portant sur, a priori, 16 exemplaires. A terme, Abuja souhaiterait disposer de 26 unités, afin de pouvoir équiper deux escadrons.

Grand invité de l'économie RFI/Jeune Afrique – Marcel Hochet : « Le Nigeria fait peur mais il a un grand potentiel »

<http://www.jeuneafrique.com/> 12 janvier 2018 à 15h36 — Mis à jour le 12 janvier 2018 à 17h47
Par Frédéric Maury et Jean-Pierre Boris



Marcel Hochet, président de GreenElec © Vincent Fournier/JA

Marcel Hochet fait partie des rares entrepreneurs français à avoir misé depuis longtemps, 2004 précisément, sur le Nigeria. Il y a d'abord dirigé la filiale locale du géant hexagonal Schneider Electric avant d'y consacrer l'essentiel des efforts de sa propre entreprise, GreenElec, spécialisée dans le solaire. Fin connaisseur de la première économie du continent, il est le Grand Invité de l'économie RFI-Jeune Afrique samedi 13 janvier sur RFI, à 12h10 heure de Paris, 11h10 TU.

• Un grand potentiel

« Le Nigeria fait peur. Les soubresauts liés aux attentats font peur aux entreprises, et il est vrai que c'est un pays difficile à pénétrer. Mais le Nigeria a un grand potentiel : il abrite la première population d'Afrique et la troisième au niveau mondial d'ici à vingt ou trente ans, derrière la Chine et l'Inde. C'est le premier pays pétrolier et la première ou deuxième puissance économique du continent. Le PIB de Lagos représente celui du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal réunis. »

• Corruption

« On m'a régulièrement demandé des dessous-de-table. L'élection de Muhammadu Buhari a suscité beaucoup d'espoirs dans ce domaine, mais je ne suis pas certain que la lutte contre la corruption, qui a été son grand cheval de bataille, soit une réussite. Dans les faits, il y a toujours autant de sollicitations qu'auparavant : pour avoir certaines affaires, pour obtenir un paiement, et puis dans le domaine des impôts, des douanes... »



• Crise électrique

« Lorsque je suis arrivé au Nigeria en 2004, le pays produisait 3GW. Aujourd'hui, il a atteint 3,5 ou 4GW alors qu'il en faudrait 40, ce que produit l'Afrique du Sud pour 48 millions d'habitants seulement. Les attentats sur les pipelines alimentant les centrales en gaz expliquent en partie cela. L'autre raison tient à l'obsolescence du réseau de transport, des problèmes de maintenance des centrales et à une semi-privatisation de la production qui n'a pas apporté de solutions. Toute la filière est en grande difficulté financière, notamment parce que les subventions ne sont pas payées par l'État. Selon moi, la solution pour régler ce problème est de développer fortement la production hors-réseau, notamment solaire. C'est cela l'avenir. »



• Franc CFA

« Je suis convaincu de la pérennité du F CFA et [du fait] que la France fera ce qu'il faut pour maintenir cette monnaie en raison des relations entre Paris et les pays africains concernés. La France a intérêt à maintenir cette situation en raison de l'offensive de nombreux autres pays dans cette région. Le F CFA est donc utile, je suis moins certain de son efficacité. »



SÉNÉGAL

Sénégal : la traque des assassins de 13 jeunes se poursuit en Casamance

<http://www.jeuneafrique.com/> 07 janvier 2018 à 18h20 — Mis à jour le 08 janvier 2018 à 08h57
Par Jeune Afrique avec AFP



Les militaires des différents corps d'armée lors d'une répétition pour le défilé du 4 avril, en 2011, à Ziguinchor, au Sénégal. © Émilie RÉGNIER pour Jeune Afrique

Le ministre de l'Intérieur, Aly Ngouille Ndiaye, a promis une traque "rude et sans répit".

Déployée depuis samedi, l'armée sénégalaise continue la traque des auteurs du massacre de 13 jeunes dans une forêt de Casamance, région du sud du Sénégal en proie à une rébellion depuis 35 ans mais qui avait connu une accalmie depuis plusieurs années.

Quelque 150 parachutistes avaient été dépêchés samedi pour évacuer les victimes et poursuivre les auteurs de l'attaque, selon un porte-parole de l'armée, le colonel Abdou Ndiaye. « L'armée (...) procède à un ratissage en profondeur. On entend des coups de feu », raconte un habitant du village de Bourafaye Baïnouk, proche des lieux de la tuerie et de Ziguinchor, la principale ville de cette province agricole et touristique frontalière de la Guinée-Bissau et séparée du reste du Sénégal par la Gambie.

Acte d'une « rare barbarie »

Les faits se sont produits samedi 6 janvier dans la forêt classée des Bayottes où le trafic de bois est interdit. « C'est vers 08H00 (GMT et locales) que j'ai été arrêté par deux hommes armés dans la forêt. Ils m'ont contraint à leur remettre mon téléphone et à rejoindre d'autres personnes qui avaient été arrêtées avant moi », a raconté à une radio locale un rescapé, Amadou Diallo.

« Vers 11H00, ils m'ont emmené en profondeur (dans la forêt) où attendait le gros de la troupe, composée d'une vingtaine de gens armés. Ces derniers nous ont intimé l'ordre d'enlever nos chaussures et de nous coucher, puis ils ont tiré sur nous avant de se retirer. Moi, je n'ai pas été touché ». « Des personnes blessées cherchant à s'enfuir ont été achevées » par les assaillants, poursuit-il. « D'autres ont été sauvées par les sapeurs-pompiers, alertés et venus pour les secours, poursuit-il.

« Ils nous ont fait coucher à plat ventre et ont commencé à tirer », confirme un autre rescapé. « Trois tirs m'ont atteint au pied et au dos », dit-il à voix basse, torse nu et bandage à la tête. « Nous étions partis chercher du bois de chauffe. Ils étaient une vingtaine, nous ont fait descendre de nos vélos, nous ont fait asseoir par terre puis enlever nos chaussures. Ça a duré de 07H00 (GMT et locales) à 13H00 », précise-t-il.

Selon le gouvernement, l'attaque a « occasionné la mort de treize jeunes hommes, dont dix par balle, deux par arme blanche et un brûlé ». Sept autres ont été blessés par balles, dont un grièvement, selon la même source. Un acte d'une « rare barbarie » pour le gouvernement sénégalais, dont une délégation ministérielle était attendue à Ziguinchor pour « évaluer la situation sécuritaire et présenter les condoléances de la nation aux familles éprouvées ».

Processus de paix

Le massacre met à l'épreuve le processus de paix en Casamance, relancé en octobre lors d'une réunion à Rome entre le gouvernement et une faction du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) mandatée par l'un de ses chefs, Salif Sadio.

Cette médiation se fait sous l'égide de la très discrète communauté catholique de Sant'Egidio de Rome, médiatrice dans ce conflit qui dure depuis décembre 1982 et a fait des milliers de victimes civiles et militaires, ravagé l'économie de la région et poussé de nombreux habitants à fuir.

Une tuerie qui survient au lendemain de la libération par l'armée de deux combattants du MFDC, divisé en factions rivales

« C'est une situation que nous regrettons tous mais je pense que ça n'aura pas une incidence négative sur le processus de paix qui est enclenché », a déclaré Ibrahima Sakho, gouverneur de Ziguinchor, alors que les tractations de paix se sont multipliées depuis l'arrivée au pouvoir du président Macky Sall en 2012. Le chef d'État avait d'ailleurs, à l'occasion de ses vœux de fin d'année, lancé un appel aux rebelles pour la poursuite des pourparlers en vue d'« une paix définitive »

Cette tuerie est survenue au lendemain de la libération par l'armée de deux combattants du MFDC, divisé en factions rivales, notamment celle de Salif Sadio du « Front Nord », à laquelle ils appartiendraient, et celle de César Atoute Badiate, qui dirige le « Front Sud ». Mais est-elle vraiment liée à la rébellion ?

Règlements de comptes

« A chaque fois qu'un acte est posé entre l'Etat et le camp de Sadio, il y a des incidents, et vice-versa. Il faut travailler aux retrouvailles entre les différentes factions si on veut la paix », a relevé dimanche un observateur de la crise casamançaise sous couvert de l'anonymat.

« C'est possible que ce soit des règlements de comptes » entre rebelles, a estimé une source sénégalaise proche de la médiation. « Je ne suis pas convaincu que ce soit les branches avec lesquelles les discussions sont engagées qui aient commis de tels actes. Je ne pense pas qu'il y ait une remise en cause du processus de paix », a ajouté cette source. Certaines sources penchent plutôt vers un crime lié au trafic illicite de bois. Des défenseurs de la forêt classée et auraient pris des villageois pour des trafiquants de bois, de teck notamment, alors que ces derniers venaient juste chercher du bois de chauffe.

Sénégal : le mouvement rebelle du MFDC condamne le meurtre des 13 jeunes en Casamance

<http://www.jeuneafrique.com/> 08 janvier 2018 à 16h33 — Mis à jour le 08 janvier 2018 à 16h39
Par Jeune Afrique avec AFP



Les militaires des différents corps d'armée lors d'une répétition pour le défilé du 4 avril, en 2011, à Ziguinchor, au Sénégal. © Émilie RÉGNIER pour Jeune Afrique

Le mouvement rebelle, divisé en plusieurs factions, lie le massacre de samedi à un conflit entre des scieries locales.

Soupçonnés par certains observateurs d'être à l'origine du regain de violence dans une région qui a connu plusieurs années d'accalmie, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), qui lutte depuis 1982 pour l'indépendance de la Casamance, a condamné ce lundi 8 janvier le massacre de 13 jeunes dans une forêt de cette région du sud du Sénégal, survenu samedi 6 janvier.

L'attaque s'est produite dans la forêt de Borofaye, dans la commune de Boutoupa-Camaracounda, lorsque des jeunes, qui affirment être partis chercher du bois de chauffage, ont été surpris par une bande d'hommes armés.

« Fossoyeurs de la paix »

Dans un communiqué signé de la cellule de communication du maquis, une des branches du mouvement rebelle, le MFDC a assuré poursuivre « sa dynamique d'ouverture au dialogue en faveur d'une issue heureuse au conflit casamançais » et ne pas se laisser « distraire ni désorienter par les fossoyeurs de la paix qui ne visent rien d'autre que de casser la dynamique de paix afin de pouvoir mieux vivre du conflit », prônant une « issue heureuse » à un conflit vieux de 35 ans.

« Il est trop tôt pour dire si les assaillants font partie du MFDC, l'enquête le dira », avait expliqué le colonel Ndiaye après l'attaque, alors que la rébellion est divisée en plusieurs factions.

L'organisation casamançaise, de son côté, demande « aux autorités sénégalaises d'orienter leurs enquêtes vers » des responsables administratifs et militaires locaux « à la tête d'un vaste réseau de coupe clandestine et de vente illicite du bois de teck », selon le texte.

Le teck est un arbre tropical qui produit un bois précieux très recherché, notamment pour la fabrication de ponts de bateaux et de meubles de jardin. Il pousse en Casamance, une des régions les plus boisées du Sénégal, voisine de la Guinée-Bissau et de la Gambie, et fait l'objet de nombreuses convoitises et de trafics.

La forte concurrence a fini par instaurer une atmosphère d'animosité entre les employés

La rébellion lie plus précisément le massacre de samedi, qui s'est déroulé près de Ziguinchor, la principale ville de la région, à un conflit entre des scieries locales, dont la « forte concurrence a fini par instaurer une atmosphère d'animosité entre les employés ».

Traque des auteurs

Un responsable local de la rébellion, Oumar Ampaye Bodian, a également condamné le massacre de samedi. « [C'est] un acte odieux [qui] ne peut rester impuni au moment où le président de la république a tendu la main » au MFDC, a-t-il affirmé sur la radio privée Sud FM. « Nous restons déterminés » dans la recherche de paix parce que « la question de la Casamance doit être réglée autour d'une table », a-t-il poursuivi.

« L'aile politique intérieure et extérieure du MFDC se démarquent de cet acte odieux. Nous allons descendre dans le maquis pour situer les responsabilités », a-t-il ajouté, en n'indiquant pas si des membres de la rébellion étaient ou non impliqués dans la tuerie.

L'armée [...] procède à un ratissage en profondeur. On entend des coups de feu

Déployée depuis samedi, l'armée sénégalaise continue la traque des auteurs du massacre. Quelque 150 parachutistes avaient été dépêchés samedi pour évacuer les victimes et poursuivre les auteurs de l'attaque, selon un porte-parole de l'armée, le colonel Abdou Ndiaye. « L'armée [...] procède à un ratissage en profondeur. On entend des coups de feu », raconte un habitant du village de Bourafaye Baïnouk, proche des lieux de la tuerie et de Ziguinchor.

Cette attaque survient au lendemain de la libération de deux combattants du MFDC, libérés par l'armée à la suite d'une médiation lancée par la communauté de Sant'Egidio de Rome, entre l'État du Sénégal et les combattants du MFDC.

Deuil national de deux jours

Le président sénégalais Macky Sall a décrété un deuil national de deux jours, qui a commencé lundi, pour « honorer la mémoire des victimes de l'attaque armée ». « Pendant cette période, le drapeau national est en berne et des minutes de silence sont observées durant toutes les cérémonies officielles. Les rassemblements et autres cérémonies de réjouissance sont interdits sur l'étendue du territoire national », indique un communiqué du gouvernement.

Ce massacre met à l'épreuve le processus de paix en Casamance, relancé en octobre lors d'une réunion à Rome entre le gouvernement et une faction du MFDC mandatée par l'un de ses chefs, Salif Sadio.

Cette médiation se fait sous l'égide de la communauté catholique de Sant'Egidio, médiatrice dans ce conflit qui a fait des milliers de victimes civiles et militaires, ravagé l'économie de la région et poussé de nombreux habitants à fuir. « C'est une situation que nous regrettons tous mais je pense que ça n'aura pas une incidence négative sur le processus de paix qui est enclenché », a déclaré Ibrahima Sakho, gouverneur de Ziguinchor. Les tractations de paix se sont multipliées depuis l'arrivée au pouvoir de Macky Sall en 2012.

SOUDAN

Soudan : conforté à l'étranger, Omar el-Béchir serre la vis à l'intérieur

<http://www.jeuneafrique.com/> 09 janvier 2018 à 14h16 Par Jules Crétois



Omar el-Béchir, à son arrivée à l'aéroport de Khartoum en juin 2015, de retour d'Afrique du Sud. © Abd Raouf/AP/SIPA

Alors qu'il s'emploie à plaire aux grandes puissances, le président soudanais se montre ferme sur le plan domestique. Conforté à l'international, Omar el-Béchir ne semble pas près à l'écoute et au compromis, alors que des manifestations ont éclaté après l'augmentation du prix du pain.

Dans le même discours, prononcé le 1^{er} janvier pour célébrer l'indépendance du Soudan, le président Omar el-Béchir a annoncé l'extension de l'état d'urgence à deux régions pourtant en paix – le Kassala et le Nord-Kordofan – et remercié ses alliés du Golfe persique, en premier lieu l'Arabie saoudite. S'il peut sembler anecdotique, le fait n'en est pas moins parlant.

Quelques jours plus tard, en effet, le 7 janvier, le pouvoir de Khartoum a été confronté à des manifestations qui, sans être massives, n'en fédèrent pas moins. Les conservateurs du parti national Umma comme les communistes ont ainsi appelé à défilé contre le régime suite à la hausse des prix du pain.

Mais, « Omar el-Béchir, qui a marqué des points à l'international, ne risque pas de céder à des revendications domestiques », nous dit un politologue américain habitué des chancelleries occidentales au Soudan, qui requiert l'anonymat.

Rapprochement avec Moscou et Ankara



Omar el-Béchir, président du Soudan, et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, le 13 décembre 2017 lors du sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OIC) à Istanbul. © Kayhan Ozer/AP/SIPA

De fait, Omar el-Béchir semble aujourd'hui certain de sa puissance. Jusqu'à faire enfermer des piliers de son régime, comme son ancien allié Musa Hilal, qui fut chef des Janjawid – la milice arabe qui constitue le bras armé du régime dans le Darfour – qui a été arrêté en novembre dernier près de Mustariaha, dans l'État du Darfour-Nord.

Dans le même temps, le chef de l'État s'emploie à améliorer ses relations avec les grandes puissances. En novembre dernier, lors de son voyage à Moscou, il aurait expressément proposé aux autorités russes d'installer une base militaire dans son pays. Une installation à terme d'une telle base dans le pays dont la façade Est donne sur la mer Rouge qui n'est pas à exclure, selon plusieurs spécialistes.

Et récemment, Omar el-Béchir ne s'est pas contenté de draguer Moscou. Dans la foulée de son voyage en Russie, il a rendu visite à son vieux rival tchadien, le président Idriss Déby Irno, réputé proche des chancelleries occidentales.

Depuis deux ans, le président soudanais peut aussi compter sur le soutien de Riyad. Délaissant ses oripeaux anti-impérialiste, il a annoncé la participation de l'armée soudanaise à l'opération « Tempête décisive » au Yémen, lancée sur initiative saoudienne en 2015. Le Soudan a ensuite rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran, en 2016. Des promesses d'investissements ont alors été faites par Riyad.

Fin décembre 2017, ce fut au tour du président turc Recep Tayyip Erdogan de rendre visite à son homologue soudanais et de signer avec lui différents accords, notamment économiques et militaires.

Instrumentalisation de la question migratoire



Des policiers français passent devant des migrants érythréens, lors d'une opération à Calais en octobre 2017. © Emilio Morenatti/AP/SIPA

Enfin, Omar el-Béchir se montre coopératif avec les Occidentaux en matière de lutte contre les migrations, notamment au travers du Processus de Khartoum enclenché en 2015. Le fait est d'ailleurs régulièrement dénoncé par des associations occidentales et africaines, qui s'alarment quant aux conséquences possibles pour les migrants.

Dernier exemple en date de cette politique : le 6 janvier, le Soudan a justement annoncé la fermeture de la frontière avec l'Érythrée, dans le Kassala, où l'état d'exception avait été annoncé quelques jours plus tôt, pour des raisons sécuritaires selon l'agence de presse soudanaise Suna.

« En réalité, il s'agit bien d'un point de passage de personnes qui fuient l'Érythrée et remontent depuis le Soudan vers les côtes. C'est un geste fait en direction des Occidentaux, qui parlent d'immigration avec Khartoum », précise le politologue américain.

Plus largement, « sur la question migratoire, on remarque une corrélation inquiétante entre des comportements brusques et des volontés de plaire aux partenaires européens », estime pour sa part Marc Lavergne, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de la Corne de l'Afrique.

Front uni entre nationaliste, conservateurs et communistes



Lors des manifestations de 2013 à Kadro, près de Khartoum. © Abd Raouf/AP/SIPA

Omar el-Béchir, dans ce contexte, semble peu enclin à tendre l'oreille aux revendications des centaines de manifestants qui se sont rassemblés aux abords des campus universitaires à Khartoum, mais aussi dans d'autres villes du centre et proches du Nil, comme Geneina, où un manifestant a été tué.

Nationalistes, conservateurs et communistes ont appelé à manifester jusqu'à la chute du régime. Un cadre du Parti communiste du Soudan assure à *Jeune Afrique* que « des militants ont disparu suite aux défilés ». Le journal du parti, qui a fait sa couverture sur les rassemblements, a été saisi, à l'instar de six autres quotidiens en arabe. À l'AFP, Hanadi Al-Sadiq, le rédacteur en chef de l'un d'eux, *Akhbar Al-Watan*, expliquait ne pas avoir eu d'explications.

Les manifestations ont éclaté suite à une augmentation du prix de la farine, fruit d'une décision récente de cesser les importations à la charge du gouvernement, et de les confier au secteur privé. Le parti national Umma a accusé le régime, via un communiqué, de « céder aux exigences du Fonds monétaire international (FMI) ».

Au Soudan, ce sera bientôt le libre-échange sans les libertés

Pour les opposants du Parti communiste et d'Umma, c'est une certitude : si les États-Unis ont annoncé en octobre 2017 la levée de la quasi-totalité des sanctions qui pesaient sur le Soudan depuis 1997, c'est parce que le régime s'est montré « pragmatique » avec les puissances occidentales, malgré ses discours teintés d'anti-impérialisme.

Ironie du sort : la levée des sanctions américaines, perçues par les analystes comme une aubaine pour le régime, « était une cause que nous portions avec Umma, car les retombées des sanctions affectaient le petit peuple, pas les dirigeants », nous explique notre cadre communiste. Et ce dernier, après avoir pointé du doigt la concomitance du tour de vis sécuritaire et du rapprochement avec les grandes puissances, ironise sur un ton militant : « Au Soudan, ce sera bientôt le libre-échange sans les libertés. »

TCHAD

Tchad : Mahamat Zene Cherif, un diplomate expérimenté aux Affaires étrangères

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 08 janvier 2018 à 15h28 Par Jeune Afrique



Mahamat Zene Cherif, ministre tchadien des Affaires étrangères. © UN Photo/Loey Felipe

Le président tchadien, Idriss Déby Itno, a nommé le 24 décembre dernier Mahamat Zene Cherif au poste de ministre des Affaires étrangères.

En nommant Mahamat Zene Cherif ministre des Affaires étrangères pour succéder à Hissein Brahim Taha le 24 décembre, Idriss Déby Itno a privilégié un diplomate de carrière pour reprendre en main la gestion d'importants dossiers, tels que le décret antimigratoire de Donald Trump et l'« affaire » Cheikh Tidiane Gadio.

La justice américaine soupçonne le chef de l'État tchadien d'avoir reçu des pots-de-vin de l'ex-ministre sénégalais arrêté en novembre – accusations qu'Idriss Déby Itno a aussitôt démenties.

Ex-ambassadeur en Éthiopie, Mahamat Zene Cherif a été représentant permanent du Tchad aux Nations unies, à New York.

Ce militant actif du Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti présidentiel, est par ailleurs originaire du Kanem, région la plus représentée parmi les rebelles tchadiens actifs en Libye.

TUNISIE

Manifestations, grèves, violences : comprendre la crise en Tunisie en quatre questions

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Alexis Feertchak Publié le 11/01/2018 à 16:06



Des manifestants antigouvernementaux à Tunis le 9 janvier. FETHI BELAID/AFP

DÉCRYPTAGE - Pour la troisième nuit consécutive, des heurts ont eu lieu en marge d'un mouvement social d'ampleur qui secoue la Tunisie, sept ans après la révolution qui avait emporté le régime de Ben Ali. Mais, avec la poussée de l'inflation en 2017, les revendications sont davantage économiques.

Pour la troisième nuit consécutive, des heurts ont éclaté mercredi dans plusieurs villes de Tunisie entre les manifestants et les forces de l'ordre, qui ont procédé au total à l'arrestation de plus de 600 personnes.

Ces troubles sont la face la plus violente d'un large mouvement de contestation contre la cherté de la vie qui agite l'ensemble du pays, à quelques jours du 7e anniversaire de la révolution tunisienne qui avait conduit lors des «printemps arabes» à la chute du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali, le 14 janvier 2011.

• Quelle est l'ampleur de la contestation en Tunisie ?

Manifestations, grèves, rassemblements... Les formes de contestation sont extrêmement diverses et pour la plupart non-violentes. «Ces contestations n'ont pas cessé depuis la chute de Ben Ali en 2011. Parallèlement au processus politique, elles caractérisent aussi ce moment démocratique que vit le pays. Mais aujourd'hui, c'est d'une autre ampleur, un point de rupture semble être atteint», estime Bélich Nabli, directeur de recherche à l'IRIS. Le cofondateur du site Chronik.fr remarque notamment que les manifestations n'ont pas seulement concerné la capitale (Tunis) ou la région du littoral (Gabès, Nabeul), mais se sont répandues jusque dans les villes de l'intérieur du pays (Thala, Jelma, Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa).

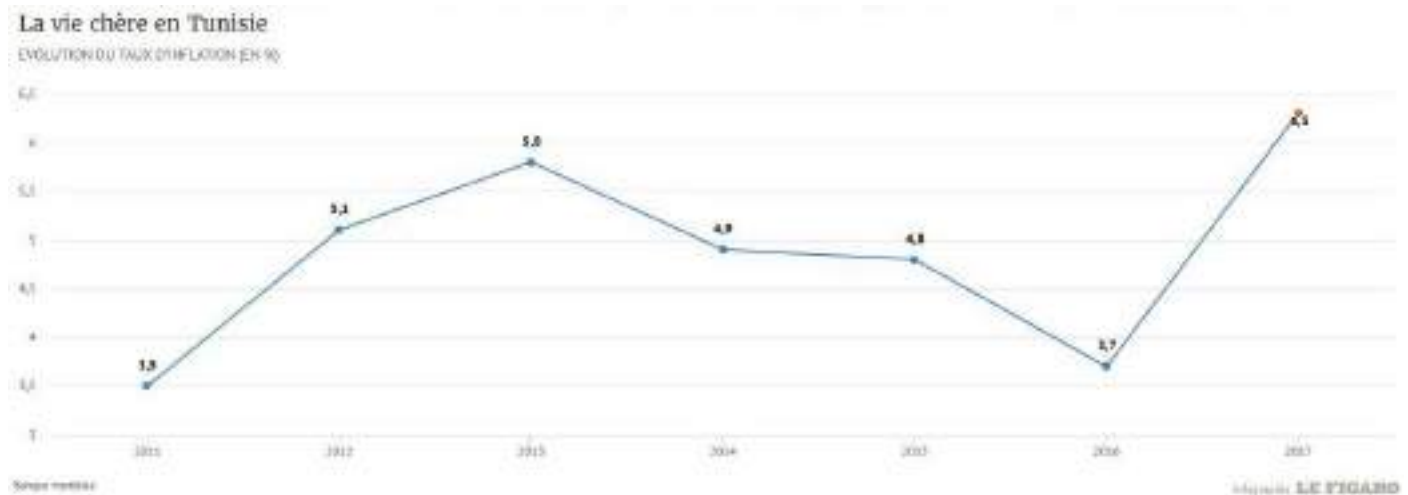


De nombreuses échauffourées ont éclaté avec les forces de sécurité, même si le ministère de l'Intérieur a déclaré ce mercredi que «l'intensité des violences avait diminué». À Siliana, des jeunes ont tenté de s'introduire dans un tribunal et ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, avant que celles-ci ripostent avec des grenades lacrymogènes, selon l'AFP, qui a aussi noté qu'à Kasserine, des jeunes avaient tenté de bloquer les routes avec des pneus en feu et avaient jeté des pierres sur des agents de sécurité. Plusieurs dizaines de manifestants sont encore descendus dans la rue à Tebourba, où a été enterré mardi l'homme tué lors de heurts dans la nuit de lundi. Près de la frontière algérienne, à Thala, où le siège local de la sécurité nationale a été incendié, des soldats ont été dépêchés après que la police a été forcée de se

retirer de la ville. Sur l'île de Djerba, une école juive a été visée mardi par des engins incendiaires, sans faire de victimes.

• Pourquoi les Tunisiens protestent-ils ?

Dans un pays où les indicateurs économiques sont au rouge, la grogne est sociale, portée par la «cherté de la vie» alors que l'inflation a bondi en 2017 de 6,4%. Le chômage touche officiellement 15% de la population active et 30% des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. «Des chiffres qui sont probablement en dessous de la réalité», confie Béchir Nabli qui ajoute que l'inflation, notamment sur les biens de première nécessité, provient d'abord d'une balance commerciale déséquilibrée. «Comme le dinar a perdu un quart de sa valeur en deux ans, les importations, notamment alimentaires, coûtent beaucoup plus cher», précise-t-il.



«Jusqu'à maintenant, les contestations étaient extrêmement locales. Aujourd'hui, le mouvement est devenu national», poursuit le chercheur. L'élément déclencheur a été le vote fin 2017 de la loi de finances pour 2018 qui prévoit notamment une hausse de la TVA et la création de plusieurs taxes. Tunis a obtenu en 2016 une troisième ligne de crédits du Fonds monétaire international (FMI), d'un montant de 2,6 milliards de dollars sur quatre ans, en échange d'un programme d'austérité visant à réduire la dette (70% du PIB) et le déficit (6,1% du PIB) publics.

• Qui sont les acteurs de cette contestation ?

Le premier ministre, Youssef Chahed, a pointé du doigt le Front populaire, une coalition de gauche, regroupant à la fois des marxistes et des nationalistes arabes, opposée à la politique d'austérité du gouvernement. Le parti de gauche qui annonce «soutenir inconditionnellement les revendications des citoyens» a répondu en estimant que le parti islamiste Ennahda, qui fait partie de la coalition gouvernementale, «attisait le feu».

» LIRE AUSSI - De la révolution du Jasmin à la chute de Ben Ali

Au-delà de ces querelles, le mouvement n'est pas issu du système politique. «Il vient de la société, il n'y a ni leader, ni organisation, comme lors de la révolution tunisienne en 2011», explique Béchir Nabli au *Figaro*. Il existe pour seule base une campagne contre les hausses de prix lancée en début d'année et intitulée «Fech Nestanne» (Qu'est-ce qu'on attend, ndlr), dont les organisateurs appellent à manifester massivement vendredi. Même la puissante centrale syndicale UGTT ne soutient que très prudemment les manifestations pacifiques.

• Comment réagissent les autorités à Tunis ?

Face à la contestation, le chef du gouvernement a lancé une mise en garde. «Ce qui s'est passé relève de la violence, que nous ne pouvons pas accepter. L'État est ferme. Il protégera ses institutions et son peuple», a prévenu Youssef Chahed. L'armée a été déployée dans plusieurs villes, pour protéger notamment les bâtiments publics. Alors que l'état d'urgence est en vigueur depuis plus de deux ans, après les attentats djihadistes qui avaient ensanglanté le pays en 2015, les forces de sécurité ont procédé à l'arrestation de 330 manifestants ces vingt-quatre dernières heures, ce qui porte à plus de 600 le nombre total de personnes arrêtées depuis lundi. Le

ministère de l'Intérieur évoque des «actes de sabotage et des vols», l'agence Reuters faisant effectivement état de scènes de pillage.

Mais au-delà de l'encadrement plus ou moins répressif des manifestations, «il y a une forme d'irresponsabilité généralisée de la classe politique», note Bélich Nabli, qui précise: «Le mouvement d'aujourd'hui, c'est aussi un moyen de faire le bilan de la révolution de 2011. «Si le bilan politique est assez remarquable par rapport aux autres pays, avec la création d'une république qui reconnaît à peu près le pluralisme et la liberté d'expression, en revanche, le bilan économique et social est très mauvais. Les mécontents reprochent à la classe politique son impuissance et risquent de poser la question de sa légitimité», conclut le directeur de recherche à l'IRIS.

ZIMBABWE

Le président zimbabwéen exclut la formation d'un gouvernement d'union

Reuters 5 janvier 2018 Alfonce Mbizwo, Jean-Philippe Lefief pour le service français



Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa (photo) a exclu vendredi la formation d'un gouvernement de coalition, après un entretien avec le chef de file de l'opposition, Morgan Tsvangirai. /Photo prise le 20 décembre 2017/REUTERS/Philimon Bulawayo

HARARE (Reuters) - Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a exclu vendredi la formation d'un gouvernement de coalition, après un entretien avec le chef de file de l'opposition, Morgan Tsvangirai.

Des élections doivent avoir lieu dans l'année et le chef de l'Etat, arrivé au pouvoir en novembre après le coup d'Etat militaire qui a contraint Robert Mugabe à se retirer, compte sur le scrutin pour asseoir sa légitimité. Il a fait savoir que le vote pourrait avoir lieu en mars.

"Actuellement, il n'y en a pas besoin", a-t-il déclaré à la presse, évoquant la formation d'une coalition avec le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) de Tsvangirai.

La ZANU-PF de Mnangagwa et le MDC ont cohabité de 2009 à 2013 dans un gouvernement d'union nationale qui s'est effondré en raison de la persistance des tensions entre les deux mouvements.

Tsvangirai, qui sera le principal adversaire de Mnangagwa lors des élections, est soigné depuis 2016 pour un cancer du côlon.

"Il va bien, il se rétablit très bien et dit qu'il va bientôt faire un examen médical en Afrique du Sud", a déclaré Mnangagwa après lui avoir rendu visite à son domicile.

AMÉRIQUES

ARGENTINE

Le sous-marin argentin a été pulvérisé en 40 millisecondes

Actualités Actu International <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 11/01/2018 à 15:39, Mis à jour le 11/01/2018 à 19:21 Lionel LAPARADE



Le San-Juan a disparu le 15 novembre. /AFP

Près de deux mois après la disparition du sous-marin argentin ARA San-Juan et de ses 44 membres d'équipage, le Bureau américain du renseignement naval (US Office of naval intelligence) a diffusé un rapport dans lequel il établit les circonstances de la catastrophe. Le 15 novembre dernier, l'ONI a détecté un signal acoustique dans l'océan Atlantique qu'il attribue à l'implosion du submersible.

"Ils n'ont pas souffert"

L'incident qui est survenu par 400 mètres de fond et dont l'origine demeure inexpliquée a produit une énergie équivalente à celle de l'explosion de 6 tonnes de TNT. A cette profondeur, la pression colossale exercée sur la coque (40 kg / cm²) a littéralement pulvérisé le submersible que la marine argentine avait acheté à l'Allemagne en 1985. « Le San-Juan a disparu en 40 millisecondes », indique le renseignement naval américain, précisant que l'équipage ne s'est probablement rendu compte de rien. « Ils n'ont pas souffert, ils ne sont pas morts noyés, leur mort a été instantanée ».

Polémique sur l'entretien des bâtiments

Bien que la cause de l'implosion reste inexpliquée, le rapport de l'ONI pourrait raviver la colère des familles de l'équipage et relancer la polémique survenue après la catastrophe sur l'entretien de la marine argentine dont l'état, parfois proche de la vétusté, serait dû à la réduction du budget militaire, voire, disent certains, à la corruption qui gangrène le pays.

San Juan. Le 15 novembre, le sous-marin argentin a implosé « en 40 millisecondes »

Accueil / Monde / Argentine / <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 11/01/2018 à 15:02 | Publié le 11/01/2018 à 10:07



Selon le Bureau américain du renseignement naval, les causes de la disparition du San Juan sont désormais établies. Il a implosé et les 44 marins présents à bord sont morts instantanément. | EPA / MAXPPP

Le submersible, disparu le 15 novembre dernier au large des côtes argentes, n'a toujours pas été retrouvé. Mais, selon le Bureau américain du renseignement naval, les causes de sa disparition sont désormais établies. Il a brutalement implosé et les 44 marins présents à bord sont morts instantanément.

« Ils n'ont pas souffert, ils ne sont pas morts noyés. Leur mort a été instantanée ». Le Bureau américain du renseignement naval (US Office of Naval Intelligence, ONI) est formel : dans un rapport rendu public et relayé par Le Monde, il établit nettement les causes et les circonstances

de la disparition mystérieuse du sous-marin argentin *San Juan* et de ses 44 membres d'équipage au large des côtes de son pays, le 15 novembre dernier.

Le submersible de 66 mètres a ce jour-là implosé « **en 40 millisecondes** » et l'explosion suspecte détectée au même moment était bien liée à sa disparition.



L'équivalent de près de 6 tonnes de TNT

Souvenez-vous : le 23 novembre, le capitaine Enrique Balbi, porte-parole de la Marine argentine, déclarait que les enquêteurs avaient eu connaissance d'un « **indice officiel, du mercredi 15 novembre à 11 h (15 h à Paris) dans la zone d'opération du sous-marin : une anomalie hydro-acoustique** ». « **C'est un bruit qu'il faut analyser** », concluait-il.

L'analyse est terminée. Pour l'ONI, le bruit enregistré ce 15 novembre a bien été produit par l'implosion du *San Juan* à une profondeur d'environ 400 mètres, libérant une énergie équivalente à celle d'une explosion de près de six tonnes de TNT.

Analysis of Acoustic Detection of the loss of the Argentine Submarine San Juan

An analytical review of all information released by the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty Organization on the acoustic signal associated with the loss of the Argentine Submarine ARA SAN JUAN confirms the following:

- That acoustic signal originated near 46°10S, 59°42W at 1358Z (GMT) on 15 November 2017. "It was produced by the collapse (implosion) of the ARA SAN JUAN pressure-hull at a depth of 1275-feet". Sea pressure at the collapse depth was "570 PSI".
- The frequency of the collapse event signal (bubble-pulse) was about "4.4 Hz".
- The energy released by the collapse was equal to the "explosion of 12,500 pounds of TNT" at the depth of "1275-feet".
- That energy was produced by the nearly instantaneous conversion of potential energy (sea pressure) to kinetic energy, the motion of the intruding water-ram which entered the SAN JUAN pressure-hull at a speed of "about 1500 mph".
- The "entire pressure-hull was completely destroyed" (fragmented/compacted) "in about 40 milliseconds" (0.040s or 1/25th of a second), the "duration of the compression phase of the collapse event" which is half the minimum time required for cognitive recognition of an event.
- Although the "crew may have known collapse was imminent, they never knew it was occurring".
- "They did not drown or experience pain. Death was instantaneous".
- The "SAN JUAN" wreckage "sank vertically" at an "estimated speed between 10 and 13 knots". Bottom impact would not have produced an acoustic event detectable at long range".

Bruce Rule
Lead acoustic analyst at the US Office of Naval Intelligence



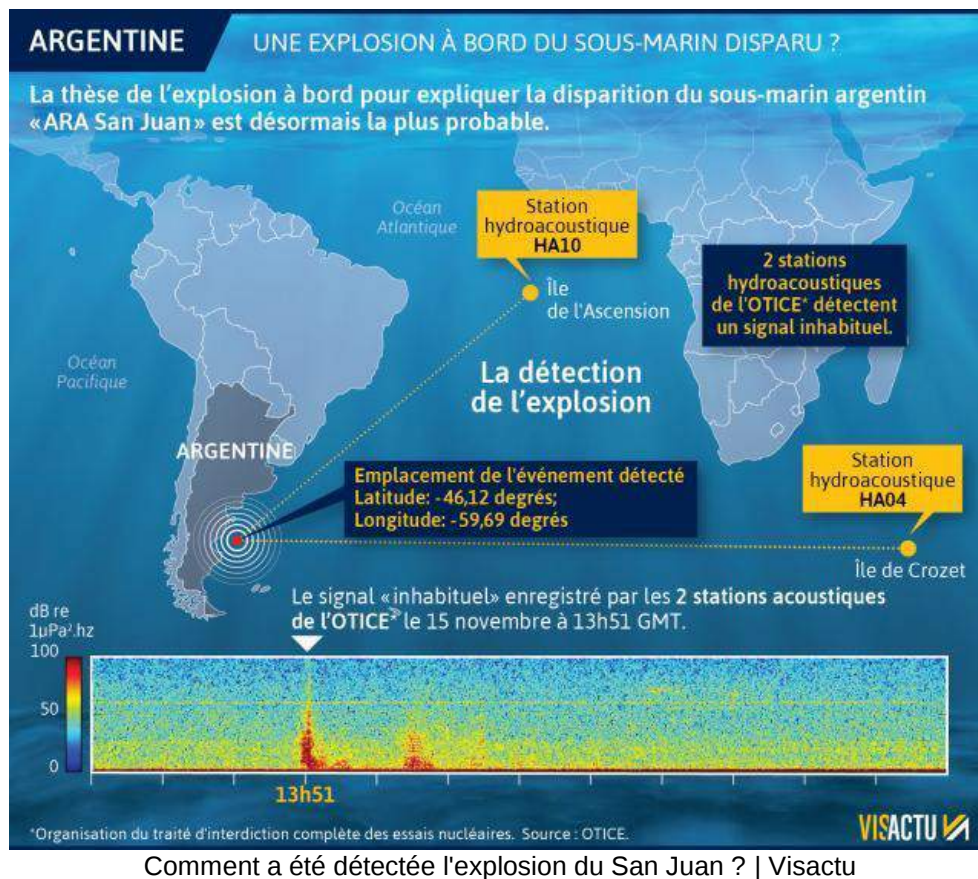
[NavyLookout @NavyLookout](#)

Analysis of Acoustic Detection of the loss of the Argentine Submarine [#ARASanJuan](#) by US Office of Naval Intelligence

[14:49 - 10 janv. 2018](#)

À cette profondeur, vu la pression colossale exercée sur les parois du sous-marin, le moindre incident se traduit par la disparition quasi-instantanée du bâtiment. « **Il a ensuite sombré verticalement à une vitesse de 10 à 13 nœuds** », poursuit l'ONI.

Nul doute que ces conclusions vont raviver la colère des familles et la polémique née sur la construction et l'entretien des unités de la Marine argentine. Quant aux débris du *San Juan*, pas évident qu'ils soient un jour retrouvés.



Comment a été détectée l'explosion du San Juan ? | Visactu

COLOMBIE

L'argent caché des FARC assombrit le nouveau jeu politique

<https://www.ttu.fr/> 10 janvier 2018 Catégories Stratégie et politique



L'accord de La Havane signé en 2016, entre le gouvernement du Président Juan Manuel Santos et les chefs de la rébellion colombienne sous l'égide de l'Onu, qui a mis fin à une longue guerre civile (52 ans), ne résout pas tout. Loin de là. Une majorité de citoyens colombiens a, lors d'un vote public tenu en octobre suivant, rejeté cet accord, et l'entrée des anciens rebelles dans le jeu politique pour les élections présidentielles de juillet 2018 n'est pas chose gagnée, vu la résistance d'une large portion de l'opinion publique (80% de rejet au dernier sondage).

En particulier, l'injection dans la campagne politique des FARC — désormais rebaptisées «Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común» et représentées par une rose frappée d'une étoile rouge — des importants fonds secrets (un véritable «trésor de guerre») engrangés au fil des ans via le narcotrafic, les rançons et autres activités criminelles (sans compter les viols, les enlèvements, les déplacements forcés, le recrutement de mineurs) pose un véritable problème à l'actuel parlement de Bogota et attise les oppositions et les rancœurs. Mais également le questionnement des juges de la JEP (Justicia Especial para la Paz). C'est cette année que les Colombiens désigneront en effet les 268 membres du nouveau Parlement, au sein duquel l'accord de paix garantit dix sièges au parti des FARC. Ils éliront ensemble le successeur du président Juan Manuel Santos qui, après deux mandats, ne peut légalement se représenter.

Après le désarmement de plus de 7 000 guérilleros achevé le 15 août dernier, sous contrôle de l'Onu, le but avoué du parti des FARC est de «faire tomber démocratiquement la constitution de 1991». Les FARC ont toutefois renoncé à présenter leur propre candidat mais ils se sont engagés à soutenir celui qui défendra au mieux l'accord de paix. L'ex-rébellion aura toutefois beaucoup de difficultés à réunir les suffrages, tant elle souffre d'une image particulièrement négative auprès de la population du pays. Les Colombiens restent marqués par les massacres et les enlèvements contre rançon qu'elle a commis et près de 1 400 ex-guérilleros restent actuellement en prison suite à leur condamnation par la justice du pays.

Rappelons que depuis 1964, la guerre civile s'est soldée par plus de 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,9 millions de déplacés pour un pays passé en un demi-siècle de moins de 20 millions d'habitants à près de 50 millions en 2018. Pour beaucoup de citoyens colombiens, rien n'est vraiment réglé et les rebelles restent des criminels quel que soit leur nouveau nom et même si l'accord de La Havane prévoit que les ex-guérilleros bénéficieront de peines alternatives à la prison s'ils disent la vérité et dédommagent les victimes.

ÉTATS-UNIS

Alipay bloqué aux Etats-Unis : derrière la géopolitique, l'enjeu des données personnelles

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 05/01/2018, 7:10



Le fameux Comité sur les investissements étrangers aux Etats-Unis (CFIUS) s'inquiétait de « la sécurité de données pouvant servir à identifier des citoyens américains » dans le cas d'un rachat de MoneyGram par Ant Financial, le PayPal chinois. (Crédits : Heinz-Peter Bader)

Le rachat de MoneyGram par le chinois Ant Financial, filiale d'Alibaba, a été bloqué par les Etats-Unis, pour des raisons de "sécurité nationale". L'essor fulgurant d'Alipay et WeChat fait peur aux Américains.

L'offre d'achat était amicale, les bans publiés mais le mariage sino-américain a été bloqué net par les autorités : le fameux Comité sur les investissements étrangers aux Etats-Unis (CFIUS, présidé par le secrétaire au Trésor, avec des représentants de différents ministères), qui se prononce au regard des questions de sécurité nationale, n'a pas donné son accord, obligatoire, à l'acquisition du texan MoneyGram par le chinois Ant Financial. Ce géant de la Fintech, issu de la galaxie du géant de l'e-commerce Alibaba, connu pour son service Alipay, était prêt à déboursier 1,2 milliard de dollars en cash.

« L'environnement géopolitique a considérablement changé depuis que nous avons annoncé la première offre d'Ant Financial il y a près d'un an », a déclaré Alex Holmes, le directeur général de MoneyGram, dans un communiqué conjoint des deux groupes. « Malgré nos efforts incessants pour travailler de manière constructive avec le gouvernement américain, il est maintenant devenu clair que le CFIUS n'autorisera pas cette fusion. »

L'annonce a fait chuter l'action MoneyGram de 9% à Wall Street mercredi, et à nouveau de 3,3% jeudi. Sa capitalisation est retombée à 630 millions de dollars.

Lors de son dernier tour de table, le PayPal chinois avait été valorisé plus de 60 milliards de dollars.

Sécurité des données personnelles des citoyens américains

MoneyGram, numéro deux mondial du transfert d'argent derrière son compatriote Western Union, avait fait l'objet d'une bataille boursière il y a quelques mois. Un autre candidat, l'américain Euronet, lui aussi texan, qui avait essayé de le racheter à plusieurs reprises par le passé, avait surenchéri de 15% sur Ant Financial (un peu plus d'un milliard de dollars en actions) et souligné que son offre ne présentait pas le risque juridique d'un passage sous les fourches caudines du CFIUS. Il avait ainsi mis en avant le fait que:

« Le traitement et la préservation de l'historique financier personnel de millions de clients américains sur dix ans par MoneyGram pourrait compliquer l'enquête du CFIUS et les mesures potentielles à prendre. »

MoneyGram et Ant Financial auraient proposé à trois reprises des concessions pour tenter d'obtenir le feu vert du CFIUS, mais ce dernier s'inquiétait précisément de *« la sécurité de données pouvant servir à identifier des citoyens américains »* selon des sources proches du dossier citées par Reuters.

Alipay, le service aux plus de 520 millions d'utilisateurs, est devenu incontournable, comme son rival WeChat Pay intégré à l'application de messagerie WeChat du groupe Tencent, devenu *« la plus grande banque du monde »* en nombre d'utilisateurs. Alibaba et WeChat sont très en avance sur les géants du Web américains, de Google à Facebook, sur l'intégration du paiement au sein de leurs applications. L'essor fulgurant de ces deux nouveaux mastodontes du paiement en ligne et mobile, qui s'étendent hors de l'Empire du Milieu à travers les touristes chinois, fait sans doute peur à l'administration Trump. Il y a un an, le président américain avait reçu très cordialement Jack Ma, le patron d'Alibaba, qui avait pris des engagements sur l'emploi, visiblement insuffisants.

Lire aussi : Avec le paiement, Messenger s'allie aux banques et concurrence PayPal, Leetchi et Lydia

Un nouveau leader 100% américain

Au-delà du paiement et des questions de blanchiment d'argent, ce sont donc les données personnelles associées aux transactions qui font de MoneyGram un acteur potentiellement stratégique aux yeux du gouvernement américain. Vue d'Europe, où la prédominance des GAFA aspirateurs de données fait craindre une "colonisation numérique", l'affaire ressemble à l'arroseur arrosé.

Malgré le refus du CFIUS d'adoubier leur mariage, MoneyGram et Ant Financial ont décidé de nouer une alliance stratégique, dans plusieurs pays, dont la Chine, l'Inde, les Philippines et les Etats-Unis, dont les contours n'ont pas été précisés.

Cependant, MoneyGram pourrait ne pas rester seul longtemps. Euronet, qui possède Ria, le numéro trois mondial du transfert d'argent, se montre moins pressé, du moins officiellement.

« Euronet continue de croire qu'il y a une logique commerciale évidente à rapprocher Euronet et MoneyGram. Cependant, des développements importants ont été révélés par MoneyGram depuis [notre] offre et Euronet n'a pas réalisé d'évaluation du business à ce moment-là. Si nous considérons toujours qu'une transaction avec MoneyGram serait logique, rien ne garantit qu'une offre soit soumise ou qu'une transaction se fasse en définitive », a réagi le groupe dans un communiqué.

Une tiédeur qui fait comprendre entre les lignes qu'Euronet ne proposera pas le même prix s'il revient à la charge. Le rapprochement donnerait naissance à un nouveau numéro deux mondial du transfert d'argent 100% américain et même 100% texan. De quoi ravir sans doute Donald Trump, sans doute moins les actionnaires.

Trois raisons de se méfier de Michael Wolff, l'auteur du livre qui déclenche le feu et la fureur de Donald Trump

Publié vendredi 5 janvier aux Etats-Unis, "Fire and Fury : Inside the Trump White House" est une enquête sur les coulisses de la présidence Trump.



Michel Wolff, le 23 octobre 2017, au 50^e anniversaire du "New York Magazine", à New York (Etats-Unis). (BEN GABBE / GETTY IMAGES / AFP)

Franceinfo France Télévisions Mis à jour le 06/01/2018 | 18:48 publié le 06/01/2018 | 18:31

C'est un best-seller en puissance. Le livre explosif sur Donald Trump, *Fire and Fury : Inside the Trump White House* (*Le Feu et la fureur : A l'intérieur de la Maison Blanche de Trump* en français) a été publié vendredi 5 janvier aux Etats-Unis. Le président américain, Donald Trump, a tenté, en vain, d'empêcher la sortie de cette enquête à charge sur les coulisses de sa première année à la Maison Blanche. Mais la personnalité et les méthodes de l'auteur, le journaliste Michael Wolff, 64 ans, sont également controversées. Voici trois raisons de prendre ces affirmations avec des pincettes.

1 Il prend ses aises avec la vérité

Du *New York Times Magazine* à *Vanity Fair*, en passant par le *Hollywood Reporter*, Michael Wolff a fait l'essentiel de sa carrière dans la presse magazine. En quatre décennies, il s'est fait connaître par ses enquêtes sur les "tycoons" des médias. Son livre le plus retentissant jusqu'à présent était déjà consacré à un magnat, l'Australien Rupert Murdoch (*The Man Who Owns the News : Inside the Secret World of Rupert Murdoch* sorti en 2008).

Ses méthodes sont-elles irréprochables pour autant ? Les confrères de l'essayiste notent que Michael Wolff prend volontiers des libertés avec la vérité, même s'il a été récompensé deux fois, en 2002 et en 2008, du prix National Magazine (dans la section "commentaire"). Le journaliste se fait ainsi épingler dans le journal politique *The Hill* par sa consœur de CNN Alisyn Camerota. L'ouvrage de Michael Wolff sur Donald Trump, estime-t-elle, "ne relève pas vraiment du journalisme" parce qu'il "ne vérifie pas" les propos des personnalités interviewées et ne les recoupe pas avec d'autres sources.

Pas de quoi démonter l'écrivain. En exergue de *Fire and the Fury*, Michael Wolff reconnaît volontiers que "de nombreux événements se produisant à la Maison Blanche sous Donald Trump entrent en contradiction les uns avec les autres ; beaucoup, dans un style typiquement trumpiste, sont évidemment faux. Ces contradictions, ce rapport fluctuant avec la vérité, si ce n'est avec la réalité même, sont des éléments constitutifs de ce livre."

Wolff addresses this himself in the introduction to the book pic.twitter.com/4gSebnhJCB

— Benjy Sarlin (@BenjySarlin) 3 janvier 2018

2 Il a des méthodes peu orthodoxes

On prête aussi à Michael Wolff des méthodes douteuses, dont il s'est d'ailleurs vanté. Pour écrire *Autumn of the Moguls* (*L'Automne des magnats*, éditions Flamingo), le journaliste cherchait ainsi des renseignements sur le train de vie de Steven Rattner, un ancien journaliste du *New York Times* devenu une éminente personnalité de Wall Street. Et il n'a pas trouvé mieux, raconte *Le Monde*, que de recruter comme espion son propre fils de 7 ans.

Compagnon de jeux du fils de Steven Rattner, l'enfant a été invité dans la somptueuse demeure du financier sur la 5^e avenue, une des adresses les plus chics de New York. Selon le *Daily Beast*, Michael Wolff se serait vanté d'avoir arraché à son rejeton, dès qu'il est revenu à la maison, quelques détails choquants sur le mode de vie luxueux de la famille Rattner.

3 Il invente des scènes

Enfin, la sauce à laquelle il accommode ses récits n'est pas du goût de tous. En 2004, à la sortie de *L'Automne des magnats*, le magazine américain *New Republic* affirmait : *"Les scènes que Wolff dépeint dans ses chroniques ne sont pas tant rapportées que créées, surgissant de [son] imagination plutôt que de faits existants."* Le journal le décrivait comme une plume *"en partie éditorialiste mondain, en partie psychothérapeute, en partie anthropologue social (qui) invite les lecteurs à être une mouche sur le mur du premier cercle des magnats"*.

En 2008, l'exigeant journaliste David Carr surenchérisait. *"Historiquement, écrivait le critique littéraire dans le New York Times, à propos du livre sur Murdoch, l'un des problèmes avec l'omniscience de Wolff est que même s'il peut tout savoir, il a parfois tout faux."*

Autant dire que Donald Trump a quelques alliés de marque dans son combat au nom de la vérité. A la veille de la sortie du livre qui met à mal sa première année à la Maison Blanche, le président des Etats-Unis s'en est pris sur Twitter à un ouvrage *"plein de mensonges"* et *"de sources qui n'existent pas"*.

I authorized Zero access to White House (actually turned him down many times) for author of phony book! I never spoke to him for book. Full of lies, misrepresentations and sources that don't exist. Look at this guy's past and watch what happens to him and Sloppy Steve!

— Donald J. Trump (@realDonaldTrump) 5 janvier 2018

Reste quand même, au-delà des critiques faciles, un professionnalisme avéré. Pour son dernier ouvrage, Michael Wolff a eu un accès permanent à la Maison Blanche, facilité par Donald Trump, visiblement inconscient du brûlot éditorial à venir. Et il a ainsi pu interviewer quelque 200 personnalités, dont l'ancien conseiller de Donald Trump Steve Bannon. Celui-ci n'a pas démenti les propos qui lui sont attribués. Et il accuse ni plus ni moins le fils du président américain d'avoir *"trahi"* son pays en prenant contact avec une avocate russe offrant des informations compromettantes sur Hillary Clinton, pendant la campagne présidentielle.

Trump est un "génie très stable", c'est Donald qui le dit

Actualité Monde Amérique du Nord Par L'EXPRESS.fr , publié le 06/01/2018 à 15:32



Le président américain Donald Trump lors d'une rencontre avec son cabinet à la Maison Blanche à Washington, DC le 20 décembre 2017 afp.com/SAUL LOEB

Le président américain, dont les aptitudes mentales sont remises en question dans un livre polémique publié vendredi, a répondu sur Twitter ce samedi.

Après le chef de la diplomatie américaine, c'est au tour du patron de défendre lui-même son intelligence et sa santé mentale. Rex Tillerson, était déjà monté au créneau pour défendre l'aptitude mentale de Donald Trump, après la publication d'un livre accablant sur les coulisses de la Maison Blanche. Un ouvrage dénoncé comme *"bidon"* par le président.

Le livre du journaliste Michael Wolff *Fire and Fury: Inside the Trump White House* ("Le feu et la colère, dans la Maison Blanche de Trump", disponible en anglais seulement) défraie la chronique aux États-Unis. Il relance depuis plusieurs jours le débat sur la personnalité du dirigeant de la première puissance mondiale.

"Un génie très stable!"

Sur Twitter, Donald Trump s'est donc lui-même défendu ce samedi, au réveil, comme à son habitude.

"Maintenant que la collusion russe, après une année d'études intenses, s'est révélée être un canular total pour le public américain, les démocrates et leurs langues de chiens, le Fake News Mainstream Media ressort le vieux manuel à la Ronald Reagan et crie: stabilité mentale et intelligence..."



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

Now that Russian collusion, after one year of intense study, has proven to be a total hoax on the American public, the Democrats and their lapdogs, the Fake News Mainstream Media, are taking out the old Ronald Reagan playbook and screaming mental stability and intelligence.....

[16:19 - 6 janv. 2018](#)

"... En fait, tout au long de ma vie, mes deux plus grands atouts ont été la stabilité mentale et le fait d'être vraiment intelligent. Hillary Clinton a également joué ces cartes très durement et, comme tout le monde le sait, est tombée dans les flammes. Je suis passé d'homme d'affaires très prospère, à star de la T.V..."



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

....Actually, throughout my life, my two greatest assets have been mental stability and being, like, really smart. Crooked Hillary Clinton also played these cards very hard and, as everyone knows, went down in flames. I went from VERY successful businessman, to top T.V. Star.....

[16:27 - 6 janv. 2018](#)

"... à président des États-Unis (à mon premier essai). Je pense qu'on peut me qualifier non seulement de malin, mais de génie... et un génie très stable"



[Donald J. Trump](#)

✓ [@realDonaldTrump](#)

....to President of the United States (on my first try). I think that would qualify as not smart, but genius....and a very stable genius at that!

[16:30 - 6 janv. 2018](#)

Trois tweets qui devraient allégrement nourrir le débat dans la presse américaine pour tout le week-end.

SpaceX s'apprête à mettre sur orbite le mystérieux satellite ZUMA

<http://www.opex360.com/> Posté dans Espace, Renseignement par Laurent Lagneau Le 07-01-2018



Si tout se passe bien d'ici le 9 janvier, la société SpaceX fera décoller une fusée Falcon 9 depuis le Space Launch Complex 40 de Cape Canaveral [Floride] pour mettre sur orbite une charge utile appelée « Zuma ». Après un lancement annulé, en novembre dernier, cette dernière fait l'objet de spéculations dans la mesure où quasiment aucun détail n'a été donné à son sujet.

Ce n'est pas la première fois que SpaceX est sollicitée pour une mission confidentielle confiée par les autorités américaines. En avril 2017, la société créée par Elon Musk a mis sur orbite le satellite (classé secret défense) NROL-76 pour le compte du National Reconnaissance Office (NRO), une agence du Pentagone qui coordonne la récupération et l'analyse des renseignements d'origine spatiale. Même chose, en septembre, avec la navette X-37B (inhabitée), au sujet de laquelle l'US Air Force se contente de dire qu'elle sert de banc d'essais à de nouvelles technologies.

Dans ces deux cas, le « client » a été précisé. Or, on ignore pour le compte de quelle agence américaine (ou client du gouvernement américain) le satellite Zuma sera lancé. D'ailleurs, l'on ne dispose que de très peu de détails à son sujet. L'on sait seulement qu'il a été conçu par Northrop Grumman et qu'il doit évoluer selon une orbite terrestre basse, soit au moins à 1.900 km d'altitude.

Cela étant, ce n'est pas la première fois qu'une telle chose arrive. Comme l'a rappelé le site spécialisé spaceflightnow.com, deux satellites tout aussi mystérieux avaient été lancés par des fusées Atlas 5 en 2009 et en 2014. Ces deux engins, appelés PAN et CLIO, avaient été construits par Lockheed-Martin.

D'après les documents diffusés par Edward Snowden, l'ancien consultant de la National Security Agency (NSA) aujourd'hui exilé à Moscou, PAN aurait pour finalité l'interception des communications par satellite au Moyen-Orient. Quant à CLIO, il est probable qu'il ait une mission de la même nature.

Un satellite espion US pas mis en orbite, sans doute détruit

Reuters 9 janvier 2018 John Walcott; Danielle Rouquié pour le service français



Une fusée Falcon 9 de SpaceX à Cap Canaveral. Un satellite espion américain porté par un lanceur de la société SpaceX n'a pas réussi à atteindre son orbite et est considéré comme perdu. /Photo d'archives/REUTERS/Joe Skipper

WASHINGTON (Reuters) - Un satellite espion américain porté par un lanceur de la société SpaceX n'a pas réussi à atteindre son orbite et est considéré comme perdu, a-t-on appris lundi de source autorisée.

L'engin, construit par la société Northrop Grumman, n'a pas pu se détacher du second étage de la fusée Falcon 9, lancé de Cap Canaveral en Floride. On pense qu'il a été pulvérisé ou qu'il s'est abîmé en mer, indiquent deux responsables au fait du dossier.

L'information a été révélée par le Wall Street Journal.

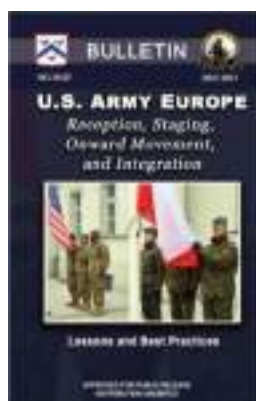
C'est Northrop Grumman qui a choisi la fusée Falcon 9 de SpaceX pour lancer le satellite, dont le nom de code est Zuma, ont indiqué ces responsables, qui s'exprimaient sous le sceau de l'anonymat.

Une enquête a été ouverte.

Space Exploration Technologies Corp (SpaceX), dirigée par l'entrepreneur Elon Musk, a lancé son premier satellite pour l'armée américaine avec son lanceur Falcon 9 en mai dernier.

Un retex de l'US Army sur ses récents acheminements et déploiements en Europe

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 09.01.2018 Par Philippe Chapleau



Voici un intéressant retex intitulé "*U.S. Army Europe Reception, Staging, Onward Movement, and Integration*".

Il analyse le déploiement, et plus particulièrement le chargement au Texas dans des ro-ro, le transport maritime (90% du total transporté, le reste l'étant par air), le déchargement puis le transit ferroviaire ou routier (via DB Schenker), de la 3^e *Armored Brigade Combat Team*, qui appartient à la 4^e *Infantry Division* de Fort Carson.

Cet impressionnant déploiement, que j'ai pu suivre en deux temps (dans le Colorado puis en Pologne), s'est inscrit dans le cadre de l'opération *Atlantic Resolve* (OAR).

Cette force était composée, entre autres, de 3 500 soldats, 87 *M1A2 Abrams*, 144 *Bradley*, 18 *Paladin* et plus de 400 *HMMWV*.

Comme il est écrit dans l'introduction de ce retex, la 3^e ABCT était confrontée à deux problèmes. D'abord, elle devait réussir son déploiement du Colorado en Pologne ("fort to foxhole") dans le laps de temps décidé par le commandement US en Europe (par exemple, 72 heures entre l'arrivée des ro-ro et le départ des trains vers la Pologne). Puis, elle devait apprendre à se transformer en force expéditionnaire.



Le document ne répond pas directement à ces deux points. Mais il apparaît que l'unité blindée projetée a réussi son transfert du Colorado vers les sites militaires de Basse-Silésie en dépit d'aléas (pas de trains de plus de 700m de long sur le réseau allemand), problèmes variés (100 véhicules hors gabarit pas transportables par voie ferrée), (mauvaises) surprises (pas de localisation des équipements acheminés par des entreprises privées de transport routier)...

Ce document de décembre dernier est à consulter ici http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/files/USARMY17589_0.pdf

Le mystérieux satellite américain Zuma aurait été perdu

<http://www.opex360.com/> Posté dans Espace, Renseignement par Laurent Lagneau Le 09-01-2018



Photo : SpaceX

Le 7 janvier, la société SpaceX a fait décoller une fusée réutilisable Falcon 9 depuis Cape Canaveral (Floride) pour mettre en orbite le mystérieux satellite Zuma pour le compte d'une administration ou agence américaine non précisée. De telles missions sont plutôt rares : deux ont été conduites au cours de ces dernières années, vraisemblablement pour lancer des engins d'écoute (missions PAN et CLIO, en 2009 et 2014).

La mission confiée à SpaceX a apparemment été un succès étant donné que, comme prévu, le premier étage de la fusée Falcon 9 ayant servi pour ce lancement étant revenu se poser près de Cape Canaveral moins de 8 minutes après son lancement. L'année ne pouvait donc pas mieux commencer pour la société d'Elon Musk, pour qui c'était la 20^e manœuvre de ce type réussie.

Seulement, Zuma, qui devait être placé sur une orbite basse, n'a pas été repéré par l'US Strategic Command, chargé de surveiller pas moins de 23.000 objets autour de la terre. « Nous n'avons rien à ajouter au catalogue des satellites pour le moment », a en effet admis un porte-parole, en réponse à une question adressée par l'agence Bloomberg.

Ce qui a été confirmé par d'autres responsables américains « proches du dossier » qui, cités par The Wall Street Journal et NBC, ont affirmé que le satellite avait certainement été détruit. « Une enquête est en cours mais il n'y a aucune indication initiale de sabotage ou d'autres interférences », ont précisé deux d'entre-eux à la chaîne de télévision.

A priori, au moins deux causes peuvent expliquer cet échec présumé : soit la libération de la charge utile s'est faite au mauvais moment, soit le satellite en question, conçu par Northrop Grumman, a été endommagé lors de cette phase.

« Nous ne commentons pas les missions de cette nature, mais pour le moment, les analyses des données indiquent que Falcon 9 a fonctionné normalement », fait-on valoir chez SpaceX.

Cela étant, The Wall Street Journal a livré une information supplémentaire au sujet du satellite Zuma. Selon le quotidien, son coût serait « probablement de plusieurs milliards de dollars ».

Après avoir assuré 18 lancements en 2017, SpaceX compte accélérer les cadences de tir d'environ 50% cette année et d'effectuer, donc, entre 25 et 30 missions.

Jusqu'où ira l'ambitieuse Oprah Winfrey ?

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir États-Unis mardi 9 janvier 2018



En France, elle est relativement peu connue. Aux États-Unis, Oprah Winfrey est une méga-star du petit écran, richissime et influente. Et demain, la première femme présidente des USA ? Portrait.

La femme la plus puissante du monde... L'expression est régulièrement utilisée par les médias américains pour décrire Oprah Winfrey. Cette Américaine de 63 ans est animatrice et productrice de télévision et de cinéma, actrice (elle a notamment joué dans *La Couleur Pourpre* de Spielberg), critique littéraire, éditrice de magazines... Sera-t-elle un jour présidente des États-Unis ?

Son discours de dimanche soir, lors de la cérémonie des Golden Globes récompensant les films et séries, a relancé les spéculations sur son éventuelle candidature à la présidentielle de 2020. Jusqu'à présent, elle a toujours pris soin de rester à l'écart de la politique. Sa vibrante intervention de 9 minutes, à l'occasion d'un prix décerné pour l'ensemble de son œuvre, annonçant « **une aube nouvelle** » pour les femmes peut laisser penser que sa position évolue.

« **Je pense qu'elle n'avait aucune intention (de se présenter), mais maintenant elle n'a plus le choix** », a commenté la comédienne Meryl Streep après la cérémonie. Selon un sondage Public Policy Polling paru en mars, Oprah Winfrey battrait Donald Trump, le président sortant, par 47 % des voix contre 40...

La fille la plus populaire du lycée

Alors, Oprah présidente ? Bigre ! Comment cette petite fille d'une domestique du Mississippi, dont la grand-mère raconte qu'elle « **portait souvent des robes faites de sacs de pommes de terre qui faisaient d'elle la cible des moqueries des autres enfants** », en est-elle arrivée là ?

Son enfance n'a rien de très réjouissant. Elle passe sa prime enfance dans une ferme, élevée à la dure par sa grand-mère. Violée à 9 ans par un ami de sa famille – un fait publiquement révélé dans son talk-show en 1986 – elle a également donné naissance à 14 ans à un garçon, décédé dans la foulée.



Oprah Winfrey sur sa propre chaîne de télévision, Oprah Winfrey Network. (Photo : Frederick M. Brown / AFP)

Si l'école de la vie ne l'a pas gâtée, elle a rapidement pris le dessus : brillante élève, très appréciée de ses camarades qui l'élisent « **fille la plus populaire** » du lycée à l'âge de 17 ans, Oprah remporte un concours d'éloquence qui lui vaut une bourse à l'université de l'État du Tennessee. Une radio locale la repère, elle y présente des journaux.

Son entrée dans le monde médiatique est faite, elle ne quittera plus jamais les micros : médias locaux à Nashville, première femme noire présentatrice télé de l'État, puis finalement en 1978, à 24 ans, le début de la gloire. Elle devient coprésentatrice d'un talk-show local, *People Are Talking* (« *Les Gens Parlent* »).

Quelques années plus tard, elle file à Chicago où son émission est rebaptisée, en toute modestie, *The Oprah Winfrey Show*. Elle est d'abord diffusée localement puis, à la rentrée 1986, vu son succès, sur le réseau national.

Tout est centré sur sa personnalité, décrite par l'éditorialiste de télévision Howard Rosenberg comme un « **menu complet : très sympathique, attendrissante, grande, effrontée, forte, dynamique, risible, aimable, émouvante, tendre, terre à terre, vorace** ». Elle subjugué et parvient à créer autour d'elle un très fort sentiment d'attachement. Une véritable communauté de pensée.

« L'Oprahfication » est en marche

Au milieu des années 1990, Oprah Winfrey délaisse le format « people » en créant un nouveau genre de talk-show, qui va déferler sur le monde. Elle aborde les problèmes sentimentaux, la place des femmes dans la société, la géopolitique, la spiritualité, la méditation, le développement personnel.

Elle interviewe des célébrités sur des questions qui les concernent directement, comme le cancer, la philanthropie, les abus sexuels. C'est l'heure de la psychanalyse collective, en direct, avec un talent incomparable pour écouter, sensibiliser, faire preuve d'une empathie réelle et prendre du recul sur les événements de la vie.



C'est chez Oprah Winfrey, en janvier 2013, que le cycliste Lance Armstrong avait reconnu se doper. (Photo : George Burns / AFP)



Hillary Clinton dans le talk-show d'Oprah Winfrey, en 1995. (Photo : AFP)

Time Magazine attribue à Oprah Winfrey la création d'une nouvelle forme de communication dans les médias sous le nom de « *rapport talk* » (créer un lien) par opposition au « *report talk* » (donner une information). On parle même de l'« **Oprahfication** » de la politique !

Pendant 25 ans, Oprah Winfrey écoute les Américains et leur parle d'eux, mieux que quiconque. **« En tant que femme, elle a eu une influence sans précédent sur la culture et l'esprit américains, estime la journaliste et auteure Kitty Kelley. Il n'y a eu aucune autre personne au XX^e siècle dont les convictions et les valeurs ont eu un impact sur le public américain d'une manière si significative. Elle est probablement la femme la plus puissante dans notre société. Je pense qu'Oprah a influencé chaque personne qu'elle a touchée. »**

Une fortune qui se compte en milliards

Ce type de description est habituellement réservé aux prophètes. Ce qu'elle est, en un sens. Oprah a réalisé des interviews exceptionnelles comme celle avec Michael Jackson en 1993, l'un des événements les plus regardés dans l'histoire de la télévision américaine avec 100 millions de téléspectateurs. Elle a cofondé un réseau de télévision par câble pour femmes, Oxygen ; elle publie des magazines, préside une société de production, a lancé un club de livres. Son soutien à Barack Obama, avant même les primaires démocrates de 2008 a fait, selon les observateurs de la vie politique aux USA, qu'elle a contribué à son élection.

Tout au long de ces années, à mesure que son prénom est devenu une marque, sa fortune a enflé. Selon le magazine *Forbes*, elle s'élève à 2,8 milliards de dollars. Quasiment autant que celle de Donald Trump, évaluée à 3,1 milliards de dollars. Cela n'en fait « que » la 264^e fortune américaine. Il n'en faut pas moins pour financer une campagne présidentielle aux États-Unis.

L'industrie américaine du cannabis redoute une volte-face de Trump

Entreprises & Finance Services Distribution <https://www.latribune.fr/> avec AFP | 06/01/2018, 19:13



"Le ministre va déployer des ressources pour lutter contre le cannabis médical. C'est soit de l'ignorance délibérée, soit de l'intimidation pour le seul profit des sociétés pharmaceutiques", dénonce la sénatrice démocrate de New York Kirsten Gillibrand. (Crédits : Reuters)

Après l'annonce de la Californie de légaliser la consommation de cannabis, le ministre de la Justice Jeff Sessions a déclaré qu'il souhaitait un "retour à la règle de droit", menaçant d'appliquer l'interdiction de la marijuana effective au niveau fédéral. La vente de marijuana légale a généré environ 7 milliards de dollars en 2017, et pourrait atteindre 21 milliards de dollars d'ici 2021.

L'industrie américaine du cannabis récréatif, un secteur en pleine expansion, s'inquiète du flou entourant la décision de l'administration Trump de révoquer une politique fédérale laissant les coudées franches aux Etats dans l'application des lois anti-drogues.

Le ministre de la Justice Jeff Sessions a annoncé jeudi le *"retour à la règle de droit"*, avec l'annulation de cinq directives émises sous la présidence Obama, selon lesquelles l'Etat fédéral ne contestait pas les votes locaux en faveur de l'usage récréatif du cannabis, qui reste illégal au niveau national. En clair, les forces de l'ordre s'abstenaient de poursuivre les acheteurs de cannabis ou les officines de vente et se concentraient sur les trafiquants.

La Californie, nouvel Etat qui légalise

Cette décision intervient alors que la Californie s'est ajoutée le 1er janvier aux sept Etats, et la capitale fédérale Washington, ayant légalisé par référendum la consommation récréative. L'Etat le plus peuplé du pays est devenu de facto le plus gros marché mondial légal de la petite feuille étoilée. De plus, 29 Etats et la capitale américaine ont avalisé son usage médical, malgré la réticence de l'Agence américaine des médicaments (FDA) à reconnaître le cannabis comme un traitement médical.

Jeff Sessions n'a pas ordonné d'action à proprement parler contre la vente et l'usage de cannabis, mais les procureurs fédéraux peuvent maintenant agir comme ils l'entendent dans leurs juridictions. Le ministre souhaite notamment qu'ils utilisent les *"outils nécessaires pour déstabiliser les organisations criminelles, lutter contre la crise croissante en matière de stupéfiants et contre la criminalité violente dans notre pays"*.

Redevenir des délinquants

Les cultivateurs, les vendeurs de cannabis et les institutions qui les financent craignent désormais de redevenir des délinquants, alors que la vente de marijuana légale a généré environ 7 milliards de dollars en 2017, et pourrait atteindre 21 milliards d'ici 2021, selon une étude récente.

"On est en train de devenir fous", affirme le gérant d'une boutique à Las Vegas qui ne souhaite pas être identifié. *"Les professionnels de la marijuana sont les plus menacés si l'application de la loi fédérale est renforcée"*, confirme à l'AFP Justin Strekal, responsable au sein du NORML, le principal lobby en faveur de la légalisation. *"Mais il y aura aussi des conséquences pour les consommateurs, souligne-t-il. Si le dispensaire médical le plus proche de chez eux est fermé, où iront-ils chercher le meilleur médicament que leur médecin leur a prescrit ?"*.

Les Etats concernés se veulent rassurants

Dans les Etats ayant légalisé le cannabis, les autorités locales tentent de rassurer. Le ministre de la Justice du Colorado, Bob Troyer, affirme que rien ne changera dans les faits. L'Arkansas, qui a voté en faveur d'un usage médical devant être mis en application en 2018, reste *"déterminé à aller de l'avant"*, assure Scott Hardin, le porte-parole du ministère des Finances. Mais pour Justin Strekal, certains procureurs fédéraux pourraient choisir une ligne dure *"pour jouer les cowboys ou se bâtir une réputation"* et s'attaquer aux banques, sociétés de transport ou fournisseurs dans le cadre de la législation utilisée contre le crime organisé (lois RICO). Il rappelle que la plupart d'entre eux ont été nommés sous l'administration Trump et que Jeff Sessions est un opposant de longue date à la légalisation de la marijuana. Au Congrès, les élus se disent prêts à protéger leur législation locale face au gouvernement fédéral.

Alors qu'environ deux millions d'Américains seraient dépendants aux opiacés, *"le ministre va déployer des ressources pour lutter contre le cannabis médical. C'est soit de l'ignorance délibérée, soit de l'intimidation pour le seul profit des sociétés pharmaceutiques"*, dénonce la sénatrice démocrate de New York Kirsten Gillibrand. Avant d'être nommé, Jeff Sessions avait affirmé que mobiliser les forces de l'ordre pour appliquer la législation fédérale sur le cannabis ne serait sans doute pas la meilleure utilisation des ressources de l'Etat. Et Donald Trump avait, lors de la campagne présidentielle, adopté une position de tolérance sur le sujet, répétant à plusieurs reprises qu'il laisserait les autorités locales gérer la question. Depuis son élection, il est resté silencieux en la matière.

PAE lance Africa Expeditionary Services, une filiale spécialisée dans la logistique

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 10.01.2018 Par Philippe Chapleau



Dans un communiqué du 8 janvier, la société américaine PAE annonce la création de la société "Africa Expeditionary Services LLC" (AES).

AES offrira des prestations logistiques dans la Corne de l'Afrique mais aussi sur le continent africain dans son intégralité. Elle interviendra au profit des missions de maintien de la paix et de stabilisation, dans le cadre des opérations humanitaires mais aussi au profit des entités commerciales.

Selon le CEO de PAE, John Heller, la société est déjà intervenue dans 32 pays d'Afrique subsaharienne.

Depuis 2016, Platinum Equity possède PAE.

Bientôt le baptême du feu pour les avions F-35B des Marines américains?

<http://www.opex360.com/> Posté dans Amériques, Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 10-01-2018



L'année 2018 sera marquée par le premier déploiement opérationnel à bord d'un navire d'assaut amphibie du F-35B, c'est à dire la version STOVL (short take off vertical landing / décollage court et à atterrissage vertical) de l'avion de 5e génération développé par Lockheed-Martin. Et ce sera, peut-être, l'occasion de son baptême du feu.

Ainsi, l'US Marine Corps (USMC) a confirmé que le navire USS Wasp prendra prochainement en compte des F-35B du Marine Fighter Attack Squadron 121 (VMFA-121), actuellement déployés sur la base d'Iwakuni, au Japon.

En clair, ces appareils seront sollicités pour des entraînements et des missions de routine dans le Pacifique. Aucune date concernant leur embarquement n'a été donnée. Selon certaines sources, il pourrait avoir lieu au printemps prochain, sans doute après les Jeux Olympiques de Pyeongchang, pendant lesquels aucun exercice en Corée du Sud n'aura lieu.

Ce premier déploiement d'un escadron de l'USMC à bord d'un navire d'assaut amphibie sera scruté à la loupe, notamment pour ce qui concerne leur empreinte logistique.

En 2016, le bureau des tests opérationnels et de l'évaluation (DOT&E) du Pentagone avait en effet souligné que « la maintenance [des F-35B] devra faire face à des défis significatifs » d'autant plus qu'elle sera « évidemment plus difficile quand le premier avion sera déployé pour des missions opérationnelles. »

Un second escadron de F-35B, le VMFA 211 (basé à Yuma, en Arizona), embarquera, l'été prochain, à bord du navire d'assaut amphibie USS Essex, afin de soutenir les opérations du 13th Marine Expeditionary Unit (MEU). Or, la zone de déploiement de cette unité sera celle de la Ve Flotte de l'US Navy, qui opère sous l'autorité de l'US CENTCOM, le commandement militaire américain chargé de l'Asie centrale et (surtout) du Moyen Orient.

Aussi, le F-35B, qui a atteint sa capacité opérationnelle initiale (OIC) en juillet 2015, pourrait bien donc connaître l'épreuve du feu en Syrie, en Irak ou au Yémen [où les forces américaines mènent des raids contre al-Qaïda dans la péninsule arabique, ndlr]. Tout dépendra de la situation de ces pays quand l'USS Essex arrivera sur zone.

Pour le moment, le F-35B n'a effectué que des démonstrations de force dans la péninsule coréenne en larguant des bombes GBU-32 JDAM (Joint Direct Attack Munitions) sur le polygone de tir de Pilsung.

Accord de Paris: Donald Trump estime que les États-Unis pourraient "revenir" dans l'accord sur le climat

"En théorie", précise-t-il toutefois.

<http://www.huffingtonpost.fr/> 10/01/2018 21:55 CET | Actualisé il y a 3 heures HuffPost avec AFP



Carlos Barria / Reuters Accord de Paris: Donald Trump estime que les États-Unis pourraient "revenir" dans l'accord sur le climat.

CLIMAT - Serait-ce un grand revirement de situation? Donald Trump a annoncé ce mercredi 10 janvier que les États-Unis pourraient "revenir" dans l'accord de Paris sur le climat. Le président américain a affirmé que "en théorie", son pays pourrait revenir dans l'accord de Paris, tout en ne donnant aucun signe concret qu'il entendait aller dans cette direction à ce stade.

Une annonce très surprenante de la part de ce climatosceptique qui estime que le climat n'est plus une "menace" pour la nation. "Honnêtement, je n'ai pas de problème avec cet accord dans l'absolu mais j'ai un problème avec l'accord qu'ils ont signé", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune avec la Première ministre norvégienne Erna Solberg.

Un accord "très injuste" pour les États-Unis

"Car, comme toujours, ils ont conclu en mauvais accord", a-t-il ajouté, en référence à l'administration de son prédécesseur démocrate Barack Obama. "Nous pourrions en théorie y revenir", a encore dit Donald Trump qui, par le passé, a déjà laissé la porte entrouverte à un retour en cas de renégociations sur lesquelles il cependant est toujours resté évasif.

Réaffirmant sa conviction selon laquelle l'accord de Paris, tel qu'il "a été signé" par son prédécesseur était "très injuste pour les États-Unis", le président américain a longuement insisté sur son impact économique négatif pour l'Amérique.

Il veut des termes plus favorables aux entreprises américaines

"Nous sommes un pays riche en gaz, en charbon et en pétrole et en beaucoup d'autres choses", a-t-il souligné. L'accord était "mauvais pour nos entreprises", a-t-il martelé, jugeant que les objectifs des États-Unis étaient trop élevés par rapport à ceux de son grand rival chinois.

Dans le cadre de cet accord, les Etats-Unis se sont engagés sur une réduction de 26% à 28% de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 par rapport à 2005.

Selon les termes de l'administration Trump, le retrait, qui prendra plusieurs années avant d'être effectif, aura bien lieu "à moins que le président n'identifie les termes qui soient plus favorables aux entreprises, aux travailleurs et contribuables américains". L'exécutif n'a cependant jamais donné plus de précisions sur cette formulation relativement vague.

Coup de pouce à l'ISR: des Reaper CO-CO pour le Centcom

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 11.01.2018 Par Philippe Chapleau



Il y a du "surge" dans l'air du côté du *Central Command* (CENTCOM) et de sa *Task Force Southwest* (Afghanistan).

Le *Naval Air Systems Command* (Navair) va recourir à des drones *MQ-9 Reaper* additionnels (leur nombre n'est pas précisé) appartenant à une société privée et mis en œuvre par des employés de cette même société privée.

Les *Reaper CO-CO* (*contractor owned /contractor operated*) et les personnels seront fournis par General Atomics Aeronautical Systems, Inc. (GA-ASI), pour une durée de 12 mois à cheval sur les années fiscales 2018 et 2019.

Ce "surge" est au profit des unités de l'USMC déployées au sein de la TFSW.

GA-ASI sera responsable du transport, des opérations, de la maintenance pour des périodes quotidiennes de 16 heures sur 7 jours, avec des pics de disponibilité à 24 heures pendant une journée.

Les personnels civils de GA assureront l'ensemble de la mission. En métropole (CONUS), GA-ASI fournira les pilotes et les opérateurs de senseurs. Sur les théâtres opex (OCONUS), GA-ASI déploiera les équipes chargées du lancement et de la réception des drones au retour de mission, ainsi que les maintenanciers.

Les *Reaper CO-CO* doivent être opérationnels en mars prochain.

L'US Air Force doit attribuer en ce début d'année un marché assez identique (voir mon post **ici**). Les prestations à fournir au profit de l'USAF et l'ANG (*Air National Guard*) sont les suivantes: maintenance, armement des drones, pilotage des drones dans les phases de "*Launch and Recovery Element* (LRE)", gestion des capteurs sur *Predator* et *Reaper*, soutien à la formation et combat...

Mais le marché du *Naval Air Systems Command* va donc plus loin en confiant l'intégralité du pilotage aux *contractors* de GA-ASI.

Dernier point: le marché du Navair prévoit seulement des prestations ISR. Aucune mission armée n'est mentionnée dans la *Notice of Intent*.

Janet, compagnie aérienne classée secret défense

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Défense jeudi 11 janvier 2018 Par Philippe CHAPLEAU



Janet Airlines n'existe pas. Ses avions font pourtant le plein de passagers. Et elle passe même des annonces pour recruter du personnel de bord ! Mais pour postuler, il faut être titulaire d'un pass spécial « top secret ». Cette mystérieuse compagnie aérienne dépend de l'US Air Force. Elle transporte des civils et des militaires sur des sites ultra-sensibles, où ils travaillent pour l'État fédéral.

Que ceux qui ont déjà volé sur Janet Airlines lèvent la main ! Une main levée signifierait deux choses... D'abord que son propriétaire dispose d'une *Top Secret Clearance*, une habilitation pour tout ce qui est « top-secret » et permettant d'accéder à des documents, des emplois ou des sites jugés sensibles par les autorités fédérales américaines.

Ensuite que le voyageur aurait pénétré l'espace aérien appelé R-4808N (*Restricted Area 4808 North*) pour se rendre sur l'un des sites militaires les plus confidentiels des États-Unis, la fameuse Area 51 perdue dans un coin de la base aérienne d'Edwards (Nevada).

La CIA n'a officiellement reconnu l'existence de cette base qu'en 2013 ! Tant de cachotteries et de confidentialité ont convaincu bien des Américains que c'était là que leur gouvernement stockait des débris de vaisseaux spatiaux extraterrestres, testait des armes fabuleuses sorties tout droit de romans d'anticipation, tentait de maîtriser l'art de la téléportation, etc.

Un terminal très discret et très sécurisé

Revenons à Janet Airlines, qui opère à partir d'un discret mais très sécurisé terminal, le Gold Coast Terminal, à l'aéroport McCarran de Las Vegas. Ce terminal est situé à un jet de pierre de l'hôtel Mandalay Bay, depuis lequel Stephen Paddock a tué 58 personnes et en a blessé plus de 500, le 1^{er} octobre dernier. Certains commentateurs américains ont même avancé l'idée que le tireur aurait aussi visé les cuves de carburant installées à proximité du terminal de Janet, pour les faire exploser.

Janet Airlines est tout aussi secrète que les sites qu'elle dessert depuis 1951, que ce soit l'Area 51, donc, ou bien l'Air Force Plant 42, une base aérospatiale appartenant à l'US Air Force, située à Palmdale, en Californie. Si bien que « Janet » est devenue l'acronyme de « *Just Another Non Existent Terminal* »... Janet n'est en fait que l'indicatif des avions qu'elle utilise pour transporter des civils et des militaires sur les sites hautement sensibles et tout aussi isolés où ils travaillent pour l'État fédéral.

« Janet Airlines » (même si finalement, ce n'est pas le nom de cette structure opaque) dispose d'une flotte de Boeing-737 et de Beechcraft qui appartiennent, selon les registres de la Federal Aviation Administration, à l'armée de l'air américaine.

Recrutement de personnel de bord

L'US Air Force, toutefois, n'opère pas elle-même ces avions. Elle en avait confié la gestion à la firme EG & G, qui a été achetée par la multinationale AECOM en 2014.

AECOM, qui a repris le marché, est bien connue dans le monde des prestataires de services militaires et sécuritaires des États-Unis. Son chiffre d'affaires dépasse 18 milliards de dollars. Mais AECOM ne cite jamais Janet Airlines, même lorsqu'elle recrute du personnel navigant de cabine (les *flight attendants*).

L'annonce de recrutement la plus récente (portant le numéro 173982BR) avait tout d'une annonce anodine, digne de la DRH d'Air France ou d'EasyJet, sauf que les candidat(e)s devaient détenir, chose inhabituelle, la fameuse habilitation « top-secret ». Une *Top Secret Clearance* est-elle vraiment nécessaire s'il ne s'agit que de faire redresser les sièges des passagers, leur servir une collation et les gratifier d'un sourire après l'atterrissage ?

Forcément, la publication de cette annonce a orienté les projecteurs médiatiques vers les avions blancs à bande rouge de Janet ! Mais rien de nouveau n'a filtré sur ce transporteur aérien, qui fait embarquer ses passagers, non seulement à bord d'un avion en quelque sorte « furtif », mais aussi dans un appareil étatique confidentiel, voire clandestin. L'odeur du kérosène mêlée à celle du soufre, en somme.

Trump s'en prend aux immigrants en provenance de "pays de merde"

Lors d'une réunion, c'est ainsi qu'il a demandé si les États-Unis devaient accueillir les immigrants africains et haïtiens.

<http://www.huffingtonpost.fr/> 11/01/2018 23:30 CET | Actualisé il y a 6 heures Par Paul Guyonnet



Jonathan Ernst / Reuters Trump s'en prend aux immigrants en provenance de "pays de merde".

ÉTATS-UNIS - Le dérapage du jour est servi. Ce jeudi 11 janvier aux États-Unis, Donald Trump a déclenché une nouvelle polémique. Comme l'ont rapporté plusieurs médias locaux dont le *Washington Post* et NBC News, à l'occasion d'une réunion en compagnie de législateurs, le milliardaire a tenu des propos particulièrement litigieux au sujet des immigrants menacés par ses projets de réformes.

Ce rendez-vous devait évaluer la possibilité de restaurer des protections pour les immigrants en provenance notamment d'Afrique, du Salvador et d'Haïti, dans le cadre d'un projet de loi sur l'immigration. Des débats qui ont visiblement agacé Donald Trump, qui a déclaré ceci :



[Christina Wilkie](#)

✓ [@christinawilkie](#)

.[@NBCNews](#) source: As Durbin explained how deal would impact ppl from Haiti, Trump said, "Haiti? Why do we want people from Haiti here?" Then they got Africa. 'Why do we want these people from all these shithole countries here? We should have more people from places like Norway.'"

[1:52 AM - Jan 12, 2018](#)

"Alors que Durbin lui expliquait qu'un tel accord aurait un impact sur les gens en provenance d'Haïti, Trump a répondu, 'Haïti ? Pourquoi est-ce qu'on veut avoir des gens d'Haïti ici ?' Et ensuite ils ont parlé de l'Afrique. 'Pourquoi est-ce qu'on veut des gens qui viennent de tous ces pays de merde ? On devrait avoir plus de gens d'endroits comme la Norvège.'"

Comme l'ont noté de nombreux journalistes, la réponse faite par la Maison Blanche dans la foulée ne niait d'ailleurs pas que le président des États-Unis ait tenu ces propos. Voici le contenu du communiqué: "Certains politiciens à Washington choisissent de se battre pour des pays étrangers, mais le président Trump se battra toujours pour le peuple américain. Le président n'acceptera un accord sur l'immigration que s'il s'attaque correctement au système d'attribution de visas par loterie et à la migration en chaîne, deux programmes qui fragilisent notre économie et permettent à des terroristes d'entrer dans notre pays."

Et le texte continue ainsi: "Comme d'autres pays qui fondent leur politique d'immigration sur le mérite, le président Trump se bat pour trouver des solutions permanentes, qui rendront notre pays plus fort en accueillant ceux qui peuvent contribuer dans notre société, faire grandir notre économie et s'intégrer dans notre grande nation. Il rejettera toujours les solutions de circonstance, faibles et temporaires qui menacent la vie des travailleurs américains et sapent celle des immigrants venus légalement aux États-Unis chercher une vie meilleure."

"Certain Washington politicians choose to fight for foreign countries, but President Trump will always fight for the American people. The President will only accept an immigration deal that adequately addresses the visa lottery system and chain migration – two programs that hurt our economy and allow terrorists into our country. Like other nations that have merit-based immigration, President Trump is fighting for permanent solutions that make our country stronger by welcoming those who can contribute to our society, grow our economy and assimilate into our great nation. He will always reject temporary, weak and dangerous stopgap measures that threaten the lives of hardworking Americans, and undercut immigrants who seek a better life in the United States through a legal pathway."

###

 [Hallie Jackson](#)

✓ [@HallieJackson](#)

NEW: WH response to reported "shithole" countries comment from @[POTUS](#) (note: not a denial that he said it.)

[2:08 AM - Jan 12, 2018](#)

Comme le rapporte encore le *Washington Post*, les discussions sur un projet de loi concernant l'immigration n'ont pour l'heure par porté leurs fruits. Après la réunion, l'un des conseillers de Trump en matière de législation a expliqué que la Maison Blanche était à des lieux de trouver un accord avec les démocrates sur le sujet.

Les propos de Donald Trump, eux, ont évidemment été très largement repris et commentés outre-Atlantique, déclenchant notamment une vague d'indignation du côté des personnalités politiques d'opposition.

 [Robin Kelly](#)

✓ [@RepRobinKelly](#)

Mr. President, what makes America great is the sum of ALL our parts. We were all strangers once. The world respects us because of our diversity, openness, and respect for all humankind. Stop messing that up!

[2:35 AM - Jan 12, 2018](#)

"Monsieur le président, ce qui rend l'Amérique grande, c'est la somme de toutes ses parties. Nous avons tous été des étrangers à un moment. Le monde nous respecte grâce à notre diversité, notre ouverture et notre respect pour tous les humains. Arrêter de gâcher tout cela."

 [Gerry Connolly](#)

✓ [@GerryConnolly](#)

All human beings have value Mr President. It's just that not all could receive \$millions to set them up in life. Your derogatory term for certain countries perhaps underscores how a different situation might lead others to seek the better life you were privileged with at birth.

[2:34 AM - Jan 12, 2018](#)

"Tous les êtres humains ont de la valeur, monsieur le président. C'est juste que tous n'ont pas reçu des millions de dollars pour bien démarrer dans la vie. Votre choix de mot dépréciatif pour certains pays souligne peut-être plus encore ce qui peut pousser certains à chercher la vie meilleure dont vous avez été doté dès la naissance."

 [Kamala Harris](#)

✓ [@SenKamalaHarris](#)

Immigrants from countries across the globe - including and especially those from Haiti and all parts of Africa - have helped build this country. They should be welcomed and celebrated, not demeaned and insulted.

[2:32 AM - Jan 12, 2018](#)

"Les immigrants en provenance de pays partout sur la planète -y compris et en particulier d'Haïti et de certaines parties de l'Afrique- ont aidé à construire ce pays. Ils devraient être accueillis et célébrés, et non dégradés et insultés."

 [Elijah E. Cummings](#)

✓ [@RepCummings](#)

I condemn this unforgivable statement and this demeaning of the office of the Presidency. I will always fight for the vulnerable among us and against bigotry in all its forms.
<https://twitter.com/washingtonpost/status/951568993458053121> ...

[2:35 AM - Jan 12, 2018](#)

"Je condamne cette déclaration impardonnable et cette déchéance de la fonction présidentielle. Je me battrais toujours pour les plus vulnérables d'entre nous et contre le sectarisme sous toutes ses formes."

Trump annonce la vente de F-52 à la Norvège... un avion qui n'existe que dans le jeu vidéo Call of Duty

<http://www.huffingtonpost.fr/> 11/01/2018 20:42 CET | Actualisé il y a 8 heures Par Anthony Berthelier

Le président américain serait-il un passionné de jeux vidéo ?



ÉTATS-UNIS - Nouvelle bourde pour Donald Trump. Mercredi 10 janvier au soir, lors d'une allocution en compagnie de la première ministre norvégienne Erna Solberg, le président américain a annoncé la livraison d'avions militaires F-52 au pays européen, signe de l'intensification des relations entre les deux nations (**voir la vidéo en tête d'article**).

Seulement, le *Washington Post* révèle que ces avions en question n'existent pas... sauf dans le jeu vidéo "Call of Duty: Advanced Warfare."

"En novembre, nous avons commencé à livrer les premiers chasseurs F-52 et F-35. (...) Nous en livrerons 52 au total, dont certains sont déjà arrivés avec un peu d'avance sur le calendrier", a ainsi lancé Donald Trump comme vous pouvez le voir ci-dessous. (Vidéo en anglais).



Les causes de cette bourde ? Le média américain imagine que Donald Trump a confondu le nombre d'appareils concernés par la transaction et un modèle d'avion militaire américain, comme le F-35 Lightning II, par exemple.

Lockheed Martin, l'entreprise qui produit les avions de combats -réels- de l'U.S Air Force a déclaré dans un communiqué que le gouvernement norvégien avait acheté 40 F-35, sans préciser si un éventuel appareil nommé F-52 était en développement.

Pour le moment, cet avion existe uniquement dans une édition de la populaire franchise Call of Duty. Dans le jeu, les joueurs sont à la barre d'un appareil qui livre un combat au-dessus d'un canyon, comme vous pouvez le voir ci-dessous. Quant à la question de savoir si le président américain est un fan du jeu vidéo en question, la porte-parole de la Maison-Blanche Sarah Sanders n'a pas souhaité répondre.



Un responsable du Pentagone suggère de tuer les jihadistes à coups de pelle s'ils ne se rendent pas

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 11-01-2018



Le « Senior Enlisted Advisor to the Chairman » (SEAC) occupe une place particulière au sein du Pentagone. Ayant le grade de « Command Sergeant Major » (ce qui correspond à celui de major en France), ce sous-officier a pour mission de conseiller le chef d'état-major interarmées ainsi que le secrétaire à la Défense. Actuellement, ce poste est occupé par le Command Sergeant Major John Wayne Troxell.

Ce dernier a-t-il lu cet article du Daily Star Sunday, qui raconte l'histoire (impossible à vérifier, d'où quelques réserves sur sa véracité) de ce SAS britannique qui, faute de munitions, aurait décapité un jihadiste de la branche afghane de l'État islamique (EI) avec une pelle?

Toujours est-il que, via les réseaux sociaux, le SEAC a publié un message dans lequel il a prévenu les jihadistes de l'EI qu'ils pourraient être « achevés à coups de pelle » s'ils ne se rendaient pas aux forces de la coalition en Irak et en Syrie.

Les combattants de l'EI « doivent comprendre qu'ils n'ont que deux options quand ils se retrouvent face à nous : se rendre ou mourir! », a lancé le command sergeant major Troxell, via Twitter. « S'ils choisissent de ne pas se rendre, nous les tuons avec une grande violence », a-t-il ajouté, alors que son message était illustré par une pelle articulée utilisée par les militaires américains.



 [CSM John Troxell](#)

✓ [@SEAC Troxell](#)

ISIS needs to understand their two options when facing us: surrender or die! Surrender & we will safeguard to due process. Otherwise we will kill with extreme prejudice, even if that means beating them to death with our entrenching tools !

[#SEAC3](#) [#DefeatDaesh](#) [#ISIS SurrenderOrDie](#)

[03:11 - 10 janv. 2018](#)

Via Facebook, le sous-officier a remis le couvert, dans un message plus long. « Les combattants de l'Ei doivent comprendre que la coalition a l'ordre de les anéantir. S'ils se rendent, nous assurerons leur transfert en toute sécurité vers leur cellule, nous leur fournirons du rations, un lit de camp et respecterons les procédures. Cependant, s'ils choisissent de ne pas se rendre, nous les tuons avec une grande violence, que ce soit avec l'assistance des forces de sécurité, en leur lançant des bombes, en leur tirant une balle dans le crâne ou en les frappant à mort avec nos outils de tranchées », a-t-il écrit.

Évidemment, la réaction sur les réseaux sociaux a été immédiate. Mais le command sergeant major Troxell a persisté et signé en répondant à ceux qui ont été choqués et indignés par ses propos. « Presque tous les soldats disposent d'une pelle. C'est une arme polyvalente et redoutable lorsqu'elle est utilisée par un soldat ayant une certaine formation », a-t-il fait valoir le command sergeant major Troxell.

Les réactions ne sont toutefois pas unanimes. Si certains ont dénoncé ce qu'a suggéré le sous-officier (comme un ancien militaire affichant 26 ans de service qui a déplorer un langage grossier et barbare), d'autres ont montré leur approbation. « J'admire vraiment votre franchise et apprécie vos commentaires. La guerre est la guerre et si l'ennemi continue à se battre contre nous, nous allons utiliser tous les moyens nécessaires pour gagner », a réagi un autre internaute.



[Senior Enlisted Advisor to the Chairman](#)

[10 Janvier, 02:47](#) ·

ISIS needs to understand that the Joint Force is on orders to annihilate them. So, they have two options should they decide to come up against the United States, our allies and partners: surrender or die!

If they surrender, we will safeguard them to their detainee facility cell, provide them chow, a cot and due process.

HOWEVER, if they choose not to surrender, then we will kill them with extreme prejudice, whether that be through security force assistance, by dropping bombs on them, shooting them in the face, or beating them to death with our entrenching tools.

Regardless, they cannot win, so they need to choose how it's going to be.

[#SEAC3](#) [#DefeatDaesh](#) [#ISIS](#) [SurrenderOrDie](#)

[Voir la traduction](#)

Isis doit comprendre que la force commune est sur ordre de les anéantir. Donc, ils ont deux options s'ils décident de se présenter contre les États-Unis, nos alliés et nos partenaires : Rendez-vous ou mourez !

S'ils se rendent, nous les sauvegarde à leur cellule de détention, leur fournira un repas, un lit de camp et une procédure régulière.

Cependant, s'ils choisissent de ne pas se rendre, alors nous les tuons avec des préjugés extrêmes, que ce soit par l'aide de la force de sécurité, en leur lâchant des bombes, en les tirant dans le visage, ou en les battant à mort avec nos outils consolider.

Quoi qu'il en soit, ils ne peuvent pas gagner, alors ils doivent choisir comment ça va se passer.



Donald Trump évoque «une très bonne relation» avec Kim Jong-un

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Philippe Gélie Publié le 12/01/2018 à 06:55



Donald Trump à la Maison Blanche mercredi. Carlos Barria/REUTERS

Les propos de Donald Trump au *Wall Street Journal* tranchent avec les insultes échangées jusqu'ici entre les dirigeants américain et nord-coréen.

De notre correspondant à Washington

Dans l'une de ses déclarations sibyllines qui contribuent aux ambiguïtés de sa diplomatie, Donald Trump a déclaré jeudi au *Wall Street Journal* : «J'ai probablement une très bonne relation avec Kim Jong-un. J'ai des relations avec des gens, je pense que vous seriez surpris.»

Interrogé pour savoir s'il avait parlé avec le leader nord-coréen, le président est resté mystérieux : «Je ne veux pas commenter. Je ne dis pas que je lui ai parlé ou que je ne lui ai pas parlé. Je ne veux simplement pas commenter.» Une conversation directe entre ces deux dirigeants qui, jusqu'à présent, se sont surtout insultés et menacés de guerre nucléaire, représenterait une percée majeure.

Donald Trump n'a pas exclu un face-à-face avec Kim Jong-un «si les conditions sont réunies». Il a salué l'amorce de pourparlers entre les deux Corées, estimant que le dialogue avait été favorisé par sa «fermeté». Le président avait menacé la Corée du Nord «du feu et de la fureur» de

l'arsenal américain, évoquant à la tribune de l'ONU sa «destruction totale». Récemment, il avait précisé dans un tweet que son «bouton nucléaire» était «plus gros» que celui de son rival.

Une certaine admiration pour Kim Jong-un

Depuis son accession au pouvoir il y a un an, Donald Trump a affublé le jeune Kim Jong-un du sobriquet «d'homme-fusée», le traitant de «fou», de «sale type» et de «petit gros». Mais il a aussi exprimé une certaine admiration pour la façon dont il s'est débarrassé de ses rivaux - son oncle et son frère assassinés sur ses ordres -, le qualifiant de «petit malin».

«Vous verrez cela souvent avec moi», a expliqué le président au *Wall Street Journal*. Il lance des déclarations assassines, «et tout d'un coup quelqu'un est mon meilleur ami. Je pourrais vous donner 20 exemples. Vous pourriez m'en donner 30. Je suis une personne très souple.»

Avant de se rendre peut-être un jour à Pyongyang, le président a prévu de débarquer en force à Davos, temple d'un multilatéralisme élitiste qu'il ne cesse de dénoncer. Pour ce voyage inattendu, au cours duquel il devrait encourager la finance internationale à investir aux États-Unis, il sera entouré de presque tout son cabinet: onze hauts responsables, dont six ministres et trois conseillers présidentiels.

Surge dans le mentoring avec les nouvelles "Security Force Assistance Brigades" américaines

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 13.01.2018 Par Philippe Chapleau



L'US Army vient d'annoncer le premier déploiement d'une "Security Force Assistance Brigade"; cette unité sera déployée en Afghanistan où elle entraînera et conseillera des forces de sécurité locale.

La première SFAB avait été créée en août 2017 à Fort Benning (Georgie), ville où l'US Army a implanté sa *Military Advisor Training Academy* (MATA).

La seconde SFAB sera installée à Fort Bragg (Caroline du Nord).

Six de ces SFAB vont voir le jour : cinq au sein des forces d'active et une au sein de l'Army National Guard. Deux travailleront plus spécifiquement dans la zone du Centcom, une dans le Pacifique, une en Afrique et la dernière en Europe.

Chaque SFAB regroupera 500 à 600 officiers et sous-officiers, volontaires puis sélectionnés selon des critères proches de ceux des SF. Dans un memo du 1^{er} octobre 2017, l'US Army précise que ces soldats recevront "les meilleurs équipements disponibles" et des avantages (primes, avancement etc). Ce même memo insiste sur le fait que les soldats qui intègrent ces nouvelles unités sont des "combat advisors".

Voir la page Facebook de la FSAB n°1 **ici** <https://www.facebook.com/1SFAB/?fref=mentions>

Signalons enfin que Thales a remporté un contrat de 37 millions de dollars (31,7 millions d'euros) pour équiper les SFAB avec des terminaux radios portatifs à 2 canaux IMBITR de type AN/PRC-148C. Ce matériel permet d'améliorer les communications tactiques au combat et de favoriser l'interopérabilité des forces interarmées et de coalition. Lire **ici**.

La logistique des troupes américaines en Afghanistan sera-t-elle perturbée après la suspension de l'aide destinée au Pakistan ?

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afghanistan, Opérations par Laurent Lagneau Le 06-01-2018



L'Afghanistan étant un pays enclavé, le ravitaillement par voie terrestre des forces américains qui y sont déployées (tout comme celles de l'Otan, dans le cadre de la mission Resolute support) dépend exclusivement du bon vouloir du Pakistan.

Certes, il est théoriquement possible d'emprunter d'autres voies, comme celle appelée « Réseau de Distribution Nord » (Northern Distribution Network), laquelle passe par la Russie et l'Asie centrale. Cette dernière fut d'ailleurs utilisée quand la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) était encore active en Afghanistan. Mais actuellement, il ne faut guère y compter étant donné l'état des relations entre Moscou et Washington.

Aussi, la décision de l'administration Trump de suspendre l'assistance sécuritaire américaine jusqu'alors accordée au Pakistan risque d'avoir des conséquences sur l'approvisionnement des 14.000 militaires américains actuellement présents en Afghanistan.

« Il y a environ deux milliards de dollars d'équipement et de financement de soutien qui sont en jeu », a confié un responsable américain à l'AFP.

La suspension de cette aide américaine s'explique par le laxisme dont ferait preuve le Pakistan à l'égard de mouvement talib afghan et d'autres groupes jihadistes au gré de ses intérêts. Toutefois, le chef du Pentagone, James Mattis, a tenté d'arrondir les angles avec Islamabad, où la décision de l'administration Trump a été très mal reçue.

« Comme vous l'avez vu dans la déclaration, il y avait des mots très précis qui disaient que nous travaillons toujours avec le Pakistan et nous que rétablirions l'aide si nous voyions des mouvements décisifs contre les terroristes qui sont autant de menaces contre le Pakistan que contre nous », a ainsi déclaré M. Mattis, en référence à la déclaration du département d'État relative à la suspension de l'aide américaine.

« Je pense que beaucoup d'entre vous sont conscients que le Pakistan a perdu plus de troupes, au total, que toutes les coalitions de l'Otan réunies », a en outre affirmé le chef du Pentagone.

Effectivement, au cours de ces dernières années, Islamabad a lancé plusieurs offensives contre des groupes jihadistes retranchés dans les zones tribales pakistanaises. Mais ces opérations ont principalement visé le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), le pendant pakistanais du mouvement talib afghan.

En 2010, un porte-parole de l'armée pakistanaise avait d'ailleurs expliqué qu'Islamabad se refusait « de faire l'amalgame entre les taliban afghans (qui se tenaient tranquilles au Pakistan) et ceux du TTP, alors responsables d'une vague d'attentats meurtriers.

Quoi qu'il en soit, s'agissant de la logistique des troupes américaines déployées en Afghanistan, James Mattis a déclaré qu'il n'avait « aucune indication » de la part des autorités pakistanaises au

sujet d'un éventuel impact de la suspension des aides américaines sur les lignes terrestres de communication utilisées par les convois de ravitaillement.

Si tel devait être le cas, au moins deux autres solutions seraient possibles. L'une consisterait à passer par le port de Polti, en Géorgie (ou celui de Metin, en Turquie) pour rejoindre ensuite le Kazakhstan puis l'Afghanistan, après avoir transité par l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne. Ce qui n'est pas le trajet le plus simple. L'autre passerait par les airs... ce qui serait nettement plus coûteux.

BIRMANIE

Les militants rohingyas disent ne pas avoir d'autre choix que de se battre

Reuters 7 janvier 2018 Robert Birsell, Benoit Van Overstraeten pour le service français



Un camp de réfugiés rohingyas au Bangladesh. Les militants rohingyas ont dit dimanche ne pas avoir d'autre option que de combattre ce qu'ils qualifient de terrorisme soutenu par l'Etat birman pour défendre les Rohingyas, la minorité musulmane d'un pays majoritairement bouddhiste. /Photo prise le 24 décembre 2017/REUTERS/Marko Djurica

RANGOON (Reuters) - Les militants rohingyas ont dit dimanche ne pas avoir d'autre option que de combattre ce qu'ils qualifient de terrorisme soutenu par l'Etat birman pour défendre les Rohingyas, la minorité musulmane d'un pays majoritairement bouddhiste.

L'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ASRA) a lancé le 25 août une attaque coordonnée de plusieurs commissariats, une action qui a déclenché de féroces représailles militaires et entraîné la fuite de quelque 650.000 Rohingyas vers le Bangladesh.

L'Onu et les Etats-Unis ont parlé d'une campagne de "nettoyage ethnique", ce que contestent les autorités birmanes.

Selon Médecins sans frontières (MSF), près de 7.000 Rohingyas ont été tués entre la fin août et la fin septembre.

Cinq membres des services de sécurité birmans ont été blessés vendredi dans une embuscade revendiquée par l'ASRA.

"L'ASRA n'a pas d'autre option que de combattre le "terrorisme soutenu par l'Etat birman" contre la population rohingya afin de défendre, sauver et protéger la communauté Rohingya", précise le groupe dans un communiqué.

"Le peuple Rohingya doit être consulté pour toute décision concernant ses besoins humanitaires et son avenir politique."

Un porte-parole du gouvernement birman a estimé que les militants essayaient de retarder le rapatriement des réfugiés, dont les modalités sont actuellement évoquées par la Birmanie et le Bangladesh.

La Birmanie reconnaît l'existence d'un charnier de Rohingyas

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 10/01/2018 à 20:44 Publié le 10/01/2018 à 16:39



Des réfugiés Rohingyas dans le camp de Cox, en novembre dernier. ED JONES/AFP

VIDÉO - Dans un post sur Facebook, l'armée birmane a reconnu ce mercredi, pour la première fois, l'existence d'un charnier de membres de cette minorité musulmane dans le nord du pays, ainsi que l'assassinat de dix Rohingyas début septembre.

L'armée birmane a admis mercredi son implication dans le massacre de dix Rohingyas, reconnaissant également pour la première fois l'existence d'un charnier de membres de cette minorité musulmane dans l'Etat Rakhine (nord-ouest), victimes d'exactions depuis des mois. «Des habitants du village d'Inn Din et des membres des forces de sécurité ont reconnu avoir tué dix terroristes bengalis», a indiqué le bureau du chef de l'armée sur Facebook, revenant sur des faits survenus le 2 septembre dans l'Etat Rakhine.



Birmanie : des Rohingyas détaillent les massacres

L'agence Associated Press a interviewé 37 birmans issus de la minorité musulmane des Rohingyas. Ils ont survécus aux massacres menés par l'armée depuis le mois d'août 2017.

Le message utilise un terme péjoratif pour désigner les Rohingyas, victimes d'une campagne de répression telle de la part de l'armée birmane que l'ONU a évoqué une opération de nettoyage ethnique. Le post confirme également pour la première fois l'existence d'un charnier de victimes Rohingyas dans cette région où l'armée avait lancé une campagne de répression contre la minorité musulmane. Jusqu'ici, l'armée birmane a toujours nié les accusations émises par des Rohingyas qui ont fait état de massacres, de viols et d'actes de tortures à l'encontre de leur communauté.

Les violences dans l'Etat Rakhine ont débuté fin août par des attaques de postes de police par la rébellion de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA), qui dénonce les mauvais traitements subis par cette minorité. L'opération militaire lancée ensuite a poussé environ 655.000 Rohingyas à fuir au Bangladesh voisin depuis le mois d'août. L'ONU a évoqué des éléments de «génocide». Dans son compte-rendu, l'armée précise que les forces de sécurité ont fait prisonniers dix Rohingyas et les ont tués alors que des violences faisaient rage à Inn Din et dans ses environs.

655.000 Rohingyas ont fui au Bangladesh

«La décision a été prise de les tuer dans un cimetière», précise-t-elle dans le message posté, en assurant que «des mesures seront prises contre les villageois impliqués dans le massacre et les membres des forces de l'ordre qui ont enfreint leurs règles d'engagement». «C'est une reconnaissance assez saisissante par l'armée birmane d'actes répréhensibles», a estimé l'expert Richard Horsey. Selon lui, «cela pourrait ne pas être une coïncidence» que cette reconnaissance

intervienne le jour même où deux journalistes birmans de l'agence Reuters ont été mis en examen pour atteinte au «secret d'Etat» pour avoir enquêté sur le conflit dans l'Etat de Rakhine.

Wa Lone, 31 ans, et Kyaw Soe Oo, 27 ans, sont accusés de détenir des documents relatifs aux opérations des forces de sécurité dans cet État. Leur inculpation a douché les espoirs internationaux d'une libération rapide des deux reporters arrêtés le 12 décembre. Si le pays a aboli en 2012 la censure, certaines lois continuent à entraver la liberté de la presse et les journalistes birmans estiment que l'autocensure reste forte, notamment lorsqu'il s'agit de questions relatives à l'armée ou à la religion.

Dans un pays marqué par un fort nationalisme bouddhiste, les musulmans rohingyas représentent la plus grande population apatride du monde depuis que la nationalité birmane leur a été retirée en 1982, sous le régime militaire. Victimes de discriminations, ils n'ont pas de papiers d'identité et ne peuvent pas voyager ou se marier sans autorisation. Ils n'ont accès ni au marché du travail ni aux services publics comme les écoles et hôpitaux.

CHINE

Porte-avions Liaoning : Cap vers la mer de Chine méridionale

<http://www.eastpendulum.com/> Mer By Henri KENHMANN 6 janvier 2018



16 *Liaoning*, unique porte-avions de la Chine pour le moment, a commencé sa traversée du détroit de Taïwan cette semaine, dans la nuit du 4 au 5 Janvier. Escorté par cinq navires de guerre, le flagship de la marine chinoise et son groupe aérien embarqué devraient entamer en ce début d'année une série d'entraînement en mer de Chine méridionale, s'ils gardent le cap actuel.

Mais contrairement à la sortie semblable qui a eu lieu entre le 30 Novembre 2016 et le 11 Janvier 2017 – où le groupe aéronaval chinois a été d'abord sorti de la première chaîne d'île, via le détroit de Miyako près de l'archipel du Japon, avant de regagner la mer de Chine méridionale par le détroit de Bashi, situé au sud de l'île de Taïwan – cette fois-ci la flotte est partie plus tard et a filé droit vers la destination.

On ignore en revanche si le porte-avions va contourner plus tard l'île de Taïwan sur son chemin de retour, par l'Est, une fois les opérations terminées.



Le parcours estimatif du porte-avions Liaoning et son groupe aéronaval jusqu'au 5 Janvier au soir (Image : East Pendulum)



La zone maritime interdite d'accès du 2 au 4 Janvier pour le ralliement des bâtiments chinois (Image : East Pendulum)

Très sensibles aux manœuvres militaires chinoises dans ses environs, les médias taïwanais ont comme d'habitude fait une assez large couverture sur cette nouvelle descente du porte-avions chinois. On apprend alors que le porte-avions a levé l'ancre de son port de base près de Qingdao le 2 Janvier, puis a rejoint plusieurs navires d'escorte, dont deux destroyers de classe **Type 052C** de la flotte de l'Est et au moins trois autres bâtiments de la flotte du Nord, dans une zone interdite d'accès en mer Jaune.

L'armée taïwanaise, qui suit l'événement de près, avait estimé que la flotte chinoise pourrait passer sur la côte Est du Taïwan pour y effectuer des pontées, mais finalement le porte-avions et les navires chinois ont longé les côtes et naviguaient directement vers le sud.

Un ancien officier de la marine taïwanaise pense que la descente des masses d'air continentale polaire pourrait avoir poussé le groupe aéronaval chinois à partir vers le sud plus tôt.

Selon les sources gouvernementales de l'île, le porte-avions chinois a traversé rapidement le détroit de Taïwan et les appareils embarqués n'ont effectué aucune pontée, ce qui a été interprété comme un signe de « retenue » de la part de l'armée chinoise. La flotte chinoise est sortie de la zone d'identification de la défense aérienne (ADIZ) taïwanaise dans la soirée du Vendredi 5 Janvier vers 21h00 heure locale.

Il est à noter que depuis fin 2016, le porte-avions chinois et son groupe aérien embarqué sont déjà descendus trois fois dans le sud. La première tournée a duré plus d'un mois entre fin Novembre 2016 et mi-janvier 2017, puis une deuxième en Juillet 2017 pour participer au 20e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, où *Liaoning* a ouvert ses portes au grand public pour la première fois dans l'histoire.

La suite de cette nouvelle sortie du porte-avions chinois pourrait être très intéressante à suivre.



Le parcours du porte-avions Liaoning et sa flotte en fin 2016 début 2017 (Image : East Pendulum)



La sortie du porte-avions Liaoning en Juillet 2017 pour participer au 20^e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine (Image : East Pendulum)

Type 055 : les « secrets » de fabrication pour le plus grand destroyer chinois

<http://www.eastpendulum.com/> Mer By Henri KENHMANN 8 janvier 2018



Le nouveau destroyer **Type 055** de 12 000 tonnes est non seulement le plus grand navire de guerre de premier rang jamais construit pour la marine chinoise, mais c'est aussi, selon les propres termes de cette dernière, celui que représente le plus haut niveau manufacturière de la construction navale en Chine.

Plusieurs de ses « secrets » ont été révélés pour la première fois par l'armée chinoise dans un article paru vendredi dernier sur son journal officiel. Voici quelques extraits...

Type 055, les besoins de l'homme au cœur de son design

Mis à l'eau au chantier naval Changxing Jiangnan le 28 Juin 2017, le premier bâtiment Type 055 de série avait en fait déjà « rencontré » son futur équipage bien avant. En effet, lors que ce nouveau destroyer chinois n'était encore qu'en état de plan, les ingénieurs de l'Institut 701, bureau d'études spécialisé dans la conception des navires de guerre de surface du groupe naval CSIC, ont déjà montré l'agencement intérieur de plusieurs compartiments aux matelots et officiers de la marine chinoise qui recevront le bâtiment d'ici 2019.

Mais contrairement à toute attente, le premier retour sur les différentes cabines et compartiments était plutôt mitigé.

Un premier maître « machine » a parlé des odeurs désagréables de sueur et d'huile pourraient devenir persistantes, après chaque service, si l'espace est trop confiné et pas suffisamment aéré. D'autres soulignent par exemple le manque en hauteur du plancher dans les accès aux deux hangars d'hélicoptères, qui pourraient impacter la circulation des personnels et des matériels.

Munis de ces nombreux retours, les concepteurs ont revu une partie de leur designs, même pour ceux qui ont déjà été figés précédemment. Dix maquettes physiques à l'échelle, comme celles pour les cabines d'officier et de matelots, ont ensuite été construites pour que l'équipage puisse tester en grandeur nature leur futur environnement de vie jusqu'au moindre détail. Un changement fondamental de méthode de travail qui est impensable dans le passé.



[East Pendulum @HenriKenhmann](#)

La photo de ce qu'il devrait être le 2e destroyer Type 055 en cours de construction au chantier naval Changxing Jiangnan à Shanghai.

[14:06 - 7 janv. 2018](#)

« La première qualité d'un nouveau navire est la pleine satisfaction de son équipage », indique le directeur général adjoint du chantier naval Changxing Jiangnan, « L'homme reste au cœur de la conception d'une arme quelle qu'elle soit, et pas l'inverse. »

Innovation = Risque ?

GENG Long (耿隆), chef d'atelier d'assemblage, se rappelle encore de sa décision.

Selon le cahier de charge de la marine chinoise, la vitesse est un critère important pour le nouveau Type 055 et l'utilisation d'un « certain » matériau spécial ¹ plus léger semble être le meilleur choix technique qui existe, bien qu'il soit très facilement déformable lors du soudage.

GENG devrait alors faire face au dilemme, entre un nouveau matériau dont son soudage représentait encore une difficulté technique dans toute la Chine à l'époque, ou un autre matériau classique dont les caractéristiques et le processus de travail sont maîtrisés. Le planning imposé par le client, la marine chinoise, est si serré que toute prise de risque inconsidérée n'est tout simplement pas considérable.

Ce n'est qu'après près de mille essais que l'équipe de GENG a enfin trouvé une procédure particulière qui lui a permis de choisir la voie qui semblait être beaucoup plus risquée au début.

Mais arriver à souder les matériaux ensemble n'est qu'un premier obstacle, comment les cintrer en différentes formes voulues pour les modules de la coque devient rapidement une autre difficulté majeure pour le chantier naval chinois.



La cintruse à froid tridimensionnelle SKWB-2500 est capable d'exercer une pression de 6 000 tonnes sur une tôle



Les industriels européens se sont rendus en Chine pour observer la cintruse chinoise



Les brevets de la cintruse 3D à froid déposés en Chine, aux Etats Unis et au Japon



Une équipe combinant le bureau d'études, le chantier naval et les fabricants de machines spéciales a été formée rapidement pour développer une machine de cintrage à froid tridimensionnelle à contrôle numérique.

Face à cette machine géante capable d'appliquer une pression de plus de 6 000 tonnes, l'ingénieur en chef de Changxing Jiangnan rigole : « C'est bien lui l'artefact qui a résolu enfin tous nos problèmes... ».

« Ce projet est comme un filet qui nous a poussé à développer toutes les innovations, aussi petites qu'elles soient, et à les tisser ensemble », indique GENG non pas sans émotion.

Un projet « millimétrique » qui met l'homme sous les ordres de machine

La mise à l'eau du premier Type 055, d'une forme totalement différente des navires de guerre chinois habituel, a rapidement fait le buzz sur la toile internet en Chine.

« Tout le monde du chantier s'est donné corps et âme pour cette belle façade », raconte le « maître soudeur » CHEN Jing Yi (陈景毅), élu meilleur ouvrier de Chine avec plusieurs brevets en domaine de soudage à la poche, « Il nous est demandé de contrôler la dimension de chaque module principal à une précision de 2 à 3 millimètres, pour que les modules puissent s'assembler sans ajustement majeur, mais personne n'avait réussi à trouver la méthode pour le faire au début. »



Deux autres destroyers Type 055 en construction simultanée au chantier naval de Dalian

Lors des réunions d'analyse, certains experts pointent le doigt sur le processus et la gestion de qualité, soulignant que même si les procédés étaient correctes et sont assistés par les robots, mais le contrôle était toujours fait suivant l'expérience personnelle de chaque technicien.

CHEN, avec son équipe, s'est lancé alors dans un projet pour mettre en réseau toutes les machines de soudage et les relier à une grande base de données, afin de contrôler avec précision les paramètres de chaque point de soudure.

« Avant, c'est l'homme qui disait à la machine comment faire, maintenant c'est la machine qui guide l'homme dans chacune de ses gestes », précise CHEN, « Tous les paramètres sont préconfigurés dans chaque machine, y compris le courant et la tension électrique, et le système va automatiquement arrêté le soudage et le travail de l'homme si les choses sortent de la tolérance. »

Avant que ce soit une révolution dans la méthode de travail de tous les jours pour les techniciens, c'est avant tout un changement culturel majeur pour eux et pour l'industriel chinois.

Et c'est probablement ceci la plus-value la plus importante apportée par le projet Type 055.

M. Macron offre un cheval du régiment de cavalerie de la Garde républicaine au président chinois

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie, Gendarmerie par Laurent Lagneau Le 08-01-2018



Afin d'améliorer ses relations avec certains pays, la Chine pratique ce que l'on appelle la « diplomatie du panda », qui consiste à offrir (ou à prêter) un panda géant en signe d'amitié.

Pour son premier déplacement en Chine depuis son élection, le président Macron va innover en offrant un cheval de la Garde républicaine à Xi Jinping, son homologue chinois. C'est une « diplomatie du cheval inédite » et un « geste d'amitié envers son hôte », précise-t-on à l'Élysée.

À l'occasion de son déplacement en Chine, M. Macron compte aborder la question du rééquilibrage des échanges commerciaux ainsi que les sujets ayant trait à l'environnement, le dossier nord-coréen et la lutte contre le terrorisme. La « diplomatie du cheval » va-t-elle permettre d'aboutir à des résultats concrets?

« Lors de sa visite à Paris en 2014, le président Xi avait été escorté des Invalides à l'Élysée par 104 cavaliers de la Garde républicaine et avait été fasciné par ce savoir-faire d'excellence » et « désireux de tisser des liens d'amitié avec les chefs d'Etat étrangers, plus qu'un cadeau, Emmanuel Macron a voulu faire un geste diplomatique », explique la présidence.

Il est ainsi question de conclure « un accord de partenariat entre la Garde républicaine et les autorités chinoises, qui valorise l'excellence de la filière équine française dotée de nombreux atouts pour accompagner le développement de ce secteur en Chine. »

Le cheval qui rejoindra l'écurie du président chinois est un hongre bai brun âgé de 8 ans. Baptisé « Vésuve de Brekka », il a rejoint le régiment de cavalerie de la Garde républicaine en 2012, année où la Chine a prêté à la France deux pandas géants. Il a encore fait partie de l'escorte présidentielle lors des cérémonies du 99^e anniversaire de l'armistice du 11 novembre.

« Vésuve de Brekka » est arrivé en Chine, par avion spécial, le 4 janvier, en compagnie du chef vétérinaire et du cavalier soigneur de la Garde républicaine. Il sera officiellement remis au président Xi avec une selle d'armes datant de 1874.

Exercice amphibie de la marine chinoise en mer de Chine méridionale

<http://www.eastpendulum.com/> Mer By Henri KENHMANN 9 janvier 2018



Après l'ordre de démarrer des entraînements militaires pour la nouvelle année 2018, donnée le 3 Janvier par le président chinois XI Jin Ping à toute son armée pour la première fois dans l'histoire, l'armée chinoise s'est rapidement mobilisée et les troupes de ses cinq corps d'armée ont occupé progressivement les quelques 4 000 centres et sites d'entraînement répartis partout dans le pays.

L'une de ces troupes, une unité des Marines chinois, est partie notamment avec des équipements lourds dans la direction de mer de Chine méridionale.

Selon un article paru sur le site de l'armée chinoise, ce bataillon d'une brigade du corps des marines a débuté cette nouvelle campagne d'entraînement en exécutant un scénario d'embarquement et de chargement d'urgence, et ce sous la couverture des unités de lutte anti-aérienne et de défense côtière.

Des chars d'assaut amphibies de type **ZTD-05** ainsi que d'autres blindés et les infanteries ont investi rapidement les lieux, dans la base navale de Zhanjiang, par voies terrestres et en mer avant d'embarquer dans le radier du 999 *Jinggang Shan*, l'un des transports de chalands de débarquement **Type 071** de la marine chinoise qui déplace à plus de 20 000 tonnes pleine charge, et un autre bâtiment de débarquement de chars patrouillant non loin.

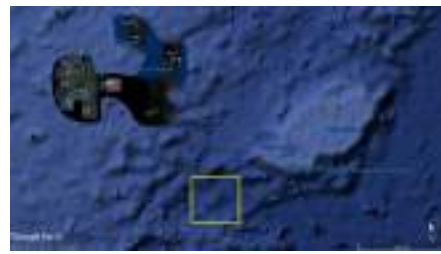
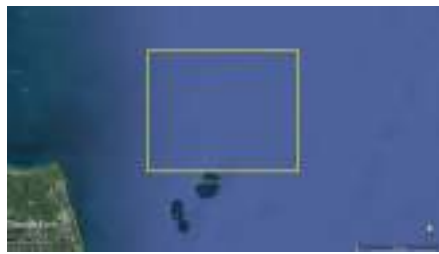


Le texte officiel n'a pas indiqué leur destination mais les notifications aériennes et maritimes suggèrent que les troupes amphibies chinoises auraient mis le cap vers la mer de Chine méridionale, et plus particulièrement vers l'île de Haïnan puis au sud des Paracels, près des côtes vietnamiens.

En effet, une première zone A interdite de survol sous 15 000 mètre d'altitude a d'abord été établie à l'Est de Haïnan, bordant la mer de Chine méridionale, près de l'île de Beishi qui sert souvent du lieu d'entraînement pour les exercices amphibies.

L'endroit est fermé pour « tirs militaires » le 7 Janvier de 14h40 à 18h00 heure locale, puis de nouveau le 9 Janvier de 16h00 à 17h00.

Entre temps, une autre zone B de restriction aérienne, située à 590 km de la première zone et à seulement 123 km Sud-Est de l'île aux Paracels la plus proche, a aussi été créée pour la même raison et elle est effective le 8 Janvier entre 16h00 et 18h00.



Les deux zones fermées pour
exercices militaires chinois en mer de
Chine méridionale, du 7 au 9 Janvier
(Images : East Pendulum)

Compte tenu de la distance que sépare les deux zones et la vitesse de navigation de Type 071, la flotte amphibie chinoise est passée de la zone A à B en deux jours avec un scénario de soutien particulier, ou elle est restée simplement en zone A tout au long de la durée et la zone B est dédiée à une autre flotte, si ce n'est que pour le groupe aéronaval autour du porte-avions *Liaoning* qui se trouve actuellement dans la région.

On ignore pour le moment s'il y aura des exercices conjoints impliquant le porte-avions et les forces amphibies chinoises en mer de Chine méridionale, mais on devrait en savoir plus à travers les médias chinois dans les jours à venir. Quoiqu'il en soit, d'après l'interview du commandant adjoint de la brigade des marines en question, les sous-marins et les forces aériennes de la marine chinoise devraient aussi participer à l'exercice puisqu'il a parlé des manœuvres intégrées avec ces derniers.



Deux autres satellites commerciaux Superview-1 mis en orbite

<http://www.eastpendulum.com/> Espace By Henri KENHMANN 10 janvier 2018



La Chine a réussi hier son premier vol spatial de l'année en mettant en orbite le 3e et le 4e satellite pour la constellation d'observation **Superview-1**.

La fusée **CZ-2D** portant les deux charges utiles a décollé du centre de lancement spatial de Taiyuan (TSLC) le 9 Janvier vers 11h24 heure locale, sous une température de -20°C .

Il s'agit d'une constellation purement commerciale qui sera composée principalement de 16 satellites optiques d'une résolution de 0,5 m, complété par 4 satellites optiques de très haute résolution, 4 satellites radar et un nombre indéterminé de satellites vidéo et hyper-spectral. Le groupe d'aérospatiale chinois CASC, son propriétaire, appelle alors celle-ci une « constellation télé-détection commerciale 16 + 4 + 4 + X ».

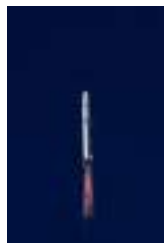
Le lancement

Conçu par l'Institut shanghaien SAST (Shanghai Academy of Spaceflight Technology), filiale du groupe CASC, le CZ-2D est une fusée de 2 étages dont le design dérive directement d'un autre lanceur chinois **CZ-4A** conçu par la même entité.

Cette fusée de l'ancienne génération est utilisée surtout pour les lancements en orbite basse (LEO) et en orbite héliosynchrones (SSO). Sa capacité s'élève à 3 500 kg en LEO circulaire 200 km x 28°, ou 1 300 kg en SSO à 645 km.

Le premier vol remonte au mois d'Août 1992, en plaçant en orbite un satellite d'espion chinois avec capsule de retour. A noter que lors du lancement des deux premiers satellites Superview-1, la fusée CZ-2D Y39 a présenté une anomalie et les satellites ont été injectés sur une orbite non circulaire, avec le périégée beaucoup plus bas que prévu.

Ces derniers ont dû utiliser leurs propres ergols pour atteindre l'orbite cible, ce qui a réduit considérablement leur durée de vie.



Dans la salle de contrôle du centre spatial de Taiyuan (Image : East Pendulum)



Contrairement au lancement de Superview-1 satellites 01 et 02, un message aux navigateurs aériens (NOTAM) a été publié pour cette fois-ci, qui devrait correspondre à la zone de retombée des coiffes.

A0038/18

Q) ZXXX/QRTCA/IV/BOW/000/999/2955N10910E030

A) ZPKM ZHWH B) 1801090317 C) 1801090346

E) A TEMPORARY RESTRICTED AREA ESTABLISHED BOUNDED BY :

N301923E1092844-N302353E1090419-N293054E1085132-N292628E1091543

BACK TO START.VERTICAL LIMITS:GND-UNL.

F) GND G) UNL



La trajectoire au sol du lanceur CZ-2D lors du lancement des deux satellites Superview-1 (Image : East Pendulum)

On remarquera que c'est également le 3^e vol de CZ-2D en l'espace de 37 jours. La fusée porte le numéro de série Y40, qui signifie que c'est le 40^e produit, et le code de mission est 05-57.

Les satellites optiques commerciaux Superview-1

Conçu par China SpaceSat, filiale de l'Institut CAST, lui-même attaché au groupe d'aérospatiale chinois CASC, les deux nouveaux Superview-1 satellites 03 et 04 sont aussi développés sur la base de la plateforme satellitaire **CAST-3000B** comme leurs aînées.

Chacun de ces deux satellites pèse environ 560 kg et restera 8 ans en orbite héliosynchrone de 530 km d'altitude.



Une image prise par les deux premiers Superview-1, opérationnels depuis Avril 2017.

Les caméras embarquées fourniront une résolution panchromatique de 0,5 m, et 2 m en multispectrale. L'angle de vue nominal est de 30° mais peut atteindre 45° au maximum pour des missions importantes, avec une largeur de fauchée de 12 km. La précision de positionnement au sol est inférieure ou égale à 20 mètres.

Chaque satellite dispose d'un espace de stockage de 2 To et peut capturer environ 700 000 km² chaque jour. Avec les deux nouveaux satellites lancés hier, les quatre Superview-1 actuellement en orbite formeront une première constellation sur le même plan orbital, espacé de 90° l'un de l'autre, et permettront de revisiter les dix plus grandes villes chinoises tous les trois jours. Les données seront transférées au sol à un débit de 2 × 450 Mbps et exploitées par l'opérateur Siwei Worldview Technology.

Depuis l'entrée en service des deux premiers satellites Superview-1 en Avril 2017, plus de 225 000 images ont été prises couvrant une superficie de 24,56 millions de km². Siwei a déjà signé des accords de coopération avec une vingtaine de revendeurs d'images satellite étrangers, et un contrat avec la société norvégienne Kongsberg Satellite Services AS pour la construction d'une station sol au Arctique.

Pour que tout le système avec 16 + 4 + 4 + X satellites soit en place d'ici 2022, le plan actuel prévoit entre un et deux lancements par an, et ce à compter de 2018. La constellation complète permettra alors de visiter une fois par jour n'importe quel point sur Terre, et de concurrencer non seulement avec les acteurs occidentaux comme WorldView et GeoEye, mais aussi les futurs opérateurs chinois comme la constellation **Jilin-1**.



Les deux Superview-1 satellites 03 et 04 (Image ; CCTV-7)

Pour le moment neuf objets ont été répertoriés par NORAD, relatifs à ce lancement, dont six catégorisés comme débris de la fusée CZ-2D, probablement des caches de rétrofusées.

Les objets A et B devraient correspondre aux deux satellites qui sont actuellement sur une orbite de 517 km × 536 km × 97,58. L'objet C, quant à lui, devrait être soit le séparateur des charges ou le compartiment

CZ-2D DEB

1 43095U 17084B 18009.16337281 .00001752 00000-0 75804-4 0 9993

2 43095 97.4565 87.2511 0010197 212.8430 147.2194 15.23743766 2061

CZ-2D DEB

1 43096U 17084C 18009.73781290 .00001985 00000-0 81789-4 0 9997

2 43096 97.4803 87.9080 0016522 226.4576 133.5296 15.25188837 2149

CZ-2D DEB

1 43097U 17084D 18009.43163641 .00003949 00000-0 11382-3 0 9992

2 43097 97.3535 87.6076 0053722 264.2210 95.2959 15.34898253 2118

2018-002A

1 43099U 18002A 18010.05641300 .00012652 00000-0 71792-3 0 9990

2 43099 97.5839 87.2210 0012874 288.3928 132.2700 15.13020985 133

2018-002B

1 43100U 18002B 18010.06201856 .00034939 00000-0 19452-2 0 9998
2 43100 97.5830 87.2240 0014651 293.0037 159.5559 15.13452717 135
2018-002C

1 43101U 18002C 18010.04519381 .00037362 00000-0 20975-2 0 9997
2 43101 97.5824 87.2060 0013899 288.2102 71.7629 15.13149377 139

CZ-2D DEB

1 43102U 18002D 18009.98178355 .00035256 00000-0 22538-2 0 9998
2 43102 97.4686 87.1437 0017796 129.1999 231.1191 15.08394220 127

CZ-2D DEB

1 43103U 18002E 18009.98445638 .00085204 00000-0 61051-2 0 9991
2 43103 97.7150 87.1360 0038113 187.8679 172.2316 15.03400587 127

CZ-2D DEB

1 43104U 18002F 18009.97365221 -.00001639 00000-0 -63774-4 0 9998
2 43104 97.4463 87.1465 0053635 332.2270 27.6241 15.23038564 121

Statistique historique

Statistiquement, ce lancement de Superview-1 satellites 03 et 04 est le 1^{er} lancement spatial chinois en 2018, le 36^e pour le lanceur CZ-2D, et le 261^e pour la famille des lanceurs Longue Marche.

Pour l'heure, les fusées Longue Marche du groupe CASC totalisent 250 succès et 11 échecs, soit un taux de réussite de 95,79%.

Voici le tableau de suivi de tous les lancements spatiaux chinois effectués depuis le premier qui date de 1970, incluant ceux qui ne sont pas réalisés par les lanceurs Longue Marche, et celui par centre spatial en Chine –

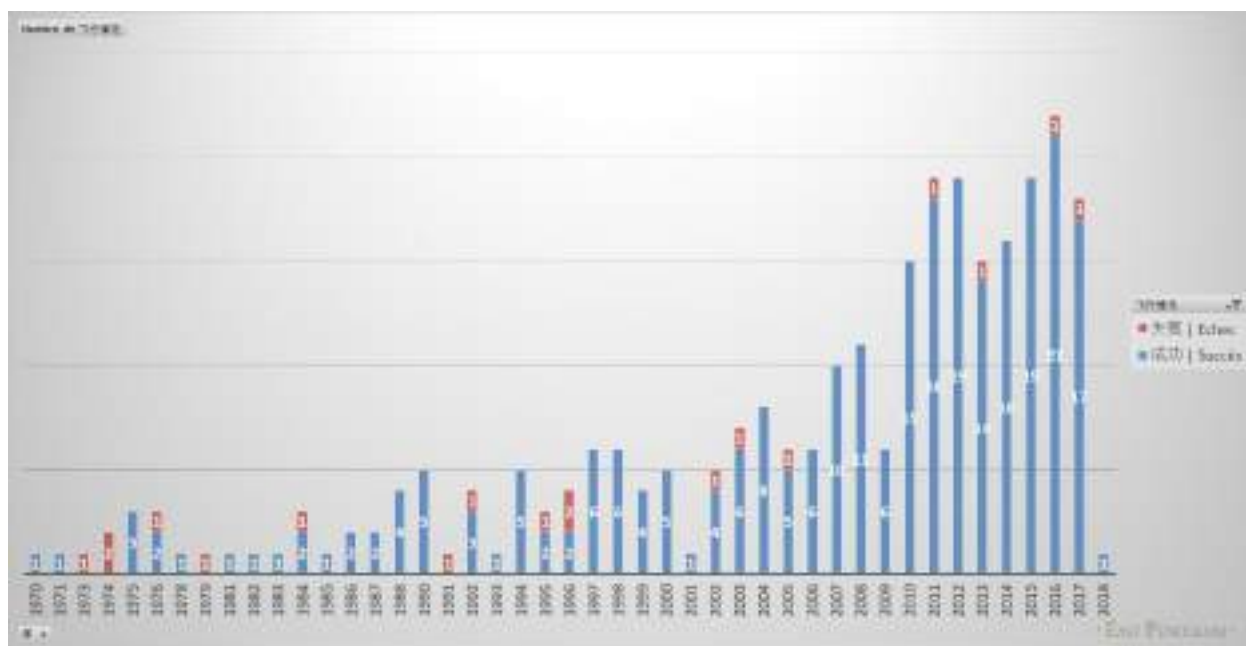


Tableau de suivi des lancements spatiaux chinois – Date : 2018-01-09

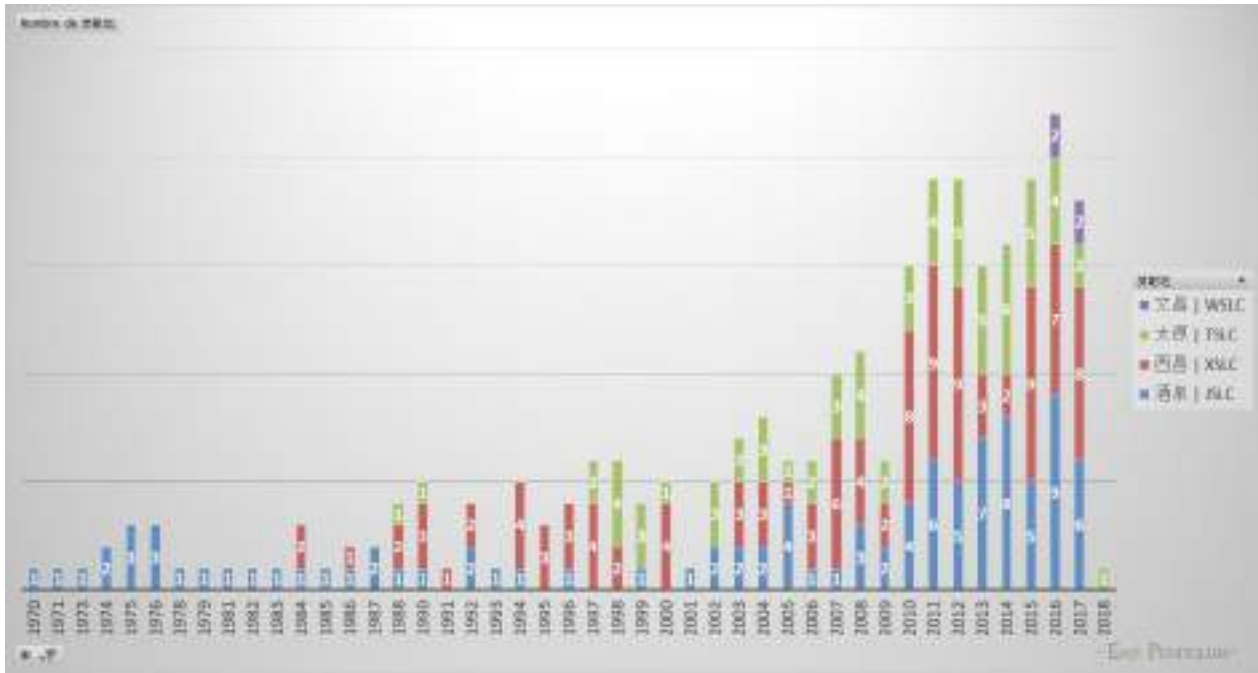
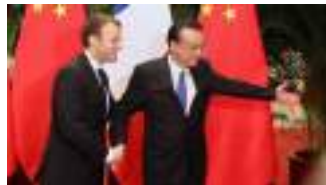


Tableau de suivi des lancements spatiaux chinois par centre spatial – Date : 2018-01-09

Centre Pompidou, usine Areva... Les accords signés par Macron avec la Chine

Actualité Politique Par L'EXPRESS.fr avec AFP, publié le 09/01/2018 à 15:16, mis à jour à 19:11



Emmanuel Macron accueilli par le Premier ministre chinois Li Keqiang, pour une rencontre à Pékin, le 9 janvier 2018
[afp.com/ludovic MARIN](http://afp.com/ludovic%20MARIN)

Nucléaire, culture, viande bovine... Pour son deuxième jour de visite d'État, Emmanuel Macron a signé toute une série d'accords avec son homologue chinois.

Emmanuel Macron ne compte pas revenir de Chine les mains vides. Après avoir offert un cheval de la Garde Républicaine à son homologue chinois Xi Jinping, le chef de l'État a entamé sa deuxième journée de visite d'État dans l'Empire du milieu en signant plusieurs contrats à Shanghai.

Accompagné lors de son voyage par une cinquantaine de chefs d'entreprise français, il a participé à un entretien bilatéral avec le président chinois et en est ressorti avec plusieurs accords sur le nucléaire, le boeuf et la culture.

Au total, le président français compte ramener à Paris une cinquantaine d'accords et de contrats. La France cherche à "rééquilibrer" ses relations commerciales avec la Chine, qui génère son plus gros déficit extérieur (30 milliards d'euros en 2016).

Centre Pompidou à Shanghai

Emmanuel Macron et Xi Jinping ont d'abord conclu un partenariat pour établir un Centre Pompidou d'art contemporain à Shanghai. Le document prévoit également d'organiser une édition des Rencontres photographiques d'Arles dans la ville de Xiamen (dans l'Est de la Chine).

Usine Areva

L'autre accord signé correspond à "un mémorandum pour un accord commercial" sur la construction d'une usine de traitement des combustibles nucléaires usagés, un chantier colossal providentiel pour Areva, ex-fleuron français de l'atome civil.

Ce document ouvre la voie pour conclure dix ans de délicates négociations entre Areva et son partenaire chinois CNNC, géant étatique de l'atome civil. "Nous avons [maintenant] l'assurance du contrat avec une échéance: sa signature au printemps", avait assuré plus tôt mardi le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire. "Cela représente un montant de 10 milliards d'euros immédiats, cela sauvera la filière", s'est félicité le ministre.

De fait, ce chantier massif, qui devrait débuter en 2020 et durer une décennie, est jugé vital pour le nouvel Areva (NewCo) en difficulté, désormais recentré sur la gestion du cycle du combustible. La future usine franco-chinoise pourrait traiter jusqu'à 800 tonnes de combustibles usés par an, permettant d'en recycler une partie sous forme de "MOX", un mélange de plutonium usagé et d'uranium, selon les technologies développées par Areva.

Des contrats pour EDF

EDF a signé deux contrats de 150 millions d'euros dans les services énergétiques et les énergies renouvelables. Le premier d'environ 100 millions d'euros porte sur la construction et l'exploitation pendant 30 ans, avec un partenaire local, d'un réseau de production d'eau froide (climatisation) et d'eau chaude sanitaire dans la ville de Sanya (sud du pays) qui alimentera une zone touristique actuellement en développement.

EDF va également construire et exploiter pendant 30 ans une centrale biomasse de 35 mégawatts à Lingbao (centre) pour alimenter 25 000 foyers en chauffage et électricité. Alimentée à partir de résidus de cultures, sa mise en service est prévue début 2019 et permettra à la ville d'arrêter d'utiliser des chaudières individuelles à charbon, a détaillé le groupe dans un communiqué.

Levée de l'embargo sur le bœuf français

C'est un accord commercial qui ravira les éleveurs français. La Chine s'est engagée à lever complètement "dans les six mois" l'embargo sur la viande bovine française qu'elle imposait depuis 2001 à la suite de la crise de la vache folle. Les deux pays ont signé un accord prévoyant "l'ouverture de l'accès de la viande bovine [au marché chinois], avec une résolution totale dans les six mois" de l'embargo actuel, a indiqué Emmanuel Macron.

"Notre viande bovine n'a actuellement aucun accès pour des raisons sanitaires. Or, la consommation française de viande de bœuf baisse de 5% par an, il faut trouver de nouveaux débouchés. Cela permettra de monter les prix et de mieux rémunérer les éleveurs [...]", a insisté Bruno Le Maire, également présent à Pékin.

Plus d'Airbus

Airbus a signé un "accord cadre" sur la montée en cadence de la production de l'A320 sur sa chaîne d'assemblage de Tianjin (nord) à cinq appareils par mois début 2019 et six par mois début 2020. L'avionneur européen a également signé un "protocole d'accord" pour "amplifier le partenariat industriel" à Tianjin et "renforcer la coopération dans les domaines de l'innovation, des capacités d'ingénierie et du développement de la chaîne de sous-traitance".

Un nouveau fonds bancaire

Bpifrance, China Development Bank et Cathay Capital ont créé un nouveau fonds, baptisé Sino French Midcap Fund II, qui doit lever 1,2 milliard d'euros, et a pour vocation d'investir dans "les entreprises de taille intermédiaire disposant d'un fort potentiel de croissance, de création de valeur et de développement à l'international". Par ailleurs, BNP Paribas a signé un protocole d'accord en vue de la création d'une société de crédit à la consommation.

La 26^e frégate Type 054A mise en service

<http://www.eastpendulum.com/> Mer By Henri KENHMANN 12 janvier 2018



Le 12 Janvier 2018, la marine chinoise a admis au service actif son premier navire de guerre en 2018 – la frégate 598 Rizhao de classe **Type 054A** – à la base navale de Lüshunkou située dans le nord de la Chine. La cérémonie de remise de drapeau a eu lieu à 10 heures du matin en présence du commandant de la 10e flottille de destroyers de la flotte du Nord.

Cette unité portant le code 91278 compte désormais quatre frégates de cette classe, avec le 576 *Daqing* (2015), le 579 *Handan* (2015), le 539 *Wuhu* (2017) et maintenant le 598 *Rizhao* (2018). Il manque néanmoins encore deux autres nouvelles frégates pour que l'unité soit au complet, car la nouvelle organisation prévoit la dotation de six frégates et six destroyers dans une flottille de destroyers, ce qui correspond à une expansion de l'ordre de 50% par rapport au format précédent.

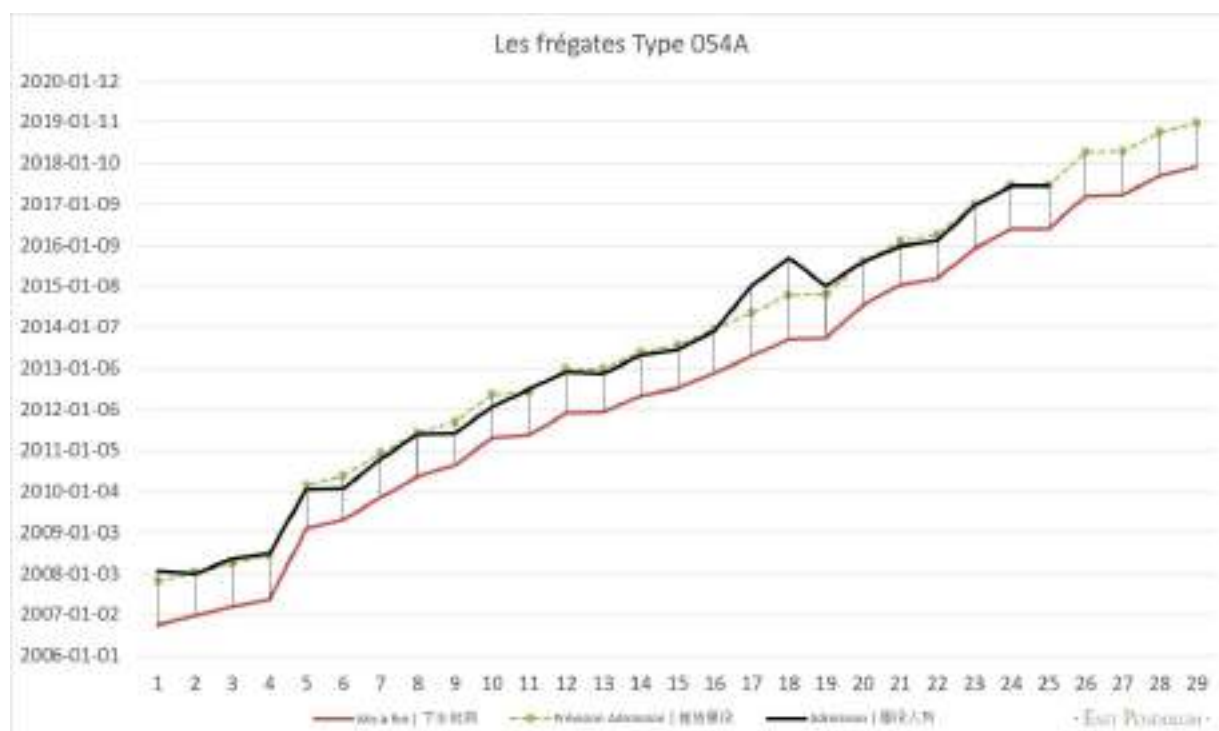


La cérémonie de mise en service de la 26^e frégate Type 054A (Photos : Marine chinoise)

Mis à l'eau le 1^{er} Avril 2017 au chantier naval Huangpu à Guangzhou, le bâtiment de premier rang est le 13^e exemplaire construit dans ce chantier naval et aussi le 26^e en service pour la marine chinoise, qui avait commencé à introduire cette nouvelle classe de frégate polyvalente il y a maintenant 10 ans en Janvier 2008.

La frégate 598 Rizhao mesure 134,1 mètres de long, 16 mètres de maître-bau, 31 mètres de haut et déplace 4 270 tonnes pleine charge. Le navire dispose d'une autonomie supérieure à 4 000 miles nautiques, à une vitesse de croisière de 18 nœuds.

A noter que la frégate est entrée en service avec 104 jours d'avance par rapport à la moyenne observée sur les 25 bâtiments précédents. On s'attend d'ailleurs à deux autres admissions au service actif de Type 054A cette année, avec l'*Anyang* d'ici fin Avril et le *Xianning* vers le mois d'Octobre.



La mise à l'eau et l'entrée en service des frégates Type 054A (Image : East Pendulum)

Le Type 054A est, en attendant l'arrivée de son successeur Type 054B à propulsion électrique, la meilleure plateforme de lutte anti-sous-marine de la marine chinoise. Il est doté d'une suite complète dédiée à cette fonction, incluant un sonar de coque, un sonar remorqué à profondeur variable, un système de lutte acoustique et de communication sous-marin, ainsi que des torpilles, de l'ASROC **Yu-8** au lancement vertical et des roquettes anti-sous-marines.

Depuis le 17^e de série, l'ancien CIWS **H/PJ-12** à sept tubes a été remplacé par le nouveau **H/PJ-11** à 11 tubes d'une cadence de 10 000 tours/min, capable de défendre le navire contre des missiles anti-navires supersoniques, et un nouveau système de guerre électronique a également été rajouté sur le mât principal. D'autres armements du navire comprennent le canon **H/PJ-26** de calibre 76mm, les cellules de VLS pour les missiles SAM **HQ-16** et sa version améliorée **HQ-16C**, les lance-leurres ainsi que plusieurs senseurs et brouilleurs actifs.

Classe	N° Coque	Nom	Catégorie	Tonnage	Date d'entrée en service
Type 054A	598	Rizhao	Frégate	4 270	2018-01-12

2 nouveaux satellites Beidou mis en orbite, encore 14 pour 2018

<http://www.eastpendulum.com/> Espace By Henri KENHMANN 13 janvier 2018



Pour son deuxième lancement spatial de l'année, et le deuxième en quatre jours, la Chine a mis en orbite ce vendredi 12 Janvier deux nouveaux satellites de sa constellation **Beidou**, un système de navigation semblable au **GPS** américain ou **GLONASS** russe.

Le tir a eu lieu au centre spatial de Xichang (XSLC) où le lanceur **CZ-3B** s'est décollé vers 07h18 du matin heure locale, avec à son bord les deux satellites pesant environ une tonne chacun. L'étage supérieur **YZ-1** s'est chargé ensuite de livrer les deux passagers sur une orbite circulaire de 22 186 km x 22 508 km x 55,03°, au terme d'un voyage qui a duré près de quatre heures.

Depuis le lancement des premiers satellites expérimentaux Beidou 1 il y a 18 ans, en l'an 2000, et après la mise en service de son système Beidou 2 à couverture régionale depuis 2012, le programme de positionnement et navigation chinois va prendre un nouvel élan cette année avec 16 nouveaux satellites prévus dans l'espace à l'aide de 8 lancements doubles, dont le premier vient d'être réalisé avec succès.

On remarquera que cette fréquence de tirs, très élevée, est sans précédent. Elle est motivée avant tout par le souhait du gouvernement chinois de pouvoir ouvrir les services à l'ensemble de pays concerné par sa stratégie éco One Belt and One Road Initiative (OBOR), pour une vaste zone géographique allant de l'Asie de l'Est jusqu'à l'Europe, en passant par le Moyen Orient et le côte Est du continent africain.

Mais l'objectif de Beidou 3 est surtout d'être capable de couvrir le globe entier et d'établir un système PNT (Positioning, Navigation, Timing) sino-chinois, donc entièrement autonome et indépendant pour le pays, d'ici 2020.

Le lancement

Conçu par *China Academy of Launch Vehicle Technology* (CALT), filiale du groupe d'aérospatiale chinois CASC, le CZ-3B est la variante la plus puissante parmi les lanceurs de la famille **CZ-3A**, tous pratiquement dédiés aux lancements de satellites en orbite géostationnaire.

Cette fusée de trois étages, qui mesure plus de 57 mètres de haut et 459 tonnes au décollage, est capable de placer 5 500 kg de charges utiles en orbite de transfert géostationnaire (GTO).

Avant l'arrivée du nouveau lanceur lourd **CZ-5**, qui vient d'échouer son deuxième lancement cette année malgré un vol inaugural plutôt réussi, les satellites de communication chinois ne pouvaient pas dépasser en masse la capacité d'emport du CZ-3B, sous peine de devoir se tourner vers une société de lancement spatial à l'étranger.

Pour pouvoir mettre en orbite MEO les deux satellites Beidou 3, le lanceur chinois a dû aussi faire appel à l'étage supérieur **YZ-1**, qui avait déjà été utilisé dans les lancements de quatre satellites expérimentaux Beidou 3 entre 2015 et 2016. L'heure exacte du décollage est affichée à 07:18:04.616 heure locale.



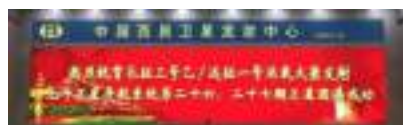
Le CZ-3B sur le pas de tir



Le suivi du lancement



La séparation des satellites de l'étage supérieur YZ-1



L'écran central à XSLC annonce le succès du lancement de 26e et 27e satellites Beidou.





A noter que la chute du premier étage de la fusée a pu être filmée en direct par les villageois d'un district en province de Guangxi, dans la zone signalée par les appels d'évacuation émis par les autorités locales avant le lancement. Aucune perte humaine ou matérielle n'a été notifiée.



La notification pour évacuer les habitants des zones potentiellement en danger

En plus des avertissements locaux, un message aux navigants aériennes (NOTAM) a également été diffusé pour signaler une zone de retombée en mer, probablement dédiée à la coiffe, qui se situe sur le côté Est de l'île de Hainan, bordant la mer de Chine méridionale.

A3292/17

Q) ZJSA/QRTCA/IV/BO/W/000/999/1811N11117E033

A) ZJSA B) 1711051130 C) 1711051203

E) A TEMPORARY RESTRICTED AREA ESTABLISHED BOUNDED BY :

N180540E1115053-N184350E1111900-N181640E1104331-N173836E1111528

BACK TO START.VERTICAL LIMITS:SFC-UNL.

F) SFC G) UNL



La zone de retombée de la coiffe (Image : East Pendulum)

En plus de plusieurs stations sol en Chine et à l'étranger, le pays a également déployé un de ses navires de suivi et de contrôle spatial Yuan Wang aux différents endroits dans l'océan Pacifique pour ce lancement. Il s'agit du bâtiment **Yuan Wang 6** et c'est la première fois qu'il assure seul une mission de lancement double.



Le navire de suivi spatial chinois Yuan Wang 6

Les satellites Beidou 3

Les deux nouveaux satellites Beidou lancés hier sont le 3e et le 4e de la génération Beidou 3. Les communiqués institutionnels indiquent qu'il s'agit du 26e et 27e satellites de la constellation Beidou, ce qui est vrai si on ne prend pas en compte les quatre premiers satellites expérimentaux du début de programme, lancés par quatre fusées CZ-3A entre 2000 et 2007.

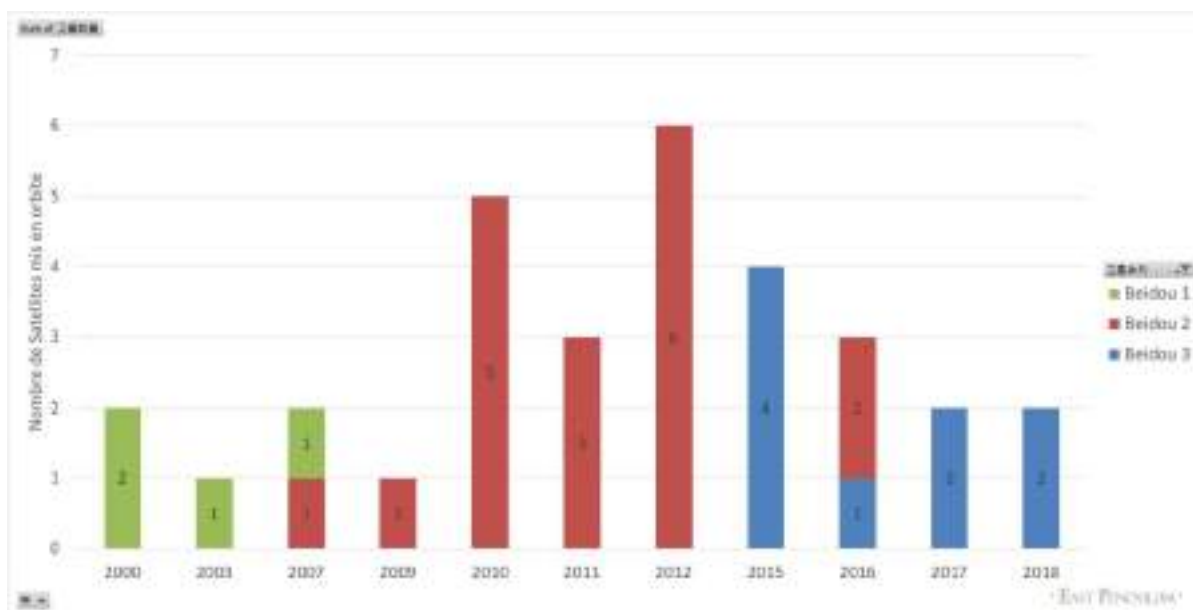
On pourrait alors distinguer trois générations de satellites Beidou –

- o Beidou 1 : 4 satellites expérimentaux qui ne sont a priori plus opérationnels aujourd'hui
- o Beidou 2 : 16 satellites dont 5 MEO, 6 GEO et 5 IGSO, tous dédiés au système couvrant la région APAC
- o Beidou 3 : 5 satellites expérimentaux (I1-S, I2-S, M1-S, M2-S et M3-S) et les 4 premiers « officiels » pour la couverture mondiale

Contrairement aux deux premiers satellites officiels de Beidou 3 lancés en Novembre 2017, qui ont été conçus par l'Institut CAST du groupe CASC, les deux mis en orbite hier sont eux fabriqués par l'Académie chinoise des Sciences, et plus exactement sa filiale *Shanghai Engineering Centre for Microsatellites* (SECM) spécialisée dans la conception des micro-satellites.

Le gouvernement chinois a souhaité diversifier l'approvisionnement de satellites pour son système de navigation considéré comme « stratégique » et « vital », et favoriser la concurrence et par la même occasion l'innovation pour le « Made in China ».

Ces deux nouveaux Beidou 3 de SECM ont une masse individuelle ne dépassant pas les 1 060 kg, donc un peu plus légers que ceux de CAST. La puissance embarquée est supérieure ou égale à 1 700W, avec une durée de vie théorique de 10 ans contre 12 ans pour ses concurrents de CAST.



Le nombre de satellites Beidou lancés par génération et par an (Image : East Pendulum)

A noter que le SECM a reçu une première commande de 6 satellites en Septembre 2016, qui recevront la référence officielle de MEO-7 à MEO-12. Ceci est aussi confirmé par l'écran central du centre spatial XSLC où l'on peut voir le nom de MEO-7 et MEO-8 affichés sur les satellites.

Si on se base sur ces éléments, on remarque l'erreur de nomination dans les TLE diffusés par NORAD, qui nomme les deux satellites chinois en « M3 » et « M4 ».

BEIDOU-3 M3

```
1 43107U 18003A 18012.78050860 -.00000073 00000-0 00000+0 0 9993
2 43107 55.0063 48.0260 0116049 177.1055 253.5890 1.82900123 56
```

BEIDOU-3 M4

1 43108U 18003B 18012.79740046 -.00000073 00000-0 00000+0 0 9997

2 43108 55.0043 48.0190 0115148 177.3181 264.4415 1.82877444 51

YZ-1 R/B

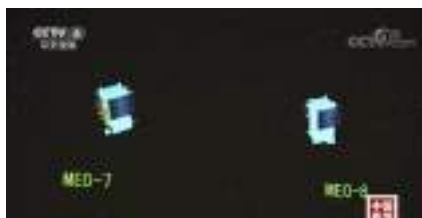
1 43109U 18003C 18012.18386999 -.00000065 00000-0 00000+0 0 9995

2 43109 55.0292 48.0449 0055936 345.9636 50.7102 1.78325101 42

CZ-3B R/B

1 43110U 18003D 18013.02125913 .00022321 00000-0 80110-3 0 9990

2 43110 54.9794 47.5587 5819307 170.9072 207.7800 4.39080564 74



Les deux nouveaux satellites Beidou lancés hier s'appellent MEO-7 et MEO-8 (Image : CCTV)

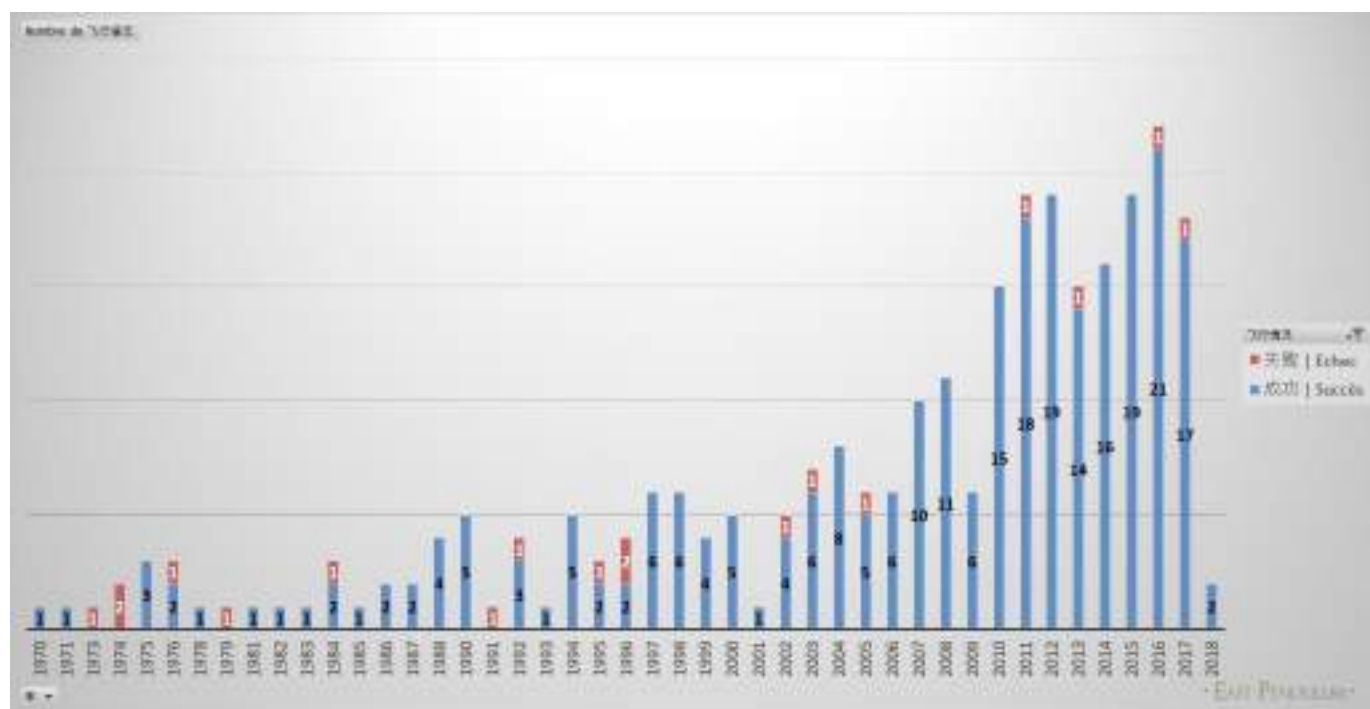
Selon ces TLE, quatre objets ont été satellisés dont les deux Beidou 3, MEO-7 et MEO-8, ainsi que l'étage supérieur YZ-1 et le troisième étage du lanceur CZ-3B.

Statistique historique

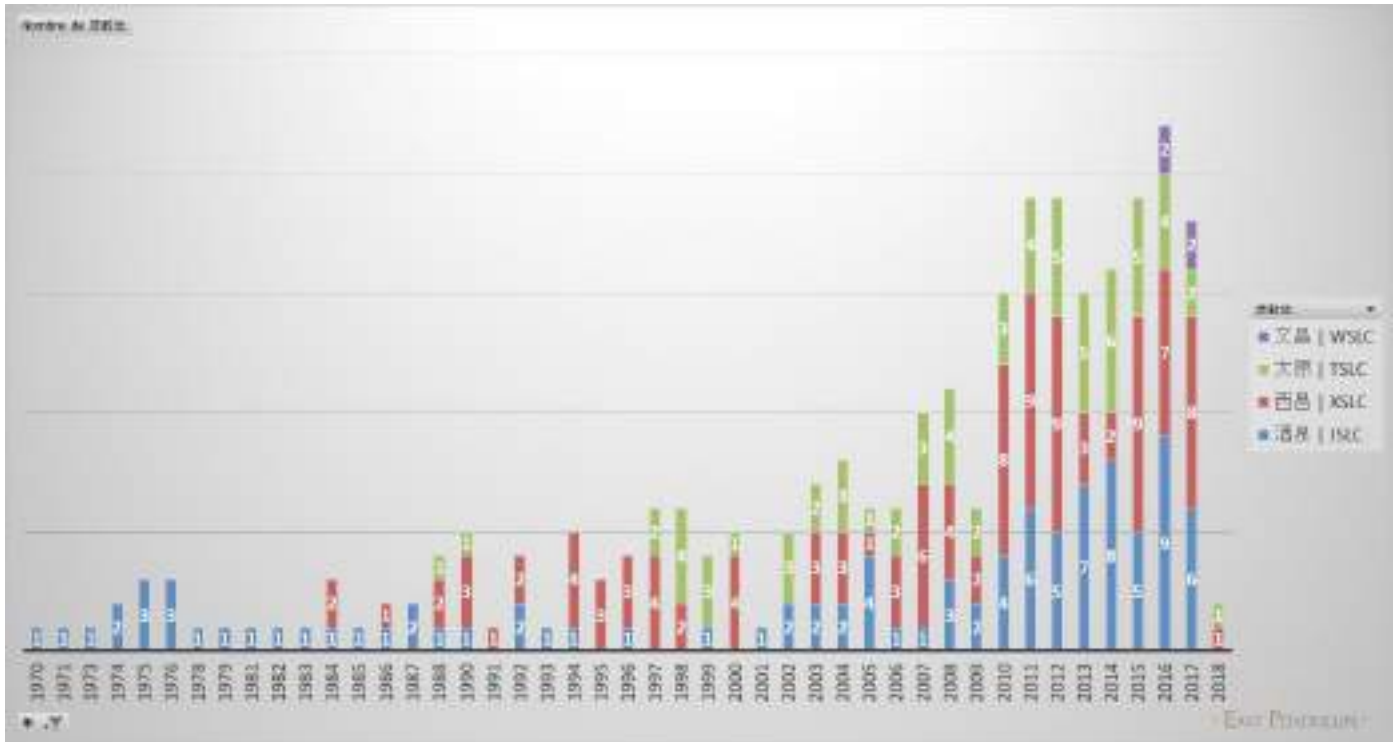
Statistiquement, ce lancement double de satellites Beidou 3 est le 2^e lancement spatial chinois en 2018, le 42^e du lanceur CZ-3B, et le 262^e pour la famille des lanceurs Longue Marche.

Pour l'heure, les fusées Longue Marche du groupe CASC totalisent 251 succès et 11 échecs, soit un taux de réussite de 95,80%.

Voici le nombre et le statut de lancements spatiaux chinois effectués depuis 1970, incluant aussi ceux qui ne sont pas réalisés par les lanceurs Longue Marche, et le nombre de lancements par centre spatial chinois –



Le nombre de lancements spatiaux chinois par an (Image : East Pendulum)



Le nombre de lancement par centre spatial chinois (Image : East Pendulum)

CORÉES

Donald Trump se dit prêt à s'entretenir avec Kim Jong-Un

Actualité Monde Amérique du Nord Par LEXPRESS.fr avec AFP, publié le 07/01/2018 à 07:43, mis à jour à 07:51



Le président américain Donald Trump s'exprime devant la presse dans sa résidence de Camp David, le 6 janvier 2018. afp.com/SAUL LOEB

Le président américain a encouragé les discussions prévues entre les deux Corées sur une participation de la Corée du Nord aux Jeux olympiques.

Changement de ton à la Maison Blanche. Le président américain Donald Trump, s'est dit prêt samedi à s'entretenir avec le leader nord-coréen Kim Jong-Un, exprimant l'espoir que les discussions prévues entre Pyongyang et Séoul sur les JO pourraient engager une désescalade.

Cette déclaration de Donald Trump tranche avec sa rhétorique volontiers belliqueuse à l'égard de Kim Jong-Un, avec lequel il a engagé ces derniers mois une joute verbale au fil des tests nord-coréens de missiles et de charges nucléaires.

"Je crois toujours aux discussions", a déclaré le président américain depuis la résidence présidentielle de Camp David, interrogé sur la possibilité d'un échange téléphonique avec le leader nord-coréen.

"Je le ferais bien sûr, je n'ai aucun problème avec ça", a-t-il ajouté, tout en soulignant que cela ne pourrait se faire sans conditions préalables.

"Je veux vraiment que ça marche entre les deux pays"

Donald Trump a salué les récents signes de détente dans la péninsule coréenne, marqués par la participation "vraisemblable" d'athlètes nord-coréens aux JO d'hiver en Corée du Sud, et a dit espérer que les discussions prévues entre les deux pays iraient "au-delà" du simple cadre sportif.

"J'adorerais les voir aller au-delà des JO", a-t-il déclaré au sujet des discussions intercoréennes à venir. "Je veux vraiment que cela marche entre les deux pays, j'aimerais les voir participer aux Jeux olympiques et les choses pourraient peut-être continuer à partir de là", a-t-il expliqué.

Le représentant nord-coréen au Comité international olympique (CIO), Chang Ung, avait annoncé plus tôt samedi que la Corée du Nord "participera vraisemblablement" aux Jeux olympiques qui se tiendront à Pyeongchang du 9 au 25 février, selon des propos relayés par l'agence de presse japonaise Kyodo.

Il se rendait à Lausanne (Suisse), siège du CIO, où il pourrait discuter, selon Kyodo, de la possible participation de la Corée du Nord aux Jeux d'hiver.

Les déclarations du responsable nord-coréen sont le prolongement des signaux allant dans le sens d'une amorce d'apaisement, après des mois d'escalade et de rhétorique menaçante entre Pyongyang et Washington.

Séoul et Pyongyang se sont mis d'accord vendredi pour tenir des discussions, les premières depuis décembre 2015, mardi à Panmunjom, le village frontalier où fut signé le cessez-le-feu de la guerre de Corée (1950-53).

Trump s'attribue les mérites du dégel

Washington et Séoul ont convenu également de reporter après les jeux Olympiques leurs manœuvres militaires annuelles qui suscitent à chaque fois des crispations dans la péninsule. Le président américain s'est au passage attribué les mérites de ce dégel, conséquences de ses "déclarations fortes" contre Kim Jong-Un et a dit espérer "arriver à une solution très pacifique".

"Si quelque chose peut ressortir de ces discussions, cela serait magnifique pour toute l'humanité", a conclu Donald Trump. "Au moment opportun, nous nous impliquerons" dans ces discussions, a-t-il assuré.

Séoul et les organisateurs des JO souhaitent que Pyongyang y participe afin de faire baisser la tension créée par les programmes nucléaire et balistique poursuivis par la Corée du Nord, en violation des résolutions de l'ONU.

Corée du Nord et Corée du Sud se rencontrent à Panmunjom: le menu des discussions des deux pays, en guerre depuis 64 ans

Il s'agit des premiers pourparlers entre les deux pays depuis 2015.

<http://www.huffingtonpost.fr/> 09/01/2018 02:46 CET | Actualisé il y a 4 heures Claire Digiacomì avec AFP



AFP Les présidents sud-coréen et nord-coréen, Moon Jae-in et Kim Jong-Un.

INTERNATIONAL - La détente est-elle en marche dans la péninsule coréenne? Après deux années de dégradation du climat entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, les deux voisins ennemis ont convenu de tenir des discussions ce mardi 9 janvier. Celles-ci ont débuté à 10h (heure locale).

La rencontre, la première entre le Nord et le Sud depuis décembre 2015, se tient dans la "maison de la paix" de Panmunjom, village frontalier où fut signé le cessez-le-feu de la guerre de Corée en 1953. Si "l'amélioration des relations intercoréennes" sera au menu des discussions, selon le porte-parole du ministère de l'Unification, les deux délégations devraient aussi en profiter pour mettre d'autres sujets sur la table.

La participation de la Corée du Nord aux JO d'hiver

Les Jeux d'hiver du mois prochain faciliteront-ils le dialogue entre les deux Corées? Le Comité international olympique (CIO), qui veut voir dans l'événement des "Jeux olympiques de la paix", l'espère. La Corée du Nord, qui avait boycotté les JO d'hiver en 1988 à Séoul, pourrait profiter de l'événement sportif pour baisser la tension créée dans la péninsule coréenne par les programmes nucléaire et balistique poursuivis par Pyongyang en violation des résolutions de l'ONU.

Pyongyang a d'ailleurs fait savoir, par la voix de son représentant au CIO, qu'elle participerait "vraisemblablement" aux JO qui se dérouleront du 9 au 25 février en Corée du Sud. De son côté, le président sud-coréen Moon Jae-in a toujours souhaité la participation du Nord à la compétition. En signe d'apaisement, il a même annoncé le report des exercices militaires conjoints avec les États-Unis, qui alimentent chaque année les tensions dans la péninsule, et qui devaient avoir lieu pendant les Jeux.

La participation de sportifs du Nord à la compétition devrait être au cœur des discussions de ce mardi.

"L'amélioration des relations intercoréennes"

Au-delà de cet événement, la rencontre portera sur "la question de l'amélioration des relations intercoréennes", d'après le porte-parole du ministère sud-coréen de l'Unification, Baek Tae-Hyun. Car, officiellement, le Nord et le Sud sont toujours en guerre.

Le 25 juin 1950, l'armée nord-coréenne franchit le 38e parallèle marquant la division de la péninsule entre le Nord communiste et le Sud capitaliste et s'empare de Séoul en trois jours. La guerre, qui s'est internationalisée avec le soutien des États-Unis au Sud et de la Chine au Nord, fera entre deux et quatre millions de morts.

Un armistice fragile est signé le 27 juillet 1953 mais n'est pas suivi d'un traité de paix. Si cette date marque la fin de la guerre, de nombreux attentats, infiltrations de troupes et affrontements divers, la plupart provoqués par Pyongyang, ont menacé le cessez-le-feu pendant des décennies. Pyongyang a placé à plusieurs reprises ses troupes en état de guerre. Et, depuis 1953, les deux Corées sont séparées par la Zone démilitarisée (DMZ), l'une des frontières les plus fortement armées du monde.



Les derniers pourparlers bilatéraux de décembre 2015 s'étaient soldés par un échec. L'actuel président sud-coréen a prévenu que l'amélioration des relations devait s'accompagner de mesures prévoyant la dénucléarisation du Nord.

La reprise des réunions entre les familles séparées par la guerre

Lundi, le ministre sud-coréen de l'Unification a laissé entendre que Séoul entendait profiter de sa rencontre exceptionnelle avec le Nord pour poser la question d'une reprise des réunions entre les familles séparées par la guerre. Des millions de personnes avaient été séparées pendant la Guerre de Corée, qui a entraîné la partition de la péninsule.

La majorité sont mortes sans avoir eu la possibilité de se revoir. Aujourd'hui, les communications transfrontalières, lettres ou appels téléphoniques, sont interdites entre les deux pays.

Les réunions des familles, qui doivent être organisées conjointement par le Nord et le Sud, avaient véritablement commencé après un sommet historique Nord/Sud en 2000. À l'origine, il y avait une rencontre par an, mais les tensions qui surgissent régulièrement dans la péninsule avaient eu raison de ce rythme.



La Corée du Nord va envoyer des athlètes aux JO de Pyeongchang

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Edouard de Mareschal Mis à jour le 09/01/2018 à 08:56 Publié le 08/01/2018 à 19:22

Les deux Corées se parlent pour la première fois en deux ans



De hauts représentants des deux Corées se sont retrouvés mardi pour leur premier face-à-face officiel en plus de deux ans, focalisant sur les prochains jeux Olympiques d'hiver après les tensions provoquées par les ambitions nucléaires de Pyongyang.

VIDÉO - Pyongyang et Séoul se rencontrent, ce mardi, à Panmunjom, sur la ligne de démarcation, une première depuis décembre 2015.

Les Jeux olympiques d'hiver se tiennent dans moins d'un mois en Corée du Sud, et rarement un dégel avait autant réjoui un pays hôte. Pour la première fois depuis deux ans se tiennent ce mardi des discussions bilatérales entre Pyongyang et Séoul à la Maison de la paix de Panmunjom le 9 janvier, un bâtiment situé dans la «zone commune de sécurité» (JSA), près du village frontalier du même nom où fut signé, en 1953, le cessez-le-feu entre le Nord et le Sud.

À cette occasion, la Corée du Nord a déclaré qu'elle allait envoyer des athlètes, des supporters et des responsables de haut rang aux Jeux olympiques d'hiver organisés le mois prochain par la Corée du Sud à Pyeongchang, a déclaré mardi un responsable sud-coréen. Séoul a suggéré que les athlètes des deux Corées défilent ensemble lors de la cérémonie d'ouverture. Cette participation du Nord sera évoquée «en milieu de semaine» au siège du Comité international olympique (CIO) à Lausanne.

Séoul a de son côté a annoncé qu'elle n'excluait pas une levée temporaire des sanctions contre la Corée du Nord dans le cas où cela s'avérerait nécessaire pour faciliter la visite d'une délégation nord-coréenne aux

JO. La Corée du Sud a en effet interdit l'entrée de son territoire à plusieurs responsables nord-coréens en réponse aux essais nucléaires et aux tests de missiles du régime communiste de Pyongyang. Elle a aussi proposé la tenue de pourparlers militaires intercoréens afin de faire baisser les tensions dans la péninsule ainsi qu'une réunion des familles séparées par la guerre de Corée d'ici aux vacances du Nouvel An lunaire, prévues du 15 au 17 février, a ajouté Chun Hae-sung, vice-ministre de l'Unification sud-coréen.

La question des familles séparée

Pour la rencontre à la Maison de la paix, la délégation sud-coréenne comporte quatre officiels, dont un vice-ministre des Sports. Elle est emmenée par Cho Myung-Gyon. La délégation nord-coréenne est quant à elle dirigée par le chef du département nord-coréen en charge des affaires

intercoréennes, Ri Son-Gwon, accompagné de quatre responsables dont deux en charge des questions sportives.

Lors de ces discussions, le Nord souhaite insister sur la nécessité de réaliser la réunification. Quant au Sud, il met au premier plan cette question épineuse des familles séparées depuis l'armistice. Depuis la partition de la péninsule, des millions de familles vivent séparées et des millions de personnes sont décédées sans avoir jamais pu se revoir. Les réunions de famille n'ont véritablement repris qu'en 2000 après un sommet historique entre le Nord et le Sud. Censées se produire une fois par an, ces rencontres ont très régulièrement été annulées au gré des crises successives.

Le dialogue entre les frères ennemis était interrompu depuis décembre 2015. Entre-temps, trois essais nucléaires et de multiples tirs de missiles nord-coréens ont poussé la tension plusieurs fois à son paroxysme. Dans ce contexte, la réouverture de discussions laisse entrevoir une éclaircie dans leurs relations tumultueuses.

«Je veux vraiment que cela marche entre les deux pays, j'aimerais les voir participer aux Jeux olympiques et les choses pourraient peut-être continuer à partir de là.» Donald Trump

Lors de son adresse à la Nation, lors du Nouvel an, le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, a certes réaffirmé ses prétentions nucléaires, affirmant même avoir atteint son objectif puisque son «bouton» atomique lui permettait désormais d'atteindre l'ensemble du territoire américain ; déclaration qui provoquera une passe d'arme ubuesque avec Donald Trump. Mais il a aussi lancé une main tendue au Sud, évoquant la possibilité d'une participation nord-coréenne aux Jeux olympiques de Pyeongchang.

Séoul a répondu par la positive en proposant l'entrevue de ce mardi, acceptée par Pyongyang. Dans la foulée, Kim Jong-Un a ordonné le rétablissement du téléphone rouge, cette ligne téléphonique d'urgence qui relie les deux puissances. Le premier ministre sud-coréen a par ailleurs réussi à obtenir le report des manœuvres militaires conjointes avec les États-Unis. Traditionnellement effectuées chaque printemps sur la péninsule, elles provoquent l'ire de Pyongyang. Aux États-Unis, la perspective d'un réchauffement entre les deux pays a été saluée par Donald Trump.

Depuis la résidence présidentielle de Camp David, le président américain s'est dit prêt, samedi, à s'entretenir avec le leader nord-coréen Kim Jong-un. «Je veux vraiment que cela marche entre les deux pays, j'aimerais les voir participer aux Jeux olympiques et les choses pourraient peut-être continuer à partir de là», a-t-il fait valoir.

Mais Donald Trump a d'emblée précisé qu'il ne pourrait entamer un tel dialogue avec Pyongyang sans une condition préalable: l'arrêt des essais nucléaires. Un prérequis réaffirmé le lendemain par l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley: les Nord-coréens «doivent arrêter leurs essais. Ils doivent être d'accord pour parler de l'interdiction de leurs armes nucléaires», avant toute discussion. Et d'ajouter: «Cela ne se fera pas du jour au lendemain.»

Ce curieux village où les deux Corées se parlent

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir International mardi 9 janvier 2018 Par Marie Merdrignac



Il accueille les délégations de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, pour une rencontre inédite. Panmunjom, le village transfrontalier au cœur de la Zone démilitarisée, est une zone hors du temps, devenue une véritable attraction touristique.



Il y a de l'apaisement dans l'air. Les délégations de Corée du Nord et de Corée du Sud se sont retrouvées ce mardi, dans la « Maison de la Paix », au cœur du village de Panmunjom. Les représentants des deux Corées ont discuté de la participation de la Corée du Nord aux Jeux Olympiques de Pyeongchang, en février.



Ri Son-Gwon, le représentant de la Corée du Nord (au centre), traverse la dalle de béton qui marque la frontière entre les deux Corées au sein même du village de Panmunjom. (Photo : Jung Ui-Chel / EPA)

Panmunjom, c'est le village de la signature de l'armistice entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, le 27 juillet 1953, qui a mis fin à la guerre de Corée. À 50 km au nord de Séoul et à 10 km à l'est de la ville nord-coréenne de Gaeseong, Panmunjom est situé au milieu de la « zone démilitarisée » (DeMilitarized Zone, DMZ) – qui n'a de « démilitarisé » que le nom. Elle sépare les deux Corées depuis 65 ans.

Une frontière de 249,4 km de long, bordée de miradors et piégée par des mines, où des bataillons de soldats sont en poste, prêts à lancer l'assaut contre l'ennemi d'en face. Du côté des effectifs nord-coréens, ils seraient plus d'un million. De l'autre, en comptant sur des renforts des États-Unis, il y aurait 650 000 soldats.



La zone démilitarisée est tout sauf démilitarisée... (Photo : Kim Hong-Ji / Reuters)



Il y aurait plus d'un million de soldats côté nord-coréen, et 650 000 côté sud-coréen. (Photo : Ed Jones / AFP)



Un soldat sud-coréen près d'un baraquement de l'ONU, pris en photo l'été dernier. (Photo : Ed Jones / AFP)

Panmunjom, contrôlé par l'Onu, est le seul endroit où les soldats des deux parties sont aussi proches. « Le village de la trêve » est lui-même divisé en deux, par une ligne de démarcation matérialisée par une dalle de béton. Une partie appartient à la Corée du Sud et une autre à la Corée du Nord. Les bâtiments de commandement de l'ONU, des baraquements bleus, sont installés sur cette ligne. C'est, selon Bill Clinton qui s'y est rendu, « **l'endroit le plus effrayant du monde** ».



Les baraquements de l'ONU suscitent la curiosité des soldats nord-coréens. Ici, lors d'une cérémonie pour le 63e anniversaire de la signature de l'armistice entre les deux Corées. (Photo : Kim Hong-ji / AFP)



Encore des soldats nord-coréens curieux ! C'était en 2011, lors de la visite de la Première ministre australienne Julia Gillard. (Photo : Lee Jin-Man / AFP)

Une attraction touristique

Des milliers de touristes s'y pressent chaque année, surtout des Chinois et des Américains qui visitent la Corée du Sud. Les Sud-Coréens ne s'en privent pas non plus. On peut prendre un selfie entre deux soldats, un Nord-Coréen et un Sud-Coréen qui s'observent suspicieusement, on peut se faire photographier devant le « Pont sans retour », on peut même acheter des souvenirs ! Une vraie attraction.

Pourtant, les touristes venant de Corée du Sud, ont ordre de ne rien faire qui pourrait irriter les soldats nord-coréens. Interdiction également de porter un jeans troué ou une mini-jupe d'après le site internet qui propose des visites du village entre 65 000 et 85 000 wons par personne (entre 51 € et 67 €).



Le village est devenu une attraction touristique. Des Chinois, des Américains et des Sud-Coréens s'y pressent toute l'année. (Photo : Jung Yeon-Je / AFP)



On peut observer la Corée du Nord depuis le village. (Photo : Ed Jones / AFP)



Des touristes photographient les soldats sud-coréens depuis leur bus. (Richard A. Brooks / AFP)

Des visites guidées viennent également de Corée du Nord. Le quotidien de Singapour *The Straits Times*, assure que les touristes nord-coréens sont beaucoup plus détendus que les autres, en tenue décontractée de vacanciers et adeptes de selfies humoristiques avec les soldats nord-coréens.



Il y a même des boutiques de souvenirs ! Ici, de la bière nord-coréenne dans un magasin sud-coréen. (Photo : Richard A. Brooks / AFP)



On y vend aussi du soja cultivé localement. (Photo : Richard A. Brooks / AFP)



Voici le « Pont sans Retour », spot plébiscité par les touristes pour des selfies. (Photo : Kim Jae-Hwan / AFP)

L'endroit n'est pas sans risque. Car c'est un peu la guerre froide entre les deux pays qui n'ont pas signé de traité de paix. En novembre, un soldat nord-coréen s'est précipité vers le Sud, sous les balles de ses compatriotes. En 1984, une longue fusillade (30 minutes), avait eu lieu, provoquée

par un étudiant russe qui avait franchi la frontière en courant. Lui s'en était sorti indemne, mais quatre personnes étaient mortes, touchées par les balles.

En 1976, deux soldats nord-coréens avaient tué à la hache des soldats américains qui coupaient un arbre. Avant cet incident, les soldats traversaient la ligne de séparation, mais depuis, ils ne la franchissent plus, chacun reste de son côté.



Un touriste scrute un panneau d'indications, dans Imjingak, le parc de la Paix, situé à Panmunjom. (Photo : Jung Yeon-Je / AFP)



Voici les champs nord-coréens que peuvent observer les touristes depuis Panmunjom. (Photo : Philippe Lopez / AFP)



Ils peuvent aussi observer des ouvriers nord-coréens, tailler l'herbe de la zone nord-coréenne du village de Panmunjom. (Photo : Jung Yeon-Je / AFP)

Les deux Corées conviennent de tenir des discussions militaires

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Edouard de Mareschal Mis à jour le 09/01/2018 à 13:56 Publié le 08/01/2018 à 19:22

Les deux Corées se parlent pour la première fois en deux ans



De hauts représentants des deux Corées se sont retrouvés mardi pour leur premier face-à-face officiel en plus de deux ans, focalisant sur les prochains jeux Olympiques d'hiver après les tensions provoquées par les ambitions nucléaires de Pyongyang.

VIDÉO - Pyongyang et Séoul se sont rencontrés, ce mardi, à Panmunjom, sur la ligne de démarcation, une première depuis décembre 2015. Des athlètes nord-coréens vont également se rendre aux JO en Corée du Sud en février prochain.

Les Jeux olympiques d'hiver se tiennent dans moins d'un mois en Corée du Sud, et rarement un dégel avait autant réjoui un pays hôte. Pour la première fois depuis deux ans se sont tenues ce mardi des discussions bilatérales entre Pyongyang et Séoul à la Maison de la paix de Panmunjom le 9 janvier, un bâtiment situé dans la «zone commune de sécurité» (JSA), près du village frontalier du même nom où fut signé, en 1953, le cessez-le-feu entre le Nord et le Sud.

À cette occasion, Pyongyang et Séoul ont convenu ce mardi de tenir des discussions militaires pour abaisser la tension dans la péninsule, ont annoncé les deux parties à l'issue de cette rencontre. Par ailleurs, des athlètes et des responsables nord-coréens vont se rendre aux jeux Olympiques d'hiver en Corée du Sud en février, ont indiqué les deux pays dans un autre communiqué. «La partie nord-coréenne va envoyer une délégation du Comité olympique national, des athlètes, des pom-pom girls, un groupe d'artistes, une équipe de démonstration de Taekwondo et un service de presse, et le Sud fournira matériel et installations», indique le document.

Séoul a de son côté annoncé qu'elle n'excluait pas une levée temporaire des sanctions contre la Corée du Nord dans le cas où cela s'avérerait nécessaire pour faciliter la visite d'une délégation nord-coréenne aux JO. La Corée du Sud a en effet interdit l'entrée de son territoire à plusieurs

responsables nord-coréens en réponse aux essais nucléaires et aux tests de missiles du régime communiste de Pyongyang.

La question des familles séparées

Pour la rencontre à la Maison de la paix, la délégation sud-coréenne comporte quatre officiels, dont un vice-ministre des Sports. Elle est emmenée par Cho Myung-Gyon. La délégation nord-coréenne est quant à elle dirigée par le chef du département nord-coréen en charge des affaires intercoréennes, Ri Son-Gwon, accompagné de quatre responsables dont deux en charge des questions sportives.

Lors de ces discussions, le Nord souhaite insister sur la nécessité de réaliser la réunification. Quant au Sud, il met au premier plan cette question épineuse des familles séparées depuis l'armistice. Depuis la partition de la péninsule, des millions de familles vivent séparées et des millions de personnes sont décédées sans avoir jamais pu se revoir. Les réunions de famille n'ont véritablement repris qu'en 2000 après un sommet historique entre le Nord et le Sud. Censées se produire une fois par an, ces rencontres ont très régulièrement été annulées au gré des crises successives.

Le dialogue entre les frères ennemis était interrompu depuis décembre 2015. Entre-temps, trois essais nucléaires et de multiples tirs de missiles nord-coréens ont poussé la tension plusieurs fois à son paroxysme. Dans ce contexte, la réouverture de discussions laisse entrevoir une éclaircie dans leurs relations tumultueuses.

«Je veux vraiment que cela marche entre les deux pays, j'aimerais les voir participer aux Jeux olympiques et les choses pourraient peut-être continuer à partir de là.» Donald Trump

Lors de son adresse à la Nation, lors du Nouvel an, le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, a certes réaffirmé ses prétentions nucléaires, affirmant même avoir atteint son objectif puisque son «bouton» atomique lui permettait désormais d'atteindre l'ensemble du territoire américain ; déclaration qui provoquera une passe d'arme ubuesque avec Donald Trump. Mais il a aussi lancé une main tendue au Sud, évoquant la possibilité d'une participation nord-coréenne aux Jeux olympiques de Pyeongchang.

Séoul a répondu par la positive en proposant l'entrevue de ce mardi, acceptée par Pyongyang. Dans la foulée, Kim Jong-Un a ordonné le rétablissement du téléphone rouge, cette ligne téléphonique d'urgence qui relie les deux puissances. Le premier ministre sud-coréen a par ailleurs réussi à obtenir le report des manœuvres militaires conjointes avec les États-Unis. Traditionnellement effectuées chaque printemps sur la péninsule, elles provoquent l'ire de Pyongyang. Aux États-Unis, la perspective d'un réchauffement entre les deux pays a été saluée par Donald Trump.

Depuis la résidence présidentielle de Camp David, le président américain s'est dit prêt, samedi, à s'entretenir avec le leader nord-coréen Kim Jong-un. «Je veux vraiment que cela marche entre les deux pays, j'aimerais les voir participer aux Jeux olympiques et les choses pourraient peut-être continuer à partir de là», a-t-il fait valoir.

Mais Donald Trump a d'emblée précisé qu'il ne pourrait entamer un tel dialogue avec Pyongyang sans une condition préalable: l'arrêt des essais nucléaires. Un prérequis réaffirmé le lendemain par l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley: les Nord-coréens «doivent arrêter leurs essais. Ils doivent être d'accord pour parler de l'interdiction de leurs armes nucléaires», avant toute discussion. Et d'ajouter: «Cela ne se fera pas du jour au lendemain.»

Corée du Nord/US : Trump "ouvert" à des pourparlers

Actualité Flash Actu Par Le Figaro Mis à jour le 11/01/2018 à 11:46 Publié le 10/01/2018 à 17:38

Le président américain Donald Trump s'est dit mercredi ouvert à des pourparlers directs entre les États-Unis et la Corée du Nord, au cours d'un entretien avec le président sud-coréen Moon Jae-In, qui envisage pour sa part un sommet avec le régime de Pyongyang.

Trump ouvert à des pourparlers avec la Corée du Nord



Le président américain Donald Trump s'est dit mercredi ouvert à des pourparlers directs entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, au cours d'un entretien avec le président sud-coréen Moon Jae-In.

Après deux années de tensions sur la péninsule, en raison de l'accélération du programme nucléaire de Pyongyang, la situation s'est brusquement apaisée depuis le Nouvel An.

Si Donald Trump s'est engagé depuis son arrivée au pouvoir dans une joute verbale avec le leader nord-coréen Kim Jong-un au fil des tests de missiles par Pyongyang, il a changé sensiblement de ton, n'écartant pas a priori la possibilité d'un échange téléphonique avec ce dernier. Au cours d'une conversation téléphonique avec son homologue sud-coréen, "le président Trump a indiqué qu'il était ouvert à des pourparlers entre les Etats-Unis et la Corée du Nord en temps et en heure et si les circonstances s'y prêtent", a indiqué la Maison Blanche.

Des représentants sud et nord-coréens se sont rencontrés mardi pour la première fois depuis décembre 2015 lors d'une réunion au cours de laquelle la Corée du Nord - qui avait boycotté en 1988 les jeux de Séoul - a accepté d'envoyer au Sud une délégation pour les Jeux Olympiques d'hiver qui se tiennent à Pyeongchang du 9 au 25 février, à 80 km de la frontière nord-coréenne. Selon le compte rendu de l'entretien avec Moon publié par la présidence sud-coréenne, Trump a par ailleurs indiqué qu'il "n'y aurait pas d'action militaire (de la part des Etats-Unis) durant le dialogue intercoréen".

Samedi, Trump avait déjà salué la reprise d'un dialogue sur la péninsule coréenne, disant espérer que les discussions entre les deux pays aillent "au-delà" du simple cadre sportif.

Les discussions de mardi entre les deux Corées ne sont "que le début", a promis le président sud-coréen lors d'une conférence de presse. "Amener la Corée du Nord à des discussions sur la dénucléarisation sera la prochaine étape". "Ce ne sera pas une rencontre pour le principe", a-t-il dit. "Pour qu'un sommet ait lieu, il faut que les bonnes conditions soient réunies et que certains résultats soient garantis".

Le Conseil de sécurité de l'ONU a salué les pourparlers intercoréens en souhaitant qu'ils puissent ouvrir la voie à la dénucléarisation de la péninsule. "Le Conseil de sécurité accueille favorablement les pas et la communication intervenus entre la Corée du Nord et la Corée du Sud", a déclaré le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur du Kazakhstan Kairat Umarov, après des discussions entre les 15 membres du Conseil sur les derniers développements.

"Les membres du Conseil notent qu'un dialogue initial entre les deux Etats coréens ouvre des possibilités pour établir la confiance dans la péninsule coréenne pour réduire les tensions et mener à une dénucléarisation", a-t-il ajouté.

Le Nord et le Sud sont toujours techniquement en guerre, la fin du conflit fratricide de 1950-1953 ayant été marquée par un armistice et non par un accord de paix. Seuls deux sommets ont depuis lors eu lieu entre leurs plus hauts dirigeants, en 2000 et en 2007.

Corée du Sud

La Corée du Sud prête à un sommet avec le Nord pour avancer vers la paix

Le président sud-coréen a fait un pas clair en direction de son voisin, ce mercredi 10 janvier.



KIM HONG-JI via Getty Images La Corée du Sud prête à un sommet avec le Nord pour avancer vers la paix.

CORÉES - L'apaisement est en bonne voie. Alors que la Corée du Nord a annoncé qu'elle allait envoyer une délégation et des athlètes aux Jeux olympiques d'hiver organisés en février à Pyeongchang, au Sud, le président de l'autre partie de l'île, lui aussi, fait un pas en direction de son voisin.

La dénucléarisation de la péninsule coréenne est "la voie vers la paix et notre objectif", a déclaré mercredi 10 janvier au matin le président sud-coréen Moon Jae-In, au lendemain d'une rencontre exceptionnelle entre représentants des deux Corées.

Une rencontre, mais pour obtenir des résultats

"Nous devons continuer les efforts pour tenir des jeux Olympiques de paix", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. "Nous devons résoudre pacifiquement la question nucléaire nord-coréenne." Le président sud-coréen s'est également dit prêt à rencontrer les dirigeants nord-coréens si les conditions sont réunies.

"Dans les bonnes conditions, je peux participer n'importe quand à un sommet", a déclaré M. Moon lors de sa seconde conférence de presse depuis son arrivée au pouvoir en mai. "Mais ce ne sera pas une rencontre pour le principe. Pour qu'un sommet ait lieu, il faut que les bonnes conditions soient réunies et que certains résultats soient garantis."

Un revirement de la politique du Sud

Le président de centre-gauche a toujours été favorable à un dialogue avec le Nord, tranchant ainsi avec la ligne très ferme de l'ancienne présidente conservatrice Park Geun-Hye. Les États-Unis fixent cependant des mesures tangibles du Nord en vue de sa dénucléarisation comme un préalable à toute négociation.

"Nous n'avons aucune différence d'opinion avec les États-Unis", a déclaré Moon Jae-In lors de sa conférence de presse. "Les États-Unis ont totalement soutenu les discussions intercoréennes et exprimé auprès du Sud l'espoir qu'elles contribuent à régler la question nucléaire nord-coréenne", a-t-il dit.

JAPON

Japon. Les Etats-Unis s'excusent pour les accidents d'hélicoptères

Accueil / Monde / Japon / <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 09/01/2018 à 06:05 | Publié le 09/01/2018 à 06:05



En décembre, une fenêtre d'hélicoptère était tombée sur le terrain de sport d'une école, à proximité de la base aérienne américaine de Futenma. | Ginowan City Hall / Jiji Press / AFP

Les Etats-Unis ont présenté leurs excuses au Japon après plusieurs accidents impliquant des hélicoptères de leur armée, qui ont attisé la colère sur la présence des militaires américains dans le pays.

Le secrétaire à la Défense américain James Mattis **"est bien au fait des accidents des 6 et 8 janvier en particulier, et il s'est excusé"** pour cette série noire d'accidents, a déclaré mardi à la presse son homologue japonais Itsunori Onodera. Il s'exprimait au lendemain de l'atterrissage d'urgence d'un hélicoptère sur l'île d'Okinawa (sud-ouest de l'archipel), qui accueille plus de la moitié des 47 000 soldats américains stationnés au Japon. Un autre appareil avait connu des déboires similaires samedi.

"Je lui ai parlé du problème, en donnant des exemples concrets de plusieurs accidents survenus en septembre, octobre, novembre, décembre de l'an dernier et janvier de cette année à Okinawa", a détaillé M. Onodera. Le ministre espère rencontrer ce mardi à Hawaï Harry Harris, chef du commandement Pacifique de la marine américaine. Si le dernier incident n'a pas fait de blessé, le gouverneur d'Okinawa Takeshi Onaga a fait part de son agacement. **"Les mots me manquent, vraiment"**, a-t-il dit. **"Je veux que l'armée américaine ait honte de son incapacité à contrôler ce qu'elle fait"**.

En décembre, une fenêtre d'hélicoptère était tombée sur le terrain de sport d'une école, à proximité de la base aérienne américaine de Futenma. Deux mois plus tôt, un hélicoptère avait pris feu à l'atterrissage dans un champ désert d'Okinawa. De tels incidents alimentent l'opposition à la présence américaine sur ce territoire du Pacifique, où les habitants dénoncent aussi régulièrement la pollution sonore et des problèmes de sécurité après des cas de viols, agressions ou encore accidents de la route.

MALAISIE

Ocean Infinity, cette entreprise qui veut retrouver le MH370

Économie Entreprises Par Le figaro.fr Mis à jour le 07/01/2018 à 10:39 Publié le 06/01/2018 à 14:15



VIDÉO - Une entreprise américaine privée a été autorisée vendredi à reprendre les recherches pour retrouver le vol MH370 de la Malaysia Airlines, une année après la suspension de celles-ci. La société ne sera payée que si elle retrouve l'appareil disparu le 8 mars 2014.

«Aller dans des zones inconnues pour étudier les fonds marins en utilisant la flotte la plus évoluée du monde». Telle est la devise d'Ocean Infinity, société américaine spécialisée dans la recherche sous-marine qui va tenter de retrouver le vol MH370 de Malaysia Airlines disparu en mars 2014. Un an après la fin des dernières recherches, la Malaisie a autorisé vendredi la société basée à Houston à mener une nouvelle opération. En prévision de cet accord, Ocean Infinity avait annoncé le départ de sa flotte en milieu de semaine. «Nous envoyons le navire, Seabed Constructor, au voisinage de la zone potentielle de recherches», avait déclaré un porte-parole de la société. «Cela vise à gagner du temps si l'attribution du contrat se réalisait comme espéré».

L'accord conclu entre Ocean Infinty et la Malaisie est des plus atypiques. La société américaine ne sera payée qu'en cas de succès des opérations. C'est-à-dire seulement si la carcasse de l'avion est retrouvée. Le ministre des transports malaisien, Abdul Aziz Kaprawi, a donné quelques indications: «Le gouvernement a convenu de préparer une allocation spéciale d'un montant compris entre 20 et 70 millions de dollars si l'épave de l'avion MH370 est trouvée dans les 90 jours». Au vu des précédentes recherches, le pari s'avère risqué pour la société américaine qui

regroupe des ingénieurs, des experts en technologie de recherche, des géomètres et des hydrographes. Pendant près de deux ans, le bureau de sécurité des transports australiens a mené sans succès des recherches sur près de 120.000 km² pour un coût estimé à 200 millions de dollars.



Conscient de la difficulté de la tâche, Ocean Infinity a prévu de dépêcher sur place une armada: huit bateaux sans pilote, huit mini-robots sous-marins et un navire avec hélicoptère. À titre de comparaison, lors des dernières recherches, les Australiens utilisaient seulement un seul sous-marin à la fois quand Ocean Infinity en utilisera huit. Les recherches passent donc à un stade supérieur. «C'est une organisation très impressionnante. Ils ont un équipement formidable», a ainsi commenté David Griffin, un scientifique qui a dirigé un projet de modélisation de dérive pour le bureau de recherche australien. Les huit sous-marins regorgent de hautes technologies. Ils embarquent des caméras haute définition, différents échosondeurs qui permettent de générer des images 3D des fonds sous-marins, des magnétomètres qui détectent des objets métalliques et de nombreux sonars. Les batteries de ces sous-marins peuvent les maintenir dans l'eau pendant près de deux jours et demi.

Les recherches devraient se concentrer dans une zone de 25.000 km², au nord des précédentes opérations. Avec la force de frappe de Ocean Infinity, le périmètre pourrait être couvert en trois semaines. «Si vous êtes prêt à prendre le risque et à chercher, c'est l'endroit le plus probable. Nous pensons que Ocean Infinity a ses chances de retrouver le MH370», déclare David Griffin. Le vol transportait 239 personnes.

MH370 : feu vert pour la reprise des recherches

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Valentine Arama Service Infographie Mis à jour le 10/01/2018 à 17:29 Publié le 10/01/2018 à 16:52

La Malaisie confie les recherches du MH370 à une entreprise américaine



Le ministre des Transports malaisien Liow Tiong Lai annonce que les recherches du l'avion MH370, disparu le 8 mars 2014, vont continuer sous l'égide de l'entreprise américaine Ocean Infinity.

INFOGRAPHIE - L'entreprise américaine Ocean Infinity vient de signer un contrat avec la Malaisie qui l'autorise à relancer les recherches pour retrouver le Boeing 777 de la Malaysia Airlines un an après leur suspension.

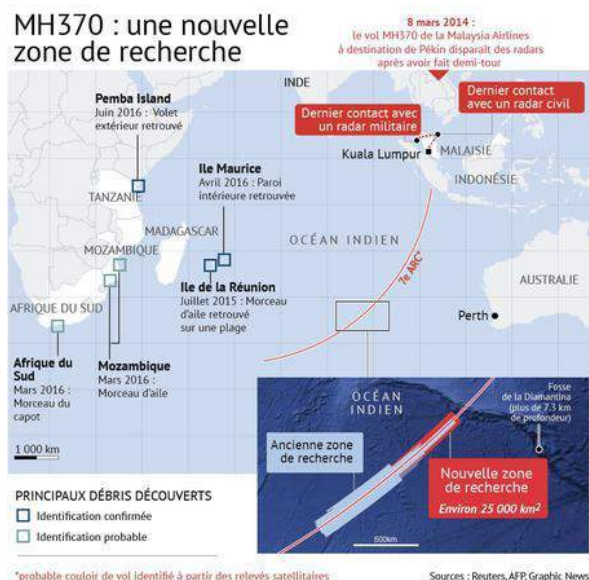
Un an après l'abandon officiel des recherches du Boeing 777 de la Malaysia Airlines, disparu le 8 mars 2014 avec 239 personnes à bord, une entreprise américaine de cartographie sous-marine, Ocean Infinity, a obtenu ce mercredi de la Malaisie l'autorisation de lancer une nouvelle opération de recherches. Étant donné les conditions météorologiques, le navire Seabed Constructor ne dispose que de 90 jours pour réaliser un défi de taille: percer le plus grand mystère de l'histoire de l'aviation civile.

• Pourquoi les recherches sont-elles relancées ?

Il y a un an, l'Australie, la Malaisie et la Chine mettaient un terme aux recherches sous-marines au sud de l'océan Indien pour retrouver le MH370, qui avait disparu peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin. Aucune trace de l'appareil n'avait été retrouvée dans la zone de recherches de 120.000 kilomètres carrés à l'ouest de l'Australie.

Pourtant, l'arrêt des recherches ne signait pas la fin des investigations. En avril 2017, l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) publie un rapport affirmant que le MH370 se trouvait «le plus probablement» au nord de l'ancienne zone de recherches. Le CSIRO préconise alors un nouveau secteur d'environ 25.000 kilomètres carrés. Pour les conclusions de cette enquête, les Australiens se sont basés sur des photos prises par des satellites militaires français deux semaines après la disparition de l'avion. Ces images, qui n'avaient jusqu'ici jamais été divulguées au public, montrent 70 objets flottant dans un secteur de l'océan Indien appelé «zone nord». Selon les chercheurs, douze de ces «objets identifiables» étaient «probablement fabriqués par l'homme» et pourraient ainsi provenir du MH370.

Par ailleurs, trois débris ont formellement été identifiés comme appartenant au Boeing 777 de la Malaysia Airlines, sur la vingtaine retrouvés. Éparpillés le long de la côte est et sud de l'Afrique, la côte est de Madagascar, sur l'île Maurice et La Réunion, leur schéma de dérive viendrait confirmer l'hypothèse de la «zone nord». Ce sont ces découvertes inédites qui ont relancé les recherches dans cette zone de l'océan Indien.



• Quelles sont les certitudes ?

Depuis qu'un flaperon a été retrouvé sur une plage de l'île de la Réunion, en juillet 2015, et identifié comme provenant du MH370, les enquêteurs ont la certitude que l'avion s'est écrasé dans le sud de l'océan Indien. Une autre pièce, découverte par un touriste sur les côtes du Mozambique, confirme cette idée.

Il a également été établi que le vol suivait son itinéraire, avant de subitement changer de cap et de disparaître des systèmes radars. Après avoir mis cap au sud, le MH370 a continué à envoyer des signaux automatiques à un satellite, enregistrés et analysés ultérieurement par la société Inmarsat.

• Pourquoi l'entreprise Ocean Infinity peut-elle réussir ?

Conscient de la difficulté de la tâche et de la fenêtre météorologique étroite, Ocean Infinity explique avoir déjà envoyé son bateau, le Seabed Constructor, dans la zone de recherches préalablement délimitée, à environ 2000 kilomètres à l'ouest de l'Australie. Le navire transporte huit bateaux sans pilote, huit mini-robots sous-marins autonomes - beaucoup plus efficaces que les sonars en remorque utilisés jusqu'ici pour sonder les fonds de l'océan - et un navire avec

hélicoptère. À titre de comparaison, lors des dernières recherches, les Australiens utilisaient un seul sous-marin à la fois quand Ocean Infinity en utilisera huit.

Les huit sous-marins, à la pointe de la technologie, embarqueront des caméras haute définition, différents échosondeurs qui permettent de générer des images 3D des fonds sous-marins, des magnétomètres qui détectent des objets métalliques et de nombreux sonars. Les batteries de ces sous-marins peuvent les maintenir dans l'eau pendant près de deux jours et demi. Par ailleurs, ils peuvent descendre jusqu'à 6000 mètres, ce qui correspond à la profondeur maximale de cette zone de l'océan Indien. Avec la force de frappe de Ocean Infinity, le périmètre de 25.000 kilomètres carrés pourrait être couvert en trois semaines.

• Quelles sont les théories les plus crédibles sur le sort du MH370 ?

Depuis 2014, des dizaines d'hypothèses ont été avancées. Un des scénarios mis en avant est celui d'un crash délibéré, provoqué par exemple par le pilote. En effet, une théorie parle d'un détournement de l'avion, pendant lequel le commandant de bord aurait pu dépressuriser la cabine pour tuer les passagers et l'équipage. Il aurait ensuite fait voler l'appareil jusqu'au bout grâce à sa réserve d'oxygène.

Une autre théorie, populaire et très médiatisée, voudrait que l'avion ait été abattu non loin de Diego Garcia, une île britannique de l'océan Indien abritant un centre de renseignement de l'armée américaine. Un scénario toujours démenti par Washington, qui impliquerait que les données satellites aient été falsifiées et qu'aucun des débris retrouvés n'appartient au MH370.

Un incident technique figure également parmi les pistes envisagées. L'explosion des batteries au lithium contenues dans la soute aurait provoqué un feu dans l'avion. Les pilotes, intoxiqués par la fumée, n'auraient ainsi pas réussi à atteindre l'aéroport le plus proche. Mais l'hypothèse d'un incident technique est pour l'heure impossible à démontrer.

• Dans l'hypothèse d'un échec, les recherches seraient-elles définitivement abandonnées ?

Le but de cette opération pour Ocean Infinity est de retrouver des débris métalliques et de récupérer la boîte noire de l'appareil, qui contient les enregistrements à l'intérieur du cockpit et les paramètres de vol. Pari risqué, dans la mesure où les frais engagés ne seront remboursés que si l'épave est découverte. Le ministre des Transports malaisien a cependant évoqué une allocation de 50 millions de dollars, dans l'hypothèse où le MH370 serait retrouvé.

Dans le cas contraire, il se pourrait que des nouveaux rapports soient établis sur la base des recherches effectuées par Ocean Infinity et qu'une autre entreprise prenne le relais. En effet, la société américaine est l'une des trois compagnies qui ont présenté des offres pour reprendre les recherches.

PHILIPPINES

Ocea vend 5 patrouilleurs aux Philippines, dont un OPV de 84 mètres



© OCEA

Actualité <https://www.meretmarine.com/> Publié le 08/01/2018 par Vincent Groizeleau Défense

Ce sera le plus grand navire réalisé par Ocea et le plus gros patrouilleur monocoque au monde en aluminium. Un bateau de 84 mètres du type OPV 270 que le constructeur vendéen va réaliser

pour dans le cadre d'un contrat portant sur cinq patrouilleurs destinés aux garde-côtes philippins. Les quatre autres sont des unités rapides de 24 mètres du type FPB 72. Celles-ci seront livrées en 2018, alors que l'OPV 270 sortira du chantier des Sables d'Olonne en 2019.

Pour Ocea, cette commande constitue un succès majeur car, au-delà du volume de travail qu'elle représente, vient confirmer le développement du groupe sur le segment des Offshore Patrol Vessels (OPV), sur lequel il s'est lancé en 2014. Pour cela, le constructeur, spécialisé dans les coques en aluminium, a investi dans un nouveau chantier aux Sables d'Olonne, outil moderne, optimisé pour réduire les coûts et configuré pour la production de grandes plateformes. Dans le même temps, il a sur la base des besoins exprimé par les marines et garde-côtes conçu une gamme complète de navires. Après la réalisation de deux bâtiments hydrographiques de 60 mètres réceptionnés en 2015 par la marine indonésienne, Ocea a livré l'an dernier à la flotte sénégalaise son tout premier patrouilleur de haute mer, le Fouladou, une unité de 58 mètres du type OPV 190.



Le nouveau chantier des Sables d'Olonne (© OCEA)

Des bateaux dont les clients sont, selon Ocea, extrêmement satisfaits et qui ont permis au constructeur français de démontrer son savoir-faire dans la conception et la réalisation de grandes unités en aluminium. Plus léger que l'acier, ce matériau offre d'appréciables gains de poids qui se traduisent par des économies sur la consommation en carburant. Inoxydable, il présente en outre de très gros avantages en termes de maintenance. Quant aux problèmes de fatigue imputés à ce métal, ils ont été solutionnés par Ocea qui, se basant sur 30 ans d'expérience dans l'aluminium, travaille aujourd'hui sur des épaisseurs importantes, bien supérieures à la réglementation et assurant ainsi la robustesse des coques.

C'est ce qui a permis à Ocea, même avec une construction en France, de s'imposer dans l'appel d'offres international lancé par les Philippines, malgré une concurrence très rude, y compris de chantiers asiatiques. « Le choix du client s'est porté sur la solution Ocea, du fait des performances et des capacités opérationnelles offertes par ces navires, parfaitement adaptés par le bureau d'études aux besoins spécifiques des garde-côtes Philippines pour un profil d'exploitation exigeant. Outre ces considérations techniques, les arguments en faveur de la solution Ocea, et particulièrement de l'OPV 270, ont été son coût d'acquisition compétitif, mais aussi le coût opérationnel du patrouilleur, largement inférieur à celui d'un navire en acier », affirme le constructeur français, qui note un autre critère de choix, moins courant mais dont l'importance devient dit-il significative : « la réduction de l'impact environnemental a séduit les Philippines signataire des Accords de Paris. A titre comparatif, à performances égales sur 20 ans d'utilisation, l'OPV 270 d'Ocea permettra une réduction d'émission de CO₂ de 20.400 tonnes, soit une réduction d'environ 40% par rapport à celle d'un navire de taille équivalente en acier ».



OPV 270 (© OCEA)

Plus grand navire de la gamme de patrouilleurs hauturiers développée par Ocea, l'OPV 270 mesure 83.6 mètres de long pour 15.4 mètres de large. Ce bâtiment est taillé pour les longues missions en haute mer, avec une autonomie de 45 jours et une attention toute particulière accordée au confort de l'équipage (locaux spacieux, très bonne tenue à la mer et système de

stabilisation comprenant deux paires d'ailerons). L'OPV 270 peut franchir 8000 milles à 15 nœuds, la vitesse maximale étant de plus de 20 nœuds.

Très polyvalent, il est conçu pour remplir toutes les missions liées à l'action de l'Etat en mer et intervenir dans le cadre d'opérations de sauvetage ou humanitaires. Il peut abriter d'importants moyens médicaux et loger 35 personnes en plus de son équipage, la capacité d'hébergement totale étant de 70 personnes. Un espace est réservé sur la plage arrière pour une grue et des conteneurs destinés au transport de fret ou à l'ajout de modules de missions.

Pouvant servir de support aux forces spéciales, l'OPV 270 embarque deux grandes embarcations semi-rigides et dispose d'une plateforme pour un hélicoptère de 10 tonnes, son hangar pouvant abriter une machine de 5 tonnes et des drones aériens.

En plus de sa passerelle panoramique, le navire, doté d'importants moyens de surveillance et de communication, intègre un Central Opération séparé pouvant accueillir une demi-douzaine de consoles et de grands écrans pour le suivi de la situation tactique. Un système de type C2 gère les senseurs et l'armement, constitué d'artillerie manuelle ou télé-opérée.

Alors que la construction de l'OPV 270 des garde-côtes philippins a débuté, sa coque devrait être achevée d'ici la fin de l'année et mise à l'eau dans la foulée, en vue d'une livraison en 2019. D'ici là, Ocea aura produit pour le même client quatre FPB 72, un modèle déjà vendu au Surinam (2) et au Nigéria, qui vient de prendre livraison de ses quatrième et cinquième unités.

Longs de 24 mètres pour 5.8 mètres de large, les FPB 72 peuvent atteindre 35 nœuds et franchir 600 milles à 12 nœuds. Ces patrouilleurs côtiers sont armés par une dizaine de marins et mettent en œuvre des mitrailleuses, ainsi qu'une embarcation rapide.



Patrouilleur du type FPB 72 (© MER ET MARINE)

EUROPE

Mobilités : "L'Europe a un boulevard pour imposer son leadership", Karima Delli

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Propos recueillis par Nabil Bourassi | 08/01/2018, 6:21



Karima Delli, député européenne (Europe Ecologie Les Verts) et présidente de la Commission Transport et Tourisme du Parlement européen. (Crédits : Karima Delli)

Karima Delli, député européenne (Europe Ecologie Les Verts) et présidente de la Commission Transport et Tourisme du Parlement européen, vient de lancer à Paris un prix récompensant les meilleures startups dédiées aux nouvelles mobilités. Elle estime que l'Europe doit reprendre l'initiative si elle veut constituer un écosystème de solutions de mobilités innovantes. Selon elle, la conjoncture est favorable à l'Europe, à condition que celle-ci s'empare du sujet.

LA TRIBUNE - Vous venez de lancer un programme d'accompagnement pour soutenir le développement des startups européennes les plus innovantes en matière de mobilités. Pensez-vous que l'Europe peut encore trouver un leadership dans ce domaine ?

KARIMA DELLI - L'Europe peut trouver son leadership pour peu qu'elle s'en donne la peine. Elle le peut d'autant plus qu'elle peut faire entendre sa spécificité, celle de privilégier de vraies valeurs comme l'environnement, la sécurité et l'accessibilité. C'est tout l'esprit de cette initiative. Le transport, c'est 30% des émissions de gaz à effets de serre, et 94% des émissions de CO2, ce qui provoque 500.000 décès prématurés par an en Europe. La mobilité, c'est 13% du budget des ménages, c'est beaucoup trop. Et je rappelle que chaque jour, 70 personnes sont tuées sur la route en Europe. Avec European Startup Prize for mobility, nous voulons promouvoir les startups qui sauront apporter des solutions efficaces et qui auront défini un modèle rationnel. C'est un vrai défi. Et il ne s'agit pas de décerner un bout de papier avec en-tête de l'Union européenne à portée honorifique. Les gagnants feront une tournée européenne dans plusieurs capitales où elles présenteront leur projet à des investisseurs des décideurs publics et des grands groupes pour signer des contrats. Les startups lauréates bénéficieront également d'un accompagnement business et juridique sur-mesure créé par The Boston Consulting Group, Grimaldi Studio Legale et Parallel Avocats.

Cette initiative aura une réelle portée d'autant plus qu'elle est parrainée par Frédéric Mazzella, PDG de Blablacar, et un panel d'acteurs publics (la Commission européenne, le Parlement européen), et Violeta Bulc, commissaire aux transports auprès de la Commission européenne. Cette première édition devrait permettre à nos pépites européennes de bénéficier du meilleur soutien pour réussir leur entrée sur le marché.

Pourquoi ne pas associer également les constructeurs automobiles qui sont de plus en plus nombreux à vouloir s'impliquer dans cette nouvelle économie de la mobilité ?

Notre but est de créer un écosystème nouveau en matière de mobilités. L'Europe voit éclore de nombreuses innovations. Nous sommes face à une opportunité unique pour mettre en musique ce vent frais d'innovation. Or, il s'avère qu'une impulsion institutionnelle semble nécessaire pour booster ces jeunes pousses. En parrainant cette initiative, le Parlement européen a pris ses responsabilités. Si les constructeurs automobiles veulent participer à ce mouvement, elles peuvent également encourager la formation d'écosystèmes. Mais la réalité, c'est que ce sont ces jeunes start-ups qui bousculent les conservatismes de cette vieille industrie. C'est cela que nous voulons préserver.

La révolution des nouvelles mobilités que vous appelez de vos vœux a parfois jeté le trouble sur le modèle social européen, comme le montre toutes les controverses autour d'Uber. Dans le cahier des charges de votre prix, avez-vous prévu de vous prémunir contre de telles dérives ?

Il ne faut pas se tromper. Le modèle Uber n'est pas fondé sur une économie collaborative, mais sur une économie de plateforme de services. C'est tout à fait différent. Dans le premier cas, on est sur du partage de frais, dans un second cas, on est sur l'intermédiation d'un business lucratif. Je ne critique pas cette démarche, d'ailleurs, ces deux modèles sont différents, mais complémentaires, il faut néanmoins les réguler. C'est le rôle de l'Europe. Tout l'enjeu sera de réguler sans freiner l'innovation.

En mai prochain, vous allez lancer les assises européennes de la reconversion de l'industrie automobile...

L'industrie automobile doit faire face à de nombreuses transformations : l'électrique, l'autonomie, mais également les nouvelles mobilités comme on vient de l'évoquer. Toutes ces transformations auront un impact sur cette industrie et sur ses très nombreux salariés. Regardez le nombre d'employés qui travaillent autour du diesel. Si nous n'agissons pas maintenant, nous pourrions voir la technologie de la voiture électrique subir le même sort que l'industrie photovoltaïque, et des centaines de milliers de salariés sur le carreau si nous ne prévoyons pas leur reconversion.

Ces assises doivent rénover notre industrie automobile à travers trois paquets. Une fiscalité mieux ciblée sur nos objectifs que ce soit sur les émissions de CO2, mais également sur le travail. Les recettes de cette nouvelle fiscalité devront être mieux fléchées, c'est-à-dire davantage sur des projets de mobilités durables que sur des grands projets de transports. Le deuxième paquet concernera les contraintes des émissions polluantes.

La Commission européenne souhaite favoriser la technologie électrique, et c'est tant mieux. Il faudra également poser la question de l'économie circulaire, un sujet environnemental majeur. Enfin, le troisième paquet visera à valoriser la voiture autonome et connectée à travers de nouveaux standards de sécurité informatique, mais également autour d'un cadre de responsabilité juridique majeur.

Cette fois, vous ne pourrez pas ne pas associer les constructeurs automobiles à vos assises... Ils vous opposeront nécessairement les contraintes d'investissements et du temps long pour monter de nouvelles technologies propres...

Nous n'avons plus le choix. Nous avons perdu 10 ans depuis la crise des subprimes. Alors que Donald Trump sort de l'accord sur le climat, abroge le principe de neutralité du Net, l'Europe a un véritable boulevard pour imposer son leadership dans tous ces domaines. C'est aussi pour cela que lancer aujourd'hui une initiative européenne qui permet à de nouveaux champions de la mobilité d'émerger fait sens.

EUROPE (Union européenne)

Pourquoi la France risque de se retrouver isolée dans l'UE en 2018

Lettre de Londres mise en forme par Edouard Husson. Nous recevons régulièrement des textes rédigés par un certain Benjamin Disraeli, homonyme du grand homme politique britannique du XIX^e siècle.

<http://www.atlantico.fr/> Disraeli Scanner Publié le 8 Janvier 2018



Londres,
Le 7 janvier 2018

Mon cher ami,

Quand les chrétiens-sociaux bavarois font bon accueil à Viktor Orban

Je viens de tomber sur la vidéo de la conférence de presse qu'ont donnée, vendredi soir, le Ministre-Président de Bavière et le président du groupe chrétien-social au Bundestag en compagnie de Viktor Orban, qu'ils avaient invité au séminaire de deux jours qu'a tenu le groupe parlementaire, vendredi et samedi, dans un ancien monastère bavarois (Kloster Seeon), au bord d'un petit lac au sud de Munich. La chaîne allemande Phoenix nous livre l'intégralité du contenu et cela nous permet de faire de l'anticipation politique pour 2018.

Ce n'est pas le discours commun sur la crise des réfugiés qui m'a le plus frappé, tant il était attendu.

Bavarois et Hongrois plaident ensemble pour une reprise en main de Schengen et ce qu'ils appellent le «rétablissement de l'Etat de droit » en Europe centrale. Que les premiers-ministres bavarois et hongrois veuillent limiter strictement, désormais, l'entrée de migrants sur leur territoire, nous le savions déjà et la différence entre les deux Etats tient au fait que le premier fait partie de la République Fédérale d'Allemagne et n'a pas pu agir de manière souveraine tandis que la

Hongrie a pu s'opposer à la politique allemande d'accueil non plafonné des réfugiés. Mais le plus important n'était pas là. Beaucoup plus neuf, pour moi en tout cas, était un discours sur les partenariats économiques privilégiés en Europe.

Aussi bien la partie bavaroise que la partie hongroise ont utilisé la même formule, comme si elle avait été suffisamment répétée au cours du séminaire pour devenir une certitude partagée: « La Bavière et les pays du groupe de Visegrad réalisent ensemble plus d'échanges commerciaux qu'avec la France et la Grande-Bretagne ». (Par groupe de Visegrad, il faut entendre République tchèque, Slovaquie, Pologne et Hongrie). Au moment où la CSU, avec la CDU, est en négociations avec les sociaux-démocrates pour la constitution d'un nouveau gouvernement de Grande Coalition, les Bavarois font clairement entendre leur son de cloche en invitant Viktor Orban: il n'est pas question que Madame Merkel et le SPD imaginent pouvoir se passer d'un compromis avec les chrétiens-sociaux, ni en ce qui concerne le durcissement de la politique d'accueil des réfugiés ni en ce qui concerne la nécessité d'aider Emmanuel Macron. Samedi soir, ce n'était pas un analyste dogmatique de la Bundesbank qui parlait; ce n'était pas Christian Lindner, responsable du FDP; ce n'était pas seulement Horst Seehofer ! Les Français feraient bien d'écouter ce que dit le Premier Ministre Hongrois: « Nous ne voulons pas que la barre des 3% de déficit soit franchie dans l'Union Européenne ». Le coup de pied de l'âne aux Français est d'autant plus évident que la Hongrie n'est pas encore dans l'euro.

De ce que je viens d'écouter, je tire des enseignements pour l'Allemagne et pour la France.

Le prochain gouvernement fédéral allemand sera faible

Quand j'analyse ce qui vient de se passer à l'issue d'un séminaire du groupe parlementaire de la CSU au Bundestag (il y a fort à parier que celui du groupe parlementaire au Landtag dans quelques jours aboutira à des conclusions aussi dures), je comprends que la Bavière est en train de prendre des « réassurances »: elle sait qu'elle peut être mise en minorité au sein de la République Fédérale et dans un gouvernement de Grande Coalition mais elle pense peser suffisamment, avec ses 14 millions d'habitants, pour pouvoir appuyer et s'appuyer sur la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque dans le sens d'une politique « conservatrice », au sens d'une immigration contrôlée et de finances publiques bien tenues. Il y a bien évidemment un pays non cité, l'Autriche, pour ne pas créer de polémique du fait de la présence du FPÖ au gouvernement, mais qui est inclut dans l'insistance bavaroise et hongroise, hier soir, sur la « Mitteleuropa », l'Europe centrale.

Evidemment, ce durcissement, depuis Munich, annonce des négociations pénibles, laborieuses même, pour former un gouvernement allemand. La CSU devra faire des concessions sur la question de l'accueil des réfugiés; les sociaux-démocrates devront accepter que les propositions du président français pour la fédéralisation de l'Europe soient partiellement rejetées. Madame Merkel essaiera de trouver une position de médiation mais la magicienne a perdu sa baguette et elle subira largement les événements.

Il n'est pas à exclure que les négociations échouent et qu'il y ait de nouvelles élections. Auquel cas, une CDU sans Madame Merkel essaiera, avec la CSU, de se réancrer à droite. Ce qui impliquera, bien entendu, un durcissement vis-à-vis de la France et de la zone euro en général. On peut penser alors que le SPD jouera lui une carte plus à gauche. Mais il faudra du temps aux partis traditionnels pour retrouver de la crédibilité. Et il n'est pas sûr que l'on ait un résultat très différent de ce qui est sorti des urnes en septembre 2017.

Donc, avec ou sans nouvelles élections, le gouvernement fédéral allemand qui émergera durant l'année 2018, en mars ou en juin, sera un gouvernement faible. De plus en plus, les capitales régionales vont affirmer leurs intérêts. Si l'on proclame à Düsseldorf, à Stuttgart, à Hanovre ou à Erfurt comme nous l'entendons à Munich en ce moment, que les intérêts du Land sont ceux de l'Allemagne, nous allons aboutir à une sympathique cacophonie.

La France se trompe de politique allemande et donc de politique européenne

Si l'on conseille à vos plus hauts responsables de changer du tout au tout de « politique allemande » vont-ils comprendre de quoi il s'agit ? La France, pays de la révolution, est capable

d'être le pays le plus réactionnaire, sous un discours progressiste. (Comme tout *Tory* j'ai mauvais esprit à propos de votre révolution et je comprends le mot dans son sens étymologique de retour au point de départ.....). Les dirigeants français font encore avec l'Allemagne comme s'ils avaient affaire à la République de Bonn, l'Allemagne de l'Ouest d'avant la réunification, d'avant 1990. L'Allemagne réunifiée se trouve au centre de l'Europe et au carrefour de beaucoup d'intérêts contradictoires mais votre pays, vos gouvernements font toujours comme si l'Union Européenne devait attendre un accord franco-allemand pour entériner un sujet. L'Union Européenne telle que la promet votre président, ce sont les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet, dont je crois me rappeler qu'il est mort alors que le jeune Emmanuel avait 14 mois. Effectivement, la France et la RFA y avaient la prépondérance ensemble. Effectivement, dans le format de l'époque, à 9 ou même à 12, une fédéralisation était possible. Tout ceci est du passé. Mais même les cadres de réflexions qui ont présidé à la reconfiguration de l'Europe, dans les années 1990, sont dépassés.

Depuis qu'il est président, au risque de manquer d'information, j'ai observé que M. Macron :

1. S'est tenu prudemment à l'écart de la crise catalane ;
2. A braqué l'Italie sur plusieurs dossiers ;
3. A effectué en Grèce une visite sans qu'il s'ensuive un allègement de la dette grecque ;
4. A refusé de traiter la Pologne et la Hongrie, du fait de leurs gouvernements conservateurs, comme des partenaires ;
5. N'a pas fait bouger d'un iota tous les membres de la zone euro (ou aspirants, comme la Hongrie) qui tiennent à un strict monétarisme.
6. Enfin a poursuivi un mirage, le soutien d'Angela Merkel.

Vu ce que nous pouvons anticiper de l'évolution politique de l'Allemagne en 2018, autant parier sur le fait que le président français se trouvera bien seul sur sa ligne, au plus tard à l'été.

Essayons d'imaginer un changement de politique française. Au lieu d'être complice de la Mezzogionisation de l'Europe, la France prendrait avec panache la tête d'une coalition méditerranéenne demandant une autre politique monétaire. Au lieu d'ignorer voire insulter les gouvernements conservateurs, la France les inclurait, avec l'Europe méditerranéenne, dans une réflexion sur la stabilisation géopolitique de l'Europe du Sud et de la Méditerranée. A la tête d'une Europe méditerranéenne, dans une logique de rééquilibrage, la France pourrait forcer le camp monétariste à une autre lecture du traité de Maastricht, en particulier à une politique de change et à une politique d'investissements actives. La France profiterait de son *leadership* croissant pour servir de médiatrice entre Londres et Bruxelles et faire aboutir à un bon accord commercial les négociations du Brexit. Et l'Allemagne, dans tout cela ? Eh bien, Paris et les capitales de région encourageraient les entreprises françaises à traiter avec les Länder, où se situera de plus en plus le vrai pouvoir. Parallèlement, elle suggérerait à Berlin, de défendre des plans européens, par exemple pour l'investissement, afin de peser face aux Länder.

Trouvez-vous que je vais trop vite en besogne ? Evidemment, de tels changements ne se déroulent pas en quelques mois. Mais il est urgent de changer de politique car plus Paris attendra, plus votre pays se trouvera isolé et obligé de compter sur ses seules forces face à des marchés soudain moins bienveillants.

Bonne semaine à vous

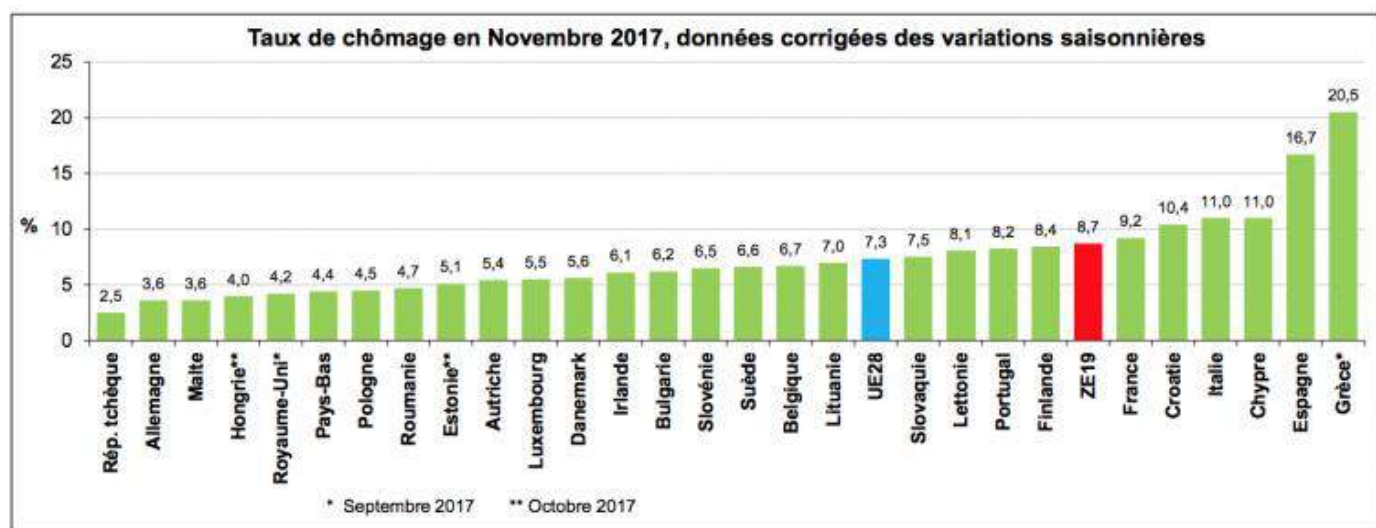
Votre très fidèle Benjamin

Benjamin Disraeli (1804-1881), fondateur du parti conservateur britannique moderne, a été Premier Ministre de Sa Majesté en 1868 puis entre 1874 et 1880. Aussi avons-nous été quelque peu surpris de recevoir, depuis quelques semaines, des "lettres de Londres" signées par un homonyme du grand homme d'Etat. L'intérêt des informations et des analyses a néanmoins convaincus l'historien Edouard Husson de publier les textes reçus au moment où se dessine, en France et dans le monde, un nouveau clivage politique, entre "conservateurs" et "libéraux". Peut être suivi aussi sur [@Disraeli1874](https://twitter.com/Disraeli1874)

Et 12 pays de l'UE sont désormais au plein emploi... mais pas la France et de loin

Les derniers chiffres d'Eurostat montrent que l'Europe est désormais au plein-emploi... sauf en France et au sud. Ces statistiques en disent long sur la préférence française en matière de chômage.

<http://www.atlantico.fr/> Mauvais élève Publié le 11 Janvier 2018 Par Éric Verhaeghe



Les chiffres d'Eurostat en disent long sur le décrochage que les pays latins subissent en Europe aujourd'hui. Les six pays dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne de la zone euro sont tous regroupés sur le bassin méditerranéen: Espagne, France, Italie, Croatie, Grèce, Chypre.

Même le Portugal, longtemps mauvais élève, connaît aujourd'hui un boom économique avec un chômage inférieur à la moyenne de la zone euro.

Plein-emploi pour 12 pays de l'Union

Pour le reste, si l'on admet l'hypothèse que le plein-emploi est atteint dès que la barre des 6% de chômage est franchie à la baisse, on compte désormais 12 pays européens dans cette situation.

Certains atteignent des taux d'emploi record, comme la République Tchèque, avec 2,5% de chômage ! Les anciens pays communistes sont à des niveaux d'emplois impressionnants, comme la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie.

Au passage, le Royaume-Uni, promis à la destruction par l'élite française après le Brexit, est à 4,2% de chômage...

Des chiffres que les donneurs de leçons français feraient bien de méditer...

Éric Verhaeghe est le fondateur du cabinet Parménide et président de Triapalio. Il est l'auteur de *Faut-il quitter la France ?* (Jacob-Duvernoy, avril 2012). Son site : www.eric-verhaeghe.fr

Diplômé de l'Ena (promotion Copernic) et titulaire d'une maîtrise de philosophie et d'un Dea d'histoire à l'université Paris-I, il est né à Liège en 1968.

ALLEMAGNE

Allemagne : bras de fer autour de la semaine de 28 heures

Économie Social Par Le figaro.fr Publié le 08/01/2018 à 08:42



Grève en Allemagne en 2016. SEBASTIAN WILLNOW/AFP

Le puissant syndicat allemand IG Metall revendique une semaine de travail de 28 heures et une augmentation de 6%.

Le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall donne lundi le coup d'envoi d'un bras de fer social qui s'annonce comme l'un des plus durs de ces dernières années en Allemagne. Plusieurs dizaines de débrayages sont prévues dans tout le pays, en particulier dans le secteur automobile, pour soutenir des revendications portant notamment sur la réduction du temps de travail à 28 heures hebdomadaires. Avec près de 2,3 millions d'adhérents, IG Metall, qui défend les salariés toutes catégories confondues dans l'industrie (Siemens, ThyssenKrupp), la sidérurgie, l'automobile (VW, Daimler, Porsche), l'électronique ou encore le textile, est le plus gros syndicat d'Europe.

Conformément à une stratégie bien huilée de montée progressive de la pression, les arrêts de travail affecteront des entreprises bien choisies, dans l'ouest en Rhénanie du Nord-Westphalie (avec 700.000 grévistes annoncés), dans le sud avec le Bade-Wurtemberg et dans l'est avec les régions du Brandebourg, de Saxe et Berlin. Le mouvement va durer au moins une semaine. De premières grèves d'avertissement, très localisées, ont déjà été organisées la semaine dernière, notamment chez Porsche.

Semaine de 28 heures

Depuis octobre, le syndicat exige pour les 3,9 millions d'employés du secteur une augmentation salariale de 6%. La fédération patronale Gesamtmetall propose 2%. Rien d'inhabituel. En général, les parties se retrouvent à mi-chemin. Mais le conflit porte surtout cette fois sur un aménagement inédit du temps de travail demandé par IG Metall: le passage de la semaine de travail de 35 à 28 heures pour ceux qui le souhaitent, avec compensation partielle du manque à gagner salarial par l'employeur. La formule serait valable deux ans au maximum et l'employeur devrait garantir un retour à un poste à plein temps.

Le patronat du secteur la juge inadmissible et impraticable. Il estime que près des deux tiers des salariés seraient éligibles à cet aménagement du temps de travail et redoute un casse-tête administratif et des ateliers dépeuplés. Les employeurs soulignent également le risque de discrimination en cas de mise en place de ce régime pour les employés travaillant déjà à temps partiel pour un salaire réduit d'autant.

Cette question a déjà fait achopper des négociations de branche à l'automne. Si l'impasse se confirme, l'étape suivante pourrait être la grève dure, une rareté dans ce pays pétri de culture de la cogestion.

«Les grèves ne sont pas un moyen approprié pour résoudre les conflits salariaux» Bertram Brossardt, dirigeant du patronat bavarois de la métallurgie et de l'industrie électrique

Sans avancée du patronat, il sera «extrêmement difficile de mener cette négociation salariale à bien en se bornant à des grèves d'avertissement», a prévenu ce week-end un responsable d'IG Metall, Roman Zitzelsberger. Les débrayages accompagnent traditionnellement les négociations salariales en Allemagne. En revanche, IG Metall n'a pas organisé de grève nationale et illimitée depuis 2003. Gesamtmetall menace, lui, de porter l'affaire devant les tribunaux. Le ton est déjà très âpre entre partenaires sociaux, dans un pays qui s'était habitué ces dernières années à des

négociations sociales plutôt apaisées dans un contexte de bonne santé de l'économie. Le taux de chômage s'est ainsi établi pour 2017 à 5,7% au plus bas depuis la réunification de 1990, rapporte l'office de la statistique Destatis la semaine dernière.

«Les grèves ne sont généralement pas un moyen approprié pour résoudre les conflits salariaux, elles nuisent à l'exportation, donc à l'entreprise et in fine aux employés», a prévenu Bertram Brossardt, le dirigeant du patronat bavarois de la métallurgie et de l'industrie électrique.

L'université de Hambourg encadre les pratiques religieuses de ses étudiants

Par Le Figaro Etudiant • Publié le 09/01/2018 à 11:18 • Mis à jour le 09/01/2018 à 12:37



Les symboles religieux restent admis, comme la burqa, autorisée hors expérience de laboratoire et examens. Crédits photo: CC0 Creative Commons

Les incidents se multiplient sur le campus de la ville du nord de l'Allemagne, forçant le président de l'université à publier une charte de bonne conduite sur les pratiques religieuses.

L'université de Hambourg a édité une charte pour encadrer les pratiques religieuses de ses étudiants. Après la multiplication d'anicroches ayant trait à la religion, le président de l'université s'est retrouvé dans l'obligation d'agir, comme le décrit le journal *La Croix*. Le quotidien français évoque par exemple cet étudiant qui appelle Jésus à l'aide dans un couloir, ou les pressions exercées sur des jeunes femmes musulmanes non voilées, dans un établissement qui accueille plus de 43.000 étudiants.

Si les incidents sont «isolés», selon le président Dieter Lenzen, ils se font de plus en plus fréquents. C'est pourquoi il a convoqué une commission composée de juristes, psychologues et spécialistes des religions pour réfléchir à une charte qui encadrerait les pratiques religieuses sur le campus. *La Croix* décrit quelques éléments que l'on trouve dans le texte. L'université est décrite comme «une institution laïque contrainte à la pluralité face aux questions idéologiques et vouée à l'enseignement et à la recherche sur la base de critères et de méthodes scientifiques». Surtout, la direction de l'établissement indique que «la liberté de la pratique religieuse s'arrête là où elle porte atteinte ou met en danger la mission scientifique de l'université».

«Il n'est pas possible que le campus dans sa totalité devienne un lieu de prière» Dieter Lenzen, président de l'université de Hambourg

Au-delà de la définition théorique, la charte comprend des mesures très pratiques. Les symboles religieux - croix, étoile de David ou le foulard islamique - restent admis, comme la burqa, autorisée hors expérience de laboratoire et examens, pour des raisons de sécurité et de lutte contre la fraude. La «salle de silence» instaurée par l'université de Hambourg en 2005, qui permet aux étudiants pratiquants de toutes religions de venir se recueillir, restera ouverte à tous, sans séparation entre les femmes et les hommes. Elle devient l'unique lieu de prière du campus, car «il n'est pas possible que le campus dans sa totalité devienne un lieu de prière» indique Dieter Lenzen à *La Croix*.

Un débat qui pourrait avoir lieu en France

Cet exemple germanique tombe à propos, alors que la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal s'est embrouillée dimanche sur les questions de laïcité à l'université. Interrogée sur le port du voile islamique, la ministre a rappelé son opposition à une loi qui l'interdirait à l'université. Mais elle a ensuite donné une définition erronée de la laïcité: «C'est la liberté de

conscience, et c'est mettre dans la sphère privée - et uniquement la sphère privée - les convictions philosophiques, religieuses, etc., des individus».

Or, la liberté d'exprimer sa religion en public est justement garantie par la laïcité, tant que cette manifestation ne trouble pas l'ordre public. La sortie médiatique de Frédérique Vidal a d'ailleurs entraîné un déchaînement de critiques. La ministre a rectifié ses propos par la suite, indiquant que «la laïcité, c'est la liberté de croire ou de ne pas croire et de l'exprimer dans le respect de l'ordre public».

La très récente frégate *Bade-Württemberg* déçoit la marine allemande

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Forces navales, Industrie par Laurent Lagneau Le 10-01-2018



Photo : Ein Dahmer, via Wiki Media

En 2007, le ministère allemand de la Défense a confié au consortium ARGE F125, emmené par TKMS et comprenant les chantiers navals Blohm+Voss et Lürrsen, le soin de construire quatre nouvelles frégates de type F-125 afin de remplacer les 8 navires de type 122 alors en service au sein de la Deutsche Marine. Le tout pour un montant initial de 2,2 milliards d'euros.

Le concept de la frégate F-125 peut sembler curieux. Affichant un déplacement deux fois plus imposant que ceux du type 122 (7.200 tonnes contre 3.680) et armé par deux fois moins de marins (l'automatisation étant extrêmement poussée), ce bâtiment est conçu pour effectuer des déploiements dans des zones de crise pendant de longues périodes (jusqu'à 24 mois).

D'une longueur de 150 mètres pour 19 mètres de large, cette frégate peut naviguer à la vitesse de 26 nœuds grâce à son système de propulsion CODLAG, doté de quatre moteurs diesel, de deux moteurs électriques et d'une turbine à gaz.

Outre le fait que sa conception doit lui garantir une importante survivabilité, sa particularité est que ses capacités en matière de lutte anti-sous-marine sont quasiment inexistantes (elles reposent sur ses deux hélicoptères embarqués). Idem pour sa défense contre les menaces aériennes, cette dernière étant basée sur deux systèmes RIM-116 « Rolling Airframe Missile » (RAM) d'une portée de 9 km.

En revanche, la frégate F-125 est relativement bien dotée en matière d'artillerie, avec une tourelle Light Weight de 127 mm fourni par Oto Melara et ayant une portée de 70 km. Elle est également armée par 8 missiles anti-navires Harpoon (pouvant éventuellement être utilisés contre des cibles côtières), de 5 mitrailleuses de 12,7 et de 2 canons de 27 mm téléopérés.

Alors que, ces dernières années, l'Otan prévient de la hausse de l'activité des sous-marins russes dans l'Atlantique-Nord, cette imposante frégate (qui pourrait entrer dans la catégorie des destroyers) est taillée pour des missions d'action vers le littoral, de contre-terrorisme et de lutte contre la piraterie et les trafics. D'ailleurs, pour cela, elle est théoriquement capable d'accueillir 50 commandos marin et 4 embarcations rapides. Théoriquement car il n'est impossible que cette capacité serve à éventuellement accueillir des marins supplémentaires pour mettre en oeuvre ce navire.

La première frégate de la série, le *Baden-Württemberg*, a été livrée à la Bundeswehr en novembre 2016. Et, visiblement, ses essais en mer n'ont pas été concluants puisque la Deutsche Marine l'a renvoyée au chantier Blohm+Voss pour régler des problèmes de conception.

Selon une information repérée dans la presse allemande par le site spécialisé Mer et Marine, la frégate Baden-Württemberg aurait des problèmes informatiques concernant son système de combat et présenterait une gîte anormale de 1,3° sur tribord. En outre, le navire serait trop lourd de 178 tonnes par rapport à son cahier des charges, ce qui est de nature à compliquer l'éventuel ajout de capacités supplémentaires à l'avenir (comme un sonar, par exemple).

D'après la presse d'outre-Rhin, c'est la première fois que l'agence allemande d'acquisition de matériel de défense [BAAINBw] refuse un navire peu après sa livraison pour des problèmes de conception. Il est espéré que ces derniers soient des aléas inhérents à la mise au point d'un nouveau bâtiment... Car trois autres frégates du même type doivent être livrées d'ici 2020. Pour le moment, on ignore quand le Baden Württemberg sera en mesure de reprendre la mer.

« Ce nouveau problème vient s'ajouter à la série des augmentations de coûts et des retards qui ont accompagné la classe F-125 », a souligné l'hebdomadaire Stern. « Avant l'échec du 'Baden Württemberg', il a déjà été signalé qu'un sous-marin allemand n'est opérationnel et que la moitié des chars Leopard attendent une réparation », a-t-il rappelé.

Allemagne. Des chars US pris en flagrant délit de non respect du code de la route. La police intervient

<https://www.bruxelles2.eu/> 11 Jan 2018 Allemagne, Artillerie, Code de la route, M109, Mobilité militaire, Police, Transport terrestre



(B2) C'est une information débusquée par mon collègue allemand Thomas Wiegold. La police de la route allemande a bloqué, mercredi (10 janvier), un convoi militaire transportant plusieurs engins blindés US. Un exemple type pour illustrer la problématique de la difficulté de mobilité des moyens militaires en Europe, explique-t-il sur son site Augengeradeaus.

Lors d'un contrôle sur un transport exceptionnel sur la A4, qui était sur l'aire de repos de Oberlausitz Nord (entre Dresde et Görlitz, la frontière polonaise), la police de la circulation (sans doute averti par quelques automobilistes mécontents) a stoppé un convoi de plusieurs poids lourds ramenant, pour le compte de l'armée américaine, six canons automoteurs de type M109, de Pologne (*).

Le récit fait par la police du Land de Saxe vaut son pesant d'or... Le contrôle des policiers s'est avéré très positif. Il relève même d'un vrai festival en matière de manquement à la circulation des poids lourds, puisqu'au moins quatre chefs d'infractions ont été relevés par les policiers.

- 1° les semi-remorques utilisées par la société étaient tous inappropriés.
- 2° Les documents et les dispenses nécessaires manquaient.
- 3° La charge était trop large et, surtout, beaucoup trop lourde, jusqu'à 16 tonnes. En « surcharge » selon la police.
- 4° certains des routiers avaient dépassé leurs temps de conduite et de repos.

Après avoir dressé cette « longue liste » de PV, les pandores ont « *interdit la poursuite du voyage jusqu'à ce que les véhicules appropriés soient disponibles, les autorisations nécessaires et toutes les conditions requises* ». La direction du Land « *va s'occuper de l'affaire* » dorénavant. Et des « *amendes appropriées seront infligées aux chauffeurs routiers et aux routiers concernés* ».

Commentaire : cette aventure pose la question du transport des biens militaires. D'une part, les forces armées qui transitent sur les routes « civiles » se doivent de respecter toutes les règles du code de la route (et doivent le faire respecter à leurs cocontractants), notamment les temps de

repos. D'autre part, dans quelle mesure ces règles ne peuvent-elles pas être aménagées pour les convois militaires, dans certaines circonstances. Quid du contrôle... C'est tout l'enjeu du projet de « mobilité militaire » que mènent actuellement de concert la Commission européenne, l'Agence européenne de défense, les États membres (dans un des projets menés au titre de la Coopération structurée permanente) et l'OTAN.

(NGV)

(*) Et non des chars comme improprement appelés dans une première version)

Lire aussi :

- Le nouveau fleuron de la coopération OTAN-UE : la mobilité militaire
- La mobilité militaire devient un sujet communautaire. Un autre tabou est levé

Nicolas Gros-Verheyde

Allemagne: accord entre Merkel et sociaux-démocrates

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 12/01/2018 à 09:38 Publié le 12/01/2018 à 09:03

La chancelière conservatrice Angela Merkel et les sociaux-démocrates sont parvenus ce vendredi matin à un accord de principe en vue de former un nouveau gouvernement en Allemagne, a indiqué une source proche des discussions.

Ce compromis doit toutefois être soumis dans la journée aux instances dirigeantes des partis concernés, les démocrates-chrétiens (CDU/CSU) et les sociaux-démocrates du SPD, pour approbation. La formation du gouvernement devrait ensuite prendre plusieurs semaines.

BELGIQUE

Les NH-90 belges cloués au sol

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense 12 jan. 2018 | Par Benoit Gilson



Les NH-90 belges seront cloués au sol pendant de nombreux mois. © Malek Azoug

Les nouveaux hélicoptères NH-90 de la Défense belge seront tous les quatre cloués au sol dès la semaine prochaine. Les Caïman doivent prendre la relève des anciens Sea King en 2019, notamment pour les opérations de sauvetage en mer. Mais les appareils pourraient rester indisponibles pendant un an et demi en raison d'un radar défectueux. « Déjà à la livraison, il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond », a indiqué le commandant de la Composante Air de l'Armée belge, le général Frederik Vansina. Trois des quatre appareils ne disposaient pas du radar performant souhaité. L'hélicoptère semblait en outre présenter quelques maladies de jeunesse et, d'après le personnel, il arrivait que le radar s'éteigne ».

Le radar de trois Caïman doit donc être réparé par le fabricant. Initialement prévue pour une période de trois à six mois, cette mise à jour pourrait toutefois prendre plus de temps dans la mesure où un certain nombre d'appareils d'autres pays sont également concernés, notamment aux Pays-Bas et en Allemagne. De telle sorte que chaque hélicoptère pourrait être hors d'usage pendant un an et demi. Comble de malchance, le quatrième NH-90 belge est également cloué au sol pour des opérations d'entretien.

En attendant, la sécurité en mer du nord sera assurée par les 3 Sea King restants (en service depuis 40 ans), ainsi que par la France et la Grande-Bretagne avec lesquelles la Belgique a signé des accords.

BREXIT

Brexit : « Les Africains doivent se préparer à traverser une zone de turbulences »

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 10 janvier 2018 à 16h02



par Véronique Tadjou Écrivaine et peintre franco-ivoirienne.



Quelles conséquences du Brexit pour les ressortissants africains ? © Adria Fruits pour JA

Le Brexit divise aussi du côté africain. Les avis divergent sur les conséquences et les raisons du divorce anglo-européen. L'écrivaine et universitaire Véronique Tadjou fait le point.

Depuis le Brexit, rien n'est plus comme avant. Une vague d'incertitude s'est abattue sur le Royaume-Uni. La population africaine qui vit à Londres, et que Wikipédia estime à 573 931 personnes, Nigériens et Ghanéens en tête, est elle aussi prise dans la tourmente. Les Britanniques qui ont voté pour la sortie de l'Europe trouvent aujourd'hui qu'on leur a caché la vérité sur l'ampleur des difficultés. Dans le même temps, ceux qui voulaient garder le statu quo sont frustrés par le chaos dans lequel se retrouve la classe dirigeante conservatrice qui ne sait plus où donner de la tête. Les négociations ont du mal à aboutir à Bruxelles, chaque jour amène sa peine.

Les relations commerciales avec l'Afrique pourraient alors connaître un regain d'intérêt

Peu de temps après le vote, une série d'agressions contre des Noirs et des ressortissants d'Europe de l'Est a affolé les étrangers. Ils ont eu soudain le sentiment d'être pris à partie. L'État a dû intervenir fermement pour calmer les esprits.

Effets du Brexit ?

À écouter certains économistes africains, l'optimisme devrait plutôt être de rigueur. En effet, si la Grande-Bretagne quitte le marché unique européen, elle va se tourner tout naturellement vers d'autres débouchés. Les relations commerciales avec l'Afrique pourraient alors connaître un regain d'intérêt. Il y en a aussi qui se réjouissent du Brexit parmi les travailleurs africains. Ils pensent que l'un des avantages à long terme sera la réduction du flot des immigrants venant de l'Est. Cela entraînera de meilleures opportunités d'emploi.

Mais le contraire peut aussi être vrai, rétorquent les sceptiques. En cas de récession économique, le pays offrira moins de possibilités d'embauche et réduira également ses investissements et son aide au niveau international.

On a l'impression que les Britanniques ne voulaient pas véritablement de ce divorce coûteux et douloureux

Il y a les nonchalants qui pensent que, de toute façon, le Brexit ne changera rien. C'est seulement un problème entre Européens. Pour ceux-ci, ce sera, en quelque sorte, *business as usual*.

Et puis, il y a les angoissés, la grande majorité, qui craignent une baisse soudaine de leur niveau de vie. La livre sterling pique du nez, l'inflation est en hausse, et le moral de la nation est au plus bas. En fait, on a l'impression que les Britanniques ne voulaient pas véritablement de ce divorce

coûteux et douloureux. Par ailleurs, ils commencent à douter que l'amour ait jamais existé entre Européens.

Révolution

Pourquoi tant d'acharnement, se plaignent-ils ? L'Union européenne a besoin de se réformer, tout le monde en est conscient. Elle s'est coupée de sa base et a été trop ambitieuse en voulant une Europe de plus en plus étendue malgré les grands écarts dans les niveaux de développement, sans compter les différences culturelles importantes. Une révolution était nécessaire, mais les anciens amis du Royaume-Uni ne peuvent lui pardonner de leur avoir tourné le dos.

Londres absorbe la plupart des ressources et impose un mode de vie que le reste du pays ne peut pas suivre

Révolution intérieure également. Avec le Brexit, le contrat de confiance entre la classe dirigeante et le peuple britannique semble avoir été rompu. On reproche aux hommes et aux femmes politiques d'avoir ignoré que Londres absorbe la plupart des ressources et impose un mode de vie que le reste du pays ne peut pas suivre.

Sanctions

La City est le berceau de la finance internationale et un véritable melting-pot où toutes les nationalités de la terre sont réunies. Il règne dans la capitale du Royaume-Uni un dynamisme et une richesse culturelle à nulle autre pareille. Mais c'est une ville à part, qui ne reflète pas nécessairement ce qui se passe dans la nation tout entière. La question de l'immigration a probablement pesé lourd dans la balance. Le vote Brexit aura été autant une sanction contre l'élite que contre les diktats de l'UE.

Une chose est certaine, le Brexit est une onde de choc qui pénètre les moindres recoins de la vie quotidienne et collective et dont toutes les répercussions ne sont pas encore connues. Il serait judicieux pour les Africains de se préparer à traverser une zone de turbulences s'ils veulent continuer le voyage avec leurs hôtes.

Royaume-Uni: le pro-Brexit Nigel Farage évoque l'idée d'un second référendum

Actualité Monde Europe Par L'EXPRESS.fr avec AFP, publié le 11/01/2018 à 21:48



Nigel Farage a évoqué l'idée d'un second référendum sur la sortie de l'UE afin de faire taire définitivement les opposants au retrait. AFP/FREDERICK FLORIN

L'eurodéputé a estimé qu'un second référendum permettrait de couper court aux critiques des opposants et que les pro-sortie de l'UE seraient alors encore plus nombreux.

C'est la dernière lubie d'un pro-Brexit. L'eurodéputé britannique Nigel Farage, fervent défenseur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, a évoqué ce jeudi l'idée d'un second référendum sur la sortie de l'UE afin de faire taire définitivement les opposants au retrait.

Les pro-Européens tels que l'ancien Premier ministre Tony Blair "ne renonceront jamais, jamais, jamais", a expliqué l'ancien leader du parti europhobe Ukip et de la campagne pour le Brexit sur la chaîne télévisée Channel 5. "Ils continueront à se plaindre et pleurnicher et gémir tout au long du processus", a-t-il ajouté.

"J'en arrive au point de penser que peut-être, vraiment peut-être, nous pourrions avoir un deuxième référendum sur l'appartenance à l'UE. (...) Cela mettrait fin une fois pour toute au

problème pour une génération", a-t-il ajouté. Selon Nigel Farage, le pourcentage de gens qui voteraient en faveur du retrait serait "bien plus élevé" que lors du référendum du 23 juin 2016.

"Blair disparaîtrait"

"Nous pourrions juste mettre un terme à tout ça et Blair disparaîtrait", a-t-il poursuivi. Le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE s'était soldé en juin 2016 par la victoire des partisans du retrait, à 52% contre 48%.

Tony Blair, le Parti libéral-démocrate et d'autres politiciens pro-UE de l'opposition ont appelé à la tenue d'un deuxième scrutin, arguant du fait que les Britanniques n'avaient pas connaissance, au moment du vote, de toutes les implications d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE. Cette éventualité a été exclue par la Première ministre Theresa May.

Brexit : l'an dernier, 1518 Britanniques sont devenus français

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Aude Bariéty Mis à jour le 10/01/2018 à 11:20
Publié le 10/01/2018 à 10:50



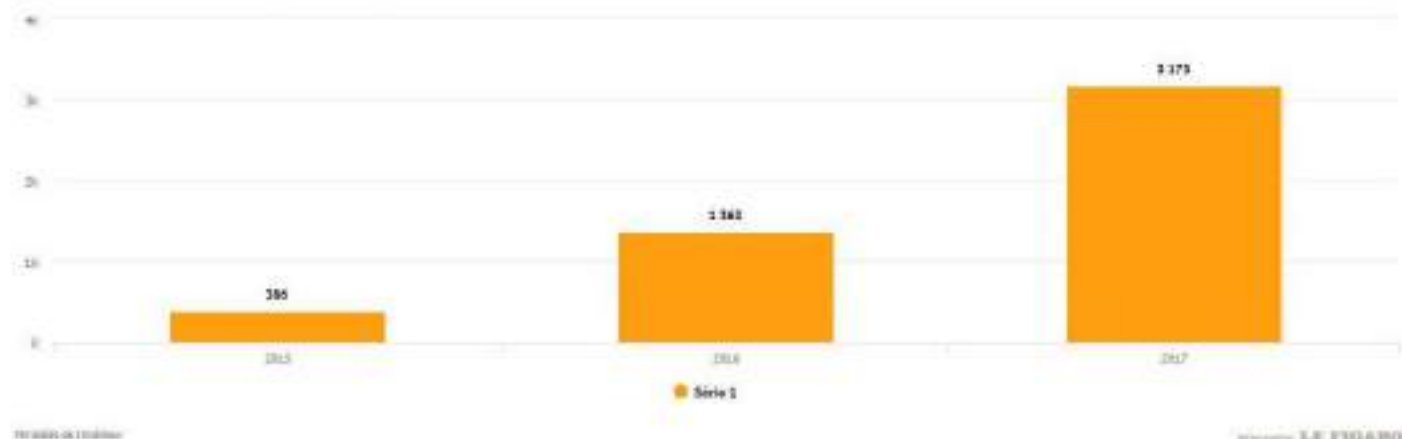
Entre 2015 et 2017, le nombre de demandeurs du sésame français a augmenté de... 722%. Photo d'illustration Sébastien SORIANO/Le Figaro

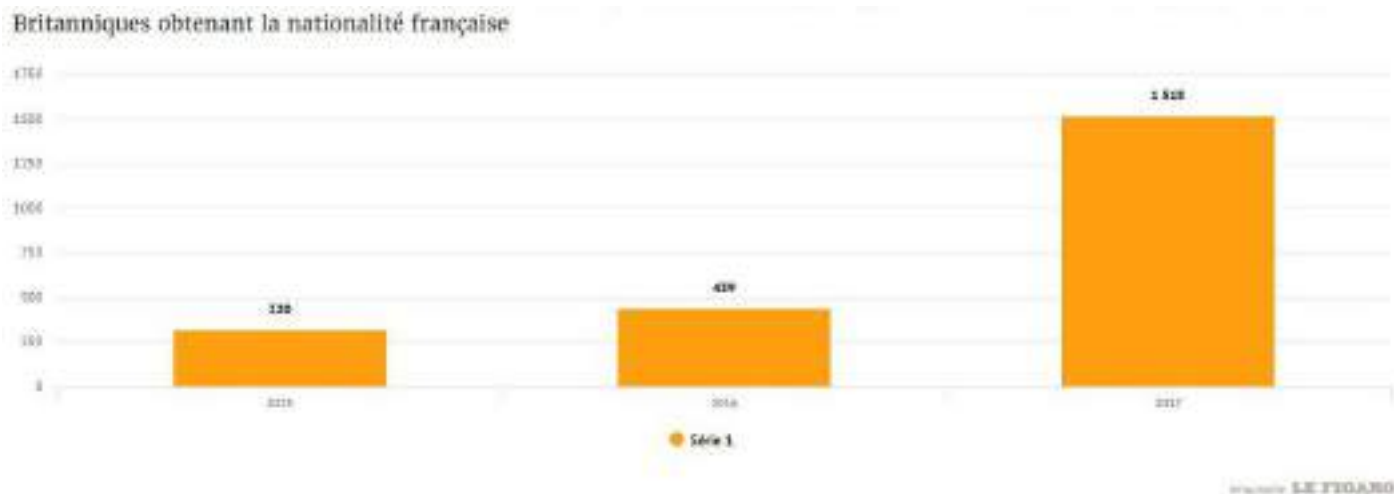
Alors que le processus du Brexit suit son cours, l'attrait de l'Hexagone ne se dément pas chez les citoyens britanniques. En 2017, 1518 d'entre eux ont acquis la nationalité française. Et 3173 autres en ont fait la demande.

Français... et fiers, heureux mais aussi soulagés de l'être. Selon des chiffres révélés par le JDD et confirmés par le ministère de l'Intérieur au *Figaro*, la cote d'attractivité de l'Hexagone n'a jamais été aussi élevée chez nos voisins britanniques.

En 2015, 386 d'entre eux demandaient la nationalité française. Ils étaient 1363 en 2016, et pas moins de 3173 en 2017. Du côté de ceux qui obtiennent le passeport, la tendance se confirme: 1518 Britanniques sont devenus français en 2017, contre seulement 439 en 2016 et 320 en 2015.

Britanniques demandant la nationalité française





«Petite victoire perso sur tous les Brexiteurs»

En cause, évidemment, l'effet Brexit. Le 23 juin 2016, coup de tonnerre: 51,9% des électeurs britanniques votent en faveur de la sortie de leur pays de l'Union européenne. Démission du premier ministre David Cameron et nomination de Theresa May, feu vert du Parlement britannique, déclenchement de l'article 50 auprès du Conseil européen, élections législatives anticipées, début des négociations officielles entre l'UE et la Grande-Bretagne... Depuis, l'onde de choc se répand.

Anticipant le départ définitif du Royaume-Uni, qui devrait intervenir le 29 mars 2019, de nombreux Britanniques prennent leurs dispositions. Parmi eux, Alex Taylor, qui a obtenu son passeport français le 28 décembre dernier. «Très fier. Petite victoire perso aussi sur tous les Brexiteurs qui ont tant fait pour enlever à certains d'entre nous nos droits UE et notre identité européenne», a tweeté le journaliste, qui se présente comme «résolument européen, plus récemment citoyen français».



[Alex Taylor @AlexTaylorNews](#)

Ca y est ! RV Préfecture ce matin pour chercher mon passeport français flambant neuf ! Très fier :)

Petite victoire perso aussi sur tous les Brexiteurs qui ont tant fait pour enlever à certains d'entre nous nos droits UE et notre identité européenne :)

[15:25 - 28 déc. 2017](#)

«Le jour du Brexit, notre standard a sauté!»

«Le jour du Brexit, notre standard a sauté! Les gens appelaient, paniqués, en nous demandant ce qui allait se passer.» En 15 ans d'expérience, Fiona Mougenot, directrice du cabinet Expat Partners, spécialiste en matière d'immigration, n'avait jamais vu un tel phénomène. Jusqu'au Brexit, elle ne recevait quasiment aucune demande de ce type. En 2017, son cabinet a reçu une vingtaine de dossiers, essentiellement des Britanniques résidant en France depuis des années, tous âgés de plus de 40 ans, pour la plupart cadres ou jeunes retraités.

Des profils qui correspondent à ceux identifiés par Jean-Paul Mulot, représentant permanent de la région Hauts-de-France au Royaume-Uni. Ce dernier précise que nombre des demandeurs proviennent de Nouvelle-Aquitaine, «le territoire où l'on dénombre le plus grand nombre

d'expatriés anglais, notamment en Charente et en Dordogne». Jean-Paul Mulot rappelle également qu'il faut «tenir compte des binationaux», jusqu'ici nombreux à ne pas engager de démarches pour leurs enfants «à cause de la paperasse et parfois du coût».

Raisons pratiques ou attachement à l'Europe?

Quelles sont les motivations de ces Britanniques désireux d'obtenir le passeport français? Le représentant des Hauts-de-France, qui refuse de parler de «tsunami, ou même de vague», soutient que «les considérations pratiques - éviter des délais d'attente dans les aéroports ou les Eurostar, mieux sécuriser d'éventuels droits sociaux... - sont, à bien des égards, aussi importantes dans la décision que l'attachement à la citoyenneté européenne».

Une analyse que ne partage pas totalement Fiona Mougenot, elle-même Britannique, épouse d'un Français et encore secouée par la décision de son pays d'origine. «Les considérations pratiques sont évidemment importantes pour nos clients, mais leur première motivation est leur désir de rester Européens. Eux qui n'ont pas pu voter, ils sont horrifiés par la perspective du Brexit et se sentent trahis. La France est capitale à leurs yeux, car leur vie est ici; mais au-delà de l'Hexagone, c'est aussi l'Europe qu'ils ne veulent pas abandonner.»

La France est d'ailleurs loin d'être la seule à attirer les Britanniques qui veulent rester européens. Une analyse poussée du Guardian souligne que depuis juillet 2016, au moins 17.000 sujets d'Elizabeth II vivant dans un pays européen ont déposé une demande d'acquisition d'une autre nationalité. Parmi les destinations plus recherchées: l'Irlande, sans grande surprise, mais aussi l'Allemagne, la Suède et l'Italie. On estime qu'1,2 million de Britanniques vivent actuellement dans un pays membre de l'Union européenne.

ESPAGNE

Face au risque d'obésité, les soldats de la Légion espagnole soumis au régime sec

<https://parismatch.be/> Rédaction Paris Match Belgique | Publié le 4 janvier 2018 | Mis à jour le 4 janvier 2018



Des mesures ont été prises pour que les soldats perdent entre 500 grammes et un kilo par semaine. | © AFP PHOTO/ JORGE GUERRERO

Société

Face aux craintes de voir ses soldats devenir obèses, l'armée espagnole a mis en place une série de mesures, dont celle de leur imposer un régime.

Connus pour leur uniformes pastel, leur marche saccadée et leur vive endurance, les membres de la Légion espagnole vont bientôt devoir se serrer la ceinture, et dans le sens propre du terme. Depuis quelques temps, le tour de taille et la forme physique des légionnaires inquiètent l'armée espagnole, poussant cette dernière à réagir.

« *La Légion a fini dans une situation qui nécessite une série de mesures pour réduire l'excès de poids parmi son personnel* », a reconnu le quartier général de l'unité dans un document interne rapporté par le quotidien espagnol *El Pais*.



Des soldats de la Légion espagnole. AFP PHOTO / JORGE GUERRERO

Perdre entre 500g et 1kg par semaine

D'après le journal local, le document stipule que plusieurs facteurs sont à l'origine du problème. Si la menace de l'obésité plane au-dessus des couvre-chefs des légionnaires, c'est notamment parce qu'il n'y a pas assez d'installations pour l'entraînement physique et que la tranche d'âge moyenne des soldats semble trop élevée.

Comme le rapporte le *Guardian*, plus de 3 000 soldats ont dû subir des contrôles pour calculer leur indice de masse corporelle (IMC). Résultat, 6% d'entre eux possédaient un IMC de 30 ou plus, faisant d'eux des personnes souffrant d'obésité. Sans plus attendre, l'unité militaire a pris le taureau par les cornes. Examens médicaux, conseils nutritionnels, programmes d'exercices... Tout a été mis en place pour faire en sorte que les soldats un peu trop grassouillels perdent entre 500 grammes et un kilo par semaine.

Nous voulions simplement leur donner un coup de main.

L'objectif, selon un porte-parole de l'armée, améliorer le bien-être des légionnaires. « *La réaction a été très positive et les premiers résultats sont bons* », a-t-il déclaré. « *Nous constatons beaucoup de motivation personnelle même si perdre des kilos, c'est difficile.* » Pour la célèbre Brigade, cette initiative est nécessaire pour conserver sa popularité. Sans quoi elle serait « *condamnée à perdre son prestige en tant qu'unité combattante* ». Si être « trop gros » dans les rangs des bataillons semble mal vu par la Légion, elle a toutefois reconnu que « *l'embonpoint peut être dû à des facteurs culturels, pathologiques ou même psychologiques qui doivent être correctement pris en compte* ».

Puigdemont ou non ? Le choix cornélien du camp indépendantiste en Catalogne

Daniel BOSQUE, Michaela CANCELA-KIEFFER AFP 6 janvier 2018



Le président catalan destitué Carles Puigdemont s'exprime lors d'une conférence de presse, le 22 décembre 2017 à Bruxelles

Barcelone (AFP) - Les indépendantistes ont une majorité théorique au parlement de Catalogne leur permettant de diriger la région, mais il leur faut pour cela investir un président alors que leur candidat naturel, Carles Puigdemont, a encore bien des obstacles à surmonter pour revenir de Belgique.

Toute la campagne du président indépendantiste de la région, destitué par Madrid et parti fin octobre à Bruxelles juste avant son inculpation pour "rébellion" a tourné autour d'une seule et même idée: revenir au pouvoir par la grande porte.

En appelant les électeurs à voter pour sa liste Ensemble pour la Catalogne lors des élections régionales du 21 décembre, M. Puigdemont leur demandait de montrer au gouvernement madrilène qu'ils étaient les seuls à choisir leurs dirigeants, et récupérer ainsi leur "dignité" piétinée par la "répression" de Madrid.

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy avait mis la région sous tutelle après la déclaration d'indépendance unilatérale votée le 27 octobre par son parlement et dissous cette assemblée, convoquant ces élections.

Finalement, la liste de Carles Puigdemont a obtenu 34 sièges sur 135 au parlement. Avec les 32 sièges de l'autre grande formation indépendantiste, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), et les quatre du petit parti d'extrême gauche Candidature d'unité populaire (CUP), il disposerait donc de la majorité nécessaire pour obtenir une nouvelle investiture (70 voix sur 135).

Mais le chemin est semé d'embûches pour ce président destitué qui risque une arrestation dès qu'il aura mis le pied en Espagne.

Pour qu'il puisse être investi, il lui faut d'abord s'assurer d'avoir des alliés au sein du stratégique "bureau des présidents" de l'assemblée catalane, l'organe qui décide de l'ordre du jour et veille sur le respect du règlement.

La raison est simple: le bureau doit accepter que le candidat à l'investiture présente son programme à distance, depuis Bruxelles, et soit élu sans être présent.

Or, les indépendantistes ne peuvent pour l'instant pas compter sur leurs 70 voix puisque huit d'entre eux sont en prison ou à l'étranger, dont M. Puigdemont.

Et la situation ne devrait pas changer rapidement: les juges de la Cour suprême ont opposé vendredi une fin de non-recevoir à l'ex-vice-président Oriol Junqueras, incarcéré près de Madrid, qui demandait à être libéré notamment pour pouvoir exercer son droit de représenter les Catalans qui l'ont élu.

Dans un arrêt jugé très dur par les indépendantistes, la Cour développe un argumentaire qu'elle pourrait appliquer à tous les dirigeants séparatistes incarcérés.

Dans le cas de d'Oriol Junqueras, la Cour justifie sa décision par la crainte d'une récidive, estimant que rien n'indique qu'il a renoncé à une déclaration unilatérale d'indépendance impliquant "de nouveaux épisodes de violence ou troubles".

Les indépendantistes doivent donc s'organiser pour qu'au moins six des huit élus en prison ou à l'étranger renoncent au profit d'autres élus sur leurs listes ... ou obtenir la neutralité complice des alliés de Podemos (gauche radicale) en Catalogne, "La Catalogne en Commun", qui dispose de huit sièges et s'oppose à la politique de Madrid.

Dans tous les cas, la décision devra en principe être prise le 17 janvier au plus tard, quand le nouveau parlement catalan siégera pour la première fois.

- Doutes et divisions -

Ensuite, Carles Puigdemont devra encore résoudre les doutes dans son propre camp, en particulier au sein du parti ERC.

"On ne sait pas comment ils (les élus sur la liste de Puigdemont, ndlr) comptent le faire, s'ils viendront ou pas, mais la voie "télématique" nous paraît très étrange", déclarait jeudi à l'AFP une source d'ERC alors que ce parti semble souhaiter "un plan B".

"La compétition entre les deux formations indépendantistes (celle de Puigdemont et celle d'ERC) est de plus en plus dure", écrit ce vendredi Enric Juliana, éditorialiste du quotidien La Vanguardia et grand spécialiste de la politique catalane.

Mais s'il arrivait encore à surmonter ces divisions et les problèmes de règlement pour être enfin réélu président, qui dirigera la Catalogne ?

"Carles Puigdemont a dit que s'il est investi, il va revenir", répond une source de son parti.

Mais ne serait-il pas immédiatement arrêté ?

"S'il se présente aux portes du palais de la Généralité (siège de l'exécutif catalan) entouré de 500 maires qui le soutiennent, le gouvernement espagnol va-t-il vraiment l'arrêter ?", questionne en retour cette source.

"De toutes manières, s'il vient et s'il est arrêté, il n'y a plus de législature et de nouvelles élections dans trois mois", ajoute-t-elle.

La bandera au régime: trop de légionnaires espagnols en surpoids

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 08.01.2018 Par Philippe Chapleau

Lu dans *Ouest-France* ce matin ce sujet sur l'obésité dans la Légion espagnole. Après la Chine (lire [ici](http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2014/02/19/zut-je-ne-rentre-plus-dans-mon-tank.html) : <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2014/02/19/zut-je-ne-rentre-plus-dans-mon-tank.html>), c'est au tour de nos amis espagnols de s'inquiéter du poids de leurs soldats:

Mission régime pour la Légion espagnole

Trop de membres de cette unité d'élite de l'infanterie sont en surpoids. Ils participent à un plan pour se remettre en forme.



Les militaires ont reçu des conseils nutritionnels et un programme d'exercice. Reuters

L'histoire

Au régime, mon légionnaire ! C'est peu ou prou la consigne passée dans les rangs de la Légion espagnole par le quartier général de l'unité, inquiet de l'augmentation du nombre de cas de surpoids et d'obésité. « La Légion s'est retrouvée dans une situation qui nécessite une série de mesures pour réduire le surpoids parmi son personnel », admet le quartier général dans un document interne rapporté par *El País*. Car le souci, pour l'armée, n'est pas uniquement sanitaire. C'est aussi une question d'image. « Sans une plus grande exigence, nous serions condamnés à la perte de prestige », est-il écrit.

Afin de chasser les tours de taille trop larges, les 3 000 membres de cette unité d'élite de l'infanterie ont été soumis, en septembre, à un examen médical. Leur indice de masse corporelle a été mesuré. 180 d'entre eux (6 %) ont été diagnostiqués obèses, selon l'indicateur de l'Organisation mondiale de la santé. Et donc mis à la diète. Ils ont reçu des conseils nutritionnels, un programme d'exercices adapté et doivent perdre entre 0,5 et 1 kg par semaine.

L'embonpoint de certains soldats serait dû, selon l'armée, à la « moyenne d'âge élevée, une usure physique importante et à un manque de moyens et d'installations ». Dans certains cas, il peut aussi découler « de facteurs culturels, pathologiques ou psychologiques qui doivent être abordés de manière adéquate ».

Si aucune perte de poids n'est notée au terme d'une année, le plan prévoit des mesures coercitives, comme l'interdiction de participer à des défilés militaires ou des opérations extérieures. Elles pourraient même, selon des médias espagnols, freiner l'avancement ou diminuer la feuille de paye.

À Madrid,
Baptiste LANGLOIS.

L'ex président catalan Artur Mas quitte la tête de son parti séparatiste

reuters.com | 09/01/2018, 22:24 Jesus Aguado et Inmaculada Sanz, avec Tomas Cobos; Jean Terzian pour le service français, édité par Eric Faye Source : <https://www.latribune.fr/>



(Crédits : Albert Gea)

MADRID (Reuters) - L'ancien président de la Catalogne Artur Mas a annoncé mardi qu'il quittait la tête du Parti démocrate européen catalan (PDeCAT) afin de laisser la place à de nouveaux responsables du mouvement séparatiste, sur fond de dissensions internes dont les médias se sont fait l'écho.

Depuis la proclamation unilatérale d'indépendance de la Catalogne, le 27 octobre dernier, et l'administration directe de la région par Madrid qui s'en est suivie, des fractures sont apparues au sein du mouvement séparatiste entre les partisans d'un Etat indépendant et ceux en faveur d'un dialogue avec le gouvernement espagnol pour un surcroît d'autonomie.

Les séparatistes ont obtenu une courte majorité au parlement catalan, le 21 décembre, lors d'élections régionales en forme de désaveu pour Madrid.

"Cette nouvelle étape requiert de nouveaux dirigeants. Il est nécessaire de faire de la place pour que certains puissent mener ce projet dans le futur", a déclaré lors d'une conférence de presse Mas, qui était à la tête du PDeCAT depuis 15 ans et était resté en fonction malgré son inéligibilité prononcée par la justice catalane en mars 2017.

"Cela (le retrait de la tête du parti) ne doit pas être considéré comme un retrait de ce projet", a ajouté Mas, ancien soutien de Carles Puigdemont et qui devrait oeuvrer au choix de son successeur.

Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a fixé au 17 janvier la séance inaugurale du Parlement de Catalogne.

GRANDE-BRETAGNE

Le Royaume-Uni perd déjà des milliers d'universitaires européens alors que le Brexit n'est pas encore effectif

<http://www.slate.fr/> Repéré par Fabien Jannic-Cherbonnel — 07.01.2018 - 15 h 13, mis à jour le 07.01.2018 à 19 h 27 Repéré sur The Independent

D'après des nouveaux chiffres, 2.130 personnes ont quitté les universités britanniques l'année dernière.



Oxford Lights par Tejvan Pettinger via Flickr.

Le Royaume-Uni est-il en train de perdre ses têtes pensantes ? C'est ce qui est en train d'arriver d'après The Independent, qui explique qu'au moins 2.300 universitaires européens ont quitté leurs postes dans des universités britanniques l'année dernière. La tendance fait craindre au journal un «*Brexodus des talents de l'éducation supérieure*».

D'après le journal, le nombre de départs a augmenté de 19% en 2016/2017, comparé à 2014/2015, l'année scolaire précédant le référendum sur l'appartenance du pays à l'Union européenne. L'année dernière, 2.130 personnes avaient quitté les universités britanniques. Ces chiffres ne sont pas un bon présage pour le Royaume-Uni, qui comptait sur l'attractivité de ses universités pour attirer des immigrants qualifiés après le Brexit.

Perte d'attractivité

Ces chiffres sont publiés quelques mois après que l'Académie Britannique ait averti que les universités du pays pourraient perdre leur position enviable dans les classements internationaux. 40.000 ressortissants européens y travaillent actuellement, et avec les nouvelles règles d'immigrations post Brexit, certaines filières, comme l'économie et les langues vivantes, pourraient avoir des difficultés à être enseignées.

L'université la plus touchée par cette vague de départ est Oxford, avec 230 personnes l'année dernière. Le problème, note Maïke Bohn, la porte-parole de l'association The 3 million qui milite pour les droits de citoyens européens, est l'incertitude entretenue par le gouvernement britannique sur les droits des européens après le Brexit :

«Je pense que l'on verra un délai dans les départs, car je connais de nombreuses personnes qui attendent de voir si les choses vont se détériorer avant de partir. Obtenir un nouveau poste en Europe prendra du temps.»

Plusieurs inquiétudes subsistent, malgré les promesses de la Première ministre Theresa May de garantir les droits des citoyens européens après 2019. Ceux-ci ont deux ans pour s'enregistrer et obtiendront un statut de résident permanent s'ils sont présents sur le territoire britannique depuis plus de cinq ans.

Mais le flou s'est installé sur de nombreuses questions. Quid de l'équivalence des qualifications et des diplômes garanti par l'UE, s'interroge The Independent ? Et que se passera-t-il avec les prêts accordés par le bloc à des recherches entreprises dans le pays ? Réponse (probable) d'ici à 2019.

Quatre teams en concurrence pour le marché "Air Support to Defence Operational Training"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 13.01.2018 Par Philippe Chapleau



Le futur marché britannique ASDOT (pour "Air Support to Defence Operational Training") continue de susciter des appétits et de provoquer des manœuvres au sein des acteurs du secteur de la formation aérienne. Je rappelle que ce programme ASDOT, piloté par le *UK Military Flight Training Systems Project Team*, sera lancé en 2020; la première phase aura une durée de 15 ans et sa valeur est estimée à 750 millions £ (952 millions €), celle de la phase deux étant estimée entre 300 et 500 millions sur 8 ans.

Les groupements d'entreprises annoncés en milieu d'année dernière ont évolué.

La dernière annonce est intervenue début décembre (voir le communiqué du 5 décembre [ici](#)) quand Elbit et Babcock ont dévoilé leur alliance et la création d'une "Specific Programme Company".

Le 13 juillet, Draken et Cobham (photo ci-dessus) avait formalisé leur accord ([lire ici](#)).

Deux autres teams plus anciens sont toujours en course :

- Thales, Quinitiq et Textron ([lire un communiqué de 2016 ici](#))

- Inzpire, DADS et Leonardo (lire le communiqué [ici](#))

CAE fait figure de laissé pour compte après le départ de Draken et Babcock du trio qu'ils formaient, puis après celui d'Elbit (en dépit de l'annonce d'un rapprochement en septembre dernier). Lire [ici](#).

POLOGNE

Pologne. Deux hommes forts limogés, Morawiecki nomme des profils plus acceptables

<http://club.bruxelles2.eu/> 10 Jan 2018 Antoni Macierewicz, gouvernement, Mariusz Blaszczak, Mateusz Morawiecki, Ministre de la Défense, Ministre des Affaires étrangères, Remaniement, Witold Waszczykowski



Le Premier ministre Mateusz Morawiecki (à gauche) dans le Berlaymont, au siège de la Commission européenne, avec Jean-Claude Juncker (crédit : Commission européenne)

(B2) Le nouveau Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a procédé mardi (9 janvier), juste avant de se rendre pour son premier déplacement à Bruxelles rencontrer le président de la Commission européenne (Jean-Claude Juncker) à un remaniement majeur de son gouvernement, beaucoup plus fondamental que prévu par certains observateurs.

Un véritable tremblement de terre pour qui connaît la scène politique polonaise. En mettant à l'écart quelques vieux briscards du PiS, le Premier ministre prend un risque, mais sans doute moindre que de laisser ceux-ci faire la loi dans son gouvernement. Dans les postes régaliens, ce remaniement est complet, à l'exception notable du ministre de la Justice (Zbigniew Ziobro) qui reste en place. Prétendre que le gouvernement polonais va donc changer totalement de politique serait donc hasardeux. Les nouveaux venus ne sont tous des "tendres" (lire : les trois nouveaux ministres)

Une véritable purge de quelques vieux briscards

Le Premier ministre a ainsi démis de ses fonctions plusieurs personnages hauts en couleurs, pour les remplacer par des personnalités, plus modérées et plus diplomatiques, aptes à rencontrer l'assentiment de ses collègues européens. Il a aussi profité de ce remaniement pour neutraliser certaines voix gênantes sur la scène européenne.

L'homme fort du PiS, le ministre de la Défense Antoni Macierewicz (qui pourrait devenir président de la Diète) a ainsi été remplacé par son collègue de l'Intérieur Mariusz Blaszczak. Pour celui-ci, ce transfert (sous forme de promotion) s'apparente à une certaine mise sous surveillance. Blaszczak qui n'avait pas eu de mots assez durs sur l'accueil des réfugiés, quitte ainsi son poste laissant ouvert, sinon un changement de politique, au moins une attitude moins 'rugueuse' de Varsovie. Le ministre des Affaires étrangères Witold Waszczykowski a aussi été mis à la porte, remplacé par Jacek Czaputowicz, un diplomate de carrière, ancien des mouvements anti-communistes.

D'autres ministres controversés, aux plans européen ou interne, prennent la porte : le ministre de l'Environnement Jan Szyszko, artisan de l'abattage des arbres de la forêt de Bialowieza (également fortement critiqué par la Commission européenne), le ministre de la Santé Konstanty Radziwiłł, confronté à une sévère grève des médecins hospitaliers, et la ministre Anna Streżyńska

chargée du numérique et artisanne de la libéralisation des télécoms, pour des raisons plus proprement internes au PiS.

Un double objectif interne et externe

Ce remaniement a une double portée. Au plan interne, il s'agit de préparer les prochaines élections parlementaires qui auront lieu en 2019 (1), en ressoudant les rangs dans le gouvernement comme avec le président Andrzej Duda. Il illustre aussi un renouvellement de génération du PiS ainsi qu'un rééquilibrage entre "modérés" démocrates-chrétiens et conservateurs.

Au plan externe, le message est indéniablement à destination des partenaires européens. Les prises de position agressives de Macierewicz et Waszczykowski avaient conduit à un net isolement de la Pologne sur la scène européenne, notamment vis-à-vis de la France ou de l'Allemagne, mais aussi – fait moins mis en valeur dans les médias – des autres pays de l'Est. Les pays baltes comme la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie la république Tchèque adoptant une position beaucoup moins "vocale" sur l'intégration européenne.

Cet isolement avait culminé, de façon publique, avec la reconduction de l'ancien Premier ministre Donald Tusk (ancien leader du principal parti d'opposition, la plate-forme civique) à la présidence du Conseil européen, où Varsovie s'était retrouvé seul dans l'opposition ; même son fidèle allié, la Hongrie de Viktor Orban avait renoncé à le soutenir. Mais cet évènement n'était pas le seul. La gestion désastreuse par Macierewicz de l'affaire du Caracal avec Airbus plombe les relations Paris-Varsovie comme ses évictions à répétition qui ont déstabilisé l'état-major des armées polonaises peuvent aussi être mis en évidence.

Réintégrer le cœur de l'Europe

Au moment où s'élabore un nouveau cadre financier multiannuel pour les années futures, il devenait urgent pour le gouvernement polonais de montrer des signes positifs envers ses voisins européens, afin de chercher des alliances dans une négociation qui s'annonce rude pour le pays qui bénéficie largement des fonds structurels et des subventions agricoles, et de réintégrer le cœur de l'Europe. La valse-hésitation lors de l'adhésion à la Coopération structurée permanente, finalement obtenue, au prix d'un arbitrage du Premier ministre et du Président contre l'avis du ministre de la Défense (lire : PESCO : la Pologne traîne les pieds) avait démontré un changement de gravité du pouvoir mais aussi la volonté de nuisance de A. Macierewicz, qui n'avait eu de cesse à Varsovie ou à Bruxelles, de mettre des limites à cette adhésion (lire : La Pologne pose trois conditions, écrites, à son adhésion à la PESCO). Au passage, sans renier les engagements du PiS, le Premier ministre semble vouloir mettre un peu sous le boisseau toute la théorie complotiste, dont Macierewicz a été un des principaux fervents acteurs, entourant le souvenir du crash de l'avion présidentiel de Smolensk en avril 2010.

(Nicolas Gros-Verheyde)

A suivre : le portrait des trois nouveaux ministres aux postes régaliens

(Nicolas Gros-Verheyde)

(1) Le parti au pouvoir (PiS) jouit toujours d'une popularité très nette, caracolant au-dessus des 40%, et devançant de près de 20 points le principal parti d'opposition (PO), qui plafonne au-dessous de la barre des 20%, et lui assurerait une majorité absolue encore plus nette à la Diète si les élections avaient lieu aujourd'hui, selon les derniers sondages faits début janvier. Mais la menace de baisse des financements européens, notamment de la future politique agricole commune, si elle était suivie d'effet, aurait pu menacer sérieusement cette popularité l'année prochaine.

Nicolas Gros-Verheyde

Un nouveau ministre de la Défense a été nommé en Pologne

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe par Laurent Lagneau Le 09-01-2018



Nommé Premier ministre de la Pologne en décembre, Mateusz Morawiecki a décidé de se séparer de deux poids lourds de son gouvernement, à savoir Antoni Macierewicz (Défense) et Witold Waszczykowski (Affaires étrangères). Ces derniers seront respectivement remplacés par Mariusz Blaszczak (qui vient du ministère de l'Intérieur) et Jacek Czaputowicz.

Ce remaniement survient alors que Varsovie cherche à améliorer ses relations avec l'exécutif de l'Union européenne. En décembre, la Commission de Bruxelles a en effet invoqué l'article 7 du traité de l'UE, estimant qu'il y avait « un risque clair d'une violation grave de l'État de droit en Pologne » avec la réforme du système judiciaire polonais.

« Les réformes judiciaires en Pologne signifient que la justice du pays est désormais sous le contrôle politique de la majorité au pouvoir. En absence d'indépendance judiciaire, de graves questions sont soulevées quant à l'application effective du droit européen », avait ainsi souligné la Commission, via un communiqué diffusé le 20 décembre.

Un « contrôle politique de la majorité [le parti Droit et Justice, PiS] »? Telle est l'accusation qui avait été portée contre M. Macierewicz par l'opposition (libérale) polonaise il y a quelques mois. Depuis son arrivée au ministère de la Défense, 34 généraux et 484 colonels avaient été limogés ou priés de faire valoir leur droit à la retraite. « Il est préoccupant de voir que l'armée polonaise » semble être encore un secteur de l'État [...] que le gouvernement cherche à idéologiser », avait commenté Jan Techau, le directeur du Richard C. Holbrooke Forum, à l'Académie américaine de Berlin.

Par ailleurs, les relations entre M. Macierewicz et les autorités françaises ont été tumultueuses, notamment après sa décision de remettre en cause le résultat d'un appel d'offres attribué par le gouvernement précédent en annulant les discussions en cours avec Airbus Helicopters pour livrer aux forces armées polonaises 50 hélicoptères Caracal. À l'époque, il était allé jusqu'à raconter n'importe quoi en affirmant que l'Égypte avait revendu à la Russie pour un dollar symbolique les deux Bâtiments de projection et de commandement (BPC) Mistral qu'elle venait d'acquérir auprès de la France.

Alors que le budget polonais de la Défense est un des rares, au sein de l'Otan, à dépasser les 2% de PIB, M. Macierewicz a pris des décisions controversées, en lançant notamment une ambitieuse réforme visant à créer des forces territoriales composées de civils ayant reçu une formation militaire. Pour ses détracteurs, cela ne peut que détourner des ressources importantes qui seraient plus utiles pour financer les besoins (nombreux) des forces polonaises.

D'autant plus que, en matière d'approvisionnement, certains choix – qui ne sont pas nécessairement du fait de M. Macierewicz mais il a dû en assurer les négociations commerciales) se sont révélés coûteux, comme celui concernant le système américain Patriot PAC-3. Alors que Varsovie tablait sur 5 milliards de dollars, il lui faudra déboursier quasiment deux plus...

Enfin, M. Macierewicz s'est souvent attaché à remettre en cause les décisions prises par son prédécesseur. Outre l'affaire des hélicoptères Caracal, il a ainsi revu l'engagement polonais au sein de l'Eurocorps alors que la Pologne s'apprêtait à en devenir une nation-cadre.

Reste maintenant à voir l'influence qu'aura son successeur sur les programmes en cours, à commencer par celui concernant le renouvellement des sous-marins de la marine polonaise. Sur ce dossier, la France défend la candidature de Naval Group, qui, associé à MBDA, a soumis une

offre basée sur un Scorpène doté de missiles de croisière navals (MdCN). « Nous ne lâcherons pas sur cette affaire de missiles et d'une manière générale je ne lâcherai pas l'affaire tant qu'elle n'aura pas été conclue », avait assuré Florence Parly, la ministre des Armées, lors d'une audition au Sénat.

IMMIGRATION

SOS Méditerranée : Pour ne pas oublier que la Méditerranée est toujours meurtrière



© SOS MEDITERRANEE

Actualité <https://www.meretmarine.com/> Publié le 22/12/2017 par Caroline Britz Divers

« On a pensé qu'on allait tous mourir. On était entassés dans un pneumatique, on n'avait plus d'essence et on a dérivé toute la nuit ». Amadou Diallo a été sauvé en juin 2016 alors qu'il fuyait « l'enfer libyen », le camp où il a vu son frère torturé et mourir sous ses yeux. Il a pris la mer parce qu'il n'avait pas le choix. Comme beaucoup de ces hommes, femmes et enfants, qui embarquent sur des bateaux, dont ils savent sans doute la fragilité, sur la route migratoire la plus meurtrière au monde. 3000 personnes sont mortes cette année entre la Libye et l'Europe.

« Nous sommes face à une crise humanitaire d'ampleur et il n'y a pas du tout de recul dans les chiffres, contrairement à ce que l'on pourrait croire ». Sophie Beau est co-fondatrice et directrice générale de SOS Méditerranée. Depuis 2016, SOS Méditerranée, fondée en février 2016 et appuyée sur un réseau de quatre associations française, allemande, italienne et suisse, arme l'Aquarius. Ancien bateau d'assistance à la pêche, le navire de 77 mètres a été entièrement repensé pour porter secours aux migrants en Méditerranée : des équipes de sauveteurs, des personnels médicaux de Médecins Sans Frontières, un hôpital flottant, une capacité de récupération de 500 personnes, des équipements de sécurité constamment mis à jour. « Nous essayons d'investir pour pouvoir être capables d'intervenir dans toutes les conditions. Cet hiver, il n'y a plus que nous et Proactiva Open Arms sur l'eau. Nous devons nous équiper pour répondre aux contraintes de l'hiver, aux risques accrus d'hypothermie, de noyades. Nous le faisons et nous y mettons toute notre énergie », constate Antoine Laurent, officier de marine marchande et responsable du sauvetage.



(© SOS MEDITERRANEE)

Depuis son arrivée sur zone au printemps 2016, l'Aquarius a sauvé et assisté plus de 25.000 personnes. « Et depuis un an et demi, c'est toujours les mêmes histoires que l'on entend » souffle Antoine. Des histoires comme celle d'Amadou pour qui prendre la mer n'est même pas un choix mais une obligation pour fuir la Libye et les camps où l'extrême violence, l'esclavage et les viols sont le quotidien des migrants qui s'y trouvent. « On entend des Syriens qui nous disent que c'était pire que chez eux », témoigne un membre de l'association. 80% des enfants retrouvés sur les bateaux sont seuls, parce que leurs parents préfèrent les envoyer pour les sauver après avoir

économisé le prix du passage, sou par sou, en travaillant pour un euro par jour au profit de leurs geôliers.



(© SOS MEDITERRANEE)

« Le contexte 2017 a été particulièrement difficile, il y a de nombreuses embûches sur le parcours des sauveteurs », reprend Sophie Beau. Avec en particulier, la question des garde-côtes libyens qui n'ont pas hésité à intervenir violemment, et parfois hors de leurs eaux territoriales, pour récupérer des migrants en détresse et les ramener en Libye. « En août, nous avons appris que la Libye avait unilatéralement annoncé l'extension de sa zone SAR (Search And Rescue : zone de compétence d'un pays en matière de sauvetage) à l'Organisation Maritime Internationale. Cette décision s'est accompagnée de déclarations relativement agressives à l'égard des autres bateaux sur zone. Sauf que cette manière de faire est illégale, que l'OMI l'a fait savoir et que la Libye a tout juste décidé de retirer cette déclaration ». Ce qui signifie que, théoriquement, les garde-côtes libyens ne peuvent désormais intervenir que dans leurs eaux et ne plus, comme cela s'est vu cet été, venir au contact des navires de sauvetage en action dans les eaux internationales avec des attitudes hostiles voire franchement agressives.

« Le sauvetage ce sont les règles ancestrales du droit maritime que nous respectons scrupuleusement. Nous n'intervenons qu'en haute mer et toujours après sollicitation ou autorisation, si c'est nous qui avons repéré les naufragés, du MRCC de Rome qui coordonne le sauvetage ». SOS Méditerranée a également dû, comme toutes les autres ONG, se soumettre à un code de conduite édictée par Rome dans la foulée de l'accord italo-libyen sur les migrants. Un code difficilement compréhensible dans sa justification légale dans la mesure où le sauvetage en mer est, comme dit précédemment, déjà encadré et codifié par le droit international. Et qui comportait, dans sa rédaction originale, des dispositions totalement inadéquates avec la réalité du terrain. « Nous avons réussi à faire adopter des amendements et nous l'avons signé, comme la plupart des ONG ».



(© SOS MEDITERRANEE)

Mais l'accord italo-libyen n'a pas eu que ce seul effet. Dans la foulée, les ONG ont senti une tension accrue avec les autorités italiennes, un bateau d'une jeune ONG allemande s'est même fait saisir. « Et parallèlement, nous avons été victimes d'un phénomène de criminalisation, largement orchestrée par les mouvements de la fachosphère », déplore Sophie Beau. « D'ambulance des mers, nous avons pris un statut totalement opposé et avons été soupçonnés de complicité de trafic humain ». Si les choses se sont apaisées, on ne peut qu'imaginer la frustration et le désespoir des bénévoles et des ONG face à ces accusations totalement infondées, fausses et injustes.



(© SOS MEDITERRANEE)

« Si les Etats avaient un plan, une stratégie, nous ne serions pas là. Et finalement c'est ce que nous souhaitons, que les Etats et que l'Europe se bougent. Nous sommes face à une insuffisance institutionnelle et c'est nous qui sommes en premier plan », souligne le président de SOS Méditerranée. Pour faire fonctionner le bateau, qui a besoin de 11.000 euros par jour, ce sont quasiment uniquement des fonds privés qui viennent abonder les besoins de l'association. « La mobilisation citoyenne, c'est la clé », rappelle Francis Vallat. L'association y travaille d'arrache-pied avec des centaines de bénévoles qui font connaître l'Aquarius dans les villes de France, d'Allemagne, d'Italie et de Suisse et un comité de soutien qui regroupent plus de 70 personnalités, régulièrement mobilisées dans différents événements. « Dès le début de notre aventure, les citoyens ont manifesté leur volonté d'aider et ça c'est formidable. Nous avons 18.000 donateurs mais il nous faut encore agrandir le réseau », dit Sophie Beau.

SOS Méditerranée vient donc de lancer une nouvelle campagne de collecte de fonds, baptisée Humanity At Sea. Avec comme objectif de renforcer les moyens opérationnels et financiers mais aussi de développer les actions de témoignages sur ce qu'il se passe aux portes de l'Europe et d'intensifier la mobilisation citoyenne. Parce que, comme le dit l'écrivain Daniel Pennac, soutien actif et fidèle de SOS Méditerranée, « ce bateau rouge avec ces gens qui se démènent, et bien, c'est l'honneur de l'Europe ».

La pression migratoire diminue aux frontières, dicit Frontex

<http://www.bruxelles2.eu/> 8 Jan 2018 Crise migratoire, Libye, Maroc, Statistiques, Turquie



Opération Triton (crédit : Frontex)

(B2) En 2017, le nombre de détections de passages clandestins de frontières dans l'Union européenne a largement diminué pour la deuxième année consécutive en raison de la diminution du nombre de migrants arrivant en Italie et en Grèce, selon le rapport de l'agence européenne Frontex qui vient d'être publié.

Une chute de près de deux tiers

D'après les premières données, il y a eu ainsi « *quelque 204.300 passages illégaux à la frontière en 2017, soit 60 % de moins que l'année précédente* ». C'est la route centrale — en provenance de Libye — qui fournit l'essentiel des migrants (119.000 détections). Mais c'est la route occidentale, face à l'Espagne, qui inquiète le plus les garde-frontières européens : le nombre de migrants irréguliers détectés à ses frontières de la Méditerranée occidentale plus que doubler (à 22.900 détections). Et on note une certaine reprise, qui reste encore limitée face à la Grèce (41.700 détections).

La route de la Méditerranée centrale

Chute de migrants en provenance de Libye

La chute soudaine du nombre de migrants irréguliers arrivant en Italie au milieu de l'année 2017 est sans doute « *le développement le plus important aux frontières extérieures de l'UE depuis la*

mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie en mars 2016 » souligne-t-on à l'agence européenne. Après que les totaux mensuels du premier semestre 2017 étaient, peu ou prou, ceux de l'année précédente, les chiffres ont chuté soudainement à partir de juillet. Le total pour l'année est estimé à 119.000.

En provenance d'Afrique de l'Ouest

Ce sont les Nigériens qui représentaient le plus grand nombre d'arrivées sur la route de la Méditerranée centrale — soit environ un migrant sur sept – suivis par les Guinéens et Ivoiriens. NB : Un changement assez net par rapport à ce qu'on constatait au début de cette vague migratoire en 2015, où nombre de personnes (demandeurs d'asile essentiellement provenaient d'Afrique de l'Est ou de Syrie.

Route de la Méditerranée orientale

Face à la Grèce, le mur turc tient...

Aux frontières extérieures de l'UE avec la Turquie (en Grèce ou en Bulgarie essentiellement), la pression migratoire en 2017 est restée « *à peu près au même niveau* » que l'année précédente après la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie.

... à peu près

Toutefois, le nombre de détections au second semestre a été supérieur à celui de la même période en 2016. Cela reflète selon Frontex « *les efforts continus des groupes de contrebande pour contourner la surveillance des frontières malgré l'engagement soutenu des autorités turques en faveur de la gestion des frontières* ». NB : ou un petit relâchement de la surveillance turque.

Syriens et Irakiens

En 2017, il y a eu environ 41.700 détections de passages illégaux aux frontières maritimes et terrestres, « *soit moins d'un quart du total en 2016* ». Les Syriens et les Irakiens restent les deux premières nationalités arrivées en Grèce l'année dernière sur cette route de la Méditerranée orientale. NB : C'est-à-dire en grande partie des personnes qui peuvent prétendre remplir certaines conditions pour le droit à l'asile.

La route de la Méditerranée occidentale

Une pression accrue

Alors que les deux autres routes maritimes clés vers l'Europe ont connu une baisse de la pression migratoire en 2017, le nombre de migrants détectés arrivant en Espagne en provenance d'Afrique du Nord a atteint un nouveau record de près de 22.900. C'est plus du double du record de 2016, et le plus haut niveau depuis que Frontex a commencé à collecter systématiquement des données en 2009.

Des Algériens et Marocains

Une bonne partie de cette immigration est locale. Près de 40% des migrants sont des ressortissants algériens et marocains, dont le nombre est en hausse depuis le milieu de l'année 2017. Les autres migrants venaient d'Afrique de l'Ouest (Ivoiriens notamment).

Situation dans le Rif marocain et plus gros bateaux

En cause, la « *situation dans la région du Rif marocain, principal pays de transit pour les migrants en direction de l'Espagne* » et « *l'utilisation croissante de bateaux de grande capacité capables de transporter un grand nombre de migrants* » qui ont créé « *la possibilité d'un plus grand nombre de départs de la côte ouest au cours du second semestre* ».

(NGV)

NB : Les autres routes des Balkans (environ 12.000 détections) — empruntée surtout par des Pakistanais et Afghans — et Est (moins de 1000 détections) — empruntée par Vietnamiens, Ukrainiens et Russes — ne sont pas reprises dans ce rapport succinct

Télécharger le tableau statistique détaillé (fichier XLS) – Janv – Nov 2017 indiquant routes et nationalités depuis 2009 <http://www.bruxelles2.eu/2018/01/08/la-pression-migratoire-diminue-aux-frontieres-dixit-frontex/>

Nicolas Gros-Verheyde

Pourquoi les Albanais quittent leur pays en masse et cherchent asile en France

Actualité Monde Europe <https://www.lexpress.fr/> Par Catherine Gouëset, publié le 08/01/2018 à 18:02



Des migrants albanais sont renvoyés vers Tirana et Pristina depuis l'aéroport de Munich, le 18 novembre 2015. La France a remplacé l'Allemagne comme destination des demandeurs d'asile albanais. Reuters/Michaela Rehle

L'Albanie est le premier pays d'origine des demandeurs d'asile en France en 2017. Pourquoi fuient-ils ce pays considéré comme "sûr" par l'Union européenne?

Qu'est-ce qui pousse les Albanais à chercher refuge en France ? L'Albanie a été le premier pays d'origine des demandeurs d'asile en 2017, avec 7 630 demandes répertoriées dans l'hexagone, soit une hausse de 66%, selon les chiffres de l'OFPRA publiés ce lundi. Devant l'Afghanistan, Haïti, et le Soudan. Le pays des Aigles, pourtant épargné par la guerre, est considéré comme un pays "sûr" par la France. Comment expliquer cet afflux ?

"L'instinct de survie est plus fort que le pouvoir de la raison, observe le sociologue Roland Lami interrogé par le site *Balkan Insight*. Les gens vivent en dessous des conditions minimales de survie. Ils sont prêts à tout pour fuir les difficultés économiques de l'Albanie, même s'ils savent que leurs chances de succès pour obtenir l'asile sont proches de zéro".

"Les Albanais fuient la pauvreté et le chômage", confirme Nathalie Clayer, spécialiste de l'Albanie à l'EHESS. Ce petit pays montagneux et rural est l'un des plus pauvres en Europe, avec un salaire moyen de moins de 350 euros par mois. Le taux de chômage des jeunes dépassait les 33% en 2017 selon la Banque Mondiale.

Un pays qui se vide de sa jeunesse

Le pays a l'un des taux d'émigration les plus importants en Europe: un tiers de la population a quitté l'Albanie au cours des 25 dernières années, selon le site Migration Policy. Résultat, l'Albanie qui comptait 3,5 millions d'habitants au début des années 1990, en compte moins de 3 millions aujourd'hui. Et la moyenne d'âge qui dans les années 1990 était parmi les plus basses d'Europe (28 ans), est désormais à plus de 37 ans.

L'exode des Albanais est loin d'être nouveau. "L'Albanie a toujours été un pays d'émigration", poursuit Nathalie Clayer. Le phénomène a été interrompu pendant les 45 ans de régime communiste -l'un des plus fermés en Europe. "Le régime contrôlait même les migrations intérieures, limitant ainsi l'exode rural vers les villes", note la chercheuse. La chute de la dictature en 1991 a aussitôt entraîné un afflux de migrants hors du pays, vers l'Italie et la Grèce principalement.

Depuis les années 1990, environ 600 000 Albanais se sont établis en Italie, 500 000 en Grèce, d'après les chiffres de Migration Policy. Une partie de ceux qui s'étaient installés en Grèce sont revenus au pays en raison de la crise qui a frappé ce pays à partir de 2008.

Outre la crise de 2008 qui a enrayé un début d'amélioration de la situation économique de l'Albanie, l'immobilisme politique contribue probablement à la poursuite de l'exode, avance

Nathalie Clayer. "L'alternance politique, il y a quatre ans, n'a pas apporté de changement à la situation dans le pays. La corruption et le clientélisme sont toujours aussi élevés".

La fermeté allemande pousse les demandes d'asile en France

Après la Grèce et l'Italie, l'Allemagne était ces dernières années le troisième pays de destination des Albanais en quête d'un meilleur avenir. L'arrivée des Albanais s'y est accélérée à partir de 2010, quand l'obligation de visa pour circuler dans l'espace Schengen a été levée pour eux. La crise des migrants de 2015 a réenclenché un cycle de départs, selon le site *Balkan Insight*. En 2016, quelque 50 000 Albanais ont déposé une demande d'asile outre-Rhin. Mais après que Berlin a multiplié les rapatriements, les candidats au départ se sont retournés vers les autres pays européens, à commencer par l'Hexagone. La France dépassait déjà l'Allemagne fin 2016.

Ce qui a motivé le déplacement de Gérard Collomb à Tirana, à la mi-décembre. La France fait pression depuis plusieurs mois sur ce pays candidat à l'entrée dans l'UE pour que soient renforcés les contrôles à la sortie du pays. Depuis août, plus de 9700 départs ont ainsi été bloqués depuis l'Albanie.

Depuis 2003, la France a établi une liste des pays "sûrs" dont l'Albanie fait partie. Mais la convention de Genève s'applique à tous les "réfugiés sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine." Ce principe contraint chaque pays signataire à traiter tous les dossiers de demande d'asile, qu'ils viennent d'un pays considéré comme "sûr" ou non.

Le label de pays sûr n'élimine pas la possibilité d'accorder l'asile pour des faits de violences faites aux femmes, de discrimination envers les LGBTI ou les minorités ethniques, notamment. Pour les ressortissants de ces pays "sûrs", la procédure d'examen du dossier de demande d'asile est toutefois accélérée. "Elle ne dépasse pas les trois mois, fait valoir Pascal Brice, directeur de l'OFPRA, contre sept à huit mois il y a deux ans. Aujourd'hui, les chances d'un Albanais d'obtenir l'asile en France se sont réduites comme peau de chagrin: seuls 6,5% des demandeurs albanais l'ont obtenu en 2017.

À Rome, la maîtrise des flux migratoires au cœur du Med 7

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Richard Heuzé Mis à jour le 11/01/2018 à 08:27
Publié le 10/01/2018 à 22:59

Rome: mini-sommet du sud de l'UE face au défi migratoire



Les dirigeants de sept pays du sud de l'Union européenne se sont efforcés à Rome de faire front commun sur plusieurs enjeux concernant le vieux continent, à commencer par le défi migratoire auquel beaucoup d'entre eux sont confrontés.

VIDÉO - Le président Macron s'est rendu mercredi soir à ce sommet européen.

À Rome

La maîtrise des flux migratoires a dominé mercredi soir le quatrième sommet des pays riverains de la Méditerranée (Med 7). De retour de Pékin, le président Emmanuel Macron a fait escale à Rome pour participer à ce sommet de sept pays (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Malte et Chypre) partageant de nombreuses problématiques, des migrations à l'intégration européenne. Inaugurée en septembre 2016 à Athènes, cette structure de consultation fait pendant au groupe de Visegrad comprenant quatre pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), soudés par leur hostilité à toute immigration.

«Le principe de solidarité entre pays européens est acquis et n'est pas négociable»

La refonte du règlement de Dublin et les efforts déployés pour contenir les départs des pays d'Afrique subsaharienne ont animé les échanges. France et Italie partagent une même approche: «Le principe de solidarité entre pays européens est acquis et n'est pas négociable», indiquait-on de source proche de la présidence française. De nouvelles modalités de fonctionnement sont en cours de discussion et devront être adoptées d'ici à juin en vue de soulager le fardeau des pays européens de premier accueil, en premier lieu l'Italie qui a vu 460.000 migrants affluer sur son territoire au cours des quatre dernières années.

Les flux migratoires entre la Libye et l'Italie ont diminué d'un tiers l'an dernier. Les accords passés par le ministère italien de l'Intérieur avec les autorités locales libyennes ont largement contribué à ralentir l'exode. Quelque 120.000 migrants ont été recueillis en mer en 2017, contre 190.000 en 2016. Cet exode s'accompagne encore malgré tout d'un nombre élevé de victimes : 3165 l'an dernier, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). Et déjà une centaine depuis le 1er janvier.

Combattre le terrorisme

C'est plus au sud, dans le Sahel, que les efforts les plus intenses seront déployés pour dissuader les départs. L'accord de La Celle-Saint-Cloud, négocié par le président Macron le 13 décembre avec cinq pays de la région, prévoit de déployer une force panafricaine de 5 000 hommes pour surveiller les routes de l'immigration et combattre le terrorisme. L'Italie a annoncé, à la veille de Noël, l'envoi d'un détachement de 470 parachutistes à Niamey pour accélérer la formation militaire des forces locales de police et de gendarmerie. Le président du Conseil Paolo Gentiloni en avait informé le président Macron lors du dernier sommet bilatéral franco-italien, fin septembre à Lyon. Le Parlement italien tiendra une session extraordinaire mercredi 17 janvier pour approuver cette mission. La force italienne, soutenue par 130 véhicules d'intervention et deux hélicoptères (jusqu'au 30 septembre), aura un coût de 30 millions d'euros. Elle s'appuiera sur le port de Cotonou au Bénin et pourra aussi intervenir en Mauritanie. Outre l'entraînement des forces de police nigériennes, elle mènera des missions de reconnaissance et de surveillance des routes de l'exode, tout en conservant son autonomie. Il s'agit de la première participation militaire de l'Italie au Sahel.

Sur les thèmes économiques et institutionnels, le sommet a également dégagé une «réelle convergence de vues». Emmanuel Macron comme Paolo Gentiloni ont souligné l'importance de l'unité dégagée par ces sept pays représentant 47 % du budget européen «en vue de finaliser l'Union bancaire» et leur «volonté commune de progresser vers une véritable union.»

Avant de regagner Paris ce jeudi, le président Macron doit rencontrer dans la matinée au Quirinal son homologue italien, Sergio Mattarella, puis s'entretenir en tête-à-tête avec Paolo Gentiloni. Aucun contact n'est prévu au Vatican mais, de source proche de l'Élysée, on laisse entendre qu'une visite d'État auprès du pape François aurait lieu «courant 2018».

MADAGASCAR

Madagascar : l'économie reste très fragile

<http://www.jeuneafrique.com/> Publié le 09 janvier 2018 à 07h46 Par Olivier Caslin



Dégâts causés par le cyclone Enawo, dans les environs de la capitale Antananarivo, à Madagascar, le 9 mars 2017.
© Alexander Joe/AP/SIPA

Cinq ans après la fin de la crise politique qui a secoué le pays, de 2009 à 2013, la situation économique de Madagascar reste préoccupante. Et malgré toutes ses richesses naturelles, le pays figure toujours parmi les plus pauvres au monde.

Si les bailleurs de fonds internationaux saluent le travail du gouvernement de Madagascar pour remettre l'économie du pays sur les rails, ce dernier doit également compter avec les catastrophes naturelles et sanitaires qui frappent de manière récurrente la Grande Île. Alors qu'il se remettait à peine de l'invasion de criquets de 2013, le secteur agricole, qui compte pour plus d'un quart du PIB et fait travailler près de quatre Malgaches sur cinq, a subi en mars le passage du cyclone Enawo, qui, en dévastant le nord-est du pays, a limité la contribution du secteur primaire dans la croissance du pays.

Estimée à 4,5 % pour cette année, celle-ci vient d'être révisée par le FMI à 4,3 %. Et c'est sans compter les conséquences liées à l'épidémie de peste, dont les effets sur l'activité économique du pays restent à mesurer. Après les 3,1 % enregistrés en 2015 et les 4,2 % de l'année dernière, le PIB continue donc sa progression mais garde un rythme bien inférieur à celui prévu par le Plan national de développement (PND) 2015-2019, qui tablait sur une croissance de 8,9 % dès 2017.

Contexte morose

Il est surtout insuffisant pour faire face aux besoins de Madagascar en matière de santé et d'éducation, quand huit personnes sur dix vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et un enfant sur deux souffre de malnutrition, alors que la croissance démographique est en progression de 2,8 % par an. L'inflation, qui pourrait culminer à près de 8 % cette année, devrait encore compliquer les conditions de vie de la population, confrontée à l'envolée des prix du riz mais aussi des principaux produits d'importation, à commencer par le pétrole.

Dans ce contexte assez morose, la relance du secteur secondaire, porté par les bons résultats enregistrés par l'industrie textile, et du tertiaire, tiré par le tourisme et les banques, permet d'espérer une reprise économique à moyen terme. Même si le niveau des dépenses publiques, plombées par les subventions accordées aux entreprises en difficulté (Air Madagascar et Jirama, la compagnie de distribution d'eau et d'électricité), reste trop important au regard des recettes. Résultat, le taux d'endettement du pays devrait dépasser les 42 % à la fin de cette année, contre moins de 39 % douze mois plus tôt.

Le FMI table sur une croissance de 5,3 % pour 2018, dopée par l'investissement public et un rebond du secteur agricole

Pour remettre un peu d'ordre dans ses finances et surtout payer une partie des infrastructures nécessaires au développement du pays, le gouvernement compte sur les 10 milliards de dollars promis par la communauté internationale en décembre 2016. Conditionnés à la lutte contre la corruption et à une amélioration de la gouvernance, les premiers décaissements se font toujours attendre.

Le FMI veut pourtant croire que les réformes lancées ces dernières années porteront bientôt leurs fruits. Il table sur une croissance de 5,3 % pour 2018, dopée par l'investissement public et un rebond du secteur agricole. De quoi assurer un bilan présentable pour le président, Hery Rajaonarimampianina, en course pour un deuxième mandat en 2018.

MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Arabie saoudite : onze princes arrêtés par les autorités

Actualités Actu International <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 08/01/2018 à 03:50, Mis à jour le 08/01/2018 à 07:39



Mohammed Ben Salmane, le prince héritier./ AFP archives

Onze princes saoudiens ont été arrêtés après avoir protesté contre des mesures d'austérité rognant leurs avantages alors que les autorités saoudiennes cherchent à montrer que les réformes concernent toutes les franges de la société.

«Personne n'est au-dessus de la loi», a déclaré le procureur général d'Arabie saoudite, Cheikh Saoud Al Moheb, précisant que ces princes étaient détenus à la prison de haute sécurité Al-Hayer, au sud de Ryad, «en attendant leur procès».

Un média lié au gouvernement, le site Sabq, avait annoncé samedi que les 11 princes avaient été arrêtés jeudi après s'être rassemblés devant un palais historique de Ryad, le Qasr al-Hokm, en signe de protestation contre une décision du gouvernement de cesser de payer les factures d'eau et d'électricité des membres de la famille royale.

Les princes, dont l'identité n'a pas été révélée, réclamaient aussi une compensation pour la condamnation à mort d'un de leurs cousins, reconnu coupable de meurtre et exécuté en 2016, a précisé le procureur.

Plus de 200 personnalités déjà arrêtées

«Bien qu'ils aient été informés que leurs demandes n'étaient pas légales, les 11 princes ont refusé de quitter les lieux, perturbant la paix et l'ordre public», a déclaré le magistrat. «Après leur arrestation, ils ont été inculpés pour un certain nombre de chefs d'accusation liés à leurs délits», a-t-il ajouté. Déjà, en novembre, sous l'impulsion du puissant prince héritier Mohammed ben Salmane, les autorités avaient déjà arrêté plus de 200 personnalités, dont des princes, des ministres et des ex-ministres, lors d'une purge sans précédent liée à la volonté des autorités d'en finir avec la corruption». L'Arabie saoudite a adopté ces dernières années une série de mesures d'austérité, alors que la chute des prix du pétrole a sérieusement affecté l'économie du premier exportateur mondial de brut. Le royaume a accumulé ces quatre dernières années 258 milliards de dollars de déficits budgétaires et table pour 2018 sur un cinquième budget en déficit (à 52 milliards de dollars).

L'Arabie saoudite a introduit pour la première fois le 1er janvier une TVA à 5 % sur la plupart des produits et services, et annoncé une hausse substantielle des prix du carburant à la même date.

Samedi, le roi Salmane a annoncé une augmentation des allocations et des avantages sociaux qui bénéficiera aux militaires, aux fonctionnaires et aux étudiants, pour «amortir l'impact» des mesures du 1er janvier.

IRAN

Cinq nouvelles entités iraniennes sur la liste des sanctions américaines

reuters.com | 04/01/2018, 23:16 | Tim Ahmann, Jean-Philippe Lefief pour le service français
Source : <https://www.latribune.fr/>



(Crédits : Reuters)

WASHINGTON (Reuters) - Les Etats-Unis ont sanctionné jeudi cinq entités iraniennes liées à une entreprise industrielle impliquée dans le développement et la production de missiles balistiques à propergols solides.

"Ces sanctions visent des entités clés impliquées dans le programme iranien de missiles balistiques, que le régime iranien privilégie aux dépens du bien-être économique de son peuple", dit Steven Mnuchin, secrétaire américain au Trésor, dans un communiqué.

Les entités visées, qui dépendent du groupe industriel Shahid Bakeri, sont le Centre de recherche Shahid Eslami, Shahid Kharrazi Industries, Shahid Moghaddam Industries, Shahid Sanikhani Industries et Shahid Shustari Industries.

Leurs avoirs aux Etats-Unis ont été gelés et les firmes américaines ont désormais interdiction de traiter avec elles.

Iran: Trump reconduit la levée des sanctions mais il menace d'un ultimatum

Actualité Monde Par LEXPRESS.fr avec AFP, publié le 12/01/2018 à 21:24, mis à jour à 21:47



Le président américain Donald Trump à Washington, le 12 janvier 2018. afp.com/Brendan Smialowski

Le président des États-Unis annonce de nouveau pouvoir se retirer "à tout moment" de l'accord sur le nucléaire iranien.

Donald Trump va confirmer la suspension des sanctions économiques contre l'Iran, levées dans le cadre de l'accord sur le nucléaire, mais pour la "dernière" fois, a annoncé vendredi la Maison Blanche. Le président américain menace de nouveau de se retirer "à tout moment" de l'accord sur le nucléaire iranien.

"C'est la dernière suspension qu'il va signer"

Donald Trump a ainsi exigé vendredi que l'"accord" avec les Européens qui vise à durcir les conditions du texte de 2015 "remédie aux terribles lacunes" de ce dernier. Sinon, les États-Unis se retireront de cet engagement international.

"C'est la dernière chance. En l'absence d'un tel accord, les États-Unis ne suspendront pas à nouveau les sanctions" contre l'Iran levées depuis 2015 "afin de rester dans l'accord sur le nucléaire iranien", a prévenu le président américain dans un communiqué. "Et si à tout moment

j'estime qu'un tel accord n'est pas à notre portée, je me retirerai de l'accord" de 2015 "immédiatement", a-t-il menacé.

La prochaine échéance de suspension des sanctions sera dans 120 jours, pour les principales d'entre elles.

Par ailleurs, le Trésor américain a imposé vendredi de nouvelles sanctions ciblées contre 14 personnes ou entités iraniennes pour des "violations des droits de l'Homme" ou en lien avec le programme balistique controversé de Téhéran.

De nouvelles sanctions ciblées

Ces sanctions visent en premier lieu le chef de l'Autorité judiciaire, Sadegh Amoli Larijani. Selon un autre haut responsable de l'administration Trump, sa présence sur la liste des personnes sanctionnées "aura des conséquences politiques sérieuses" car cela revient à frapper "le sommet du régime", mais les États-Unis assument ce "message fort".

Selon le Trésor, il est responsable à son poste de la mise en oeuvre de verdicts "en contravention avec les obligations internationales de l'Iran, y compris l'exécution de personnes qui étaient mineures au moment de leurs crimes" ou "la torture" de prisonniers dans le pays.

La prison de Rajaei Shahr, où "sont emprisonnés de nombreux Iraniens qui ont récemment protesté contre leur gouvernement", dans une vague de manifestations qui ont fait 21 morts, est aussi visée par les nouvelles sanctions, ainsi que des industries de défense iraniennes, le Conseil suprême pour le cyberspace ou encore une organisation de cyberdéfense qui dépend du corps d'élite des Gardiens de la révolution.

Ces nouvelles sanctions n'ont pas de lien direct avec le programme nucléaire iranien, car réimposer les mesures punitives levées depuis l'accord de 2015 aurait entraîné sa mort immédiate.

ISRAËL

Israël va à nouveau fournir de l'électricité à la Bande de Gaza

reuters.com | 08/01/2018, 7:36 | Nidal al-Mughrabi, Jean-Philippe Lefief pour le service français
source : <https://www.latribune.fr/>



(Crédits : Mohammed Salem)

JERUSALEM (Reuters) - L'approvisionnement en électricité de la bande de Gaza, administrée par le Hamas, reprendra lundi, a annoncé le gouvernement israélien après la demande en ce sens de l'Autorité palestinienne, qui a promis de reprendre ses paiements.

Dans un bref communiqué diffusé dimanche, le ministre israélien de l'Energie, Yuval Steinitz, dit avoir ordonné la remise en service des lignes électriques pour une exploitation complète "au plus tard demain".

Le président palestinien Mahmoud Abbas a décidé en avril de cesser de garantir le paiement de la facture d'électricité de l'enclave, dont le Hamas s'est emparé par la force en juin 2007. Depuis, les deux millions de Gazaoui, n'avaient que trois ou quatre heures de courant par jour.

Sa décision, qui a affecté les écoles, les usines, les hôpitaux et les particuliers, avait pour but de faire pression sur le mouvement islamiste pour le contraindre à céder au moins partiellement l'administration de la bande de Gaza à l'Autorité palestinienne.

Fragilisé par les pressions financières et politiques de Ramallah, il a signé en octobre avec le Fatah d'Abbas un accord de réconciliation qui prévoit un tel transfert de responsabilité.

Les deux mouvements ne sont toutefois pas parvenus à s'entendre sur sa mise en œuvre, qui devait être achevée le 1^{er} décembre, mais la reprise des paiements de l'électricité pourrait faciliter les choses.

Appels à la vengeance aux funérailles d'un colon israélien tué en Cisjordanie

Andrea BERNARDI AFP 10 janvier 2018



Les soldats israéliens installent des barrages et ratissent le secteur à la recherche des meurtriers d'un colon israélien tué la veille près de Naplouse en Cisjordanie occupée, le 10 janvier 2018

Colonie israélienne de Havat Gilad (Territoires palestiniens) (AFP) - L'armée israélienne a déployé ses forces mercredi autour de la ville de Naplouse en Cisjordanie occupée, à la recherche des meurtriers d'un colon enterré au milieu d'appels à la vengeance contre les Palestiniens.

Les soldats ont installé des checkpoints aux entrées et sorties de la grande ville du nord du territoire palestinien occupé, contrôlant méticuleusement les identités et fouillant les véhicules arrêtés en de longues colonnes, ont constaté les journalistes de l'AFP.

L'armée a aussi mobilisé des renforts pour prendre part à la chasse à l'homme mais aucune arrestation n'avait été rapportée dans l'après-midi en lien direct avec le meurtre.

Le rabbin Raziël Shevah, 35 ans, a été tué par balles mardi soir alors qu'il circulait dans sa voiture près de la colonie de Havat Gilad où il vivait. Un véhicule s'est porté à sa hauteur avant que ses occupants n'ouvrent le feu, ont rapporté les médias israéliens. Au total, 22 impacts de balle ont été dénombrés.

Des responsables israéliens ont dénoncé un acte commis par des Palestiniens dans un contexte de fortes tensions persistantes entre les deux parties.

Les Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du mouvement palestinien Hamas, ont salué l'attaque. Le Hamas, grand ennemi d'Israël, contrôle la bande de Gaza séparée de la Cisjordanie par le territoire israélien.

Des centaines de personnes ont enterré Raziël Shevah à Havat Gilad, conformément à ses vœux selon sa famille.

Située à quelques kilomètres de Naplouse, Havat Gilad est une colonie dite "sauvage", c'est-à-dire illégale non seulement aux yeux du droit international mais aussi de la loi israélienne.

- Répression, rétorsion -

Les enterrements dans les colonies "sauvages" sont extrêmement rares, compte tenu de leur statut, et Raziël Shevah est le premier habitant de Havat Gilad à être inhumé sur place, selon ses proches.

"Vengeance, vengeance", ont scandé des dizaines de jeunes, interrompant le discours du ministre de l'Éducation Naftali Bennett, ardent défenseur de la colonisation des territoires palestiniens occupés, venu représenter le gouvernement aux obsèques.

"La meilleure vengeance, c'est de construire", a-t-il répondu, c'est-à-dire de poursuivre la colonisation, illégale au regard du droit international. S'adressant au Premier ministre Benjamin Netanyahu, il a joint sa voix à celle de plusieurs ministres pour l'appeler à "légaliser" Havat Gilad.

Le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a indiqué avoir ordonné à ses services d'examiner la possibilité de "légaliser" Havat Gilad, habitée par des colons convaincus que la Cisjordanie est une terre juive pour des raisons religieuses et historiques.

Environ 400.000 colons israéliens mènent une coexistence conflictuelle avec 2,6 millions de Palestiniens en Cisjordanie.

L'assassinat de Raziël Shevah a attisé les flammes, y compris côté américain, contre l'Autorité palestinienne -qui fait office de gouvernement dans les zones de Cisjordanie sous son contrôle- à laquelle les Israéliens reprochent de soutenir financièrement les auteurs d'attentats emprisonnés ainsi que leurs proches, encourageant ainsi les violences.

- 'Acte de piraterie' -

"Le Hamas tresse les louanges des meurtriers et les lois de l'Autorité palestinienne vont récompenser financièrement" les auteurs de l'attaque, a tweeté l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, selon qui "il ne faut pas chercher plus loin pourquoi la paix est absente".

Le ministère israélien de la Défense a publié mardi des chiffres selon lesquels l'Autorité palestinienne a versé en 2017 1,2 milliard de shekels (300 millions d'euros), soit 7% de son budget annuel, aux auteurs d'attentats emprisonnés par Israël et à leurs familles.

Un Palestinien condamné de trois à cinq ans de prison reçoit l'équivalent de 600 dollars par mois, un autre qui purge une peine de 20 à 35 ans a droit à 2.900 dollars jusqu'à la fin de sa vie. Selon le ministère israélien, le salaire moyen en Cisjordanie est de 600 dollars.

Le ministre de la Défense a indiqué dans un communiqué qu'il allait présenter un projet de loi permettant à Israël de soustraire le total de ces aides de l'argent qu'Israël reverse à l'Autorité palestinienne au titre des taxes prélevées sur les biens destinés aux territoires palestiniens.

Malgré les pressions, l'Autorité palestinienne a toujours refusé de mettre fin à ces paiements, une décision qui serait très impopulaire tant le prestige des milliers de prisonniers est grand.

Qaddoura Farès, président du Club des prisonniers palestiniens interrogé par l'AFP, n'a pas contesté les chiffres israéliens. Mais il a justifié le soutien pécuniaire aux prisonniers et leurs proches comme "une obligation légale, morale et humanitaire". Une éventuelle retenue israélienne sur les taxes reversées à l'Autorité serait "un acte de piraterie de la part du gouvernement d'occupation", a-t-il dit.

Israël maintient le secret sur le pipeline EAPC

<https://www.ttu.fr/> 11 janvier 2018Catégories Industrie et matériels



Le voile de mystère entourant le pipeline qui reliait l'Iran à Israël à l'époque du Chah est maintenu en place. La commission des Affaires étrangères et de la Défense du Parlement israélien a prolongé de cinq années supplémentaires l'interdiction de révéler la moindre information sur cette installation officiellement dénommée Eilat-Ashkelon Pipeline Co (EAPC) sous peine d'être accusé de se livrer à de l'espionnage et d'être passible d'une peine de quinze ans de prison.

Cette installation est le résultat direct d'un accord conjoint signé entre Israël et l'Iran en 1968. Elle visait à transférer du pétrole iranien vers la Méditerranée via le territoire israélien. Les deux gouvernements ont fondé l'EAPC comme partenaires égaux au moment où l'Egypte bloquait le passage des navires à destination d'Israël par le canal de Suez. La compagnie a construit un pipeline reliant le port d'Eilat, sur la mer Rouge, au port d'Ashkelon, sur la Méditerranée, pour contourner le canal.

Le pipeline devait servir à approvisionner Israël en pétrole, mais aussi à assurer des exportations de brut iranien vers l'Europe. Les liens militaires et de renseignements très étroits entre les deux pays ont toutefois été rompus à la suite de la révolution khomeiniste en 1979. Israël a refusé de verser des indemnités à la République islamique pour compenser l'arrêt du fonctionnement du pipeline. Depuis, les deux parties sont engagées dans une interminable procédure d'arbitrage international portant sur plusieurs milliards de dollars. La franchise de l'EAPC prévue par les accords est arrivée à expiration en mars dernier, après 49 ans.

Il a été décidé de créer une nouvelle compagnie l'«Europe Asia Pipeline Co», qui a pris le relais en septembre. Les responsables israéliens espèrent que ce changement va leur permettre de ne pas être contraints de respecter les engagements financiers vis-à-vis de l'Iran. Ces dernières années, la société a discrètement diversifié ses activités. Le pipeline a été modernisé pour permettre un flux de pétrole en sens inverse, ce qui permet à du brut de mer Noire et de la mer Caspienne d'être transféré vers l'Asie depuis le terminus en mer Rouge.

La compagnie emploie 350 salariés actuellement. Depuis sa création, elle bénéficie d'un statut tout à fait spécial. Ses comptes et son fonctionnement ne sont pas soumis à l'autorité du bureau du contrôleur de l'Etat, alors que cette institution est chargée de contrôler la gestion de toutes les entreprises publiques. Autre caractéristique exceptionnelle, la société est totalement exemptée d'impôt sur les bénéfices.

SYRIE

Syrie : La base russe de Hmeimim visée par des drones armés rudimentaires (MàJ)

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 08-01-2018



Alors que, dans la Ghouta orientale, les forces syriennes viennent de briser le siège de l'emprise militaire de Harasta, alors encerclée par des combattants du groupe islamiste Ahrar al Cham, plusieurs sources ont rapporté que des drones armés rudimentaires avaient été utilisés pour attaquer la base aérienne russe de Hmeimim (près de Lattaquié) au cours de ces derniers jours.

Ainsi, des sources pro-Damas et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) ont affirmé que tels drones, qui ne sont pas sans rappeler ceux utilisés par l'État islamique (EI ou Daesh) lors des batailles de Mossoul et de Raqqa, ont été abattus, le 6 janvier, à proximité de la base aérienne de Hmeimim.

Deux jours plus tôt, une attaque selon un mode opératoire identique aurait été déjouée par les Forces de défense nationale syrienne [une organisation paramilitaire, ndlr], également dans les environs de la base russe. Deux drones tout aussi rudimentaires auraient ainsi été abattus.



 [Syrie 24h @syrie24h](#)

Un des drones abattus, tout à l'heure, au dessus de la base russe de Hmeimim. [#Syrie](#)

[23:33 - 6 janv. 2018](#)

Selon le site Lenta.ru, les drones utilisés lors de la dernière tentative d'attaque ont une structure en bois qui supporte un moteur et deux « mines artisanales ». Leur envergure serait d'un mètre. Des photographies de ces appareils ont été diffusées sur les réseaux sociaux.

Ces attaques ont été revendiquées par un groupe se faisant appeler « Lutte révolutionnaire alaouite ». Mais d'après l'OSDH, elles seraient le fait d'une « faction islamiste ».

Par ailleurs, certaines sources affirment que de tels engins auraient aussi été utilisés lors de l'attaque au mortier qui a tué deux militaires russes à Hmeimim, le 31 décembre. Le bilan de cet incident restent encore à éclaircir.

En effet, selon le quotidien Kommersant, et comme cela s'était produit en mai 2016 sur la base de Tiyas (ou T4), sept avions des forces aérospatiales russes ont été endommagés lors de cette attaque, dont 4 bombardiers tactiques Su-24, deux chasseurs multi-rôles Su-35 et un An-72.

Ce que, évoquant une « soudaine attaque au mortier d'un groupe mobile de militants », le ministère russe de la Défense a catégoriquement démenti, le 4 janvier.

Toutefois, des photographies montrant des dégâts subis par au moins un Su-24 ont été publiées sur le réseau social vKontakte par Roman Saponkov, un journaliste russe spécialiste des affaires militaires.

 [-GEROMAN](#)  [@GeromanAT](#)

[En réponse à @123 Skandinavia](#)

yeah - saw it here:
But they arent "completely destroyed" as some rebels supporters dreamed of...
<https://twitter.com/MIG29/status/948942690787479552> ...

 [SantaKlaus @123 Skandinavia](#)

Here is the original source: [#Hmeimim](#) [#Хмеймим](#) few damaged, patched/fixed, not destroyed.
https://vk.com/wall216034_37473 ... pic.twitter.com/FsbnYePD7o

[19:50 - 4 janv. 2018](#)



Roman Saponkov
one hour ago

At the base in Khmeimim. Yet the technology has suffered. Preliminary 6 Su-24, 1 Su-35S, 1 An-72, 1 An-30 scout, 1 Mi-8. 2 Su-24 and Su-35S were put into operation.



291 55

11K



MàJ – 17H30 : Le ministère russe de la Défense a non seulement confirmé l'attaque de la base de Hmeimim mais aussi celle de Tartous. « Dix drones chargés d'explosifs se sont approchés de la base aérienne russe de Hmeimim et trois autres de la base de la Flotte russe de Tartous », a-t-il affirmé, via un communiqué repris par les agences russes. Ces attaques « terroristes », lancées dans la nuit du 5 au 6 janvier, n'ont fait « ni victime ni dégât matériel », a-t-il ajouté. « Les bases de Hmeimim et Tartous continuent de fonctionner normalement », a-t-il assuré, avant de préciser que sur les 13 engins, « 7 ont été détruits et 6 ont été interceptés par l'armée russe ».

Syrie: tensions entre les pays garants avant des pourparlers

Gokan GUNES, Stuart WILLIAMS AFP 10 janvier 2018



Le président turc Recep Tayyip Erdogan le 9 janvier 2018 à Ankara

Istanbul (AFP) - La Turquie a demandé mercredi à la Russie et l'Iran d'"assumer leurs responsabilités" en stoppant une offensive du régime syrien contre une province rebelle, signe de tensions croissantes entre les parrains des belligérants avant de nouveaux pourparlers.

Moscou et Téhéran, qui soutiennent Damas, "doivent assumer leurs responsabilités" en faisant pression sur le régime syrien pour qu'il arrête son offensive dans la province d'Idleb (nord-ouest), a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu.

La Turquie, qui coopère étroitement avec la Russie sur le dossier syrien, a fait monter la pression ces derniers jours, à mesure que les forces de Damas intensifiaient leurs bombardements à Idleb.

Les observateurs redoutent qu'une escalade de la violence ne provoque une nouvelle catastrophe humanitaire dans cette province frontalière de la Turquie et dont la population a gonflé depuis plus d'un an, avec l'arrivée de déplacés internes.

Ces tensions jettent un voile d'incertitude sur la réunion que le président russe Vladimir Poutine espère tenir les 29 et 30 janvier dans la station balnéaire de Sotchi pour trouver une issue au conflit syrien qui a fait plus de 340.000 morts depuis 2011.

Dans un froncement de sourcils inédit depuis des mois, les autorités turques ont convoqué mardi soir les ambassadeurs de Russie et d'Iran à Ankara pour leur communiquer leur "gêne" face aux bombardements du régime syrien.

Le régime syrien mène depuis le 25 décembre une offensive pour reconquérir le sud-est d'Idleb, seule province qui lui échappe entièrement et est aujourd'hui contrôlée par Hayat Tahrir al-Cham, un groupe jihadiste dominé par l'ex-branche locale d'Al-Qaïda.

"Si vous êtes les parrains, ce qui est le cas, vous devez stopper le régime", a lancé M. Cavusoglu à l'adresse de Moscou et Téhéran, dans un entretien à l'agence de presse étatique turque Anadolu.

Avant la réunion prévue à Sotchi, un nouveau round de discussions sous l'égide de l'ONU doit se tenir à Genève à partir du 21 janvier.

- Humeur de Moscou -

En parallèle, Moscou a rappelé Ankara à l'ordre en demandant à l'armée turque de mieux contrôler les rebelles soutenus par la Turquie à Idleb, après une attaque à l'aide de drones contre des bases russes en Syrie.

Cité mercredi par le journal Krasnaïa zvezda, le ministère russe de la Défense a indiqué avoir demandé aux chefs de l'état-major et du renseignement turcs d'"empêcher des attaques similaires de drones", affirmant que les appareils utilisés avaient été lancés depuis Idleb.

Après une grave crise diplomatique provoquée par la destruction en novembre 2015 d'un bombardier russe par l'aviation turque, Ankara et Moscou ont réchauffé leurs relations.

Mais de profonds désaccords subsistent, notamment sur le sort de Bachar al-Assad, que le président turc Recep Tayyip Erdogan a qualifié le mois dernier de "terroriste".

Alors que les préparatifs en vue du congrès intersyrien de Sotchi se poursuivent, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a reçu mercredi à Moscou son homologue iranien Mohammad Javad Zarif, les deux responsables soulignant l'importance de ces pourparlers.

Ce processus laisse toutefois nombre d'observateurs sceptiques : "La Russie aura du mal à apporter une solution politique. Sotchi a déjà échoué à se concrétiser deux reprises, et il y a un manque de clarté sur la participation", note ainsi un diplomate européen.

Ankara refuse notamment toute invitation des groupes kurdes syriens PYD et YPG à Sotchi, une position réitérée mercredi M. Cavusoglu.

- 100.000 déplacés -

Les tensions entre les pays garants s'expliquent principalement par les intérêts divergents que poursuivent les trois pays garants en Syrie, souligne l'expert russe Alexeï Malachenko.

Cependant, déclare l'expert à l'AFP, "personne n'a intérêt à une rupture définitive (...) Tous les trois ont intérêt à un consensus".

La situation à Idleb est scrutée à la loupe par la Turquie, qui a déployé des troupes dans cette province syrienne frontalière pour y installer des postes d'observation dans le cadre de la création de "zones de désescalade" négociées par Moscou, Ankara et Téhéran.

La Turquie, pays qui accueille quelque trois millions de déplacés syriens, redoute en outre un afflux de réfugiés sur son territoire si l'offensive de Damas devait s'amplifier.

Près de 100.000 civils ont été déplacés dans la province d'Idleb depuis le 1er décembre, selon le Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, qui évoque une "situation extrêmement chaotique".

L'offensive de Damas dans la province d'Idleb met à l'épreuve les relations entre la Turquie et la Russie

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie, Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 13-01-2018



Frontalière de la Turquie, la province syrienne d'Idleb, en partie contrôlée par la coalition jihadiste Hayat Tahrir al-Cham, dominée par l'ex-Front al-Nosra (lié à al-Qaïda, ndlr), fait partie des quatre « zones de désescalade » négociées à Astana par Moscou, Téhéran et Ankara afin d'obtenir un cessez-le-feu en Syrie. En octobre, l'armée turque a annoncé y avoir installé des « postes d'observation » à cette fin.

Seulement, en décembre, les troupes syriennes et leurs alliés, avec l'appui de l'aviation russe, ont lancé une offensive dans cette province, qui, outre les jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham, compte également des groupes rebelles soutenus par la Turquie.

Le 9 janvier, Ankara a accusé Damas de viser les rebelles « modérés » à la faveur de cette offensive contre les jihadistes dans la province d'Idleb.

D'où la convocation, par le ministère turc des Affaires étrangères, des ambassadeurs de Russie et d'Iran afin de leur faire part de sa « gêne » face à qu'il voit comme une « violation des frontières de la zone de désescalade d'Idleb » et de leur demander d'intervenir auprès de Damas pour mettre fin aux frappes aériennes.

« Sous couvert de lutte contre (l'ex-Front) al-Nosra, les forces du régime frappent aussi les rebelles modérés » dans la province d'Idleb, a alors expliqué Mevlüt Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque. Et d'ajouter : « Cette attitude pourrait saboter le processus de règlement politique » du conflit.

Deux jours plus tard, le ministère russe de la Défense a affirmé que les drones d'apparence rudimentaires, utilisés pour attaquer sa base aérienne implantée à Hmeimim quelques jours plus tôt, avaient décollé depuis la province d'Idleb.

À cette occasion, le général Alexandre Novikov a affirmé que ces engins avaient été « développés (...) avec la participation de spécialistes formés dans les pays qui fabriquent et utilisent les drones ». Était-ce une façon implicite d'accuser la Turquie?

Visiblement non. « Je suis convaincu que les militaires et les autorités turcs n'ont rien à voir avec cela », a affirmé, le 11 janvier, Vladimir Poutine, le président russe. Selon lui, cette attaque de drones ne serait qu'une « provocation visant à saper les accords atteints » entre Moscou, Ankara et Téhéran et à « détruire les relations » de la Russie avec l'Iran et la Turquie.

Quoi qu'il en soit, le ton est différent à Damas. Alors que les forces gouvernementales syriennes progressaient dans la province d'Idleb, et pour desserrer l'étau autour de l'aéroport militaire d'Abou Douhour, Hayat Tahrir al-Cham et ses alliés ont lancé une contre-offensive dans le sud-est de cette région ainsi que dans le nord-est de celle, voisine, de Hama. Et pour le régime syrien, une implication turque ne fait pas de doute.

« Les terroristes du Parti islamique du Turkestan ont réuni une grande partie de leurs troupes (...) et lancé leur attaque avec le soutien direct, les instructions et la supervision du régime turc », a affirmé, le 12 janvier, l'agence de presse officielle syrienne SANA. « Des véhicules turcs ont été utilisés par les rebelles », a-t-elle ajouté. Pour le moment, Ankara n'a pas réagi à ces accusations.

TURQUIE

Macron-Erdogan : la rupture consommée

<http://www.euronews.com/> euronews vidéos Avec AFP 5 janvier 2018

Le président français Emmanuel Macron a proposé vendredi au chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan un "partenariat" avec l'Union européenne "à défaut d'une adhésion", qu'Ankara est de toutes façons "fatigué" d'attendre.

En lançant cette proposition, M. Macron a dit avoir voulu "sortir de l'hypocrisie" face à son homologue.

"La discussion a été très franche", selon l'Elysée, entre les deux dirigeants qui ont notamment assumé leurs divergences sur la situation des droits de l'Homme en Turquie depuis le coup d'Etat manqué de 2016.

Mais ils se sont aussi félicités de leur coopération dans la lutte contre le "terrorisme", notamment jihadiste, qui est "stratégique et de qualité" selon Emmanuel Macron.

Au cours de la conférence de presse ayant suivi un déjeuner et un entretien, les deux présidents ont convenu que la perspective d'une entrée de la Turquie dans l'UE était plus éloignée que jamais.

La Turquie est "fatiguée" d'attendre "dans l'antichambre de l'Europe" depuis "54 ans", a déclaré M. Erdogan. "On ne peut pas en permanence implorer une entrée dans l'UE", a-t-il regretté.

En écho, Emmanuel Macron a jugé qu'il était "clair" que les "évolutions récentes" en Turquie dans le domaine des droits de l'Homme excluaient toute "avancée" dans les négociations d'adhésion.

En prenant acte, il a invité à "repenser cette relation non pas dans le cadre du processus d'intégration mais peut-être d'une coopération, d'un partenariat". Afin, a-t-il ajouté, de "préserver l'ancrage de la Turquie et du peuple turc dans l'Europe et de faire que son avenir se construise en regardant l'Europe et avec l'Europe".

Le président français se rapproche ainsi de la position de la chancelière allemande Angela Merkel, qui s'était déclaré en septembre favorable à un arrêt du processus de négociation avec Ankara.

Ce processus est de facto gelé depuis plusieurs années, M. Erdogan rappelant que 16 chapitres de négociation avait été "ouverts et jamais clos", sur 35 au total.

"Je pense que l'Union européenne n'a pas toujours bien fait avec la Turquie parce qu'elle a laissé croire que des choses étaient possibles alors qu'elles ne l'étaient pas totalement", a reconnu M. Macron.

Sa prise de position devrait satisfaire une bonne partie de la classe politique française, notamment chez les Républicains et au Front National.

La courte visite de M. Erdogan à Paris était la plus importante dans un pays de l'UE depuis le putsch manqué de 2016 et la répression qui l'a suivi.

Plus de 140.000 personnes ont été limogées ou suspendues et plus de 55.000 ont été arrêtées, dont des universitaires, des journalistes et des militants pro-kurdes, accusés de propagande "terroriste" ou de collusion avec les réseaux du prédicateur Fethullah Gülen.

Emmanuel Macron a appelé son invité à "respecter l'Etat de droit" et lui a soumis une liste de cas individuels de personnes turques incarcérées comme Osman Kavala, figure de la société civile d'Istanbul.

Des associations de défense des droits de l'Homme avaient invité M. Macron à se montrer ferme car "les prisons turques sont remplies de journalistes qui n'ont fait que leur travail", selon Christophe Deloire, secrétaire général de l'ONG Reporters sans frontières. Il a dénoncé une "chape de plomb" dans ce pays, 155ème sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse, avec des dizaines de journalistes en détention et plus de 150 médias fermés.

Mais Recep Tayyip Erdogan a défendu "l'indépendance" de la justice turque et s'en est pris aux "jardiniers du terrorisme" que sont ces "gens qu'on considère comme des hommes de pensée ou d'idée" mais qui apportent de l'eau au moulin" des extrémistes.

Il a aussi vertement répondu à un journaliste français l'interrogeant sur la livraison supposée d'armes par Ankara au groupe Etat islamique en 2014. "Tu parles avec les mots de FETO ("l'Organisation terroriste des partisans de Fethullah"), pas comme un journaliste", lui a-t-il lancé, énervé.

Les deux dirigeants ont également discuté de la Syrie, sur laquelle ils ont des points de convergence et d'autres de divergence, comme les processus d'Astana et de Sotchi menés par la Russie, l'Iran et la Turquie.

Emmanuel Macron critique ces initiatives qui "ne construiront pas la paix car elles sont biaisées sur le plan politique", en n'accordant pas assez de place à l'opposition au régime de Bachar al-Assad.

Sur le plan bilatéral, M. Erdogan a souhaité que les échanges commerciaux soient portés à 20 milliards de dollars contre 13,4 milliards actuellement. Paris et Ankara, tous deux membres de l'Otan, ont signé un contrat d'étude dans la défense aérienne et antimissile impliquant le consortium franco-italien Eurosam.

YÉMEN

Yémen : La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite a encore perdu un avion de combat

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 08-01-2018



Photo : Steven Byles, via Wikimedia Commons

Sans donner de détails, la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite a confirmé, le 7 janvier, avoir perdu un avion de combat lors d'une mission au Yémen, où elle intervient depuis mars 2015 contre les rebelles Houthis, en soutien aux forces loyales à Abdrabbo Mansour Hadi, le président yéménite.

L'appareil en question serait un Panavia Tornado, un chasseur-bombardier acquis par l'Arabie Saoudite auprès du Royaume-Uni dans les années 1980. Le communiqué de la coalition arabe a seulement précisé que, victime d'un incident technique, il s'était écrasé dans une « zone de conflit » et qu'une opération de secours avait été lancée pour retrouver l'équipage (un pilote et un navigateur) qui se serait éjecté de l'avion.

Les rebelles Houthis ont donné une autre version. Selon eux, ils auraient abattu le Tornado saoudien alors qu'il survolait la province de Saada, qui, frontalière avec l'Arabie saoudite, est entièrement sous leur contrôle.

Une source militaire yéménite a indiqué que le Panavia Tornado effectuait une mission de bombardement quand il a été touché par un missile sol-air tiré par les rebelles. Par ailleurs, l'agence SABA a affirmé qu'un second avion saoudien – un F-15 – a également été abattu ce 8 janvier, au-dessus de Sanaa, par les rebelles Houthis. Pour le moment, cette information n'a pas été confirmée.

Quoi qu'il en soit, pour la Royal Saudi Air Force, il s'agit au moins du second avion de combat perdu en l'espace de quelques semaines au Yémen. En septembre 2017, un de ses Eurofighter Typhoon s'était écrasé – là aussi, officiellement, pour une raison technique – dans la province yéménite d'Abyan.

Depuis le début de ses opérations au Yémen, et sans compter les autres aéronefs, comme les hélicoptères, la coalition sous commandement saoudien a perdu plusieurs avions de combat (dont au moins 4 F-16, 1 Mirage 2000-9, 1 F-15S, 1 Typhoon et donc 1 Tornado). La thèse de la défaillance technique (voire humaine) a systématiquement été avancée pour expliquer ces pertes, ce qui paraît quand même beaucoup...

Yémen : Le rebelles Houthis menacent de bloquer la navigation maritime en mer Rouge

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales, Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 10-01-2018



En novembre, après le tir d'un missile balistique en direction de l'aéroport de Riyad, la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite accentua son blocus du Yémen, où elle mène une opération militaire pour soutenir les troupes du président Abdrabbo Mansour Hadi, aux prises avec des rebelles Houthis, liés à l'Iran.

Si, depuis, il a été partiellement assoupli (du moins en théorie), ce blocus a eu pour conséquence une réduction des livraisons de l'aide humanitaire destinée aux civils yéménites. D'où la menace de Saleh al-Samad, le chef politique des rebelles Houthis. Le 8 janvier, il a ainsi averti que ces derniers envisageaient, parmi des « options stratégique », de « couper la circulation sur la mer Rouge » si le blocage des ports et des aéroports yéménites n'était pas levé par la coalition arabe.

« Ils traversent nos eaux avec leurs navires alors que notre peuple meurt de faim », a dénoncé M. al-Samad, via un communiqué diffusé par la chaîne de télévision (rebelle) al-Masirah. « Mais s'ils sont prêts à reprendre les négociations, nous le sommes aussi », a-t-il ajouté, après une réunion avec Muin Shreim, l'envoyé-adjoint des Nations unies au Yémen.

Ces propos n'ont pas manqué de faire réagir. « La menace ouverte des rebelles à la navigation internationale dans la mer Rouge est une preuve de leur nature terroriste », a ainsi commenté Anwar Gargash, le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, lesquels sont membres de la coalition sous commandement saoudien.

La mer Rouge est une voie de passage essentielle pour le trafic commercial maritime, en particulier pour ce qui concerne les hydrocarbures (3,8 millions de barils de pétrole brut par jour). Outre les monarchies sunnites du golfe arabo-persique, un blocus aurait des conséquences non seulement sur les échanges entre les pays occidentaux et l'Asie mais aussi sur l'Égypte, qui bénéficie de royalties avec le canal de Suez.

Cela étant, Saleh al-Samad n'a pas précisé comment les rebelles Houthis s'y prendraient pour mettre leur menace à exécution. Pour cela, il faudrait bloquer le détroit de Bab el-Mandeb, qui sépare Djibouti du Yémen.



Par le passé, les rebelles Houthis ont attaqué plusieurs navires militaires (ou affrétés pour la logistique), dont le navire à grande vitesse de type catamaran HSV-2 Swift, loué par la National Marine Dredging Company des Émirats arabes unis, une frégate saoudienne et le destroyer américain USS Mason. Des bâtiments civils ont également été visés mais un doute subsiste sur l'identité de leurs assaillants (Houthis ou pirates somaliens).

« De récentes attaques contre des navires marchands dans le Golfe d'Aden et le détroit de Bab al-Mandeb ont mis en évidence le fait qu'il existait encore des risques associés au transit par ces eaux », avaient d'ailleurs prévenu, en juin 2017, les Combined Maritime Forces (CMF), qui, sous commandement américain, réunissent trois « forces opérationnelles combinées », à savoir les CTF-150, CTF-151 et CTF-152, et dont les moyens sont fournis par 31 pays.

L'on sait que les rebelles Houthis disposent de missiles antinavires probablement fournis par l'Iran. Mais cela reste insuffisant pour bloquer totalement le détroit de Bab el-Mandeb (il faudrait

des avions et des navires), d'autant plus que la France et les États-Unis disposent de bases à Djibouti. En outre, l'Égypte et l'Arabie Saoudite ne manqueraient pas de réagir.

En revanche, une perturbation – ponctuelle – de la navigation maritime paraît plus crédible. Le trafic pourrait s'en trouver réduit, avec à la clé une hausse des montants des primes d'assurance.

Selon les Nations unies, l'Iran a bien violé l'embargo sur les armes au Yémen

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 13-01-2018



Dans un rapport de près de 80 pages remis au Conseil de sécurité, les experts des Nations unies chargés de contrôler l'embargo sur les armes imposé depuis 2015 au Yémen ont conclu que l'Iran a bien fourni des équipements militaires aux rebelles Houthis, lesquels contestent l'autorité du président Abdrabbo Mansour Hadi, soutenu par une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite.

Ainsi, selon l'AFP, qui a pu consulter ce document, ces experts « ont identifié des débris de missiles, lié à de l'équipement militaire et à des drones d'origine iranienne et qui ont été introduits au Yémen après l'imposition de l'embargo sur les armes. »

« En conséquence, le groupe d'experts estime que l'Iran ne s'est pas conformée au paragraphe 14 de la résolution 2216 » relative à l'embargo sur les armes, est-il écrit dans ce rapport.

S'agissant plus précisément des missiles, un précédent rapport du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait établi que deux engins qui furent tirés en direction de l'Arabie Saoudite depuis le Yémen présentaient une « origine commune ». Et de préciser que des composants – en l'occurrence trois actionneurs – affichaient un « logo identique à celui de l'entreprise [iranienne] Shahid Bagheri Industrial Group. »

Dans le dernier rapport, avance l'AFP, il est dit que l'Iran « n'a pas pris les mesures nécessaires permettant d'empêcher la fourniture directe ou indirecte, la vente ou le transfert de missiles à courte-portée Borkan-2H et de réservoirs d'oxydant liquide bio-propulseur pour des missiles et des drones Ababil-T (Qasef-1), à destination de l'alliance Houthis-Saleh » [du nom de l'ancien président yéménite, tué en décembre].

Quant aux drones qui auraient été utilisés par les rebelles Houthis, ils sont « similaires dans leur conception » aux appareils fabriqués par l'entreprise l'entreprise Iranian Aircraft Manufacturing Industries (Hesa).

Ce rapport va ainsi dans le sens des accusations portées à l'encontre de l'Iran par l'Arabie Saoudite et les États-Unis, dont la représentante auprès de l'ONU, Nikki Halley, avait, le 14 décembre, présenté des « preuves irréfutables » de l'origine iranienne des missiles tirés par les rebelles Houthis.

Début janvier, Washington a d'ailleurs sanctionné cinq structures liées au groupe Shahid Bakeri, qui participe au développement et la production de missiles balistiques à propergols solides. « Ces sanctions visent des entités clés impliquées dans le programme iranien de missiles balistiques, que le régime iranien privilégie aux dépens du bien-être économique de son peuple », avait expliqué Steven Mnuchin, le secrétaire américain au Trésor.

Par ailleurs, les missiles et les drones ne sont probablement pas les seuls matériels militaires concernés. En décembre 2016, le Conflict Armament Research (CAR) avait publié une enquête dans laquelle il était suggéré que l'Iran livrait des armes légères aux rebelles Houthis via un circuit passant par la Somalie.

RUSSIE

Moscou lance ses "2018 International Army Games"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 09.01.2018 Par Philippe Chapleau



80 pays ont été invités par le ministère russe de la Défense en vue des prochains Jeux militaires internationaux. Ces "International Army Games" se tiendront du 28 juillet jusqu'au 11 août prochains.

Ils se tiendront dans six pays puisque pour la première fois, l'Iran accueillera une partie des épreuves

En 2017, les 28 épreuves au menu de ces Jeux s'étaient déroulées dans 5 pays (Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Chine et Russie). 150 équipes venues de 20 pays y avaient pris part.

SANTÉ

Michèle Peyron, députée de Seine-et-Marne : « Je sais qu'un défaut de vaccin peut tuer »

<http://www.leparisien.fr/> Île-de-France & Oise Seine-et-Marne | Pascale De Souza | 05 janvier 2018, 16h38 | MAJ : 05 janvier 2018, 18h56 | 5



Brie-Comte-Robert, ce vendredi. La députée Michèle Peyron défend avec force et dans sa permanence de Seine-et-Marne, ce vendredi matin. LP/P.D.S

Michèle Peyron, la députée (LREM) de la 9^e circonscription de Seine-et-Marne, est une fervente défenseuse de l'extension de l'obligation vaccinale, en vigueur depuis ce 1^{er} janvier 2018. Un drame personnel est à l'origine de son engagement.

« Il y a trente ans, j'ai voulu attendre moi aussi et j'ai perdu un enfant. » L'intervention a été très brève, mais le témoignage de la députée (LREM) Michèle Peyron a profondément ému ses collègues de l'Assemblée nationale, le 27 octobre dernier. au point de provoquer une suspension de séance, à l'occasion des débats lors du vote de l'extension de trois à onze vaccins obligatoires, en vigueur depuis ce 1^{er} janvier 2018 pour les nouveau-nés.

« Beaucoup de mes collègues, y compris hors de ma commission des Affaires sociales et d'autres partis, m'ont apporté leur soutien, par un petit mot ou un petit signe et beaucoup de compassion », apprécie la députée de Seine-et-Marne.

« À l'époque, je n'ai pas pris conscience du risque »

Plus de trente ans n'ont pas éteint la douleur. On est en 1986. L'élue a 25 ans. « J'étais une maman en devenir », confie-t-elle pudiquement. « Je n'étais pas immunisée contre le botulisme, la toxoplasmose..., découvre-t-elle. Mon médecin m'a suggéré de mettre mon carnet de

vaccinations à jour. Je ne l'ai pas fait. C'était ma première maternité. Je n'ai pas pris conscience du risque. Aujourd'hui, on parle plus facilement de ces sujets. On est aussi mieux accompagnés. »

Son bébé est mort à la naissance, victime de complications. « L'intervention précédente (*NDLR : de la députée [LREM] Blandine Brocard, qui défendait un amendement à la loi*) m'a poussée dans mes derniers retranchements », explique Michèle Peyron.

« Je sais qu'une injection peut être considérée comme un acte violent pour un parent, mais j'aimerais qu'on me prouve qu'un vaccin a tué. Moi, je sais qu'un défaut de vaccination peut provoquer la mort, sinon lourdement handicaper. »

Le carnet de vaccinations de Michèle Peyron est, depuis, toujours à jour. Celui de ses deux enfants, âgés de 26 et 28 ans, aussi. Et un rayon de soleil a égayé sa fin d'année : elle a appris qu'elle sera grand-mère pour la première fois l'été prochain.

Depuis Mortefontaine, elle lutte contre le paludisme

<http://www.leparisien.fr/> Île-de-France & Oise Oise Mortefontaine | Clawdia Prolongeau | 09 janvier 2018, 20h19 | 0



Mortefontaine, ce mardi. Lucile Cornet Vernet a monté une association pour prouver que cette plante, l'*Artemisia*, peut guérir du paludisme. LP/C.P.

Une habitante a monté une association pour prouver qu'une plante peut guérir les malades du paludisme et éviter à d'autres de l'attraper. L'OMS n'en reconnaît pas l'efficacité.

C'est « une histoire ridicule », devenue le combat de sa vie. Depuis qu'un de ses amis est rentré d'Afrique après avoir contracté la malaria (aussi appelée paludisme) et en avoir été guéri par une plante bue en tisane, Lucile Cornet Vernet travaille à la promotion de l'*Artemisia*. Un antipaludéen naturel auquel France Ô consacre un documentaire ce mercredi soir (22h45).

« Mon ami m'a proposé de monter une association pour parler et diffuser au maximum cette plante, se rappelle l'orthodontiste. Je suis une scientifique, je voulais en savoir plus et être sûre que ça fonctionnait. » Dans la foulée, cette habitante de Mortefontaine contacte le professeur luxembourgeois Pierre Lutgen, qui lui fournit une bibliographie conséquente sur le sujet. « Tout lire m'a pris six mois, poursuit-elle. Et là, j'ai compris. Ça m'a mise en colère d'apprendre qu'une solution simple existait et qu'on ne le savait pas. »

L'association créée en 2013

Car avec une plante que tout le monde peut avoir dans son jardin, comme Lucile Cornet Vernet, « il n'y a pas de fric à se faire, dénonce-t-elle en visant les grands groupes pharmaceutiques. C'est juste une histoire ridicule qui fait des millions de morts et de malades. »

Après cette découverte, l'association prend vie en 2013 sous le nom de « la Maison de l'*Artemisia* ». Son travail consistant à prouver médicalement l'efficacité de ces plantes et organiser un réseau de cultures dans les campagnes et de commercialisation dans les villes.

Cinq études en attente de publication

La deuxième étape est allée plus vite que la première. « Il y a encore beaucoup de pays d'Afrique où on ne connaît pas cette plante, mais aussi beaucoup de médecins sur place avec qui nous sommes en contact et qui veulent l'apporter partout. »

Concernant les preuves, l'association affirme qu'elle les détient sous forme de cinq études menées, dont deux aux normes de l'OMS. Leur publication très prochaine est « la dernière ligne

droite » avant la reconnaissance par tous des bienfaits de la plante. Lucile Cornet Vernet en est certaine.

« On est plus dans la croyance que dans la science »

Ils ont trouvé le documentaire « scandaleux ». Ils le qualifient même de « téléfilm ». « La plante ne nous dérange pas, assure l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Mais nous voulons des produits de qualité, standardisés et aux normes mondiales. Un comprimé est dosé, comment être certains d'avoir exactement les mêmes propriétés dans une tisane d'une tasse à une autre ? »

Selon l'OMS, il faudrait des résultats scientifiques probants et l'organisation est sceptique quant au fait que l'association soit réellement en mesure de fournir des études qui coûtent des millions. « On est plus dans la croyance que dans la science », s'agace-t-elle.

HIV SIDA

VIH : un traitement hebdomadaire en cours de développement

Actualités Santé Médecine <http://sante.lefigaro.fr/> Par Le figaro.fr Aurélie Franc Mis à jour le 11/01/2018 à 10:24 Publié le 10/01/2018 à 19:09



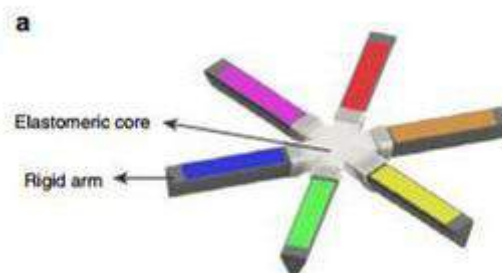
Aujourd'hui, la trithérapie doit être prise tous les jours au moins durant les premiers mois. GARO/PHANIE/phanie

Alors que les trithérapies doivent être prises de façon quotidienne, le médicament que les scientifiques essaient de mettre au point pourrait permettre de passer à un rythme hebdomadaire.

Prendre un seul médicament par semaine pour traiter sa séropositivité. Des chercheurs ont annoncé, dans un communiqué de presse, mardi 9 janvier, la mise au point d'une capsule qui libère graduellement un médicament. En l'ingérant une fois par semaine, la capsule largue chaque jour la dose nécessaire de traitement dans l'organisme.

L'équipe de l'hôpital de Brigham à Boston (US) et du MIT, qui publie ces résultats dans Nature Communications, a testé leur nouvelle capsule sur des porcs dans la mesure où «l'anatomie de leur estomac ressemble étroitement à celle des humains».

Une fois dans l'estomac, l'enveloppe de cette pilule nouvelle génération se déplie pour laisser place à une étoile de 4 cm de large. Avec ses six branches, elle peut contenir différents médicaments, qui sont chacun libérés graduellement en fonction de la posologie. La capsule est trop large pour passer dans l'intestin afin qu'elle reste dans l'estomac... jusqu'à la fin de son labeur. Une fois le travail accompli, l'étoile est brisée en morceaux et évacuée par l'intestin.



Le design de la capsule. Nature Communications. Chalmers, Biomechatronics and Neurorehabilitation Laboratory

Testé pour le VIH

Les chercheurs ont donc donné à des porcs cette capsule, dans laquelle ils avaient embarqué les médicaments pour la trithérapie anti-VIH (dolutegravir, cabotegravir et rilpivirine). Et ils ont mesuré, tous les jours, la dose de médicaments présents dans l'organisme des cochons.

Selon Giovanni Traverso, le coordinateur de l'étude, «ces systèmes de dosage sont aussi, voire plus efficaces, que les doses quotidiennes données actuellement pour le traitement du VIH». En effet, comme le rappelle l'hôpital de Brigham de Boston (États-Unis) dans son communiqué, peu de personnes se conforment à leurs prescriptions. Or un patient non rigoureux dans le suivi d'un traitement antirétroviral, coûteux et accompagné d'effets secondaires importants, risque de laisser le VIH se reconstituer, de développer une résistance aux médicaments, ou de transmettre sexuellement le virus.

Selon l'étude, tant les personnes qui prennent un traitement contre le virus, que celles qui ont un usage préventif des antiviraux, pourront prendre cette capsule de façon hebdomadaire. Avant que la capsule ne soit lancée pour un usage thérapeutique chez l'homme, d'autres tests seront nécessaires.

Autres maladies chroniques

Mais les scientifiques voudraient que ce dispositif médical soit utilisé chez des patients qui présentent d'autres maladies chroniques et qui doivent suivre un traitement très contraignant. Pour mener à bien cette étude, les chercheurs se sont d'ailleurs appuyés sur une précédente publication étudiant la prévention de la malaria grâce à une capsule similaire.

Concernant le VIH, les chercheurs pensent pouvoir éviter avec elle 200.000 à 800.000 infections sur 20 ans. Selon l'ONUSIDA, 1,8 million de personnes ont été infectées par le HIV dans le monde en 2016, et 36,7 millions vivent avec la maladie, dont plus de 20 millions traitées avec des antirétroviraux.

TERRORISME

Djihadisme : les deux frères Gonot, originaires du Lot, arrêtés en Syrie

Actualité Grand Sud Lot Figeac <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 10/01/2018 à 15:16, Mis à jour le 10/01/2018 à 16:06



La famille est propriétaire de cette imposante maison en pierre du Soulié, difficile d'accès./ Photo DDM

Capturés par les troupes kurdes en Syrie, les Lotois Thomas Collange (35 ans) et son demi-frère Kévin Gonot (31 ans), sont désormais aux mains des combattants du YPG, Unité de protection du peuple kurde. Ces deux frères seraient partis faire le Djihad en Syrie il y a au moins une dizaine d'années. Kévin Gonot, rebaptisé Abou Sofyan, et son demi-frère Thomas Collange ont été arrêtés le 13 décembre dernier au nord-est de la Syrie, au sein d'un groupe comprenant au moins 6 Français radicalisés. Les deux Lotois seraient proches des frères Clain. On parle même désormais d'un lien familial entre eux. Fabien Clain, voix de l'État islamique, est celui qui a revendiqué les attentats du 13 novembre 2015.

Une famille complètement radicalisée

À 4 000 km de la Syrie, dans la vallée du Lot, la nouvelle de leur arrestation n'a surpris personne. Ce qui étonne c'est la radicalisation soudaine de cette famille, dans les années 2000. Beaucoup

les connaissaient, notamment Christine Gonot, la mère. « Elle intervenait auprès d'enfants et de jeunes handicapés dans une structure figeacoise, il y a 30 ans. Elle était en effet éducatrice spécialisée. Elle habitait vers la gare de Figeac », raconte une vieille connaissance. Plus tard, c'est sur la commune de Sainte-Croix, en Aveyron, qu'elle poursuit ses activités professionnelles au sein d'une maison d'enfant à caractère social.



Dans ce hameau discret, peu habité, de la vallée du Lot, la nouvelle n'a surpris personne./ Photo DDM

Le père, lui, est décrit comme un brave type. De Figeac à Capdenac-le Haut, où la famille achètera une maison au Soulié, tous se souviennent de ses activités d'artificier. « Il était intermittent du spectacle. Ils étaient sympas tous les deux. Ils se sont tournés vers la religion musulmane. Mais, du jour au lendemain, ils ont pris l'orientation d'un islam radical. Christine ne faisait plus la bise, ne serrait même plus la main. Il fallait se déchausser pour entrer chez eux. On les croisait de moins en moins dans Figeac ou Capdenac-Gare. Elle était presque intégralement voilée. Lui portait la djellaba », relatent certains.

Le père et l'un des frères interpellés en 2007 dans le Lot

En octobre 2007, nous relations l'interpellation de deux membres de la famille Gonot (le père et le fils aîné) à leur domicile de Capdenac-le-Haut. Soupçonnés d'avoir rejoint Al Qaïda pour faire le jihad, ils multipliaient déjà les allers-retours entre la France, la Syrie et l'Égypte. Depuis cette double interpellation il y a dix ans, la maison familiale est fermée et à l'abandon.

AL QUAIDA

L'islamiste cerveau de l'attentat de Djerba, Christian Ganczarski, agresse trois gardiens de la prison de Vendin-le-Vieil

<http://www.huffingtonpost.fr/> 11/01/2018 17:41 CET | Actualisé il y a 12 heures AFP

Trois gardiens ont été légèrement blessés



Google L'islamiste cerveau de l'attentat de Djerba agresse trois gardiens de sa prison de Vendin-le-Vieil

FAIT DIVERS - Le cerveau des attentats de Djerba de 2002, l'islamiste allemand Christian Ganczarski, a agressé et légèrement blessé jeudi 11 janvier trois surveillants de la prison de haute sécurité de Vendin-le-Vieil dans le Pas-de-Calais, qui doit accueillir prochainement Salah Abdeslam.

Les faits se sont produits vers 16 heures, à l'ouverture de sa cellule. Cet islamiste de 51 ans, en fin de peine, mais qui s'était fait notifier une demande d'extradition vers les Etats-Unis, a agressé ces agents "à l'aide d'un ciseau à bout rond et d'une lame de rasoir", selon Alain Jégo, directeur interrégional des services pénitentiaires.

Selon une source syndicale présente lors de l'agression, il s'agirait plutôt d'un couteau de cantine aiguisé et non d'une lame de rasoir. "L'agresseur a crié 'Allah Akbar' à chaque fois qu'il mettait des coups de lames aux collègues", a détaillé un représentant du le syndicat UFAP-UNSA. Des cris confirmés par Jégo.

Tous sont sortis de l'hôpital

Quatre agents ont tenté de le maîtriser et trois ont été blessés, au cou, au bras et au cuir chevelu. En fin de journée, tous étaient sortis de l'hôpital, selon une source proche du dossier. "Il y avait une volonté d'agresser pour différer ou mettre en difficulté" sa possible extradition, a précisé Alain Jégo.

"On savait qu'il passerait à l'acte, des écoutes le laissaient transparaître. Il a été mis à l'isolement vendredi soir, avec une protection totale (des surveillants) comme les CRS lors des manifs, et bizarrement le lundi, la direction a levé ces mesures et il a pu faire ce qu'il a fait", a dénoncé à l'AFP Grégory Strzempek, délégué syndical Ufap-Unsa Justice.

Peu après l'agression, la section antiterroriste du parquet de Paris a annoncé l'ouverture d'une enquête pour tentatives d'assassinats sur personnes dépositaires de l'autorité publique en relation avec une entreprise terroriste.

Christian Ganczarski avait été condamné en 2009 à 18 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises spéciale de Paris, pour complicité dans l'attentat de la synagogue de Djerba (Tunisie) en avril 2002, qui avait fait 21 morts dont plusieurs Français. Converti à l'islam, il en était considéré comme son organisateur.

Ganczarski est également ancien responsable de la maintenance et du cryptage des réseaux de communication d'Al-Qaïda et a vécu aux côtés de Ben Laden en Afghanistan. D'après François Forget, secrétaire général de l'Ufap-Unsa Justice, il avait été informé "qu'il risquait d'être extradé vers les États-Unis dans le cadre de l'enquête sur le 11-septembre (2001)".

Abdeslam en février

La présidente du Front national (FN) Marine Le Pen a immédiatement annoncé sa venue vendredi matin sur place, affirmant qu'il s'agissait d'"une étape supplémentaire (...) dans l'ultra-violence dans un centre pénitentiaire déjà tristement célèbre pour les agressions régulières d'agents par des détenus radicalisés".

Le centre de Vendin-le-Vieil, à une trentaine de kilomètres au sud de Lille, a été inauguré en mars 2015 et abrite actuellement 100 détenus.

Début février, cette prison doit accueillir Salah Abdeslam le temps de son procès à Bruxelles pour une fusillade commise dans la capitale belge en mars 2016 pendant sa cavale. Abdeslam est l'unique survivant des commandos jihadistes auteurs des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis, qui ont fait 130 morts.

En janvier 2017, un détenu de Vendin-le-Vieil y avait été tué par un autre prisonnier. Le suicide d'un détenu par pendaison s'y était produit à la mi-novembre 2016, ainsi que deux prises d'otage, en juillet 2016 et en septembre 2015, qui n'avaient pas fait de victime.

"En trois ans on a eu ce que d'autres prisons ont en 20 ans. Il y a un problème" à Vendin, a estimé M. Strzempek, précisant qu'il y aurait un mouvement de débrayage au niveau national vendredi à 6H45.

Une agression commise par un détenu radicalisé avait aussi eu lieu en septembre 2016 à Osny (Val d'Oise). Un détenu marocain de 24 ans avait attaqué et tenté de tuer à l'arme blanche deux surveillants, revendiquant son geste au nom de Daech, dans ce qui était apparu comme la première action jihadiste en prison.

Agression à Vendin-le-Vieil: Ganczarski, un détenu "filou", proche de Ben Laden

Actualité Société Fait Divers <https://www.lexpress.fr/> Par Jérémie Pham-Lê, publié le 12/01/2018 à 20:10 , mis à jour à 21:09



Au centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil, dans le Nord, Christian Ganczarski, un Allemand condamné pour terrorisme, a agressé quatre surveillants. [afp.com/Denis Charlet](https://www.afp.com/Denis-Charlet)

Incarcéré dans cette prison du Pas-de-Calais, l'Allemand de 51 ans, proche d'Al-Qaïda, a agressé jeudi à l'arme blanche quatre surveillants pénitentiaires.

Dans l'aile qui mène aux huit cellules à l'isolement, un détenu frappe à sa porte. Il est 15h30 ce jeudi lorsque Christian Ganczarski, un Allemand condamné pour "complicité" dans l'attentat de Djerba (Tunisie) en 2002, sollicite un appel téléphonique. Voilà près de trois ans qu'il est incarcéré à la prison réputée ultra-sécurisée de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais). Les surveillants ne soupçonnent rien: l'islamiste de 51 ans appelle presque quotidiennement son épouse, "une femme toujours voilée jusqu'aux pieds" qui lui rend parfois visite au parloir.

Mais tous les postes téléphoniques sont occupés. Le grand gaillard à la barbe fournie retente sa chance une demi-heure plus tard. Les surveillants Stéphane, David, Ahmed et Sébastien sont chargés de l'escorter. Mais à peine ont-ils ouvert la porte de sa cellule que Christian Ganczarski "se jette sur les quatre collègues, avec un couteau de cantine à la main droite, et la moitié d'un ciseau à bouts rond avec la main gauche", relate Grégory Strzempek, délégué syndical à Vendin-le-Vieil. D'après les témoins, il hurle "Allah Akbar [*Dieu est grand*]". Avant d'être maîtrisé, il atteint l'un des gardiens au cuir chevelu, un autre au niveau du cou -près de la carotide- et le troisième au plexus. Christian Ganczarski est toujours en garde à vue ce vendredi.

Un appel téléphonique au coeur de l'enquête

Alors que la section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert une enquête, les enquêteurs s'interrogent sur ses motivations. Volonté de commettre un attentat ou manoeuvre fallacieuse? L'homme était libérable dès le 24 janvier prochain. Mais les États-Unis ont formulé récemment une demande d'extradition: ils souhaitent interroger cet ancien cadre d'Al-Qaïda sur ses liens avec les concepteurs des attentats du 11 Septembre 2001. Une perspective qui terrifiait l'intéressé.

"Il ne voulait pas en entendre parler, affirme Wilfrid Szala, surveillant à Vendin et délégué FO-pénitentiaire. Nous avons eu des échos selon lesquels il fallait se méfier de lui, qu'il préparait un mauvais coup."

L'homme, réputé "tranquille", n'est à l'isolement que depuis vendredi dernier. Selon une source syndicale, c'est un appel téléphonique écouté par un surveillant pénitentiaire qui a poussé la direction à prendre une telle mesure. Christian Ganczarski y explique à sa femme qu'il connaît un détenu qui a agressé des surveillants pour rester en France. Cette dernière lui aurait alors répondu qu'elle préférerait "le voir en France plutôt qu'aux États-Unis", où il risque une longue peine. Contactée, l'administration pénitentiaire (AP) ne dément pas l'existence de cet échange. Elle évoque "des éléments factuels et étayés" justifiant des "mesures de sécurité". "Avant cela, il n'était pas connu pour être particulièrement violent ou problématique", précise l'AP.

"Filou et manipulateur", "religieux mais pas prosélyte"

À Vendin-le-Vieil, les témoignages des fonctionnaires font état d'un homme "un peu filou et manipulateur" mais "ouvert au dialogue". D'un détenu qui s'exprime "de façon exubérante avec un accent allemand", "religieux mais pas prosélyte". L'homme passe ses journées à "lire", à faire du "scrapbooking" (du collage d'images) et à travailler en tant "qu'auxiliaire d'entretien" pour

empocher quelques euros dépensés aussitôt à la cantine. Sa dernière cellule était située dans la même aile que celle de Lionel Dumont, célèbre terroriste membre du "Gang de Roubaix". "Ils aimaient boire le café ensemble dans leur cellule", relate un surveillant.

Allemand d'origine polonaise, le quinquagénaire converti à l'islam n'a pas de liens avec la France. Il aurait même pu ne jamais y séjourner. En 2002, la justice française ouvre une enquête sur l'attentat-suicide contre la synagogue de Djerba car deux Français figurent parmi les 19 victimes. Dans ce dossier, des écoutes téléphoniques ont permis de démontrer que Christian Ganczarski a accordé sa bénédiction au kamikaze par téléphone, depuis l'Allemagne, quelques heures avant l'explosion. "Dieu te récompensera", lui dit l'islamiste, qui jouit d'une aura depuis son adhésion à Al-Qaïda. Mais, comme le raconte *Le Monde*, la justice allemande ne le poursuit pas: ne disposant pas, à l'époque, d'infraction adéquate pour réprimer les liens d'un individu avec les groupes terroristes à l'étranger, elle estime que cette écoute ne constitue pas une charge suffisante.

"Avec lui, tout pouvait dérapé très vite"

Christian Ganczarski en profite pour se faire la malle en Arabie Saoudite. Faute de visa et en raison de son profil "dangereux", il est expulsé l'année suivante vers l'Allemagne mais à bord d'un vol qui fait escale à Roissy. Sur commission rogatoire du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, les policiers français en profitent pour l'interpeller à sa descente d'avion. Le code pénal français permet de le juger pour "complicité" intellectuelle de l'attentat et "association de malfaiteurs terroriste". D'autant que ni l'Allemagne, ni la Tunisie ne réclament son extradition. "Lorsque je l'ai mis en examen, il m'est apparu très buté, agressif et hostile, se souvient le magistrat, interrogé par L'Express. C'est quelqu'un doté d'une incroyable violence interne et d'incontestablement intelligent. Il fait partie des cinq terroristes qui m'ont le plus marqué dans ma carrière."

Incarcéré dès 2003, l'Allemand est condamné à 18 ans de prison en 2009. "L'enquête que j'ai conduite a permis de découvrir qu'il avait eu des contacts directs avec Ben Laden et Cheikh Mohammed [anciens chef et numéro 3 d'Al-Qaïda]. Il a séjourné une dizaine de fois en Afghanistan et au Pakistan auprès d'Al-Qaïda et était spécialisé dans l'électronique", poursuit Jean-Louis Bruguière.

L'ancien juge l'assure, l'agression de Vendin "ne [l']étonne pas": "Avec Ganczarski, tout pouvait dérapé très vite."

Christian Ganczarski : le djihadiste qui a agressé des surveillants de prison est un ancien d'al-Qaïda

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr> Par Yohan Blavignat Mis à jour le 12/01/2018 à 19:34
Publié le 12/01/2018 à 18:57

Un ex-terroriste islamiste agresse trois gardiens de prison



Le cerveau des attentats de 2002 à Djerba, l'islamiste allemand Christian Ganczarski, a agressé et légèrement blessé jeudi trois surveillants de la prison de haute sécurité de Vendin-le-veil (Pas-de-Calais). Celle-ci doit accueillir prochaine

VIDÉO - Cet homme de 51 ans a agressé jeudi trois surveillants à la prison de Vendin-le-Vieil dans le Pas-de-Calais. Il avait été condamné en 2009 pour l'attentat de Djerba qui avait fait 21 morts.

Cerveau des attentats de Djerba de 2002 et soupçonné d'avoir été l'un des organisateurs des attentats du 11-Septembre. Christian Ganczarski n'est pas un détenu ordinaire. Présenté comme

proche d'Oussama Ben Laden, il a agressé au couteau et aux ciseaux, jeudi, trois surveillants de la prison de haute sécurité de Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais. Récemment placé en quartier disciplinaire, cet homme âgé de 51 ans avait été condamné en 2009 à 18 ans de prison pour un attentat qui contre une synagogue en Tunisie qui avait fait 21 morts. De Gliwice, une petite ville du sud de la Pologne, aux grottes afghanes où il se terrait aux côtés du leader d'al-Qaida, nous retraçons le parcours chaotique de cet islamiste converti sur le tard.

• D'une enfance catholique, en Pologne, à la conversion à l'Islam, en Allemagne

Christian Ganczarski a grandi dans une famille catholique très pratiquante qui vit à une centaine de kilomètres de Cracovie. Il va à la messe tous les dimanches, et se confesse chaque premier vendredi du mois, selon le quotidien polonais *Dziennik*, qui était allé à la rencontre de ses proches en 2009 - un article repris à l'époque par *Courrier international*. «J'ai été stupéfait d'apprendre que Krystian était un terroriste, un islamiste ayant des liens avec al-Qaida. J'aurais pu tout imaginer, mais pas qu'il puisse tuer des innocents», s'étrangle alors dans le journal Andrzej Wierzbicki, un ancien voisin de la famille.

«Il voulait s'immerger dans la religion. Petit à petit, il a perdu le contact avec le monde extérieur et le travail» Un de ses proches

À l'adolescence, le jeune homme quitte la Pologne, et rejoint l'Allemagne. Il s'installe à Duisbourg, au nord de Düsseldorf, et s'inscrit dans un lycée professionnel où il étudie la métallurgie, détaille un officier des renseignements polonais au quotidien. C'est dans cet environnement professionnel, autour de 1986, selon cette source, que Christian Ganczarski noue ses premiers liens avec l'islam. Âgé d'une vingtaine d'années, il devient Ibrahim et se convertit. «Il voulait s'immerger dans la religion. Petit à petit, il a perdu le contact avec le monde extérieur et le travail. Il était furieux quand on l'appelait Christian. Il voulait oublier celui qu'il avait été», explique encore un proche qui souhaite garder l'anonymat à *Dziennik*.

• Amitié avec Oussama Ben Laden

Au début des années 1990, Christian «Ibrahim» Ganczarski se marie avec une Allemande, également convertie et rejoint l'Arabie saoudite. Dans le royaume, tous deux suivent un bref enseignement coranique avant de partir combattre en Tchétchénie - l'ex-République soviétique, à majorité musulmane, en rébellion contre Moscou. Si ses voyages ne sont pas clairement définis à cette période, les services de renseignement savent qu'il est allé en Bosnie, au Pakistan et en Afghanistan.

C'est dans ce pays qu'il aurait fait la connaissance d'Oussama Ben Laden, avec qui il tisse des liens d'amitié. L'ancien métallo polonais devient alors responsable de la maintenance et du cryptage des réseaux de communication d'al-Qaida. Selon un officier du renseignement cité par le journal polonais, il aurait également fourni des médicaments à l'ancien leader de «La Base», en se servant «des ordonnances de sa fille, atteinte de diabète». Christian Ganczarski est également soupçonné d'avoir recruté Ziad Jarrah, le Libanais aux commandes de l'un des avions qui s'est crashé dans le World Trade Center, le 11 septembre 2001.

• Condamné à 18 ans de prison

«Il a eu tort de répondre au téléphone, ce qu'il ne faisait jamais» Agent des renseignements polonais

Mais la vie de celui que l'on surnomme désormais «Abou Ibrahim» change définitivement le 11 avril 2002. Il est en transit à l'aéroport de Roissy et il reçoit un coup de téléphone. Son interlocuteur, une de ses connaissances de Duisbourg, en Allemagne, lui dit: «La volonté d'Allah va s'accomplir». L'homme raccroche puis montera dans un camion rempli de bouteilles de gaz et foncera sur des touristes à Djerba. 21 personnes perdront la vie, dont plusieurs Français. «Il a eu tort de répondre au téléphone, ce qu'il ne faisait jamais», a raconté l'officier des renseignements à *Dziennik*. Filé par la CIA, il est rapidement interpellé.

Christian Ganczarski est condamné en 2009 à 18 ans de prison par la cour d'assises spéciale de Paris pour complicité dans l'attentat de Djerba. Grâce au jeu des remises de peine, il devait sortir

de prison le 24 janvier prochain. Selon Frédéric Charlet, secrétaire régional adjoint de l'Ufap-Unsa-Justice dans les Hauts-de-France, il ne posait pas «de problèmes particuliers». Seulement, il devait comparaître le 17 janvier devant un tribunal de Douai dans le cadre d'une procédure d'extradition à la demande des États-Unis, qui souhaitent l'interroger sur son implication dans les attentats du 11-Septembre.

Si le parquet de Paris a retenu, dans un premier temps, le caractère terroriste de l'attaque contre trois surveillants jeudi en raison du profil de Christian Ganczarski, ces agressions pourraient avoir pour objectif de faire annuler son extradition. D'autant que, selon *Le Parisien*, l'homme a refait sa vie avec une femme originaire du Pas-de-Calais. Il serait même le père d'enfants en bas âge.

ÉTAT ISLAMIQUE

Adultes torturés, enfants traumatisés : quand Daech fait régner la terreur

Accueil / Monde / Terrorisme / État islamique <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 10/01/2018 à 13:04 | Publié le 10/01/2018 à 10:41



En Syrie et en Irak, l'État islamique s'est rendu coupable de multiples exactions, orchestrant exécutions de masse, tortures et autres atrocités, contre les adultes mais aussi les enfants. | Wilson Fache

En Syrie et en Irak, l'État islamique s'est rendu coupable de multiples exactions dans les territoires dont il s'est emparé à partir de 2014, orchestrant exécutions de masse, décapitations, tortures et autres atrocités, contre les adultes mais aussi les enfants. Les premiers témoignages des rares rescapés des geôles de Daech commencent à émerger. Et certains instituteurs se forment pour accompagner leurs élèves traumatisés par les scènes auxquelles ils ont été obligés d'assister.

Fin décembre, en Syrie, deux fosses communes ont été découvertes près de Raqqa. Elles contenaient des dizaines de corps de civils et de militaires syriens assassinés par les djihadistes de l'organisation terroriste Daech - acronyme arabe du groupe État islamique (EI). Les opérations ont duré **« plusieurs jours, en raison de la vaste superficie des deux fosses communes »**.

Trois ans plus tôt, les corps de 230 personnes exécutées par l'EI avaient été découverts dans une fosse commune dans la province de Deir Ezzor. Et en juin 2015, les djihadistes avaient tué en trois jours plus de 200 civils, dont des femmes et des enfants, dans la ville de Kobané (nord).

Enfermé avec un scorpion

Outre les exécutions de masse, Daech maintient les régions qu'il a conquises sous le règne d'une terreur sans concessions – décapitations, tortures physiques et morales. Les premiers témoignages de rescapés des terribles prisons de l'EI commencent à sortir.

« Une fois, à Raqqa, les hommes de Daech ont enfermé un homme dans un placard avec un scorpion. Si le prisonnier tuait le scorpion, ils le sortaient, le tabassaient, puis le remettaient dans le placard avec un autre scorpion. Il est devenu fou. » Ce récit, *La Croix* l'a recueilli auprès d'Hamoudi, 30 ans, qui – aux yeux de Daech cumulait trois défauts mortels : activiste politique, homosexuel et athée. Lui a été roué de coups les yeux bandés.

« J'ai été aussi dans les prisons d'Assad en 2011 et 2012, raconte-t-il. Les hommes de Daech sont pires. Ils ont été eux-mêmes prisonniers, et ils mélangent plusieurs techniques, les syriennes, les irakiennes, les américaines... »

Homosexuel, Hamoudi devait être précipité du haut d'un immeuble. Mais l'Armée syrienne libre s'est emparée du quartier, Daech a fui. Lui a pu se cacher.

Il a fini par craquer

« **La torture, c'était pire que la mort** », confirme Hussein au quotidien. À Raqqa, quand il est entré dans la sinistre tour de Tabqa, surnommée la « tour de la mort », sur laquelle sont peints d'immenses drapeaux de Daech, il a été torturé sans interruption durant les sept premiers jours.

Comme presque tous les prisonniers, il a été suspendu, pieds et mains attachés dans le dos, et battu jusqu'au sang. Il a fini par craquer, raconte *La Croix*, et a avoué ce qu'on voulait lui faire dire. Le groupe lui a extorqué sa voiture, son argent, et l'a finalement relâché. Une chance inouïe pour lui.

Dans les cellules, les prisonniers écrivaient leur nom, espérant qu'un jour leur famille trouverait le graffiti. Car les disparus sont innombrables, en Syrie comme en Irak. Enlevés, jamais revenus. Jamais retrouvés. Selon de nombreux témoins, « **des villages entiers ont été enlevés** ». Si l'on additionne ceux d'Irak et de Syrie, on peut estimer les disparus à 10 000 ou 15 000.

Des enfants traumatisés à vie

Mais les adultes ne sont pas les seuls à payer de leur vie ou de leur corps les atrocités de Daech. Les enfants ne sont pas épargnés. Obligés d'assister à des décapitations, des tortures, des meurtres gratuits, ils restent marqués à vie.

En Syrie, à Mossoul, des instituteurs se forment pour apprendre à accompagner leurs élèves souvent sujets à des cauchemars et comportements violents, traumatismes hérités de trois ans de règne djihadiste et neuf mois de combats dévastateurs.

Dans le gymnase de l'Université de la grande ville du nord de l'Irak, débarrassée depuis six mois du groupe État islamique (EI), plusieurs dizaines d'enseignants se tiennent debout en cercle autour d'un instructeur qui a dessiné sur un tableau blanc « **l'arbre des problèmes** » de leurs élèves.

« Parents tués »

Aux racines, il y a « **les parents tués** », « **le spectacle des décapitations** », « **les destructions** » mais aussi « **la pauvreté** » qui pousse certains enfants à abandonner l'école pour aller travailler.

Et en haut, dans les branches, « **le sourire à retrouver** », « **l'espoir** » et « **l'optimisme** ». Les objectifs que cette formation doit permettre aux enseignants d'aider leurs élèves à atteindre.

À travers des jeux, des mimes et des activités sportives, Nazem Chaker apprend à ces hommes et ces femmes, pour certains eux-mêmes traumatisés par l'EI et ses exactions, à écouter et accompagner leurs élèves.

« Ils nous forçaient à regarder »

En premier lieu, il faut aider les enfants à se reconstruire et à évacuer leur stress, la pression et les mauvais souvenirs. Mais il faut aussi, plaide-t-il, leur réapprendre « **le vivre ensemble** » et « **déraciner la violence** ».

« **Je repense à l'époque de l'EI**, raconte Ahmed Mahmoud, 12 ans. **Je me rappelle des gens qu'ils ont exécutés, comme mon oncle. Ils jetaient les gens des toits des immeubles et nous forçaient à regarder** », raconte-t-il.

Dans son établissement, les 900 élèves n'ont plus cours que dans la moitié des bâtiments, l'autre moitié étant aujourd'hui un immense tas de gravats.

Et dans les classes, sur les deux sièges d'un petit bureau en bois, les élèves se serrent parfois à cinq.



Mohammed Mohiedin Anis, 70 ans, fume sa pipe en écoutant de la musique, assis dans la chambre détruite de son appartement d'Alep, en Syrie. AFP

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>

ANTI-TERRORISME

EN FRANCE

Originaire de Toulouse, une étudiante arrêtée alors qu'elle préparait un attentat à Rennes

Actualités Actu Terrorisme <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 10/01/2018 à 14:42, Mis à jour le 10/01/2018 à 16:00



La jeune femme a été placée en détention provisoire. /Photo DDM, illustration.

Une jeune femme âgée de 19 ans, née à Toulouse et inscrite à l'université de la Sorbonne, à Paris, avait pour projet de commettre un attentat dans plusieurs lieux festifs de Rennes, en Bretagne. Elle a été interpellée à la mi-décembre dans l'Essonne par les enquêteurs de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Selon les informations révélées ce mercredi par Le Point, cette jeune femme était jusqu'à présent passée sous les radars des services de renseignements. Elle a été identifiée alors qu'elle tentait de se procurer un fusil d'assaut kalachnikov via l'application de messagerie cryptée Telegram.

Entendue, elle a reconnu être « une islamiste convaincue, fière des attentats commis en France ». Au cours de ses auditions, elle aurait assumé avoir pratiqué la "taqya", c'est à dire dissimuler ses convictions derrière des comportements "classiques". La jeune femme avait semble-t-il un petit ami, sortait régulièrement avec ses copains pour faire la fête, etc...

Elle a été mise en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste criminelle » et a été placée en détention provisoire.

À L'ÉTRANGER

Offensive régionale contre les deux factions du groupe jihadiste nigérian Boko Haram

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 10-01-2018



Photo : Forces armées du Nigéria / Archives

Lors de ses vœux pour la nouvelle année, le président nigérian, Muhammadu Buhari, a parlé une nouvelle fois du groupe jihadiste Boko Haram au passé, tout en reconnaissant, toutefois, la persistance « d'attaques isolées ». Et d'ajouter : « Mais même les pays les plus sûrs ne peuvent pas empêcher des criminels déterminés de commettre des actes terroristes. »

Seulement, au cours de ces derniers mois, et comme l'a souligné un rapport des Nations unies publié en décembre 2017, les attaques de Boko Haram « se sont fortement intensifiées [...] en particulier au Nigéria ». Ainsi, 156 avaient été constatées pour les seuls mois de l'été.

Grâce à l'action de la Force multinationale mixte, composée de soldats des pays de la commission du bassin du Lac Tchad (Nigéria, Tchad, Cameroun, Niger, plus le Bénin), la menace de Boko Haram avait pu être endiguée. D'autant plus que le groupe jihadiste s'était scindé en deux factions rivales : l'une dirigée par son chef historique, Abubakar Shekau, l'autre, affiliée à l'État islamique (EI), commandée par Abou Moussab al-Barnaoui, avec l'appui du « stratège » Mamman Nur.

Seulement, l'été dernier, ces deux factions ont renoué après s'être affrontées, les considérations logistiques ayant probablement primé sur les divergences idéologiques et opérationnelles. D'où, sans doute, l'intensification des attaques, la faction de Shekau s'en prenant aux civils tandis que celle d'al-Barnaoui se concentre sur les intérêts occidentaux et les forces nigérianes.

Cette dernière, appelée « État Islamique en Afrique de l'Ouest » (ISWAP), a ainsi revendiqué, le 5 janvier, l'assaut contre la base de Kanamma, dans l'État de Yobe, mené pendant le week-end de Noël, et affirmé avoir tué « 9 soldats et capturé trois véhicules militaires surmontés de mitrailleuses, ainsi que des armes diverses et des munitions. » Officiellement, 30 militaires nigériens sont toujours portés disparus. Et on ignore encore leur sort.

« Ces attaques de fin d'année sont un peu plus sophistiquées et on y remarque une certaine finesse opérationnelle de Mamman Nur, mêlée à la brutalité d'Abubakar Shekau. [...] Les deux factions de Boko Haram semblent avoir augmenté leurs capacités militaires. Elles collaborent à nouveau dans un contexte régional marqué par l'augmentation des conflits, des milices et donc de combattants et d'armes disponibles », a expliqué, dans les colonnes du quotidien Le Monde, Yan St-Pierre, spécialiste du contre-terrorisme au Modern Security Consulting Group (Mosecon).

D'où l'opération « Deep Punch 2 », lancée par l'armée nigérienne, avec l'appui des forces des pays voisins, en particulier celles du Cameroun.

Selon l'état-major nigérien, qui a annoncé cette offensive le 9 janvier, les opérations ont lieu dans l'État de Borno, précisément dans la forêt de Sambisa, où est retranché Abubakar Shekau, et la région du Lac Tchad, où se trouverait Mamman Nur.

Le bilan avancé par le porte-parole de l'armée nigérienne, le général Sani Usman ne peut pas être vérifié pour le moment. Quoi qu'il en soit, il a fait état de « progrès remarquables » et indiqué que plus de 100 combattants de Boko Haram ont été tués et que des « armes et des munitions du groupe ont été saisies et détruites ».

De hauts responsables militaires nigériens ont en outre assuré que Mamman Nur a été blessé et que l'une de ses épouses a été tuée lors d'un raid aérien. Quant à Shekau, ils ont affirmé que c'est « un cheval épuisé, qui attend son Waterloo ».

Toujours de source officielle, quatre soldats nigériens ont été tués (et 9 autres blessés) lors d'un attentat suicide contre un véhicule blindé, commis près du camp où se trouverait Shekau. D'autres sources ont avancé un bilan de 10 morts, selon l'AFP.

De leur côté, des responsables camerounais ont évoqué la perte de deux militaires. « Nous avons perdu deux soldats intégrés dans la Force multinationale mixte lors d'une opération lancée à Sambisa contre Boko Haram. L'opération a été engagée il y a plusieurs jours », ont-ils dit.

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 11 janvier 2018

Mise à jour : 11/01/2018

Poursuite de la mission Lynx en Lituanie, déploiement Bois Belleau 100 en océan Indien, opération Barkhane au Sahel et Chammal en Irak/Syrie : retrouvez le point de situation des opérations de la semaine.



MISSION LYNX 3 / eFP

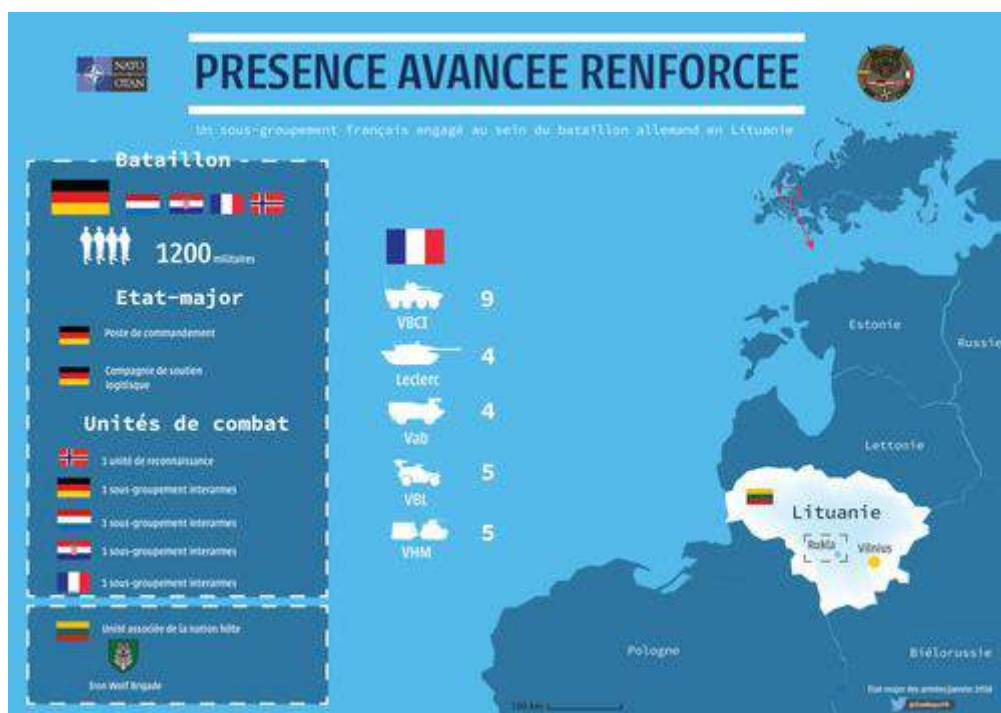
Début d'un nouveau déploiement en Lituanie

Dans le cadre de sa participation à la mission de présence avancée de l'OTAN sur le flanc Est de l'Europe, et après un déploiement de huit mois en Estonie, la France amorce actuellement un nouveau déploiement de huit mois supplémentaires, en Lituanie cette fois.

La relève du détachement a nécessité une manœuvre logistique importante avec la bascule de nombreux matériels entre l'Estonie et la Lituanie. En tout, ce sont plus de 100 containers et 132 engins blindés et véhicules qui ont été acheminés par trains militaires sur les 600 kilomètres séparant Tapa en Estonie de Rukla en Lituanie où le détachement est désormais positionné.

Issus du 5e régiment de Dragons qui fournit un peloton de chars Leclerc et deux sections sur VBCI, ainsi que du 7e BCA qui fournit une section sur VHM, les 300 soldats du détachement français sont répartis en un sous-groupe tactique interarmes (SGTIA) de l'ordre de 200 soldats et un échelon de soutien national de l'ordre de 100 soldats. Les matériels majeurs équipant le SGTIA se répartissent de la façon suivante : 4 chars Leclerc, 9 VBCI, 4 VAB, 5 VBL et 5 VHM.

Le détachement atteindra sa capacité opérationnelle initiale le 17 janvier.



BOIS BELLEAU 100

Après avoir embarqué les troupes du 5e régiment de Cuirassiers, le groupe amphibie franco-américain Bois Belleau 100 a débuté le 7 janvier l'exercice Alligator Thunder, exercice amphibie qui durera 10 jours.

Durant cette séquence dans le Golfe arabo-persique, le BPC Tonnerre est escorté par le croiseur américain USS Monterey tandis que la FDA Chevalier Paul a intégré la TF 50 en escorte du porte-avions américain Théodore Roosevelt.

Ces transferts de capacités soulignent une nouvelle fois le haut niveau d'interopérabilité atteint entre marines française et américaine.

OPÉRATION CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THEATRE

Après deux semaines de mauvaises conditions météorologiques qui ont freiné les opérations sur l'ensemble du théâtre, les conditions plus clémentes de cette semaine ont permis aux opérations de bénéficier à nouveau d'un appui aérien.

Ces opérations visent principalement à défaire les poches terroristes résiduelles encore présentes en Syrie et à sécuriser les territoires irakiens récemment libérés.

Poursuite des combats en Syrie

En Syrie, les forces démocratiques syriennes poursuivent leur progression dans la vallée de l'Euphrate.

Concentrée autour de la ville d'Hajin et organisée autour d'un dispositif de défense en profondeur élaboré, Daech oppose une forte résistance.

Les avancées réalisées par les forces démocratiques syriennes ont néanmoins permis d'isoler les terroristes présents, limitant ainsi leurs possibilités d'exfiltration.

Opérations de sécurisation et de contrôle de zone en Irak

En Irak, les opérations de ratissage et de sécurisation se poursuivent avec pour objectif de limiter les possibilités de réorganisation de Daech et d'assurer ainsi sa défaite durable :

Sur le plateau d'Hawijah, les forces de sécurité irakiennes maintiennent leur effort. Engagées dans une vaste opération de contrôle de zone, les forces déployées ne rencontrent qu'une faible résistance ;

A Bagdad, Mossoul, et dans la province de Ninive, les opérations menées ont permis la découverte de caches, souterrains, matériels et munitions, démontrant que l'organisation conserve des moyens d'action et que les opérations en cours doivent être poursuivies afin d'assurer de manière pérenne la sécurisation et la stabilisation du pays ;

Dans la vallée de l'Euphrate, les forces de sécurité irakiennes restent mobilisées, notamment autour de la ville d'Al Qaim.

Renforcement de la protection de la frontière irako-syrienne

La protection de la frontière irako-syrienne reste également une préoccupation. La 8ème division irakienne a mené la semaine passée une série d'opérations visant à sécuriser la frontière et mettre fin aux tentatives d'intrusion terroristes depuis la Syrie.

Retour progressif à la vie normale des populations déplacées

En Irak, le retour des réfugiés s'organise grâce aux efforts combinés du ministère pour l'immigration et des autorités militaires irakiennes.

En Syrie, la situation humanitaire s'améliore également. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a ainsi rendu compte qu'environ 34 000 civils seraient revenus dans Raqqa au mois de décembre.

Suivi et accompagné par la Coalition

Dans ce cadre, le général Parisot, Senior National Representative (SNR) français, également en charge des actions civilo-militaires de l'état-major de la Coalition, s'est rendu en Syrie en fin d'année dernière. Il y a rencontré des représentants des conseils civils de Raqqa et de Tabqah, et visité le quartier général de l'entreprise de déminage TETRATECH. Au cours de ces visites, il a pu identifier les besoins prioritaires des populations locales auxquels la Coalition est susceptible de pouvoir répondre.

ACTIVITE DE LA FORCE

La Task Force Wagram en appui des opérations de sécurisation

La Task Force Wagram poursuit son appui aux opérations de sécurisation menées dans la vallée de l'Euphrate. Cette semaine, quatre missions de tirs ont été réalisées au profit des forces de sécurité irakiennes (2 missions d'éclairage et 2 missions d'interdiction - bilan du 3 au 9 janvier).

Depuis le début de sa mission, la TF Wagram a réalisé 1602 missions de tirs.

Activité aérienne

Cette semaine, l'activité aérienne s'est concentrée sur des missions de renseignement au profit des forces de sécurité irakiennes et des forces démocratiques syriennes. Les missions ont principalement eu lieu en Syrie, dans le secteur d'Abou Kamal.

Elle a donné lieu à 12 sorties aériennes (bilan du 3 au 9 janvier). Aucune frappe n'a été réalisée.

A noter l'arrivée cette semaine sur la base aérienne projetée en Jordanie d'un ATL2 qui vient compléter les capacités de recueil de renseignement du dispositif, actuellement composé de quatre Rafale Air auxquels il convient d'ajouter les six Rafale opérant depuis la base aérienne aux Emirats Arabes Unis.

Bilan total depuis le 19/09/14 :

7 653 sorties / 1 426 frappes / 2 214 objectifs neutralisés.

OPÉRATION BARKHANE

APPRÉCIATION DE SITUATION

Situation sécuritaire

Sur le plan sécuritaire, la situation a été relativement stable cette semaine sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne. La situation dans le centre du Mali reste néanmoins tendue, perturbée depuis plusieurs semaines par une activité importante des groupes armés terroristes.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

L'une des priorités de Barkhane vise actuellement à porter l'effort sur le centre de la région du Liptako Gourma, zone dite « des trois frontières ».

La zone des trois frontières, une zone aux enjeux importants

A cheval sur les frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger, le Liptako Gourma, ou zone des trois frontières, est une vaste zone s'étendant sur environ 370 000 km². Le cœur de cette zone correspond à la zone de responsabilité du fuseau centre de la Coalition Sahel. Elle est le lieu d'exactions régulières des groupes armés terroristes. C'est là que sévissent l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) et Ansarul Islam, organisations coupables de nombreuses attaques contre les populations civiles avec pour mode d'action privilégié la pose d'engins explosifs improvisés.

Opérations dans la zone des trois frontières

Après les opérations de décembre, et la période de régénération des hommes et du matériel qui a suivi, les opérations reprennent de nouveau leur rythme nominal avec plusieurs opérations en cours, notamment dans la zone d'intérêt prioritaire des trois frontières.

Menées au côté des forces armées maliennes (FAMA), elles ont pour finalité la mise en place des conditions nécessaires au retour à la vie normale des populations locales vivant dans la zone et subissant régulièrement les exactions des terroristes.

Outre la sécurisation de la zone, une action d'aide à la population a été menée à Tin Hama avec la remise de kits scolaires à des enfants de l'école primaire du village tandis que des éléments du génie débutaient des travaux de réfection de l'ancienne piste d'aviation d'In Kismane.

Opération à Ménaka

Dans la nuit du 10 au 11 janvier 2018, la force Barkhane a mené une opération dans la ville de Ménaka au Mali pour s'emparer d'une maison abritant des membres de groupes armés terroristes sévissant dans cette région frontalière du Niger. Cette opération reposait sur le travail permanent mené par Barkhane, en liaison avec les autorités maliennes et nigériennes, de recherche et de caractérisation de la menace terroriste dans cette région.

Un détachement de soldats de Barkhane s'est emparé de la maison avant de procéder à des fouilles permettant de saisir de l'armement, du matériel militaire et des documents. Des individus ont également été capturés afin de lever le doute sur leur contribution aux actions des groupes armés terroristes de la région. Cette opération discrète s'est déroulée sans heurt.

Sorties air hebdomadaires (bilan du 3 au 9 janvier inclus)

Le bilan complet de l'activité aérienne de cette semaine est le suivant :

36 sorties chasse / 22 sorties RAV ISR / 39 sorties transport.

Total : 97 sorties (76 la semaine dernière).

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

IRAK (CHAMMAL)

Chammal : visite du commandant des forces aériennes de l'armée de l'air sur la base aérienne projetée au Levant

Mise à jour : 12/01/2018

Le général de corps aérien Jean Rondel, commandant les forces aériennes de l'armée de l'air, s'est rendu pour la 1ère fois sur la base aérienne projetée (BAP) au Levant, en avion A400M, les 8 et 9 janvier 2018.



Accueilli par le colonel Arnaud, commandant la BAP, le général Rondel a assisté à un briefing présenté par le commandant Kurt, commandant le détachement chasse, au retour d'une mission de deux avions Rafale, puis a rencontré les équipages.

Le lendemain, le général s'est fait présenter différents scénarii par le détachement de protection : manœuvre à tirs réels, drone de reconnaissance, neutralisation d'agresseurs et lutte contre les engins explosifs improvisés.

Le général a ensuite remis des décorations lors d'une cérémonie militaire récompensant l'engagement d'aviateurs au sein l'opération Chammal, en présence de l'ambassadeur de France, Monsieur Bertolotti, ainsi que des autorités militaires locales et étrangères.

« Daech a été contraint de céder tout le terrain qu'il occupait en Irak. Ces batailles ont été remportées grâce au concours de l'arme aérienne. Nous pouvons être fiers de notre contribution

dans cette lutte contre le terrorisme, où nous étions en première ligne. Ces victoires sont les vôtres et vous honorent » a déclaré le général à l'issue de la cérémonie, lors de la présentation de ses vœux aux militaires de la BAP.

Le commandeur s'est fait présenter toutes les unités interarmées de la BAP, chacune étant la pierre angulaire d'un système de combat.

La base aérienne projetée est opérationnelle dès décembre 2014 et contribue directement aux actions contre Daech. Depuis sa création, plus de 980 missions de frappes et 22 000 heures de vol ont été réalisées, 6000 personnels y ont été déployés, et plus de 1500 tonnes de fret y ont été transportées.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'opération Inherent Resolve et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. A la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit des forces de sécurité irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Retour de l'avion de patrouille maritime ATL2 sur la base aérienne projetée en Jordanie

Mise à jour : 12/01/2018

Jeudi 11 janvier 2018, l'avion de patrouille maritime Atlantique 2 (ATL2) et son équipage ont réalisé leur première mission de renseignement de l'année depuis la base aérienne projetée en Jordanie.



Après quelques semaines d'absence, les « marins du ciel » sont de retour sur la base aérienne projetée en Jordanie depuis le 9 janvier.

« Réactiver le détachement et préparer la première mission en deux jours constitue un véritable défi » témoigne le capitaine de frégate Charles, commandant du détachement ATL2. « Chaque membre d'équipage est un acteur clé de la préparation une mission dans l'environnement complexe de la zone irako-syrienne. Chacun dans son domaine se doit donc d'être autonome et réactif. »

Le briefing a fait la synthèse de cette préparation. Devant l'ensemble de l'équipage, chaque opérateur a présenté ses éléments. Le coordonnateur tactique a exposé l'idée de manœuvre, et les derniers doutes ont été levés. Ce dernier recalage était essentiel pour optimiser au maximum ce vol de plusieurs heures.

« Nous sommes très concentrés sur cette première mission » poursuit le lieutenant de vaisseau Raphaël, commandant de bord de l'équipage du jour : « Objectifs à atteindre, procédures, j'ai répété mentalement toutes les actions à réaliser durant notre vol. »

Sur le tarmac, les mécaniciens de bord ont pris le relais des techniciens. Échange de consignes, vérification des systèmes vitaux : l'aéronef a été vérifié une dernière fois avant le décollage.

Depuis 2016, l'avion de patrouille maritime ATL2 a réalisé plus de 2 200 heures et plus de 280 missions depuis la base aérienne projetée en Jordanie.

La base aérienne projetée en Jordanie est opérationnelle depuis décembre 2014. Depuis cette date, elle contribue directement aux actions menées en zone irako-syrienne contre les terroristes de Daech, notamment au travers des près de 1 500 missions de frappes qui y ont été réalisées, mais aussi des nombreuses missions de renseignements conduites.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

LIBAN (DAMAN)

En mémoire du commandant Valet, tombé au Sud-Liban il y a 13 ans dans l'accomplissement de sa mission

Mise à jour : 11/01/2018

Le 9 janvier 2018, les soldats français de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), accompagnés d'un détachement de la mission d'observation des Nations unies au Sud-Liban, ont rendu hommage au Commandant Jean-Louis Valet, tué dans l'accomplissement de sa mission au Sud Liban.



Le commandant Jean-Louis Valet, observateur à l'organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), a été tué lors d'un échange de feu entre Israéliens et Hezbollah à proximité des fermes de Chebaa le 9 janvier 2005.

Le général Thiebaut, chef d'état-major de la FINUL et représentant de la France, a rappelé qu'au-delà de l'hommage, les soldats engagés au Sud-Liban sous mandat de l'ONU ne devaient pas oublier le sens de leur action et de leur mission : préserver la paix dans une zone sensible.

Observateurs et soldats de la FINUL ont ensuite observé une minute de silence et déposé une gerbe en la mémoire du commandant Valet.

La mission d'observation des Nations unies au sud du Liban fait partie de l'ONUST au Moyen-Orient. L'ONUST, établi en 1948, est la première opération de maintien de la paix créée par les Nations Unies. Elle célébrera cette année ses 70 ans.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Daman : création d'une nouvelle réserve d'eau potable dans un bourg du Sud-Liban

Mise à jour : 11/01/2018

En collaboration avec la mairie d'Ashatieh, bourg du Sud-Liban, le bataillon français de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a créé une toute nouvelle réserve d'eau potable avec un système de filtre dernière génération.



L'école du bourg d'Ashatieh, au Sud-Liban, qui accueille 300 enfants de 4 à 17 ans, n'avait pour toute réserve d'eau potable qu'un ancien collecteur d'eau de pluie installé sur le toit.

Cette réserve, installée au pied du bâtiment principal, permet à tous les élèves, quel que soit le temps, d'avoir accès à une eau potable pure et de qualité.

Le maire s'est félicité, dans un chaleureux discours, de la contribution de la France à la stabilité au Sud-Liban et à l'amélioration du cadre de vie de la population locale.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

AUTRES OPÉRATIONS

Mission LYNX

Lynx 3: le détachement franco-allemand se positionne en Lituanie

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 10.01.2018 Par Philippe Chapleau



L'armée de Terre va engager quelque 300 soldats en Lituanie, dans le cadre de la mission *Lynx 3*.

Ces soldats proviennent du 5^e régiment de dragons et de la 1^e compagnie du 7^e BCA. Ils seront équipés de 4 chars *Leclerc* (un peloton) et de 8 *VBCI* (deux sections); le 7^e BCA fournit lui 5 *VHM*.

Un détachement a quitté la France en décembre (photo ci-dessous); selon l'EMA, un autre détachement part ce mercredi et le 3^e demain jeudi (11 janvier).



Par ailleurs, des éléments de la brigade franco-allemande sont aussi en route pour Rukla, en Lituanie, dans le cadre de la mission *Enhanced Forward Presence* (photo tout en haut du post BAFA).

Mardi, les premiers éléments de la BAFA (issus de la 2^e compagnie du bataillon de commandement et de soutien de la brigade de Müllheim) ont rejoint la gare de Kehl am Rhein. Cette avant-garde comprend 19 véhicules, ainsi que trois conteneurs de matériel. 25 soldats de l'unité ont, après le chargement sur le train, rejoint Stuttgart où un *Transall* les attendait.

C'est le Jägerbataillon 292 qui fournira la plus grosse partie des effectifs de la composante allemande projetée en Lituanie. Ses militaires seront sur place d'ici à la fin du mois.

Redéploiement logistique du détachement Lynx vers la Lituanie

Mise à jour : 11/01/2018

Dans le cadre de la mission eFP (Enhanced Forward Presence) décidée par l'OTAN, les forces françaises se sont déployées en Estonie de mars à décembre 2017, à la hauteur d'une compagnie intégrée au bataillon britannique. A compter de janvier 2018, ce déploiement, baptisé Lynx, bascule en Lituanie pour un mandat initial de huit mois. Un changement de cadre qui implique une manœuvre logistique d'ampleur.



Lorsque la France redéploie une force ou ferme un théâtre, elle engage des manœuvres logistiques importantes. Le redéploiement de la force Lynx en Lituanie n'échappe pas à la règle. Depuis huit mois, les militaires de l'eFP étaient installés en Estonie en ayant apporté avec eux leur matériel : véhicules blindés, transmissions, armement, logistique, transport, maintenance... Alors que depuis le 1er décembre 2017, le mandat opérationnel de la France en Estonie a pris fin, ces dernières semaines ont été consacrées aux opérations de redéploiement vers la Lituanie, pour que le nouveau détachement y soit opérationnel dès son début 2018.

L'élément de soutien national (ESN) déployé dans le cadre de l'opération Lynx, en charge du soutien général du contingent français, a donc dû réaliser une manœuvre logistique inédite en conduisant une bascule des matériels et des ressources de l'Estonie vers la Lituanie, où la France poursuit sa participation à l'eFP.

A cet effet, après avoir accueilli début décembre les précurseurs du mandat Lynx 3, l'ESN a chargé 7 000 m³ de matériel sur quatre trains militaires.

Pour réaliser cette opération, des équipes de 30-40 personnes par train se sont attelées pendant plusieurs jours pour sangler les véhicules, caler les containers, arrimer les wagons, dans des conditions météo difficiles où les températures allaient jusqu'à -10°C. Les départs se sont échelonnés du 1er au 19 décembre.

Pour réaliser cette bascule de matériels, incluant le désengagement progressif des moyens de transport et de levage à sa disposition, l'ESN a pu compter sur le soutien de nos alliés de l'OTAN.

Après avoir effectué les 600 kilomètres qui séparent Tapa en Estonie de Rukla en Lituanie, les trains sont arrivés entre le 14 et 21 décembre.

A compter du 22 décembre, l'ensemble de l'ESN du mandat Lynx 3 a quitté l'Estonie pour la Lituanie afin de finaliser cette opération de transfert de plus de 100 containers et 132 engins blindés et véhicules, et préparer l'accueil du reste du détachement Lynx 3 armée par le 5^e régiment de dragons.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Otan

L'OTAN a désormais un hymne officiel. Ecoutez, chantez...

<http://www.bruxelles2.eu/> 7 Jan 2018 André Reichling, Hymne, Luxembourg, OTAN



(B2) L'Alliance atlantique pourra désormais se décliner en notes de musique. L'OTAN a, en effet, adopté son hymne officiel « *pour la première fois de son histoire* » indique un communiqué de l'Alliance publié en ce début d'année.

Cuivres et caisse claire

Cet hymne, d'une durée de 1'30 écrit par l'ancien chef d'orchestre de la Musique militaire luxembourgeoise, André Reichling, est marqué par une nette présence des cuivres (trois saxophones, deux cornets, deux trompettes, trois trombones, 1 tuba, 1 cor, 1 cor baryton) et percussions (caisse claire). Quelques instruments à vents (piccolo, flûte, hautbois, trois clarinettes) atténuent son côté martial lui donnant un air assez agréable à écouter. On pourrait presque le fredonner le matin sous la douche.

Lecteur audio : <http://www.bruxelles2.eu/2018/01/07/lotan-a-son-hymne/>

Un petit air à fredonner ?

Vingt instruments de musique ont, en effet, été convoqués selon la version officielle. On retrouve des montées de gammes, assez proches des canons de Pachelbel, marqués par des ruptures de tonalité, avec un zeste un rien nostalgique du God Save the Queen, lui donnant un air presque sucré, et un petit côté musique de chambre italienne. Pas tout à fait étonnant pour qui connaît le compositeur. Aujourd'hui à la retraite, avec le grade de lieutenant-colonel, André Reichling a, en effet, arrangé de nombreuses compositions d'artistes, aussi variés que Rossini, Gershwin, Strauss, Mendelssohn ou Dvorak.

Sans paroles pour éviter les couacs

Cet hymne n'a pas de paroles. Ce qui lui garantit un certain caractère universel et évite bien des couacs musicaux... et diplomatiques. Cela épargne de se poser la question du texte à accompagner – ce qui aurait encore nécessité de longues années de palabre – ou de la langue. D'un point de vue pratique, cela facilite surtout son interprétation. Inutile de convoquer des chœurs ou d'obliger les « officiels » à le chanter.

Une longue suite d'essais pas concluants

Cette décision met fin à un long vide. Ce n'est cependant pas faute d'essais. Mais ceux-ci n'ont pas vraiment été concluants. Les premières propositions, recensées, pour un hymne de l'OTAN remontent, en fait, à la fin des années 1950, pour la préparation du dixième anniversaire de l'Alliance.

En 1958, le diplomate britannique Sir Thomas Hildebrand Preston écrit ainsi une marche de cérémonie de l'OTAN pour accueillir les visiteurs au siège de l'OTAN à Paris (1). Cela ne rencontre pas vraiment l'assentiment général.

En 1959, nouvel essai. Un orchestre et une chorale interprètent un « Nato Song » au dixième anniversaire de l'OTAN, composé par le capitaine Hans Lorenz de l'armée de l'air allemande, avec les paroles des capitaines néerlandais, Stephanus van Dam et Leon van Leeuwen (en anglais et en allemand). La partition ne passe pas le cap des années...

L'organisation n'est pas vraiment chaude. Ainsi une certaine madame Knollmann de Virginie qui avait proposé une composition « NATO nations » pour le commandement de Norfolk reçoit une fin de non-recevoir. « *Malheureusement, l'Organisation n'est pas capable d'accepter ou de reconnaître aucun hymne comme hymne officiel de l'OTAN. La même position est applicable aux différents commandements de l'OTAN notamment l'Allied Command Atlantic de Norfolk en Virginie* » est-il écrit dans une missive conservée dans les archives de l'Alliance.

En 1960, c'est le chef de l'armée de l'air du Royaume-Uni, Sir Edward Chilton, lui-même qui s'y colle. Il propose un hymne de l'OTAN arrangé par le chef d'escadron J.L. Wallace, combinant dans une sorte de « pot-pourri » les quinze hymnes nationaux des États membres de l'OTAN de l'époque. Cela ne convainc pas vraiment tout le monde.

dernier sommet (en présence de Donald Trump) en mai 2017. Mais pour franchir le pas de l'officiel, il faudra encore du temps, presque trente ans pour que l'Alliance se décide à en faire officiellement son hymne.

(Nicolas Gros-Verheyde)

(1) Un personnage ! Né en 1886, mariée à une Allemande de bonne noblesse, Henrietta von Shickandantz, Thomas Hildebrand Preston est nommé vice-consul britannique à Ekaterinbourg en Russie en 1913. La guerre civile russe le fait partir. Il est évacué vers Vladivostok pour y effectuer des tâches de renseignement en 1919. Après un retour dans son pays natal, il revient sur les terres (soviétiques), comme consul britannique à Petrograd / Leningrad, en 1922, il y reste jusqu'à la rupture des relations diplomatiques en 1927. Il est nommé en 1929, consul à Kaunas auprès du gouvernement lituanien. Poste qu'il exerce durant plus de dix ans. Au tout début de la seconde guerre mondiale, il aide plusieurs centaines de juifs lituaniens à fuir vers la Palestine, leur procurant des documents de voyage, de façon plus ou moins légale, en passant par la Turquie. Il sera ensuite poste au Caire de 1941 à 1948.

Nicolas Gros-Verheyde

Barkhane : D'après un rapport des Nations unies, la situation sécuritaire se dégrade au Mali

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 09-01-2018



Photo : État-major des armées (EMA)

La création de la Force conjointe du G5 Sahel, soutenue par la France, permettra-t-elle de renverser la tendance au Mali et, plus largement, dans la bande sahélo-saharienne ? En tout cas, au regard de la situation décrite dans le dernier rapport trimestriel **[.pdf]** remis au Conseil de sécurité par Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies, la tâche s'annonce très compliquée.

Ainsi, ce document indique que les « conditions de sécurité se sont dégradées au Mali » et que les « attaques contre la MINUSMA [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali, ndlr] et les forces de défense et de sécurité maliennes ont augmenté en nombre et en intensité. »

Aussi, le rapport en conclut que les organisations jihadistes, en particulier le « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans » (GSIM), créé en mars 2017 par la fusion de plusieurs entités (Ansar Dine, katiba d'AQMI, al-Mourabitoune, etc), semblent « avoir renforcé leurs capacités opérationnelles et élargi leur zone d'opérations. »

La situation est préoccupante dans les régions de Mopti et de Ségou, où il y a eu « davantage d'actes terroristes que dans l'ensemble des cinq régions du nord de Mali ». Le rapport précise qu'elles ont été « particulièrement touchées par l'intimidation et le prosélytisme agressif des éléments terroristes envers les civils. »

Pour ce qui concerne les régions de Gao et de Ménaka, le rapport du secrétaire général de l'ONU se veut prudent sur l'origine des attaques qui y ont été commises. Si certaines ont été revendiquées par le GSIM, d'autres sont « peut-être le fait de l'État islamique du Grand Sahara », lit-on dans le document. « La MINUSMA a reçu des informations selon lesquelles les deux groupes agissaient en parallèle et probablement en collaboration », y est-il précisé.

Au total, au cours du dernier trimestre 2017, 71 attaques attribuées aux groupes terroristes sévissant au Mali ont été constatées (37 contre forces maliennes, 31 contre la MINUSMA, 2

contre un groupe armé signataire et 1 contre la force Barkhane). Soit 18 de plus par rapport « à la période précédentes ». En outre, 11 Casques bleus y ont laissé la vie et la mission des Nations unies a perdu en moyenne environ deux véhicules blindés de transport de troupe par mois.

S'agissant particulièrement de la région de Mopti, le rapport explique que les groupes armés radicaux prennent « le contrôle de zones de plus en plus étendues, imposant un dogme religieux extrémiste, menaçant les civils de violence s'ils coopèrent avec les autorités maliennes et répondant dans certains cas à la résistance par de violentes représailles. » Et d'ajouter : « Leurs attaques répétées contre les autorités civiles maliennes montrent également leur intention de saper l'autorité de l'État. » D'autres cas similaires ont été signalés dans la région de Tombouctou.

Cela étant, et selon les données collectées par le site Long War Journal, 276 attaques ont été attribuées aux groupes jihadistes au Mali, au Niger et au Burkina Faso sur l'ensemble de l'année 2017, soit 19 de plus rapport à 2016. Ce qui tend à montrer que ces organisations terroristes ont maintenu leur « tempo » opérationnel au cours de ces derniers mois.

« Sur les 276 attaques, 71 ont été commises avec des engins explosifs improvisés (IED) et 24 ont été des tirs de mortiers ou de roquettes contre des bases militaires françaises, maliennes ou des Nations Unies dans le nord du Mali », détaille Long War Journal, qui fait aussi état de 11 enlèvements et de deux attentats suicides (dont un particulièrement meurtrier commis à Gao). Le reste (168 cas) ont consisté à mener des assauts (comme contre le campement Kangaba, Bamako, en juin 2017 ou à Ouagadougou, en août) et des embuscades ou bien encore à commettre des assassinats.

L'autre boule à facettes du 31 à Tessalit

<http://lemamouth.blogspot.com/> jeudi 11 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Comme ce blog l'avait souligné à l'époque, Barkhane et Sabre ont mis les petits plats dans les grands pour que le passage à 2018 se passe dans de bonnes conditions, à Tessalit, où la ministre réveillonnait avec la troupe.

Un Mirage 2000, une Gazelle, un ballon, un réseau de capteurs, mais aussi un Reaper ont été mobilisés. Le drone du **1/33 Belfort** parti de Niamey aura volé cette nuit-là une quinzaine d'heures pour fournir un flux d'imagerie contribuant à la force protection.

La ministre a même pu s'entretenir, via le relais-radio intégré au drone, avec l'équipage du drone (quatre opérateurs) d'astreinte ce soir-là.

Les Britanniques vont-ils s'engager au Sahel, aux côtés des Français ?

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 11.01.2018 Par Philippe Chapleau

Selon Deborah Haynes du *Times* (voir [ici](#)), Français et Britanniques échangent sur un possible engagement britannique dans la BSS, en amont du sommet qui réunira Emmanuel Macron et Theresa May, le 18 janvier à Sandhurst.

Ce sommet portera, entre autres, sur "la coopération en matière de sécurité et de défense, dans le prolongement des accords de Lancaster House", selon l'Élysée.

La journaliste du *Times* cite ce matin une source de Whitehall qui précise les domaines de convergence franco-britannique: ISR/ISTAR, lutte anti-terroriste, lutte contre le crime organisée, contrôle des flux migratoires.

Londres pourrait aussi déployer des hélicoptères. Au profit de *Barkhane*, on l'espère, qui est chroniquement à court de voilures tournantes. A moins que les Britanniques ne décident de la jouer qu'en bilatéral avec un régime local, comme les Italiens au Niger...

Silence radio du côté de Brienne ce matin. La balle est dans le camp de l'Élysée

Les Britanniques ont déjà donné des coups de main aux Français dans la BSS. Il y a tout juste 5 ans, lors du lancement de l'opération *Serval*, des C-17 de la RAF avaient pris part au pont aérien entre l'Europe et le Mali pour acheminer soldats et fret.

Barkhane : réparation d'un puits à Amalaoulaou

Mise à jour : 10/01/2018

Dans le cadre de l'opération Koufra, deux détachements interarmes du partenariat militaire opérationnel ainsi qu'une compagnie du groupement tactique désert infanterie ont été déployés dans une zone refuge des groupes terroristes, près du village d'Amalaoulaou. Ils y ont mené une mission de reconnaissance et une action civilo-militaire au profit de la population.



Renforcés par une section des forces armées maliennes (FAMa) les militaires français ont reconnu, plusieurs jours durant, la région d'Amalaoulaou. Afin de s'assurer de l'absence d'ennemi, ils ont investi le village à la recherche de tout indice de présence de membres des groupes armés terroristes ou de ressources servant à les ravitailler.

En parallèle de son déploiement tactique, la force Barkhane a également agi sur le terrain en soutien de la population malienne, prodiguant des soins médicaux et fournissant des denrées de première nécessité. Dans le village d'Amalaoulaou, le puits n'était plus fonctionnel depuis plusieurs mois : l'intérieur était bouché et la pompe cassée.

Après une analyse de la situation, les sapeurs du 13^e régiment du génie sont intervenus pour remettre la pompe en fonction. Ils ont fait preuve d'imagination pour pouvoir modifier un mécanisme défaillant et le remplacer par un autre système. Le puits a également été débarrassé de son bouchon de branchages. La pompe est finalement parvenue à remonter une eau claire et utilisable par la population, qui n'aura plus à s'approvisionner dans des eaux boueuses.

Les actions civilo-militaires favorisent l'intégration de la force dans son environnement opérationnel, et permettent de lier des relations de confiance avec les habitants des villages rencontrés au cours de l'opération. La force Barkhane déploie des aides d'une grande utilité directement au profit de la population malienne, au cœur de villages éloignés des grandes villes et de leurs fonctions supports.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 000 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace, notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le détachement technique de matériel parachutage largage de Barkhane

Mise à jour : 10/01/2018

Depuis 2016, le détachement technique de matériel parachutage largage (DTMPL) de Barkhane est installé de façon pérenne sur la base aérienne projetée de Niamey. La mission de ce détachement consiste au maintien en condition opérationnelle, à la gestion et à la mise à disposition du matériel de parachutage au profit de toutes les unités de livraison par air de la bande sahélo saharienne, dans le cadre des missions de ravitaillement par voie aérienne.



Composé de sept militaires, tous issus du 1er régiment de train parachutiste (1er RTP), le DTMPL répond aux besoins des équipes de livraison par air des sites de Niamey, N'Djamena et Gao, qui doivent en permanence avoir la capacité de larguer jusqu'à 75 tonnes de fret. Cela représente l'équivalent de 750 voiles à passer entre les mains des plieurs, lorsque l'on sait qu'une voile soutient 100 kg. Un parachute de charge compte en général dix voiles.

Afin de garantir la sécurité des aéronefs, du personnel navigant et des troupes au sol, la vigilance et la sécurité sont de mise lors des opérations de pliage. « Chaque geste du plieur est suivi et contrôlé par le chef d'équipe, et ce dernier est à son tour contrôlé par le chef de groupe. Nous travaillons selon les mêmes réglementations et critères de sécurité qu'en France » précise le lieutenant Mathieu, chef du détachement technique de matériel parachutage largage adapté au théâtre Barkhane.

Chaque jour, le détachement peut plier au maximum 12 parachutes de charge, soit 12 tonnes de matériel largable. Une cadence théorique, car à cela viennent s'ajouter les missions de transit au profit du détachement de transit interarmées et les livraisons par air. En effet, les soldats du DTMPL sont doublement qualifiés et peuvent également être amenés à réaliser des missions de transit et à opérer comme largueur depuis les aéronefs de l'armée de l'air.

Une véritable fierté pour le jeune chef de détachement : « C'est ici ma première opération extérieure sur un poste particulier de spécialiste, ce qui me permet d'être totalement dans la technique. Au-delà de cet aspect, ce que je retiens, c'est la satisfaction de voir son métier concrétisé de bout en bout, surtout pour mes hommes qui plient, larguent et peuvent voir les effets de leur travail sur le terrain ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 000 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane : Dernier déploiement en Opex pour les Mirage 2000N

Mise à jour : 10/01/2018 – Direction : Armée de l'air

Début décembre 2017, deux Mirage 2000N de l'Armée de l'air ont décollé pour leur dernier déploiement en Opex dans le cadre de l'opération *Barkhane*.



En fin d'année 2017, une relève du plot chasse a eu lieu sur la base aérienne 172 Fort-Lamy «Sergent-chef Adji Kosséï» de N'Djamena, au Tchad. Elle a été marquée par l'arrivée de deux Mirage 2000N, dont c'est le dernier déploiement opérationnel.

Dans le cadre de l'opération *Barkhane*, ils assureront l'ensemble des missions pouvant être dévolues à un avion de chasse. Mais ne disposant pas de la capacité de désignation au sol, ils opéreront en configuration MFE (*Mixed Fighter Element*), en patrouille avec les Mirage 2000D déployés sur place. Cette formation permet une meilleure répartition des efforts logistiques, le guidage laser effectué par les Mirage 2000D permettant aux 2000N de tirer des missiles sol-air.

En opération, les Mirage 2000N ont la capacité d'emporter jusqu'à quatre bombes classiques ou quatre bombes à guidage laser de type GBU12.

Après ce dernier mandat de quatre mois en opération, les Mirage 2000N réintégreront la base aérienne 125 d'Istres-Le Tubé en mars 2018 pour y assurer des missions de posture permanente de dissuasion et d'entraînement au bombardement conventionnel, avant leur retrait de service prévu à l'été 2018.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Attentat à la voiture piégée contre Barkhane: 3 militaires français blessés

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 12.01.2018 Par Philippe Chapleau

L'EMA a confirmé une rumeur qui circulait depuis quelques heures sur les réseaux sociaux: le 11 janvier en fin de matinée, entre Indéliman et Ménaka (est du Mali), un attentat à la voiture piégée a visé un convoi militaire français.

Trois soldats ont été blessés, dont un gravement touché qui a été évacué vers un hôpital militaire en France.

Le véhicule piégé est venu se coller contre un VAB qui a été endommagé. Le conducteur de ce véhicule piégé est mort.

L'attaque est intervenue alors que les forces françaises ont mené, dans la nuit du 10 au 11 janvier, une opération dans la ville de Ménaka " pour s'emparer des membres de groupes armés

terroristes sévissant dans cette région frontalière du Niger", a indiqué l'état-major de Barkhane dans un communiqué.

Comme le rappelle Olivier Fourt (*RFI*), l'attaque a eu lieu le 11 janvier, date anniversaire du lancement de l'opération *Serval*.

Barkhane : Trois militaires français blessés lors d'une attaque commise avec un véhicule piégé

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Forces terrestres, Opérations par Laurent Lagneau
Le 12-01-2018



Photo : EMA / Archives

La date de cette attaque ne doit rien au hasard. Le 11 janvier, soit cinq ans après le début de l'opération *Serval*, au Mali, un véhicule de l'avant blindé (VAB) français a été la cible d'un VBIED (Vehicle Borne Improvised Explosive Devices) alors qu'il faisait partie d'un convoi circulant entre Ménaka et Indélimane, près de Gao.

L'explosion a fait trois blessés parmi les occupants du VAB, dont un sérieusement touché. Ce dernier a été rapatrié dans la nuit pour être admis dans un hôpital d'instruction des armées (HIA). Son pronostic vital ne serait pas engagé.

Le mode opératoire de cette attaque, vraisemblablement commise par le Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans – GSIM), qui réunit plusieurs groupes jihadistes sous l'autorité de Ilyad ag Ghaly, est plutôt rare au Mali.

Selon les données disponibles, et avant celle contre Barkhane, la dernière attaque ayant utilisé un VBIED remonte au 18 janvier 2017. Ce jour-là, un véhicule rempli d'explosif avait visé, à Gao, le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), c'est à dire l'organisme chargé d'organiser les patrouilles conjointes entre les ex-rebelles touareg et les miliciens pro-gouvernementaux prévues par l'accord de paix d'Alger. Cet attentat, qui fit plus de 60 tués, avait été revendiqué par le groupe al-Mourabitoune, intégré désormais au GSIM.

Quoi qu'il en soit, cette attaque contre la force Barkhane est survenu au lendemain de l'arrestation, à Menaka, de plusieurs « membres de groupes armés terroristes sévissant dans cette région frontalière du Niger » par les militaires français.

« Dans le strict respect du droit international, les commandos ont procédé à des fouilles permettant de saisir de l'armement, du matériel et des documents. Des personnes ont également été capturées afin de lever le doute sur leur contribution aux actions des groupes armés terroristes de cette région », a expliqué l'État-major des armées.

Comment Paris veut se remettre en Sahel

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 12 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est la grande semaine pour la stratégie française au Sahel. Lundi, **Florence Parly** accueille une réunion de donateurs pour la force conjointe du G5 Sahel : l'outil sensé permettre à Barkhane de quitter la zone parallèlement à la montée en puissance de cette force de circonstances (avec tous les avantages et défauts que cela comporte).

En fait, le fuseau central de cette FC doit être opérationnel au printemps avec un réservoir de 3 000 hommes, les deux fuseaux latéraux devant suivre... quand ce sera possible. Pour l'instant, la priorité est bien au centre (sans mauvais jeux de mots), là où les problèmes se concentrent,

avec encore hier, une explosion de véhicule suicide, un mode opératoire extrêmement rare, qui a blessé trois Français dont un grièvement.

Paris mise sur les deux GTIA successifs qui vont opérer dans cette zone contestée pour régler leur compte aux djihadistes : ces deux GTIA sont formés par la **Légion**, autour de la **13^e DBLE**, puis au printemps, du **2^e REP**. A cette date, les paras français auront en plus enfin récupéré... les parachutes qui leur font défaut depuis des mois (lire par ailleurs), de quoi permettre de sauter en sécurité (un précédent saut, sans vrai enjeu opérationnel, avait causé, en juin, la mort d'un jeune para et des blessures à une vingtaine d'autres).

Ce "surge" se traduit déjà depuis plusieurs semaines par un discret surcroît d'effectifs que Paris n'a pas jugé bon d'évoquer. En outre, alors que l'EMA a réduit les effectifs de ses forces spéciales en ZIS, ils sont maintenus en zone sahélienne, ce qui montre bien que le général **Lecointre** cherche à maintenir la pression sur les GAT par tous les leviers dont il dispose, Sabre étant le plus optimisé contre un adversaire fugace, grâce à la foudroyance fournie notamment par ses moyens aériens. Mais pas d'efficacité du marteau sans enclume (mobile si possible).

L'autre grand rendez-vous à venir, c'est la bilatérale de Sandhurst, où Britanniques et Français doivent se redire tout l'amour qu'ils ont l'un pour l'autre dans la défense, brexit ou pas.

Comme évoqué sur ce blog hier matin, les Français ont multiplié les appels du pied pour disposer de moyens ISR dont les Britanniques disposent en une profusion quasi-indécence, et des hélicoptères de fort beau tonnage (CH-47) qui n'existent en plus pas que sur le papier (nos alliés ont réformé leur MCO depuis des lustres, tout comme la gestion opérationnelle de leurs voilures tournantes). Ces Britanniques disposent pour l'ISR de moyens dont l'évocation fait briller les yeux du cibleur français : des drones armés Reaper, mais aussi des ISR légers Sentinel que Londres s'était payé en urgence opérations (un mot aux réalités mal maîtrisées par chez nous...) pendant la guerre d'Afghanistan (on mesure à cet égard le fossé qui sépare Londres et Paris, où on attend un premier ISR léger qui sera à moitié borgne et sourd).

Malgré une armée en assez triste état, Londres est prêt à lâcher quelques-uns de ces bijoux de famille, puisque c'est pour dessouder du terroriste. Mais pas à n'importe quel prix : parmi les éléments en balance, une plus grande implication de Paris à l'est de l'Europe où l'effort reste faiblard, et quelques renforcements encore de l'amitié opérationnelle déjà bien existante entre les armées de l'air (sans doute le volet le plus consistant), marines, et dans une bien moindre mesure, entre armées de terre.

En quelques heures cruciales de diplomatie bien maîtrisée, Paris pourrait ainsi commencer à se dégager de ce qui apparaît de plus en plus comme un bourbier, et au passage, d'épargner quelques vies de militaires, et, c'est évidemment surtout le but visé, de dégonfler l'enveloppe des surcoûts opex et faire (enfin) reposer le matériel, notamment les hélicoptères, qui n'ont vraiment plus la forme.

L'État islamique dans le grand Sahara revendique l'attentat qui a blessé 3 soldats français au Mali

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Opérations, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 13-01-2018



Le 11 janvier, trois militaires français ont été blessés (dont un gravement) lors d'une attaque suicide contre leur convoi menée avec un véhicule bourré d'explosifs (VBIED), sur l'axe reliant Ménaka à Indélimane, près de Gao, au Mali.

La date coïncidant avec le cinquième anniversaire du lancement de l'opération Serval, l'on pouvait penser que le Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans – GSIM), une organisation qui réunit plusieurs groupes jihadistes ayant fait les frais de l'intervention française, allait revendiquer cette attaque.

Finalement, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a envoué, le 12 janvier, un communiqué à l'agence de presse mauritanienne ANI pour « proclamer sa responsabilité » de l'attaque ayant visé les militaires français ainsi que de celle menée en octobre dans la région de Tongo Tongo (Niger), au cours de laquelle 4 commandos des forces spéciales américaines avaient été tués. Cette dernière n'avait jusqu'à présent pas été revendiquée.

« Les soldats du califat ont attaqué hier jeudi 11 janvier au petit matin une colonne de l'armée française avec un véhicule piégé », a ainsi affirmé l'EIGS, qui a, par la même occasion, revendiqué plusieurs autres attaques au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

A priori, il s'agirait de la première attaque de l'EIGS contre la force Barkhane au Mali. Cette organisation est dirigée par Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, un ancien membre du Front Polisario ayant rejoint le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

Après le rapprochement de ce dernier avec « Les signataires par le sang » de Mokhtar Belmokhtar pour former le groupe « al-Mourabitoune », Al-Sahraoui fit, en mai 2015, publiquement allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de l'État islamique (EI ou Daesh). Mais ce ralliement fut officiellement accepté 18 mois plus tard, c'est à dire en octobre 2016.

En décembre dernier, il a été rapporté que le GSIM et l'EIGS avaient noué une alliance. Ce qu'a confirmé un récent rapport des Nations unies sur la situation au Mali. « La MINUSMA [mission de l'ONU, ndlr] a reçu des informations selon lesquelles les deux groupes agissaient en parallèle et probablement en collaboration », y lit-on.

Apparemment, le GSIM se concentre sur le nord et le centre du Mali tandis que l'EIGS est surtout présent dans la région frontalière avec le Niger.

8 – MISSINT

VIGIPIRATE RENFORCE (Sentinelle)

L'opération Sentinelle est toujours autant plébiscitée par les Français

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres, Opérations par Laurent Lagneau Le 08-01-2018



Photo : Ministère des Armées

Il y a trois ans, après les attaques terroristes contre la rédaction de Charlie Hebdo et du magasin Hyper Cacher de la porte de Vincennes, le gouvernement décida de lancer l'opération intérieure Sentinelle en mobilisant 10.000 soldats pour protéger 830 points sensibles sur le territoire national.

Cette opération ne manqua de susciter quelques critiques : son efficacité fut mise en question, de même que son utilité. « Aujourd'hui, quoi qu'en disent l'armée de terre et le ministère de la Défense qui essaient de convaincre du contraire depuis le début, ces militaires sont utilisés comme des supplétifs des forces de police [...] avec des pouvoirs extrêmement limités, qui font de la présence et de la sécurisation à minima », a ainsi estimé Elie Tenenbaum, auteur d'une étude sur Sentinelle pour le compte de l'IFRI.

Par ailleurs, cette opération donna lieu à de fortes tensions au sein de l'armée de Terre, notamment au niveau de la préparation opérationnelle de ses unités. Et c'est sans parler des conditions d'hébergement des militaires sollicités ainsi que des sujétions inhérentes à cette mission. Cependant, le dispositif de Sentinelle a depuis évolué. Désormais, avec 7.000 soldats (plus 3.000 en réserve), il se veut « plus flexible et plus mobile ».

Cela étant, les enquêtes d'opinion se suivent et le confirment : Sentinelle est véritablement plebiscitée par les Français. Ainsi, selon un sondage qui, réalisé en octobre 2017 par l'IFOP, vient d'être rendu public par la Délégation à l'information et à la communication de la défense (DlCoD), 83% des personnes interrogées approuvent cette opération intérieure. Soit une hausse de 8 points en un an.

Cette forte adhésion à Sentinelle est probablement due à plusieurs incidents ayant eu lieu en 2017, comme par exemple l'affaire du Carrousel du Louvre, où un terroriste présumé fut neutralisé par quatre militaires, ou encore celle du Hall 1 de l'aéroport d'Orly-Sud, où un individu « connu des services de police et de renseignement » tenta de s'en prendre à trois aviateurs avant d'être abattu.

L'on pourrait encore citer l'interpellation, grâce à une patrouille Sentinelle, d'un individu ayant brandi un couteau en criant « Allah Akbar » à la tour Eiffel (5 août 2017) ou encore le sang froid dont fit preuve un réserviste du 1er Régiment Étranger du Génie pour neutraliser l'assassin de deux jeunes femmes à la gare Saint-Charles, à Marseille.

L'année 2017 a également été marquée par l'attaque à voiture contre une patrouille Sentinelle à Levallois-Perret (6 blessés, dont 3 graves).

Toujours selon le même sondage évoqué par la DlCoD, 84% des Français « font confiance aux armées pour intervenir sur le territoire national en cas d'attaque terroriste ». Ce qui est cohérent avec l'adhésion à l'opération Sentinelle.

Par ailleurs, 92% des personnes interrogées estiment que la menace terroriste demeure élevée. D'où, également, le fort soutien à l'opération Chammal (88%). Les missions contre Daesh (État islamique ou EI) en Irak et en Syrie « sont soutenues par une part toujours croissante de l'opinion », souligne la DlCoD. Et 84% des Français considèrent « qu'il faut les poursuivre jusqu'à ce que Daesh ne soit plus une menace. »

Lyon. La militaire qui avait tenté de mettre fin à ses jours est décédée

Accueil / Auvergne Rhône-Alpes / <https://www.ouest-france.fr/> avec NG Modifié le 10/01/2018 à 12:05 | Publié le 10/01/2018 à 12:05



La militaire se serait suicidée après une rupture sentimentale. | Photo : Thomas Brégardis / Ouest-France / illustration

Une militaire de l'opération Sentinelle avait tenté de mettre fin à ses jours dans les toilettes de la gare de Lyon Part-Dieu, lundi 1^{er} janvier. Elle a finalement succombé à ses blessures trois jours plus tard.

Elle avait 27 ans. La militaire de l'opération Sentinelle qui avait tenté de se suicider dans les toilettes de la gare de Lyon Part-Dieu, le 1^{er} janvier dernier alors qu'elle patrouillait, n'a pas survécu, rapporte *Le Progrès* ce mardi. Selon le quotidien lyonnais, son décès a été prononcé jeudi 4 janvier, soit trois jours après que la jeune femme a retourné son arme contre elle.

Un geste désespéré accompli dans les toilettes de la gare

La jeune femme s'était enfermée avec son arme dans les toilettes réservées au personnel de la gare et avait contacté son ex-petit ami avec son téléphone portable. Elle était en communication vidéo avec lui lorsqu'elle a appuyé sur la détente. C'est le jeune homme qui avait prévenu les pompiers.

Son geste désespéré aurait été motivé par leur récente rupture, avance *Le Progrès*.

9 – Défense de par le Monde

10 – Nos Forces Armées

50% des Français estiment que les armées n'ont pas les moyens de leurs missions

<http://www.opex360.com/> Posté dans Politique de défense par Laurent Lagneau Le 09-01-2018



Photo : État-major des armées

Peut-on parler d'une prise de conscience au regard des résultats des enquêtes d'opinions conduites depuis deux ans ? A priori, de plus en plus de Français estiment que les armées n'ont pas les moyens suffisants pour mener à bien leurs missions. C'est ce que l'on pourrait déduire des « chiffres clés de sondages de la défense », que vient de publier la Délégation à l'information et à la communication de la défense (DICoD).

« 50 % des Français considèrent que nos soldats ne sont pas suffisamment équipés en matériels ou en armements pour mener à bien les opérations qui leur sont confiées », lit-on dans ce document, qui fait référence à un sondage de l'IFOP réalisé en octobre 2017 [\[.pdf\]](#). D'après la DICoD, c'est 11% de plus en deux ans.

Cependant, tout dépend de la référence que l'on choisit. En juillet dernier, une enquête effectuée deux mois plus tôt par le même institut indiquait que 55% des personnes interrogées estimaient que le « budget actuel de la Défense » ne permettaient « plus aux armées de remplir leurs missions ».

Une perception qui aurait pu être confirmée par la démission du général Pierre de Villiers de ses fonctions de chef d'état-major des armées (CEMA), consécutive à l'annulation de 850 millions d'euros de crédits. Mais l'annonce d'un budget des Armées en hausse de 1,8 milliard d'euros pour 2018 explique probablement cette différence de 5% entre ces deux sondages de l'IFOP.

Le succès, en librairie, du livre du général de Villiers (« Servir », éditions Fayard) aura-t-il une incidence sur ce que pensent les Français au sujet des moyens alloués à leurs militaires? La prochaine enquête le dira...

Quoi qu'il en soit, et toujours en comparant les sondages réalisés en mars et en octobre 2017, l'on constate un léger tassement chez ceux qui considèrent que le budget des Armées devrait être

maintenu à son niveau, voire être augmenté. Au printemps dernier, ils étaient 82% à le penser, contre 79% six mois plus tard.

3 questions au Général de Division Aérienne Bruno Maurice, Officier Général Transformation Digitale des Armées

Mise à jour : 10/01/2018

« Gagner avec le digital » : la transformation digitale des armées va permettre aux armées d'utiliser les apports de la technologie numérique et de la dématérialisation des données. L'enjeu prioritaire est de préserver notre supériorité opérationnelle.



1) Pouvez-vous nous définir votre mission ?

Elle m'a été donnée par le major général des armées (MGA) qui incarne le « leadership numérique » pour les armées, directions et services. Ainsi, il souhaite accélérer la transformation des armées, en « gagnant avec le digital ». Derrière cette formule, il s'agit d'une démarche qui veut mettre en avant les initiatives qui viennent des usagers, qui permet de partager les bonnes pratiques tout en restant à l'affût des évolutions technologiques.

Dans ce cadre, nous avons d'abord réalisé un état des lieux de la maturité digitale de nos armées. Nous avons ensuite proposé au MGA fin 2016 une feuille de route pour conduire cette transformation. Début 2017, des initiatives de court terme, susceptibles d'être très rapidement mises en œuvre, ont été identifiées. Sur le plus long terme, nous étudions désormais avec les organismes concernés, les possibilités d'optimiser la façon dont est traitée la donnée, mais également la façon dont elle est protégée et enfin comment elle peut évoluer jusqu'à un résultat industriel.

2) Quels sont les enjeux portés par la transformation digitale ?

Le premier enjeu est de rester dans la course, de conserver la supériorité opérationnelle. Dans le civil, tout le monde est conscient des possibilités offertes par le « big data », c'est-à-dire cet ensemble de données disponibles sur internet, devenu si volumineux que l'esprit humain ne suffit pas à les traiter et les exploiter. Même les outils classiques de gestion de base de données ne suffisent plus ! A ces volumes gigantesques, des sociétés comme Google ou Amazon répondent en développant des capacités d'exploitation massive qui leur permettent, notamment, de mieux cibler les goûts de leurs usagers, qui plus est de façon individuelle, ou de réaliser de la prospective. Au-delà de ces logiques commerciales, les applications potentielles offrent des perspectives vertigineuses, qu'il s'agisse de gestion des risques, d'appréhension de phénomènes climatiques, de compréhension du fonctionnement du corps humain, par exemple.

Le gisement, la donnée, c'est le carburant qui fait fonctionner le tout. Son utilisation assure le lien entre l'utilisateur et son nouvel environnement, désormais dépersonnalisé, dématérialisé et quasiment sans limite physique. Nous devons apprendre à évoluer dans cet environnement, à développer des outils pour absorber et traiter ces masses de données, ce flux continu d'informations et d'échanges. Nos ennemis et nos compétiteurs stratégiques sont déjà sur ce terrain.

Dans les armées la digitalisation est très inégalement partagée. Si les programmes d'équipement majeurs bénéficient des technologies numériques les plus avancées, le soutien et le quotidien du soldat sont insuffisamment digitalisés. Grace aux objets connectés et l'intelligence artificielle (IA),

nous avons pour ambition de fluidifier les relations de commandement, de simplifier l'administration, de rendre plus efficaces les services, ainsi que de faire émerger des solutions innovantes dans les systèmes de combat et de commandement sur la base de technologies, voire d'usages, civils préexistants.

Sur le plan militaire, il faut que nous intégrions très rapidement ces notions et que nous sortions de la logique suivant laquelle chacun est propriétaire de ses données et ne les partage qu'avec une extrême parcimonie. La règle de « on partage tout sauf... » est désormais de mise. Ceci va bouleverser de façon générale les habitudes, les métiers et les organisations. La façon d'exercer le commandement, la manière de conduire les opérations dans toutes leurs dimensions, de vivre au quotidien dans les bases et les casernes, de soutenir, de s'entraîner, de se former, d'entretenir les compétences, de gérer des organismes de plus en plus complexes et imbriqués s'en trouveront également changées.

3) Quel doit être l'état d'esprit pour aborder cette transformation digitale ?

Si on veut gagner, il faut animer une dynamique et une approche politique globale du dossier. D'où le message clé retenu : « accélérer notre transformation digitale en stimulant l'innovation par les usages dans un tempo agile ». Je m'explique : la transformation digitale des armées passe par la rencontre de la rupture technologique (l'adaptation radicale aux nouveaux outils et services) avec de nouveaux usages (par la maîtrise et le partage de la donnée) sur une boucle de temps très courte (le tempo agile). Autre nouveauté : admettre l'échec comme source d'enseignement dans la phase exploratoire.

La démarche doit être globale car l'innovation ne peut être cloisonnée. Elle englobe l'organisation, les équipements, les processus, le tout dans une maîtrise des temps courts. Le rapport au temps et à l'immédiateté est fondamental : la révolution digitale entre dans une phase d'accélération fulgurante. Portée par la globalisation de l'Internet, elle touche tous les secteurs d'activité et fait émerger des acteurs, des métiers, des objets, des usages et des lois qui n'existaient pas il y a une génération. La relation au temps court dans l'innovation est en train de changer les usages, le « mindset » : le cycle de résultat industriel est désormais de l'ordre de 9-10 mois, contre 15 ans auparavant.

L'humain conserve néanmoins une place prépondérante dans cette démarche, puisque les usagers sont passés - par la maîtrise de la donnée - du stade de consommateurs à celui de concepteurs, d'utilisateurs et d'évaluateurs, simplement par l'utilisation au quotidien d'outils qui se simplifient et qui s'adaptent à leur besoins.



La prochaine conférence TDA se tiendra à Balard le 1^{er} février 2018. Elle sera animée par Guy Vallancien, chirurgien, pionnier de la robotique chirurgicale et auteur de « Homo Artificialis » (2017 Michalon) et « La médecine sans médecin ? » (2015 Gallimard).

Elle aura pour thème « De l'homme réparé à l'homme augmenté » et traitera d'intelligence artificielle, de robotique, de génomique. Concrètement, la question se posera de savoir jusqu'où nous accepterons que ces outils désormais ultra performants nous remplacent ou nous dépassent.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

De nouvelles infos sur le report du PPCR

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 12 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le décalage d'un an (au moins) de la mise en application du PPCR sensé traduire en euros la considération de l'Etat envers ses militaires était connue d'une partie des ces derniers... dès le début décembre. Informé, le **CSFM** avait en effet dit tout le mal qu'il pensait de la mesure, mais cette expression n'a donc pas suffi à faire reculer l'exécutif sur ce sujet qui tient à coeur aux militaires. Bon nombre avaient en effet anticipé l'augmentation de solde... pour calculer leur retraite, pour ceux qui partent, et leur nouvelle solde, pour ceux qui restent. Comme le président Hollande s'y était engagé dans ses vœux, il y avait en effet une croyance logique des serveurs de l'Etat à croire la promesse du chef des armées... qui on le sait, a changé, dans l'intervalle.

S'il n'est pas étrange que l'exécutif n'a pas suivi l'avis du CSFM -ça arrive souvent-, il est par contre plus rare qu'un texte administratif arrive à publication au journal officiel dans des délais aussi rapides. Il ne s'est écoulé en effet que dix jours, un record d'efficacité dans les tuyaux administratifs.

De quoi développer, assez vite, un sentiment d'injustice, qui pourrait bien précipiter quelques adhérents dans les bras des APNM, jusqu'alors assez peu courues par les militaires. Sauf dans l'armée de l'air et à la DGA, les deux seules APNM qui ont passé le cap de la reconnaissance par validation de leur représentativité.

Socle Défense ou comment ne pas accroître la dette

<https://www.ttu.fr/> 12 janvier 2018 Catégories Stratégie et politique



Alors que la LPM 2018-2025 est en cours de conception, le ministère des Armées et les états-majors font face à des choix difficiles, comme le programme HIL et BATSIMAR. Car malgré la trajectoire budgétaire ambitieuse annoncée par le Président Macron, les besoins de renouvellement des équipements des forces et de la dissuasion nucléaire dépassent les capacités annuelles de financement de l'Etat contraintes par une dette très élevée et le respect des critères de convergence européens.

C'est sur la base de ce constat que le projet «Socle Défense» est né. Porté par un noyau d'experts indépendants, dont deux anciens chefs d'état-major, l'amiral Pierre-François Forissier et le général Jean-Paul Palomeros, le projet propose de modifier en profondeur les paradigmes de financement de la Défense pour redonner aux armées françaises les moyens d'assurer leurs missions sans accroître la dette souveraine.

Le Socle Défense repose sur quatre piliers (économique, industriel, politique et financier) unifiés par une théorie économique appelée «Défense à valorisation positive», selon laquelle les investissements en matière d'équipements de Défense ont un retour fiscal supérieur à un. Pour arriver à ce résultat, Fabrice Wolf, le concepteur du projet, a intégré non seulement les retours fiscaux initiaux liés à l'investissement direct, mais également les effets sur l'emploi, sur le chômage, sur les équilibres sociaux et sur les exportations, ainsi que leurs conséquences sur le budget de l'Etat. En cumulant l'ensemble de ces facteurs, et en dépassant le seuil de 15 milliards d'euros par an pour les investissements d'équipements de Défense, le projet permettrait d'atteindre un niveau d'autofinancement non seulement pour les équipements des forces armées, mais également de financer l'augmentation des crédits indispensables aux armées, sans aucun surcoût pour le budget de l'Etat.

Le projet propose de faire reposer l'investissement sur une société d'économie mixte majoritairement détenue par l'Etat, et dont les capitaux seraient générés par un produit d'épargne dédié, le «Plan d'Epargne Défense Avenir». Cette approche permettrait, selon ses concepteurs, de respecter l'ensemble des contraintes européennes, en particulier la limite des 3% de déficits publics imposée par Bruxelles.

Selon le modèle présenté, jugé extrêmement crédible par de nombreux économistes, le Socle Défense permettrait sur cinq ans de faire croître les investissements en matière d'équipements au-delà de 15 milliards d'euros par an, soit, concrètement, un quasi triplement du budget actuel dédié aux programmes à effet majeur, tout en augmentant les forces de 50 000 militaires, et d'amener le budget des armées à 2,65% du PIB, identifié comme le seuil d'équilibre selon le projet. Il permettrait plus largement la création de 600 000 emplois dans tout l'écosystème Défense (industries, recherche, etc.), contribuant d'autant à résorber les déficits de l'assurance chômage et de l'assurance maladie, et dans le même temps à financer le service national obligatoire et universel de courte durée souhaité par le candidat Macron, aujourd'hui prêt à être remis au rayon des promesses électorales non tenues.

Enfin, au niveau européen, le projet favoriserait une approche inclusive basée sur l'harmonisation des rythmes d'équipement des armées européennes en mesure de consolider le secteur de l'armement à l'échelle de l'Union, tout en renforçant l'homogénéité et l'efficacité des forces. Trop beau pour être vrai ? Il est vrai que la plupart des idées «novatrices» avancées ces dernières décennies ont toutes montré leurs limites (partenariats public-privé, sociétés de projets) et généré une certaine méfiance chez la plupart des acteurs du secteur, politiques, militaires et surtout industriels.

Le Socle Défense est actuellement à l'étude au ministère des Armées, qui en évalue l'applicabilité et la pertinence. Ce projet «clés en main» ne laisse pas indifférents ceux qui s'y intéressent, tant par son ambition, son modèle que ses origines peu conventionnelles.

Selon son équipe de projet, qui s'est rapprochée d'économistes spécialisés dans la Défense après avoir largement consulté (EMA, les trois états-majors, Bercy, Cour des comptes, Conseil d'Etat), le dossier devra faire l'objet d'une étude de consolidation formelle de plusieurs mois avant de pouvoir être opérationnel. Une fois cette phase d'étude effectuée, un tel projet serait, s'il est avéré applicable, de nature à profondément modifier l'écosystème de la Défense dans son ensemble, sans impact négatif pour les autres champs d'intervention de l'Etat (Education, Logement, Transports, etc.), et de faire évoluer la perception de ce secteur stratégique. C'est peut-être sur ce dernier point que le Socle Défense aura le plus à faire.

a) – Armée de Terre

Une information judiciaire après la mort de 6 légionnaires à Valfréjus en 2016

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 10.01.2018 Par Philippe Chapleau

Une information judiciaire pour homicides involontaires a été ouverte à Lyon sur la mort de six légionnaires dans une avalanche survenue lors d'un entraînement à Valfréjus (Savoie) en janvier 2016.

Le parquet d'Albertville s'est dessaisi en octobre au profit de la juridiction interrégionale lyonnaise, compétente en matière militaire, qui instruit l'affaire depuis 2016.

Un groupe d'une cinquantaine de légionnaires du 2^e REG avait été pris dans une avalanche à la station de Valfréjus (Savoie), à 2 200 mètres d'altitude. Alors que les militaires participaient à un exercice d'aguerrissement, une coulée de neige s'était déclenchée, emportant 18 soldats.

Cinq légionnaires avaient péri sur le coup (voir leurs bios [ici](#)) et un sixième était décédé la semaine suivante.

Une information judiciaire ouverte sur la mort de 6 légionnaires emportés par une avalanche, en 2016

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 10-01-2018



Le 18 janvier 2016, un groupe de 51 légionnaires appartenant à la 3e compagnie du 2e Régiment Étranger de Génie (REG) fut emporté par une avalanche alors qu'il se dirigeait, en ski de randonnée, vers le col du Petit Argentier, dans la région de Valfréjus (Savoie).

Malheureusement, cinq d'entre eux (le caporal Touré Lamarana, le légionnaire de 1^{ère} classe Samuel Simi ainsi que les légionnaires Denis Halili, Gheorghe Palade et Lal Bahadur Khapangi) y laissèrent la vie. Le légionnaire de 1^{ère} classe David Hetenyi décédera une semaine plus tard des suites de ses blessures.

À l'époque, le procureur de la République d'Albertville avait annoncé l'ouverture d'une enquête afin d'établir les circonstances de ce drame.

Près de deux ans plus tard, l'on a appris que le parquet d'Albertville s'est dessaisi de cette affaire, en octobre, au profit de la juridiction interrégionale de Lyon, compétente en matière militaire. Une information judiciaire pour « homicides involontaires » et « blessures involontaires » a été ouverte dans la foulée.

D'après l'AFP, cette affaire relevant de l'accident du travail, la « transmission au parquet militaire de Lyon devait se faire en cas d'urgence d'une éventuelle infraction pénale » ou si des éléments venaient étayer l'hypothèse d'un homicide involontaire.

Peu après le drame, il fut rapporté que deux membres de l'encadrement des légionnaires avaient préalablement reconnu le tracé avant de l'emprunter, malgré le risque d'avalanche. « Je ne suis pas certain qu'on puisse les accuser avant d'avoir les conclusions de l'enquête. Mais je pense qu'avec un risque de 3 sur 5, chacun apprécie en fonction de ses connaissances de la neige et d'un certain nombre de choses », avait commenté Jean-Claude Raffin, le maire de Modane.

« L'itinéraire qu'ils ont pris est un itinéraire classique. [...] Ils ont a priori pris des précautions, en tout cas pour monter. Peut-être qu'ils étaient trop nombreux pour cette pente-là ce jour-là. C'est très difficile de déterminer cela comme ça », avait estimé Julien Noël, directeur du domaine skiable.

« La montagne est un milieu dur, exigeant où les conditions naturelles sont toujours changeantes. Le risque zéro n'existe pas, quel que soit le milieu auquel nous sommes confrontés. Nous en sommes conscients et au quotidien, dans l'exercice de notre métier, nous prenons toutes les mesures pour atténuer ces risques », avait expliqué l'armée de Terre.

Terre Information Magazine de décembre/janvier est en ligne

Mise à jour : 09/01/2018

Le 290^e numéro de Terre Information Magazine est disponible sur Internet. Au sommaire ce mois-ci : une interview exclusive de la ministre des Armées et ses attentes vis-à-vis de l'armée de Terre, l'interopérabilité avec l'exercice Bold Alligator et le départ du N°2 de l'armée de Terre, le général Houitte de la Chesnais. Pour ce numéro, Terre Information Magazine donne la parole dans son édito au général de corps d'armée Bertrand Houitte de la Chesnais qui, après 40 ans de « *parcours exemplaire frappé du sceau de l'excellence* »,

quitte le service actif. L'occasion pour lui de revenir sur sa carrière et de présenter son successeur le général de division Bernard Barrera.

La rédaction a également pu interviewer la ministre des Armées, Florence Parly. Elle dresse dans le mensuel un premier bilan de ses premiers mois à la tête du ministère et s'exprime sur les évolutions qu'elle souhaite développer en 2018 (Plan famille, l'engagement dans l'opération Sentinelle, ...).

Ce N°290 met également en avant l'exercice Bold Alligator, le plus grand entraînement amphibie organisé par une nation alliée. Pendant six semaines, 9 nations ont participé à cette manœuvre en Caroline du Nord (Etats-Unis). Pour cet entraînement la 6^e brigade légère blindée a projeté un SGTIA (sous-groupe tactique interarmes).

Enfin, autres sujets du numéro : les nageurs de combat, les préparations opérationnelles, les présidents de catégorie, ...



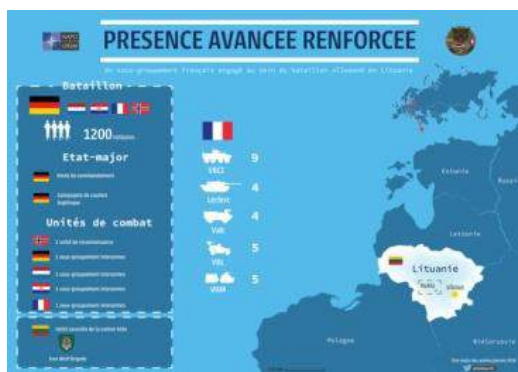
Téléchargez le dernier numéro de TIM au format PDF <http://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/terre-information-magazine-de-decembre-janvier-est-en-ligne>

Droits : Armée de Terre 2017

Mission Lynx : la logistique permet la bascule

Mise à jour : 11/01/2018

Après huit mois de déploiement, la mission Lynx a quitté l'Estonie pour être engagée en Lituanie. A la tête de la manœuvre logistique liée : l'Élément du soutien national (ESN) qui s'est occupé de la bascule durant tout le mois de décembre, permettant ainsi au 5^e régiment de dragons (5^e RD) de prendre ses fonctions début janvier.



Les militaires déployés en Estonie ont fait face en décembre à un **challenge logistique inédit**. En effet, ils ont dû se **désengager eux-mêmes** tout en **conduisant simultanément une fermeture de théâtre et une bascule des matériels et des ressources vers la Lituanie**, où la France poursuit sa participation à l'Enhanced Forward Presence (EFP) dans les Pays Baltes. Sans être extrêmes, **les conditions climatiques** (neige, pluies verglaçantes, vent quasi-permanent, effet ressenti avoisinant les - 10° C) ont été un facteur supplémentaire **augmentant la difficulté du challenge** relevé par les Français.

Challenge logistique inédit

L'Élément de soutien national France a été déployé en Estonie le 27 juillet dernier dans le cadre de la mission Lynx. 32% de ses effectifs, soit près de 30 personnes, proviennent de **huit unités du Commandement de la logistique des forces (COM LOG)**. Ces derniers ont ainsi assuré durant 4 mois le soutien général du contingent français engagé dans la mission EFP aux côtés de ses camarades britanniques. Pour effectuer cette manœuvre périlleuse, **quatre trains militaires**, dont les départs se sont échelonnés du 1^{er} au 19 décembre et les arrivées du 14 au 21, ont été **nécessaires au transfert de plus de 100 containers ou équivalent 20 pieds**. Au total, plus de **2 300 tonnes de fret** ainsi que **132 engins et véhicules à roues** auront été transportés à **600 kilomètres de distance**.

Nouveau pays, nouveau régiment

Le travail effectué en amont par l'ESN a permis de préparer l'arrivée du **5^e régiment de dragons (5^e RD) en Lituanie**. Depuis janvier, le sous-groupement tactique interarmes assure le nouveau mandat (Lynx 3) de quatre mois au sein d'un bataillon franco-allemand. La dernière partie du contingent est ainsi partie hier de Mailly pour rejoindre ceux déjà engagés. Au total, 300 militaires de l'armée de Terre sont engagés dans la zone, aux côtés des partenaires de l'OTAN. Certes préparée largement en amont, cette relève, simultanément conduite avec **une bascule et une fermeture de théâtre, n'aura duré que 3 semaines et s'est terminée le 22 décembre avec le retour en métropole des derniers postcourseurs du mandat Lynx 2**.

Droits : Armée de Terre 2017

L'armée de Terre 3.0 : l'utilisateur au cœur de l'innovation

Mise à jour : 12/01/2018

En septembre 2016, l'armée de Terre entame les travaux de transformation digitale par un tour de France à la rencontre des soldats. L'objectif : identifier leurs besoins afin d'imaginer les projets numériques à expérimenter. L'Institution en est au début d'un changement en profondeur de ses pratiques digitales.



Le général de corps d'armée Bertrand Houïtte de la Chesnais, alors major général de l'armée de Terre (MGAT), a supervisé cette transformation digitale qui ambitionne de « *fluidifier le fonctionnement de l'armée de Terre et favoriser la mise en place du commandement croisé* ». **Le point de rendez-vous est fixé à 2021**. Le MGAT en est persuadé, « *au niveau digital, l'armée de Terre sera agile et mobile* ». Mobile comme l'est le soldat. Pour la formation, les exercices ou les missions, le changement d'environnement fait partie du quotidien. Aujourd'hui, les outils mis à sa disposition pour travailler ne lui permettent pas toujours de vivre cette mobilité dans les meilleures conditions. Pour pallier cette difficulté, **la transformation digitale induit de nouvelles pratiques, de nouveaux systèmes facilitant la vie et le travail des militaires**.

Connaître les attentes des soldats

Pour connaître les attentes des soldats, une **méthode innovante** basée sur les besoins des utilisateurs est adoptée. Dès septembre 2016, un **tour de France à la rencontre des soldats et du personnel civil est organisé** afin de récolter des idées. Certaines reviennent régulièrement, démontrant un réel besoin. Cette récurrence de l'idée est incluse dans les critères du système de validation. Fin 2016, un comité directeur composé des représentants des différentes lignes d'opérations a sélectionné puis présenté **treize projets au chef d'état-major de l'armée de Terre**.

Une révolution informatique

En 2017, d'autres projets ont été ajoutés et certains sont déjà en phase d'expérimentation. Celle-ci permet un premier retour d'expérience, avant une éventuelle généralisation. En charge de la transformation digitale de l'armée de Terre, le colonel Olivier prévient que celle-ci « *ne sera jamais achevée* ». Il s'agit d'un **processus en perpétuel mouvement qui s'inscrit dans un temps long de changement en profondeur des usages**. « *Nous sommes au début d'une nouvelle révolution informatique* », prévient le colonel.

Tout savoir sur la Transformation digitale de l'armée de Terre

La transformation digitale

Mise à jour : 10/01/2018

Smartphones, tablettes, ordinateurs portables ou montres connectées, les nouvelles technologies sont omniprésentes. Les soldats de l'armée de Terre, dont la moitié a moins de trente ans, les utilisent quotidiennement...

Cette génération hyper-connectée fait face à une contradiction : alors que les systèmes de numérisation de l'espace de bataille se multiplient en opération, au quartier, les systèmes informatiques ne répondent pas aux besoins quotidiens.

Le constat est sans appel et la transformation digitale de l'armée de Terre est nécessaire. Combinaison de l'ultra-mobilité et de la transmission massive de données, elle permettra l'accès à un volume infini d'informations en tout temps et en tout lieu. Centrée sur les usages des individus, elle développe des outils très simples qui facilitent une utilisation généralisée. Pouvoir analyser des données de façon plus efficiente, passer des ordres à une section dispersée dans différents lieux, éviter les doublons et les tâches administratives inutiles, il s'agit bien d'une évolution des usages et d'une simplification des processus.

Créateurs d'applications, expérimentateurs de bonnes idées, pilotes des différents projets ou primo utilisateurs, tous œuvrent pour la transformation digitale de l'armée de Terre.



Pour en savoir plus :

Transformation digitale

Thématiques Terre Archives La réserve La transformation digitale

Mise à jour : 09/01/2018

3 questions à :

C'est « Monsieur transformation digitale » de l'armée de Terre. Le colonel Olivier, chargé de mission à la division Plans Programmes de l'Etat-major de l'armée de Terre, pilote le dossier depuis son origine : il a réalisé le tour de France des bonnes idées d'innovation, il participe aux choix des projets et en verra aboutir certains.

Les soldats doivent-ils s'attendre à une révolution de leur travail au quotidien ?

La révolution ne sera pas immédiate ! L'arrivée des ordinateurs, puis d'Internet, des téléphones portables et enfin des Smartphones, s'est faite progressivement. **Cette évolution, qui a duré vingt ans, a radicalement transformé notre quotidien.** Je ne promets pas l'impossible. Cette

révolution aura besoin de quelques années pour s'étendre mais **les premiers effets devraient être visibles** : non pas un gros projet mais beaucoup de petits qui, bout à bout, changeront la vie.

Quels acteurs accompagnent cette transformation ?

Même si les premiers acteurs sont d'abord les soldats et les cadres de l'armée de Terre qui a pris l'initiative, celle-ci n'agit pas seule. La démarche de transformation digitale s'observe dans tout le ministère. **Nous travaillons avec beaucoup d'entités** avec lesquelles nous partageons des problématiques similaires et lançons certains projets. Le troisième acteur est en dehors du ministère. La veille de l'innovation du secteur civil est très importante. En observant et en étant à l'écoute, nous pouvons saisir des idées adaptables à nos propres besoins. Cela nous conduit à conduire des expérimentations.

Quels sont les enjeux de la transformation digitale ?

Il y a deux grands enjeux. Celui de proximité vise à améliorer, à court terme, la vie des soldats de l'armée de Terre au quotidien en fluidifiant leur communication. Il s'agit aussi de mieux organiser la circulation des données de façon verticale entre les niveaux hiérarchiques et de façon horizontale entre les différents commandements. Le deuxième enjeu, de plus long terme et plus stratégique, est **celui de la supériorité opérationnelle** grâce à un meilleur contrôle de données beaucoup plus nombreuses. **Dans dix ans, les grandes armées seront celles qui maîtriseront les données : l'armée de Terre veut en être.**

Droits : Armée de Terre 2017

b) – Marine Nationale

Un militaire entre la vie et la mort après avoir été agressé à son domicile

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales par Laurent Lagneau Le 11-01-2018



Un militaire de la Marine nationale, âgé d'une quarantaine d'année, a été retrouvé inanimé devant son domicile, le 10 janvier, vers 23H45, à Saint-Raphaël, dans le Var.

Affecté au sémaphore du Dramont, ce militaire, dont le pronostic vital est engagé, a été admis à l'hôpital Pasteur de Nice, où il a été placé en service de réanimation. Selon les premières constatations, rapporte Var Matin, il aurait été victime de coups à la tête et au thorax. Son corps porterait également des marques de strangulation.

La police judiciaire de Toulon a été co-saisie, de même que le commissariat de Fréjus.

Pour le moment, les enquêteurs s'orientent vers l'hypothèse d'un cambriolage qui aurait mal tourné. D'après une source proche de cette affaire, seul un ordinateur portable aurait été volé. Les badges d'accès et les papiers militaires ont été retrouvés sur place.

Cela étant, « on n'exclut aucune hypothèse » même si « la piste possible privilégiée est qu'il aurait surpris son ou ses cambrioleurs », a indiqué une source policière.

La police a lancé un appel aux éventuels témoins qui auraient pu se trouver au moment des faits sur l'avenue de l'île d'Or ou dans le quartier du Dramon (si tel est le cas, contacter le 04.94.51.90.00).

Pour rappel, le sémaphore du Gramont compte une dizaine de marins, commandés par un officier marinier. Sa mission est d'assurer une veille permanente du trafic maritime. Il est par ailleurs en relation avec la gendarmerie, les douanes et le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvegarde pour d'éventuelles opérations de secours.

COMNORD : un nouveau nom pour la marine en Manche et mer du Nord

Mise à jour : 10/01/2018 – Direction : Sirpa Marine

COMAR Manche devient COMNORD. Le changement d'appellation du commandant de la zone et de l'arrondissement maritimes de la Manche et de la mer du Nord émane de la volonté de rendre à cette façade maritime stratégique une identité affirmée.



La précédente abréviation « COMAR MANCHE » faisait référence aux commandements de la marine en un lieu déterminé (Le Havre, Dunkerque, Nantes, etc.) et elle ne permettait pas d'identifier directement les prérogatives inhérentes aux fonctions de commandant de zone et d'arrondissement.

Par ailleurs, COMNORD prend racine dans le patrimoine de l'histoire des commandements de la Marine nationale. Les amiraux Castex et Abrial ont été, entre 1939 et 1940, « amiral Nord », commandants des forces maritimes du Nord.

L'amiral Castex, décédé il y a tout juste 50 ans, est un illustre amiral Nord. Il a notamment créé le Collège des hautes études de la défense nationale, ancêtre de l'actuel institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) et est surtout célèbre comme stratège naval avec son ouvrage *Théories stratégiques*. Le nom de l'amiral Abrial, quant à lui, reste attaché à la défense de Dunkerque en 1940, où l'action des troupes qu'il commandait a permis le départ vers l'Angleterre de plus de 300 000 hommes, anglais et français.

Si l'appellation militaire change, l'appellation civile de PREMAR Manche perdure puisqu'elle sied parfaitement à la fonction interministérielle de préfet maritime. Cette modification vient conforter encore un peu plus l'importance de la marine à Cherbourg.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Lire (ou relire) l'amiral Castex à l'occasion du cinquantième de sa mort

Mise à jour : 10/01/2018 – Direction : Sirpa Marine

Nous commémorons aujourd'hui le cinquantième de la mort de Raoul Castex, amiral, écrivain, fondateur de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale.



Ce « stratège inconnu », pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Hervé Coutau-Bégarie, a pourtant dominé la pensée militaire de la première moitié du XX^{ème} siècle, grâce à sa clairvoyance et à son art consommé de la synthèse et de la pédagogie.

Prédisant avec une lucidité confondante le devenir des colonies françaises, les bouleversements de l'âge nucléaire ou encore la guerre froide, il prévit avec la même clairvoyance la faiblesse militaire de Dunkerque fin 1939, ce qui lui valut une mise à la retraite anticipée pour défaitisme, au terme de 44 ans d'une brillante carrière à la fois de praticien de la mer et de théoricien du combat, naval bien sûr, mais également terrestre et aérien.

Ses « Théories stratégiques », rééditées en 1995, font la synthèse d'oppositions classiques : guerre d'escadre contre guerre de course, école historique et école techniciste, puissance navale et menace continentale. L'amiral Castex a été, pour reprendre sa propre expression, « un chemin qui réunit plus qu'il ne sépare ».

Même si les témoignages de marins, comme ceux de « Marius » ou de Yannick Piart, ne manquent pas, on fait parfois reproche aux marins d'être moins présents dans le débat stratégique contemporain. Soyons donc fiers de compter parmi les membres de la grande famille de la Marine Nationale l'amiral Castex ; lisons-le, relisons-le. Pour s'en convaincre, il n'est pas nécessaire de lire d'une traite ses œuvres complètes, certes passionnantes mais denses. Il suffit d'ouvrir au hasard l'un des sept tomes, à n'importe quelle page : on est certain d'y trouver une réflexion stratégique profonde, et généralement très actuelle. Ainsi, « le monde Jaune et le monde Blanc », qui décrit l'évolution des équilibres de puissance entre la Chine, la Russie et l'Europe Occidentale, est à la fois d'un style limpide et d'une actualité troublante. Je vous le recommande vivement.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La ministre des armées à l'École des mousses

Mise à jour : 12/01/2018 – Direction : Sirpa Marine

Florence Parly, accompagnée de Geneviève Darrieussecq et de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine, s'est rendue à Brest, jeudi 11 janvier, pour rencontrer les élèves et le personnel d'encadrement du Centre d'instruction naval (CIN).



Véritable campus naval, ce centre accueille quatre écoles : le lycée naval, l'école des mousses, l'école des matelots et l'école de maistrance. Le CIN abrite aussi plusieurs pôles de formation continue.

La ministre a rencontré les mousses actuellement en formation. Leur engagement militaire est une véritable école de la vie. Elle s'est adressée à tout le personnel présent : « *dans vos classes, vous apprenez les théories et sur le pont, vous apprenez la rigueur et la liberté* ». Enfin, la ministre a souligné que « *l'apprentissage, c'est un engagement de nos armées mais c'est d'abord l'engagement de toute une nation* ».

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Des Rafale M seront bientôt embarqués à bord du porte-avions américain USS Georges H. Bush

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales par Laurent Lagneau Le 13-01-2018



Le porte-avions Charles de Gaulle étant immobilisé à Toulon pour son second arrêt technique majeur jusqu'à l'été prochain, les pilotes de l'aéronautique navale ont à préparer la remontée en puissance du groupe aéronaval. D'où l'idée, avancée dès mars 2016, d'une coopération avec l'US Navy à cette fin.

« Apponter n'est pas un sport de masse (...) Il faut maintenir ce savoir-faire », avait souligné, à l'époque, le contre-amiral René-Jean Crignola, alors commandant du groupe aéronaval français lors du déploiement Arromanches 2.

Depuis l'immobilisation du Charles-de-Gaulle, des Rafale M ont été déployés en Jordanie afin de prendre part aux opérations aériennes de la force Chammal au Levant. Leur mission a pris fin en décembre dernier. En outre, ils ont également participé à la posture permanente de sûreté aérienne à Lann-Bihoué.

Mais, comme l'avait dit l'amiral Christophe Prazuck, le chef d'état-major de la Marine nationale (CEMM) en octobre, les pilotes de la chasse embarquée doivent faire « leurs gammes d'appontage ». « Les États-Unis ont mis à leur disposition à cet effet un de leurs porte-avions pendant plusieurs jours », avait-il ajouté.

L'attaché naval français en poste à Washington, le capitaine de vaisseau Jean Emmanuel Roux de Luze, a donné quelques détails, rapportés par le site spécialisé USNI News.

Ainsi, dans le cadre d'un accord conclu en décembre par l'amiral Prazuck et le chef des opérations navales de l'US Navy, l'amiral John Richardson, 350 marins français, des Rafale M et un avion de guet aérien E-2C Hawkeye de la flottille 4F prendront la direction de la base aéronavale d'Oceana, à Virginia Beach, en avril prochain.

Puis, après une phase d'exercices à terre avec leurs homologues américains, les équipages de Rafale M et de l'E-2C Hawkeye ainsi que le personnel technique embarqueront à bord du porte-avions USS George H.W. Bush, vraisemblablement en mai. Ils seront intégrés à une escadre aérienne embarquée américaine.

Selon le capitaine de vaisseau Roux de Luze, il s'agit de démontrer la capacité de l'aéronautique navale française à opérer au sein d'un environnement opérationnel américain. « Nous voulons montrer que nous faisons l'entretien, démontrer que nous pouvons charger des armes », a-t-il dit. « Aujourd'hui, nous sommes interopérables à 95% » mais « notre préoccupation est de savoir si nos marines seront capables de travailler ainsi dans 10 ans, dans 15 ans », a-t-il ajouté.

La coopération entre la Marine nationale et l'US Navy dans le domaine aéronaval est ancienne, d'autant plus que les porte-avions français et américains fonctionnent de la même manière (ce sont les seuls à être en configuration dite CATOBAR, c'est à dire qu'ils sont dotés de catapultes et de brins d'arrêt).

La recherche d'une interopérabilité étroite est une constante. Ainsi, en 2010, pour la première fois, une équipe technique de la Flottille 12F avait changé un des deux moteurs d'un Rafale M F3 à bord de l'USS Harry S. Truman tandis que des F/A-18 effectuaient une série de « touch and go » sur le pont du Charles-de-Gaulle.

Cette coopération a même atteint un niveau inédit lors de la mission Arromanches 2. Alors que l'US Navy n'était pas en mesure de disposer d'un porte-avions dans la zone des opérations, le groupe aéronaval français avait pris la tête d'une « task force » américaine afin d'assurer la permanence de la capacité aéronavale de la coalition anti-État islamique (EI ou Daesh).

« Atteindre ce niveau d'interopérabilité au point que le groupe aéronaval du Charles-de-Gaulle puisse prendre le commandement de la Task Force 50 – c'était la toute première fois qu'un bâtiment non-américain prenait le commandement d'une de nos task-forces – illustre notre partenariat et la capacité d'exécuter des missions du plus haut niveau », avait commenté, en juin 2016, l'amiral John Richardson.

c) – Armée de l'Air

Bye bye Harfang

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 8 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

L'armée de l'air se sépare sans regret de son système intérimaire de drone MALE (SIDM), neuf ans après la date prévue pour son retrait... Les quatre vecteurs et deux stations-sol auront eu le mérite de répondre présent dans un monde gourmand en ISR, mais l'obsolescence rapide des capteurs, et le coût exorbitant de mise en œuvre avaient de toute façon condamné cette première génération.

Le Harfang a permis, aussi, de constituer une filière humaine dans l'armée de l'air, filière qui reste néanmoins encore à consolider et à récompenser -l'un n'allant sans doute pas sans l'autre...-.

Le Harfang et ses équipages ont répondu présents en Afghanistan (février 2008), en Libye (2011, armant alors un deuxième théâtre), au Sahel (janvier 2013) et, il ne faut pas l'oublier, sur le territoire national (dès 2007).

L'armée de l'air n'aligne plus désormais que des Reaper : six ont été livrés sur les 12 prévus.

Le contrat des bombardiers d'eau signé lundi

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 8 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est une poignée de minutes avant de prononcer ses vœux à la sécurité civile que **Gérard Collomb** doit signer lundi le contrat d'achat de six bombardiers d'eau qu'il avait lui-même dévoilé en juillet dernier. Le premier appareil doit contractuellement être livré l'été prochain. Pour l'heure, le modèle n'est pas officiellement connu, la compétition et ses éventuels recours n'étant pas terminée. En juillet, c'est le choix de Dash 8 -deux exemplaires sont déjà en service- qui avait été publiquement été évoqué par le ministre.

Pour des raisons diverses et variées, c'est le ministère des armées qui achète ces avions pour l'Intérieur.

Faut-il encore un pilote dans l'avion ?

<http://lemamouth.blogspot.com/> mardi 9 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'était la question posée hier soir par LCP AN dans le débat, après un documentaire. Réponses presque sans sigles et sans jargon du commandant **Christophe Dubois** (ancien leader de la Patrouille de France, désormais aux commandes d'Air Actualités, la revue de l'armée de l'air), du député **Gwendal Rouillard**, et deux journalistes, Michel Polacco et moi-même.

Le débat (enregistré en décembre) est une (petite, le temps s'écoule toujours trop vite dans un débat) piqûre de rappel sur la place de l'homme dans le système, et du système dans la défense que je recommande pour fixer les esprits, alors que les crayons s'agitent encore un peu avant l'écriture de la dernière mouture de la loi de programmation militaire.

La France, membre du conseil de sécurité des nations unies, deuxième pays expéditionnaire (c'est un simple constat...) aligne en tout et pour tout six malheureux drones MALE, leur relève

(européenne) avançant à une vitesse d'escargot, et l'aviation de chasse Air-Marine aligne à peine 200 cellules.

C'est bien de cellules dont il faut parler, les opérations, elles, se font avec des chasseurs (prêts à voler), des pilotes suffisamment formés, des stocks de munitions suffisants, des pods de désignation d'objectifs. Bref, la 3D, c'est un tout, un tout qui a considérablement accéléré la décision en zone irako-syrienne, ce qui a sans doute été insuffisamment rappelé.

Pour le docu et le débat, <http://www.lcp.fr/emissions/droit-de-suite>

Affrètement des moyens aériens: le tir de sommation du contrôle général des armées

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 09.01.2018 Par Philippe Chapleau

Le rapport définitif du contrôle général des armées (CGA) sur "l'affrètement de moyens aériens par les services du ministère des armées, notamment dans le cadre des opérations extérieures" est attendu avec impatience.

Cette impatience est partagée tant par les opérateurs civils que par les militaires chargés des marchés d'affrètement aérien stratégique et tactique et leurs camarades déployés sur des théâtres d'opérations extérieures.

Une telle enquête s'imposait, surtout depuis que le parquet national financier examine ce sujet pour le moins délicat ; mais elle semble avoir été jusqu'à présent retardée, voire interdite.

Un rapport intermédiaire, que l'un des bons connaisseurs de ce dossier juge "explosif" (à l'opposé, dans certains services de l'EMA on minimise la portée de ce rapport), a été fourni au directeur de cabinet de la ministre des Armées, au début décembre 2017.

Il porte particulièrement sur deux domaines :

- les marchés d'affrètements (stratégiques et tactiques) au profit des troupes déployées dans la BSS,
- les modalités de contrôle interne par les services comme le CSOA, le SSLT et le Commissariat.

Ce rapport établi par un contrôleur général des armées et un contrôleur des armées, exprime "des doutes sérieux" sur les procédures de passation et d'exécution. Les rédacteurs reconnaissent que ces "doutes" justifient la transmission de documents à la Direction des affaires juridiques.



Les deux officiers du CGA, qui ont mené de nouvelles auditions (au CSOA par exemple) en décembre, après la remise du rapport intermédiaire, s'interrogent aussi sur les "principes d'égalité de traitement des candidats" et sur la "transparence de procédures" (ils ont ainsi noté de troublantes régularisations *a posteriori*). Deux interrogations déjà exprimées par la Cour des comptes (qui doit se repencher sur la question à l'automne 2018 via sa section "défense" présidée par Jean de Gaulle), par le député François Cornut-Gentile (qui poursuit ses travaux sur la question du soutien externalisé en opex) et par certains opérateurs privés.

Ce rapport intermédiaire intervient alors que les gendarmes de la SR de Paris, qui ont réalisé plusieurs perquisitions, poursuivent leurs auditions et analysent actuellement les (riches) données recueillies. Ils ont entendu des militaires et des civils employés par des affréteurs dont certains témoignent d'une nervosité épistolaire peu courante. Il est vrai que les contrôleurs mettent en question "l'authenticité" de documents fournis par certaines de ces sociétés civiles et qu'ils s'interrogent aussi sur la "situation singulière" de l'une d'elles.

Les rédacteurs, qui préconisent déjà un "contrôle interne (...) amélioré dans certains services" (contrôle qui aurait dû être mis en place dès février 2016) et des "responsabilités des différents échelons parfois précisées", ont émis 16 recommandations dont la mise en œuvre d'une procédure "permettant l'analyse des offres de manière indépendante et cloisonnée entre le prescripteur et l'acheteur".

Quelle offre non patrimoniale?

Au-delà les interrogations actuelles et les recommandations à venir du CGA, se pose toujours la question des capacités de transport aérien du MinArm. Le ministère est en indiscutable "situation de vulnérabilité liée à une carence en moyens de projection".

Faute de vecteurs patrimoniaux, les affrètements aériens se multiplient et *Lignes de Défense* en a témoigné à maintes reprises. Mais ces affrètements sont réalisés dans le plus total opportunisme, sans grande anticipation et sans cohérence satisfaisante.

"L'entraînement de nos parachutistes repose sur de multiples micromarchés, faute d'avions de l'AA/EATC régulièrement disponibles. Pour nos opérations extérieures, une dizaine d'appareils, la plupart d'origine russes avec leurs équipages, soutiennent nos opérations. Aucune garantie absolue sur le niveau de maintenance des appareils ne peut être apportée. De même, la sécurité de nos opérations, avec des équipages russes, ukrainiens ou autres, ne peut pas être assurée", reconnaît ainsi le patron de l'un des sociétés françaises citées dans le rapport intermédiaire du CGA.

Lui préconise de s'affranchir du parc des ex-pays du Bloc de l'est et de proposer une offre "française" avec des appareils de type *Sherpa*, *Casa* ou *Hercules*, des équipages français, avec un "barycentre" métropolitain à Toulouse pour répondre aux besoins de l'ETAP, de la 11^e BP, du CFST, d'ALFUSCO etc, et avec des aéronefs déployés en BSS et dans le golfe Persique.

Le projet est ambitieux mais se heurte aux appétits d'autres prestataires, à l'immobilisme de certains services, à la reconduction mécanique de marchés inadaptés, à un empilement de procédures...

Les FS Air : 750 aviateurs

<http://lemamouth.blogspot.com/> jeudi 11 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

On le sait depuis quelques minutes, les forces spéciales de l'armée de l'air alignent désormais 750 aviateurs, soit autant que la composante offerte par la marine.

Selon l'officier général air en charge des opérations spéciales dans l'armée de l'air, ce volume comprend les 640 personnels des trois unités historiques : **ETOS 3/61 Poitou**, **CPA 10** et **EH 1/67 Pyrénées**. Auxquels s'ajoutent une centaine d'experts issus du monde conventionnel : **EAC2P**, **CPA 30**, **GAO**, **25^e RGA**, etc. Rappelons aussi le rôle joué par les chasseurs de l'armée de l'air, notamment le régiment de chasse **2/30 Normandie-Niémen**, et l'escadron de drones **1/33 Belfort**.

La même source reconnaît, suite aux questions de ce blog, des difficultés dans la disponibilité des aéronefs : des Transall trop vieux, des Hercules maintenus par un industriel qui ne donne pas satisfaction... Et un PLFS "qui ne donne pas satisfaction en l'état", un dossier compliqué désormais dans les mains de l'EMA et de la DGA, qui sont plutôt en mode motus sur ce sujet en ce moment.

D'autres sources évoquent également des interrogations sur le VLFS, un segment roulant global qui va devoir faire l'objet de décisions.

Le BIA célèbre ses 50 ans !

Mise à jour : 10/01/2018 – Auteur : © Armée de l'air – Direction : Armée de l'air

En 2017, le brevet d'initiation aéronautique (BIA) fêtait son 50^e anniversaire. À cette occasion, la base aérienne (BA) 118 de Mont-de-Marsan a accueilli des classes de BIA jeudi 20 décembre 2017 et initié un tour d'Aquitaine en avion.

Le BIA trouve son origine dans la volonté de Jean Zay, alors ministre de l'Éducation nationale, d'introduire un enseignement aéronautique dans l'éducation. Ce qui déboucha à la création en 1945 du brevet élémentaire des sports aériens, remplacé en 1968 par le BIA.



Ce brevet valide un niveau d'initiation à la culture scientifique et technique dans le domaine de l'aéronautique et du spatial et s'adresse aux jeunes désireux de découvrir l'aéronautique et ses métiers. Aujourd'hui, ce programme est supporté par un certain nombre de partenaires, dont le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, les fédérations françaises de vol à voile et de l'aéronautique, l'association nationale des officiers de réserve de l'Armée de l'air et, bien sûr, l'Armée de l'air.

Durant les quatre dernières années, le BIA a connu une forte évolution. En 2014, 400 jeunes ont été touchés par ce diplôme sur neuf sites air mobilisés. Sachant que le nombre de jeunes touchés correspond au nombre de ceux ayant participé à des visites, des cours ou effectué des vols entièrement ou partiellement financés par l'Armée de l'air. Depuis, leur nombre a beaucoup augmenté. En effet, plus de 3700 jeunes et 31 sites air ont été intégrés au programme BIA en 2017. Le bilan de cette dernière année est extraordinaire au regard du nombre des bases aériennes engagées dans la promotion du BIA.



La préparation au BIA représente donc l'une des principales actions menées par nos aviateurs et leurs partenaires en faveur de la jeunesse. Pour l'Armée de l'air, elle s'inscrit pleinement dans la mission «Jeunesse égalité des chances», l'un des 30 projets du plan stratégique Unis pour «Faire Face».

Dans le cadre des 50 ans du BIA, l'AMSA (aéronautique en milieu scolaire en Nouvelle Aquitaine) organisait un tour d'Aquitaine en avion léger, qui visait à mieux faire connaître le BIA, tout en le valorisant.



Forte de l'engagement de l'Armée de l'air au profit du BIA dans le cadre du lien armée nation, mais aussi dans cette opportunité de rayonnement propice au recrutement si cher à notre institution, la BA 118 de Mont-de-Marsan a été proposée jeudi 20 décembre 2017 comme point de départ de ce tour d'Aquitaine. Celui-ci se concrétisera par des actions médiatiques sur les différents terrains qui seront parcourus au cours de ce tour d'Aquitaine.

Les mascottes des 50 ans, créées pour l'occasion, ont été transférées de la BA 118 vers M. Tisserand, pilote du DR 400 effectuant la première étape du tour, à destination d'Aire-sur-Adour.



Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

L'Armée de l'air veille 24h/24 sur la sécurité de l'espace aérien national

Mise à jour : 10/01/2018 – Direction : Armée de l'air

Mardi 9 janvier 2018 à 11h45, un Boeing 737 de la compagnie Air Algérie a fait l'objet d'une intervention de la police du ciel.



L'année 2018 était à peine commencée que l'Armée de l'air démontrait une nouvelle fois qu'elle veille en permanence sur la sécurité de l'espace aérien national.

Au large de Marseille, un Boeing 737 assurant la liaison commerciale entre Constantine et Lyon-Saint-Exupéry a cessé de répondre au contrôle aérien français, alimentant le doute sur les intentions de l'équipage.

Responsable de la protection du ciel français, la haute autorité de défense aérienne (HADA) a ordonné le décollage d'un Mirage 2000 d'alerte de la base aérienne (BA) 115 d'Orange-Caritat.

L'interception, au cours de laquelle une photo du Boeing 737 a été prise, a eu lieu à une altitude de 32000 pieds à la verticale de la ville d'Orange à 11h26.

L'appareil avait repris contact avec les contrôleurs civils de Marseille contrôle quelques minutes plus tôt, mais la mesure de police du ciel a été maintenue sur ordre de la HADA pour vérification des éléments de vol.

La HADA, qui est en contact direct avec le cabinet du Premier ministre, autorise une réaction courte et efficace de la chaîne de commandement aérienne pour tous les types de menace aérienne. L'ensemble des acteurs de la défense aérienne reste en permanence mobilisée et les aéronefs de l'Armée de l'air sont capables de décoller à tout moment, permettant de garantir la souveraineté et la sécurité de l'espace aérien national 24h/24 et 7j/7. Elle représente donc les yeux et le bras armés du Premier ministre.

Lors de cette intervention, des interrogations radio ont également été réalisées par des contrôleurs militaires français. L'équipage du Mirage 2000 a pu s'assurer que le comportement douteux n'avait pas d'autre origine qu'un manquement à l'obligation de l'équipage du Boeing de maintenir un dialogue constant avec les aiguilleurs du ciel.

Sources : © Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Corse : les pompiers de l'air en renfort

Mise à jour : 11/01/2018 – Direction : Armée de l'air

Dans la nuit du 3 au 4 janvier 2018, les pompiers de l'air de la base aérienne (BA) 126 de Ventiseri-Solenzara ont participé aux secours aux populations menacées par un incendie de grande ampleur dans la commune de Chiatra.



Le 3 janvier 2018 à 17h45, à la demande du commandement opérationnel départemental incendie sécurité (CODIS) 2B, la base aérienne 126 déclenchait une opération de secours aux populations. Des moyens incendie et sanitaires étaient ainsi mis à la disposition de la préfecture de Haute-Corse en renfort des pompiers appelés pour lutter contre un incendie dans la commune de Chiatra, à 50km au sud de Bastia.

C'est l'escadron de sécurité incendie et de sauvetage (ESIS) 1H.126 de la base de Solenzara qui a été mobilisé à la demande du chef de salle de la plateforme de gestion des alertes de Haute-Corse.



Dès 19h37, avec l'accord de la chaîne de commandement de l'organisation territoriale interarmées de défense (OTIAD), un camion-citerne feux de forêt moyens (CCFM) ainsi qu'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) quittaient la base pour rejoindre le lieu du sinistre. Arrivés sur zone 45 minutes plus tard, les pompiers de l'air découvraient un incendie de grande ampleur dont la propagation rapide était attisée par des vents extrêmement violents (de 150 à 160 km/h). Le CCFM déjà sur place n'était effectivement pas adapté pour répondre à l'urgence.



À 22h15, un troisième véhicule militaire, un fourgon pompe-tonne léger (FPTL), était engagé.

Les pompiers de l'air de l'ESIS 1H.126 auront finalement dû lutter toute la nuit pour éteindre l'incendie et assister les victimes à évacuer. Le lendemain, après plus de 22 heures d'intervention intensive, les moyens militaires mis en place par l'ESIS 1H.126 regagnaient la BA 126 de Solenzara.

Nouvel exemple de la contribution de l'Armée de l'air aux secours aux populations, cette intervention est une nouvelle illustration de l'engagement des aviateurs dans leur mission de protection de la France et des Français.

Le fonctionnement de la chaîne OTIAD :

L'OTIAD est la chaîne de commandement interarmées dédiée aux engagements militaires sur le territoire national en renforcement, en appui ou en soutien à l'action interministérielle.

Pour garantir un dialogue civilo-militaire efficace, l'OTIAD est structurée en une chaîne décisionnelle préfectorale et se subdivise en trois niveaux hiérarchiques. Placés sous la responsabilité du chef d'état-major des armées, à la tête du dispositif, les officiers généraux des zones de défense et de sécurité (OGZDS) font autorité dans les zones de défense et de sécurité (ZDS – sept en métropole, cinq outre-mer) et les délégués militaires départementaux (DMD) représentent les OGZDS dans les départements.

Lorsque les autorités préfectorales estiment que les moyens à leur disposition ne sont plus suffisants pour remplir leur mission, ils peuvent, dans le cadre d'une réquisition, demander aux armées de mettre à leur disposition les moyens militaires dont elles disposent dans la zone. Dans ce cas-là, un dialogue s'installe entre le préfet et la chaîne OTIAD, qui dispose d'un état-major par ZDS. L'OTIAD décidera des moyens et unités à déployer en fonction des éléments dont elle dispose. Ces éléments découlent de l'expertise des DMD, experts locaux de ce qui se passe dans leur département, et les bases et unités dans leur zone de commandement.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Affrètement, quand tu nous tiens

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 12.01.2018 Par Philippe Chapleau



Chiche !

Il va falloir tenir parole car je vois bien mes excellents collègues qui fréquentent assidûment le point presse du jeudi réitérer leur demande avec constance et ténacité.

Ceci étant dit, il va aussi falloir patienter un peu puisque les contrôleurs généraux en charge de ce rapport "final" sont toujours au travail, avec de nouvelles auditions le 15 et (rumeurs) en février dans la BSS.

Le rapport intermédiaire (voir mon post [ici](#)) donne, en tout cas, un aperçu du contenu et du ton du futur document dont on espère la diffusion rapide après son atterrissage sur le bureau du directeur de cabinet de Florence Parly.

L'armée de l'Air retire ses quatre drones MALE Harfang du service

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 12-01-2018



Il aura, malgré lui, illustré les tergiversations françaises en matière de drones MALE (moyenne altitude longue endurance). Le Harfang, qui a quand même rendu de bons services en Afghanistan et au Mali, a tiré sa révérence, à l'issue d'une cérémonie organisée le 8 janvier sur la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard.

Quand, au début des années 2000, il était question de remplacer les drones Hunter alors en service, deux projets étaient en concurrence. L'un, appelé « Horus » et porté par Sagem et l'américain General Atomics, visait à « franciser » le MQ-1 Predator, qui n'allait pas tarder à faire parler de lui. L'autre, défendu par Airbus (ex-EADS), reposait sur une solution israélienne qui, plus tard, aboutira donc au « système de drones intérimaire », basé sur le Harfang.

Nul ne sait ce qu'aurait donné le choix du drone Horus... En revanche, celui du Harfang n'aura pas été des plus heureux. Attendu en 2003, cet appareil fut finalement mis en service cinq ans plus tard, « essentiellement parce que la difficulté technologique avait été sous-estimée » (*) et que les États-Unis refusèrent d'autoriser l'utilisation de certains composants.

Par ailleurs, et alors qu'initialement, le coût de cette opération avait été estimé à 100 millions d'euros environ, il fallut dépenser plus de quatre fois plus (440 millions), comme l'avait souligné, en 2014, le Comité des prix de revient des fabrications d'armement (CPRA).

« La réalisation représente 163 millions d'euros, le soutien réalisé près de 100 millions, et les coûts de soutien et d'utilisation jusqu'en 2017 sont évalués à 120 millions », avait détaillé le document. Quant à l'industriel, il effectua « plus de 130 millions d'euros de dépenses propres, sans compter 18,5 millions d'euros qu'il [dut] acquitter au titre de pénalités de retard ».

Quoi qu'il en soit, mis en œuvre par l'escadron de drones 1/33 Belfort, le Harfang a été engagé en Afghanistan en 2009, en Libye (2011) puis au Mali. Cet appareil a également été sollicité pour des missions intérieures de surveillance, comme en 2016, lors de l'Euro de football. « Ce système aura totalisé 15440 heures de vol sans aucun accident », a précisé l'armée de l'Air.

Désormais, le 1/33 Belfort mettra en œuvre uniquement des MQ-9 Reaper, dont les performances sont sans commune mesure avec celles du Harfang. Pour le moment, cinq ont été déployés à Niamey, au titre de l'opération Barkhane et un sixième est basé à Cognac.

« L'escadron de drones 1/33 Belfort et le Reaper ont encore de belles pages à écrire et de nombreux défis à relever. Demain le Reaper français sera en mesure, avec son armement, de mieux protéger les troupes amies au sol et de traiter directement des cibles à caractère fugace. Le retrait du Harfang libère de la place pour l'arrivée des six drones Reaper block 5 supplémentaires

à partir de 2019 et les 180 aviateurs à l'ED seront 320 au moins en 2020 », a fait valoir le général Éric Charpentier, commandant la brigade aérienne de l'aviation de chasse (BAAC).

Le drone Harfang fait ses adieux aux forces armées

Mise à jour : 11/01/2018 – Direction : Armée de l'air

Le lundi 8 janvier 2018, le drone Harfang de l'escadron de drones (ED) 1/33 «Belfort» se posait pour la dernière fois sur la base aérienne (BA) 709 de Cognac-Châteaubernard, avant son retrait de service.



Sous la présidence du général Éric Charpentier, commandant la brigade aérienne de l'aviation de chasse (BAAC), et en présence d'autorités civiles, les aviateurs ont rendu un dernier hommage au drone Harfang.

«Nous avons pu voir s'exprimer tout au long de cette cérémonie les marques de fabrique de notre Armée de l'air : esprit de corps, esprit d'équipe, rigueur et précision», a notamment déclaré le général Charpentier lors de son allocution.

Capable d'être maintenu dans les airs 24 heures durant à une altitude de 7000 mètres, de transmettre instantanément les images captées aux centres de commandement et aux combattants, le Harfang, système innovant de drone MALE (moyenne altitude longue endurance), tire sa révérence après plus de dix années de service.



C'est l'escadron d'expérimentation drones 1/330 «Adour» de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan qui fut chargé d'en définir le concept emploi. Rappelons que le premier vol du Harfang au centre d'essais en vol de la base aérienne 125 d'Istres remonte au 9 septembre 2006. Rapidement, en février 2009, c'est dans le ciel afghan, que le Harfang déployait ses ailes pour la première fois en opérations.



Depuis la seconde moitié de l'année 2009, le Harfang est stationné sur la BA 709. Il contribue à la protection du territoire national dans le cadre des dispositifs particuliers de sûreté aérienne et de missions intérieures de surveillance, à l'occasion d'événements tels que le G8, le G20 ou encore le championnat d'Europe de football.

Engagé en opérations extérieures, il cumule plus de 5000 heures de vol en Afghanistan et participe aux opérations *Harmattan*, et *Serval*, puis *Barkhane*. Au total plus de 7000 heures de vol ont été réalisées au-dessus du théâtre africain avant un retour définitif en juillet 2016. Ce système aura totalisé 15440 heures de vol sans aucun accident.

L'ensemble du personnel de l'escadron de drones 1/33 «Belfort» poursuivra désormais ses missions avec son successeur, le MQ-9 Reaper.



Le Reaper succède au drone Harfang

Le Harfang cède la place au Reaper, qui ouvre un nouveau chapitre de l'histoire des drones, héritiers de la reconnaissance militaire. Capable de voler deux fois plus haut et deux fois plus vite, le drone Reaper offre une autonomie et une précision sur zone largement supérieure à celle du Harfang.

«L'escadron de drones 01.033 «Belfort» et le Reaper ont encore de belles pages à écrire et de nombreux défis à relever. Demain le Reaper français sera en mesure, avec son armement, de mieux protéger les troupes amies au sol et de traiter directement des cibles à caractère fugace. Le retrait du Harfang libère de la place pour l'arrivée des six drones Reaper block 5 supplémentaires à partir de 2019 et les 180 aviateurs à l'ED seront 320 au moins en 2020 », a précisé le général Charpentier à la fin de son allocution.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

L'attractivité nouvelle des FSA

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 12 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

L'exercice récurrent des **forces spéciales Air** (FSA) va ratisser large cette année, au-delà du cercle habituel. Sont en effet annoncés un drone Reaper -il est vrai qu'il ne reste plus de Harfang, avec le retrait de ce vecteur, dévoilé par ce blog- de l'ED **1/33 Belfort**, mais aussi des unités du **COS** qui étaient jusqu'alors globalement restées à l'écart de cet événement.

Sont ainsi attendus des représentants du **1^{er} RPIMa**, du **13^e RDP**, du **4^e RHFS** (déjà présent en 2017), ainsi que des commandos marine (**Hubert, Kieffer**).

Signe de la nouvelle visibilité des FSA, le vice-amiral **Laurent Isnard, GCOS**, est également annoncé au VIP Day.

Les FSA alignent environ 750 aviateurs autour d'un noyau dur de 640 hommes et femmes employés au **CPA 10**, à l'**ETOS 3/61 Poitou** et à l'**EH 1/67 Pyrénées**.

Le B-737 d'Air Algérie intercepté dans l'espace aérien français aurait respecté la procédure, assure sa compagnie

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 12-01-2018



Dans la matinée du 9 janvier, sur ordre de la Haute autorité de défense aérienne (HADA), un Mirage 2000C en alerte sur la base aérienne d'Orange-Caritat a décollé pour intercepter un avion B-737 de la compagnie Air Algérie assurant une liaison entre Constantine et l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry.

Selon les explications de l'armée de l'Air, et alors qu'il se trouvait au large de Marseille, l'équipage de l'appareil avait cessé de répondre au contrôle aérien français, ce qui alimentait « le doute sur ses intentions ».

L'interception du B-737 a eu lieu à 32.000 pieds à la verticale d'Orange, à 11h26. Si l'équipage avait repris contact avec le contrôle aérien civil quelques minutes plus tôt, « la mesure de police du ciel a été maintenue sur ordre de la HADA pour vérification des éléments de vol », a précisé l'armée de l'Air.

Seulement, Air Algérie n'a pas donné la même version des faits. Du moins est-ce le cas de Reda Toubal Seghir, l'un de ses responsables. Selon lui, le B-737 a été « transféré sur la fréquence du contrôle aérien français qui (...) l'a autorisé à opérer directement vers un point de navigation. Une instruction qui a été suivie ». Et il a donc, a-t-il continué, « suivi normalement son plan de vol. » En outre, a-t-il dit à l'agence de presse APS, son équipage n'a reçu « à aucun moment » d'appel sur la fréquence de secours, prévue en cas de problème. »

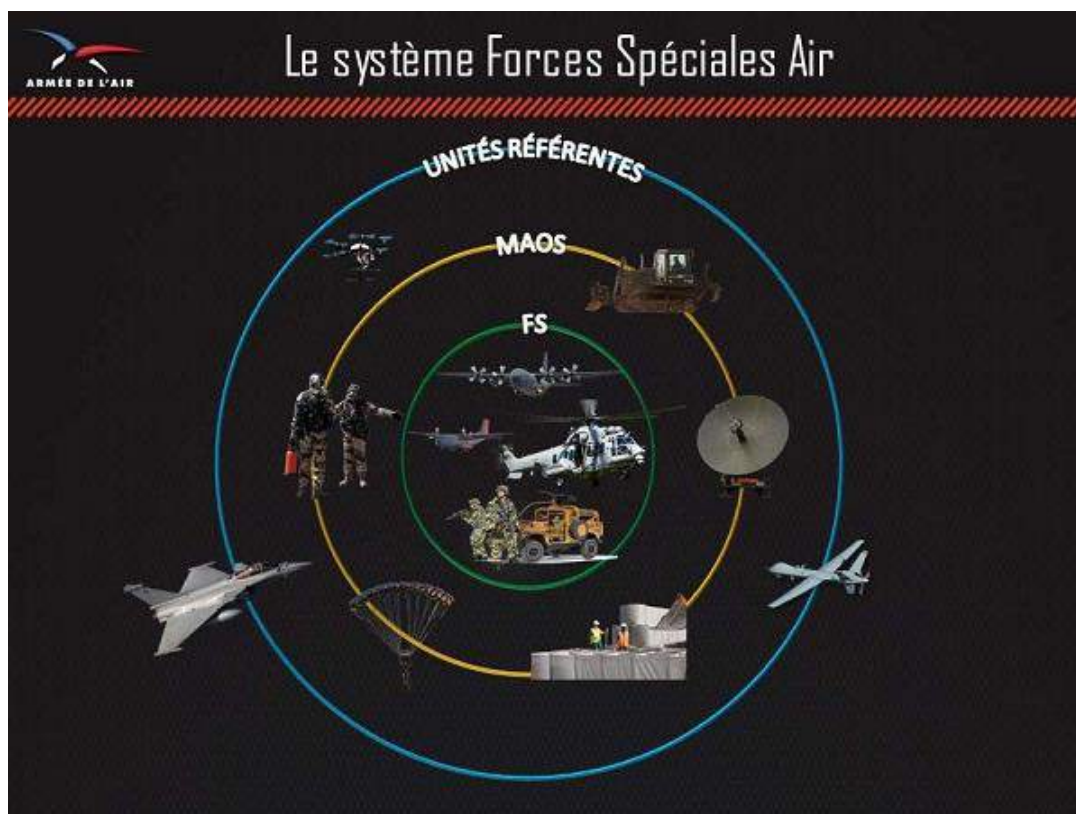
Reste que côté français, l'on affirme que, lors de l'interception du B-737, le pilote du Mirage 2000 a pu « s'assurer que [son] comportement douteux n'avait pas d'autre origine qu'un manquement à l'obligation de l'équipage du Boeing de maintenir un dialogue constant avec les aiguilleurs du ciel. »

Cela étant, un tel incident n'a rien d'exceptionnel. Chaque année, des dizaines de décollages sur alerte de Mirage 2000 ou de Rafale ont lieu à la suite d'une perte de la liaison radio entre un avion civil et le contrôle aérien.

« Il peut arriver que certains équipages oublient de contacter une zone de contrôle. En cas de 'comm loss', on essaie de faire rétablir les contacts radio par les centres de détection et de contrôle et, si ça ne suffit pas, par le décollage d'un avion de chasse », a par ailleurs précisé le colonel Olivier Celo, le porte-parole de l'armée de l'Air.

30% des aviateurs déployés au profit des opérations spéciales proviennent d'unités classiques

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Forces spéciales par Laurent Lagneau Le 13-01-2018



L'armée de l'Air met à la disposition du Commandement des opérations spéciales (COS) trois unités spécialisées : le Commando parachutiste de l'Air (CPA) 10, l'escadron de transport 3/61 « Poitou » et, plus récemment, l'escadron d'hélicoptères 1/67 « Pyrénées ». Soit 650 aviateurs environ.

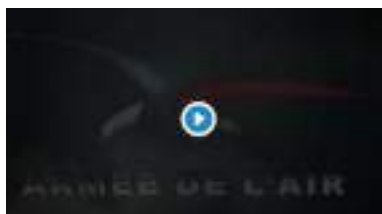
Pour autant, ces unités ne sont pas les seules concernées par les opérations spéciales. C'est ce qu'a tenu à souligner le général Louis Fontant, récemment nommé « Général Forces spéciales air » (GFSA), dont la mission est « de fédérer l'ensemble des capacités des forces aériennes mises en œuvre dans le cadre des opérations spéciales. »

Ainsi, a-t-il dit à lors du dernier point presse du ministère des Armées, « la contribution de l'armée de l'air dans le domaine particulier des opérations spéciales dépasse largement l'engagement des seules unités air identifiées Forces spéciales ». Et, en moyenne, « 30% des aviateurs déployés au profit du Commandement des opérations spéciales proviennent d'unités conventionnelles qui s'intègrent naturellement aux opérations spéciales ou fournissent à ces dernières des capacités rares ».

En effet, le système des « Forces spéciales Air » (FSA) repose sur trois cercles. Outre le CPA 10 et les escadrons « Poitou » et « Pyrénées », il faut compter les « modules d'appui aux opérations spéciales » (MAOS) qui apportent leurs « capacités rares » évoquées par le général Fontant ainsi que les « unités référentes expertes » qui contribuent à ces mêmes opérations spéciales.

Les MAOS sont constitués de 6 unités spécialisées, dont le CPA 30, l'escadre aérienne de commandement et de conduite projetable (EAC2P), le Centre air de saut en vol (CASV), des équipes qualifiées « Sampling Identification of Biological Chemical and Radiological Agent » (SIBCRA) en cas de menace NRBC (Nucléaire, radiologique, biologique, chimique), le Groupement Aérien d'Appui des Opérations (GAAO) et le 25^e Régiment du Génie de l'Air [une unité de l'armée de Terre mise à la disposition de l'armée de l'air, ndlr].

Quant aux unités « référentes expertes », il s'agit du 30^e Régiment de chasse 2/30 Normandie-Niemen et de l'escadron de drones 1/33 Belfort.



Du 15 au 26 janvier, l'exercice ATHENA, organisé sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, permettra non seulement de préparer les Forces spéciales Air à leurs prochaines opérations mais aussi de certifier les MAOS. Plusieurs unités y participeront dans les domaines de la surveillance, du renseignement (un drone MQ-9 Reaper sera engagé), des infrastructures et des systèmes d'information et de communication.

Par ailleurs, et comme le rapporte le Journal de l'Aviation, le général Fontant, les Forces spéciales Air vont procéder à une quarantaine de recrutements, essentiellement pour renforcer les effectifs du CPA 10, en se tournant vers les jeunes civils, le vivier des CPA 20 et 30 n'étant plus suffisant.

« Les forces spéciales montent en puissance. Au départ, il s'agissait de privilégier la qualité à la quantité et les effectifs correspondaient au besoin opérationnel. Aujourd'hui, en revanche, nous avons besoin de recruter et nous devons donc communiquer », a dit le général Fontant, soulignant que, il y a encore peu, « personne en dehors de l'armée de l'Air ne connaissait l'existence du CPA 10. »

d) – Gendarmerie Nationale

Conférence. "Dans l'œil du zombie" ou le défi du maintien de l'ordre

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 10.01.2018



Le comité Sécurité intérieure de l'ANAJ-IHEDN organise une conférence intitulée "Dans l'œil du zombie: le défi du maintien de l'ordre", qui sera donnée par le lieutenant-colonel Christophe. Cette conférence aura lieu le jeudi 18 janvier, 19h30 à 21h, dans l'amphithéâtre des Vallières École militaire.

Commandant de compagnie de gendarmerie départementale au nord de Paris durant la période des émeutes urbaines de 2005 et 2007, le lieutenant-colonel Christophe est un officier de gendarmerie spécialisé dans le maintien de l'ordre. Après avoir commandé le Groupement de Gendarmerie Mobile des Pyrénées de 2012 à 2016, il est actuellement cadre-instructeur à l'École de Guerre. Il anime depuis deux ans un séminaire sur le maintien de l'ordre à l'université de Toulouse Capitole.

Pour s'inscrire, c'est ici http://www.anaj-ihedn.org/conference-loeil-zombie-defi-maintien-de-lordre/?utm_source=All&utm_campaign=CONF%C3%89RENCE+%E2%80%93+Def+Eco+-+11%2F01%2F2018&utm_medium=email Inscriptions avant le 12 janvier.

Plus de détails ici http://www.anaj-ihedn.org/conference-loeil-zombie-defi-maintien-de-lordre/?utm_source=All&utm_campaign=CONF%C3%89RENCE+%E2%80%93+Def+Eco+-+11%2F01%2F2018&utm_medium=email

Des chasseurs « vigilants » vont aider les gendarmes de l'Oise

<http://www.opex360.com/> Posté dans Gendarmerie par Laurent Lagneau Le 11-01-2018



De par son implantation territoriale, essentiellement en milieu rural, la Gendarmerie nationale est théoriquement en mesure de détecter ce que l'on appelle les « signaux faibles » en matière de renseignement, comme par exemple des faits inhabituels.

Pour améliorer cette capacité (mais pas seulement), la groupement de gendarmerie de l'Oise a signé une convention avec la Fédération de chasse de ce département afin de mettre en place un dispositif pour le moment unique en France. Il s'agit ainsi de pouvoir compter sur une centaine de chasseurs pour être informé des faits inhabituels en forêt et de délits liés à l'environnement.

« Il ne s'agit pas de renforts. Leur mission consistera à observer, à nous alerter et à sensibiliser les personnes qui fréquentent les milieux naturels », a expliqué, à l'AFP, le capitaine Eric Lecacheur, chargé de la prévention et du partenariat au groupement départemental de la gendarmerie de l'Oise.

Concrètement, si un « chasseur vigilant » est témoin de faits anormaux, il pourra appeler le « 17 » et donner son code d'identification. Ainsi, il aura un lien direct avec la gendarmerie, laquelle pourra ensuite intervenir.

« En aucun cas, les chasseurs vigilants ne seront amenés à intervenir directement. Ils feront simplement ce que tout citoyen peut être amené à faire, c'est-à-dire nous prévenir », a insisté le capitaine Lecacheur.

Outre les faits inhabituels, les « chasseurs vigilants » auront à repérer les véhicules abandonnés, les dépôts d'ordures sauvages, le braconnage ou encore à participer, le cas échéant, aux recherches de personnes disparues.

« Nous serons un peu les RG des campagnes », a commenté, dans les colonnes du Parisien, Guy Harlé d'Ophove, le président de la Fédération des chasseurs de l'Oise, qui compte 18.000 adhérents.

Pour le moment, 110 « chasseurs vigilants » ont été sélectionnés par la gendarmerie de l'Oise, qui impose un casier judiciaire vierge pour faire partie de ce dispositif. L'objectif est d'en compter 200.

Cette initiative a déjà produit des résultats : le 7 janvier, un « chasseur vigilant » a retrouvé des documents d'assurance et la carte grise d'un véhicule volé quelques heures plus tôt à Nogent-sur-Oise.

« Grâce à ce 'chasseur vigilant' qui a suivi à la lettre les actions qui lui sont demandées (Observer et Alerter), les papiers du propriétaire du véhicule volé vont lui être restitués et ils seront une aide précieuse pour la résolution de l'enquête », a souligné la gendarmerie de l'Oise.

Pour autant, le dispositif « chasseurs vigilants » n'est pas du goût de tout le monde, à commencer par les associations anti-chasse. La Fondation 30 millions d'Amis a ainsi dénoncé la mise en place d'une « milice armée » (sic) ainsi que le fait que des « prérogatives de sécurité et de pédagogie soient confiées à des personnes armées non assermentées. » Et de prévenir qu'elle « saisira la juridiction compétente pour examiner la légalité de cet accord. »

Sur son compte Facebook, la Gendarmerie de l'Oise souligne qu'un tel dispositif n'est le seul à avoir été mis en place dans ce département.

« Participation citoyenne ('Voisins vigilants'), Cavaliers vigilants et les alertes SMS comme STOP CAMBRIOLAGE, AGRI60, Alerte Entreprise et Alerte Commerce. Ces différents dispositifs, qui démontrent bien une aide certaine et supplémentaire à la gendarmerie, permettent d'amplifier l'efficacité de la prévention de la délinquance », fait-elle valoir.



[Gendarmerie de l'Oise](#)

[Hier, à 13:39](#) ·

[FAITS DIVERS]

Un mois après sa mise en place, déjà les premiers résultats pour les « chasseurs vigilants » !

Dimanche dernier, à Pontpoint, grâce à un garde-chasse faisant parti du nouveau dispositif des « chasseurs vigilants », des papiers et des pièces de véhicule ont été retrouvés.

La carte grise ainsi que les documents d'assurances retrouvés sur les lieux, concernent une voiture volée quelques heures plus tôt à Nogent-sur-Oise !

Grâce à ce « chasseur vigilant » qui a suivi à la lettre les actions qui lui sont demandées (Observer et Alerter), les papiers du propriétaire du véhicule volé vont lui être restitués et ils seront une aide précieuse pour la résolution de l'enquête.

Les différents dispositifs mis en place dans l'Oise pour la prévention et la sécurité au quotidien pour les citoyens sont nombreux : Participation citoyenne (« Voisins vigilants »), Cavaliers vigilants et les alertes SMS comme STOP CAMBRIOLAGE, AGRI60, Alerte Entreprise et Alerte Commerce.

Ces différents dispositifs, qui démontrent bien une aide certaine et supplémentaire à la gendarmerie, permettent d'amplifier l'efficacité de la prévention de la délinquance.

La Gendarmerie de l'Oise, remercie donc tous les citoyens des différents dispositifs pour leur participation citoyenne et collective !

[Fédération des chasseurs de l'Oise](#)

[#ChasseursVigilants](#)

[#ParticipationCitoyenne](#)

[#CavaliersVigilants](#)

[#StopCambriolage](#)

[#AGRI60](#)

[#AlerteEntreprise](#)

[#AlerteCommerce](#)

[#LaGendarmerieVousRemercie](#)

Crédit photo [#LeParisien](#)



La facture salée du transfert à la police de la sûreté du palais de justice des Batignolles

Accueil / A la une /



Vue extérieure du futur palais de justice de Paris (Crédit photo: Ministère de la Justice).

<http://lessor.org/> 11 janvier 2018 A la une, L'actualité Île-de-France Gabriel Thierry

Plus de trois millions d'euros hors taxe. C'est le coût, révélé par la Cour des comptes dans un récent rapport sur la politique immobilière du ministère de la Justice, publié en décembre 2017, du réaménagement des locaux pour les forces de l'ordre dans le futur palais de justice de Paris. Le transfert de la sûreté du palais, actuellement dévolu aux gendarmes, aux policiers, avait déjà fait couler beaucoup d'encre. Mais on ignorait jusqu'à présent le montant du coûteux réaménagement, lié aux différentes méthodes de travail des gendarmes et des policiers : là où les premiers arrivent équipés sur leur lieu de travail, les seconds au contraire ont besoin de passer par le vestiaire.

“Les locaux prévus comprenaient un simple local de commandement, des espaces de repli et de pause ainsi qu'un lieu de stockage du matériel d'intervention, remarquent les magistrats de la rue Cambon. L'organisation est différente pour la Police nationale, les personnels affectés venant prendre leur poste au tribunal. L'ensemble de l'état-major et de l'encadrement est installé au tribunal tandis que chaque agent doit disposer d'un mobilier individuel pour son équipement. L'effectif consacré à la garde de l'ouvrage, presque doublé en raison du renforcement des mesures de sûreté, doit bénéficier d'un vestiaire individuel. De manière plus générale, l'aménagement doit comporter tous les locaux nécessaires à l'installation d'un service à demeure.”

Si les travaux ont coûté aussi cher, c'est que la décision de transférer cette mission a été prise tardivement. Mise sur le tapis dès 2012, date de la signature du contrat de partenariat public-privé pour la réalisation de ce projet, par la direction des services judiciaires du ministère de la Justice, la question de la sécurisation des locaux n'est pas tranchée. Il faudra attendre 2016 pour qu'un

arbitrage sur la garde du palais attribue celle-ci à la Police nationale. Une décision qui devrait permettre à la Gendarmerie de reprendre la main sur des effectifs précieux. Une partie des trois escadrons de gendarmes mobiles devraient pouvoir être affectés à d'autres tâches, l'Arme conservant toutefois la garde de la Cour de cassation et de la Cour d'appel, toujours situées sur l'île de la Cité.

Au total, les magistrats financiers soulignent que l'ensemble des modifications demandées par la puissance publique à l'été 2016 au partenaire privé (réaménagement des locaux, nouvelles exigences de sûreté face à la menace terroriste – dont un dispositif pare-balles pour la façade de l'atrium-, impact de la loi sur la justice du XXI^e siècle) auront coûté pas moins de 25 millions d'euros ! Une somme importante à mettre cependant en regard avec le montant total du chantier, estimé à 2,3 milliards d'euros, qui devrait être définitivement clos au printemps 2018 avec son entrée en service.

La proposition du Défenseur des droits de retirer les lanceurs de balles de défense inquiète

Accueil / A la une /



Lanceur de balles de 40 (Photo DR)

<http://lessor.org/> 11 janvier 2018 A la une, Opérationnel Gabriel Thierry



Jacques Toubon. Crédit photo: Défenseur des droits / © Olivier Löser

La recommandation du Défenseur des droits d'interdire l'usage des lanceurs de balle de défense dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre fait grincer des dents dans les rangs de la Gendarmerie. Pour cette institution indépendante dirigée par Jacques Toubon, l'interdiction du lanceur de balles de défense 40×46 est nécessaire au vu *“de sa dangerosité et des risques disproportionnés qu'il fait courir dans le contexte des manifestations”*.

Deux types de lanceurs de balles de défense, actuellement utilisés dans la Gendarmerie, doivent être retirés du service, appelle le Défenseur des droits. D'une part, le Flash-Ball superpro, en cours de retrait dans les effectifs de la Police nationale, mais toujours *“susceptible d'être utilisé dans des opérations de maintien de l'ordre par des unités non spécialisées”* de la Gendarmerie. Et d'autre part le lanceur de balles de défense 40×46. L'appel au retrait de cette arme inquiète.

Une arme de défense en moins ?

“Cela pourrait être encore une fois une arme de défense qui disparaît après les grenades offensives F1”, déplore ainsi Frédéric Le Louette, le président de l'association professionnelle nationale de militaires GendXXI et lui-même gendarme mobile depuis plus de 20 ans. Cette proposition d'interdiction du lanceur de balles de défense 40×46 *“ne me semble pas opportune”*, signale également à *L'Essor* le général de division (2S) Bertrand Cavallier, une référence dans le maintien de l'ordre.

Pour l'ancien commandant du Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie de Saint-Astier (Dordogne), (CNEFG) spécialisé dans le maintien de l'ordre, la recommandation *“apparaît décalée par rapport à la réalité même des opérations de maintien de l'ordre et des interventions dans des contextes de plus en plus difficiles”*.



Maintien de l'ordre lors d'une manifestation contre la loi Travail à Paris en juin 2016. Photo d'illustration. Crédit photo : Jacques Billaudel.

Que dit le Défenseur des droits dans ce rapport sur le maintien de l'ordre au regard des règles de déontologie, un document de 116 pages transmis à l'Assemblée nationale ? L'institution indépendante estime que les caractéristiques techniques et les conditions d'utilisation du lanceur de balles de défense de 40×46 *“sont inadaptées à une utilisation dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre”* au vu des nombreuses saisines faisant état de blessures graves liées à leur usage.

Les griefs du Défenseur des droits contre le LBD 40×46 sont nombreux. Impossibilité d'apprécier la distance de tir et de prévenir des dommages collatéraux, susceptibilité de provoquer des graves blessures comme des énucléations et d'entraîner des réactions imprévisibles de la part de manifestants témoins d'une blessure grave, ou encore moindre précaution des agents lors de l'usage de cette arme non létale sont ainsi listés.

Le rapport relatif à l'emploi des munitions en opérations de maintien de l'ordre des deux inspections de la police et de la gendarmerie, en 2014, comptabilise l'emploi de cette arme, plus utilisée par les gendarmes mobiles que les compagnies républicaines de sécurité entre 2010 et 2014.

L'utilisation du lanceur, également dénoncée par l'association des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), qui avait recensé en début d'année 2017 42 blessés graves et un décès liés à l'usage de cette famille d'armes depuis leur introduction en France, n'est pas *“réalisée de manière proportionnée, tout particulièrement lorsque des personnes se trouvent à une distance très proche”*, un usage contraire au cadre d'emploi, estime l'institution indépendante. *“La plupart des difficultés liées à l'usage des armes de force intermédiaire résultent de comportements individuels d'agents qui agissent en méconnaissance du cadre d'emploi de l'arme”*, souligne-t-elle.



Manifestation à Toulouse d'étudiants “contre les violences policières” (Crédit photo: @pierre-selim / Flickr).

Ainsi, la majorité des dossiers traités par cette institution mettent en cause des agents des unités non spécialisées dans le maintien de l'ordre, telles que les brigades anti-criminalité et les compagnies de sécurisation et d'intervention. *“L'intervention en unité constituée est une garantie pour le respect du principe de nécessité dans l'usage des armes, celui-ci ne pouvant intervenir que sur ordre d'un supérieur hiérarchique”*, note le Défenseur des droits. *Les tirs d'initiative sont proscrits et la cible doit être précisément déterminée après constatation d'une agression justifiant ce cadre de réaction.”*

Chez les gendarmes mobiles, l'utilisation du lanceur de balles de défense n'est justement possible que sur ordre du chef d'unité, avec à chaque fois un agent par groupe dédié à cette tâche, excluant *“de facto des initiatives individuelles incontrôlées”*, précise Bertrand Cavallier. Et de

remarquer que l'emploi de cette arme "est soumis à des précautions d'emploi très strictes en fonction de l'environnement (prévention des dommages collatéraux), de la distance de l'adversaire (tir à moins de 10 mètres interdit sauf en légitime défense), de son état (blessure apparente, âge...)"

"Maintenir à distance"

Pour Bertrand Cavallier, l'efficacité de cette arme n'est cependant plus à prouver :

"Les gendarmes et les policiers sont régulièrement confrontés à des adversaires très agressifs, souvent structurés par une culture de la violence, voire une haine de tout ce qui représente l'ordre social, observe-t-il. Il est impératif qu'ils puissent maintenir à distance ces individus, un des principes fondamentaux du maintien de l'ordre français qui a démontré toute son efficience."



Un flashball Verney-Caron (Photo DR)

Et ce spécialiste de remarquer que le lanceur de balles de défense permet "un emploi de la force discriminant face à une personne particulièrement dangereuse (volonté d'aller au contact, usage de bouteilles incendiaires et de projectiles divers, porteur d'armes)". Recommander le retrait des lanceurs de balle de défense "avant une éventuelle opération à Notre-Dame-des-Landes et alors que les policiers et les gendarmes sont de plus en plus agressés, ce n'est pas un très bon signal", souligne également Frédéric Le Louette.

Le débat est pourtant ouvert dans les polices européennes : les lanceurs de balle de défense ne sont ainsi pas utilisés pour le maintien de l'ordre en Allemagne, Belgique et Royaume-Uni. En France, la préfecture de police de Paris a banni l'utilisation du lanceur 40×46, une évolution saluée par le Défenseur des droits.

e) – Service de Santé

f) – Renseignement

g) – Cybersécurité

Intel : une nouvelle faille permet de contrôler un ordinateur en moins d'une minute

Tech & Web <http://www.lefigaro.fr/> Par Elsa Trujillo Publié le 12/01/2018 à 18:33



Début janvier, deux failles de sécurité concernant les processeurs Intel ont été dévoilées. Nir Elias/REUTERS

Cette nouvelle vulnérabilité, découverte par le spécialiste en cybersécurité F-Secure, concerne potentiellement des millions d'ordinateurs professionnels à travers le monde.

Une nouvelle faille pour Intel. La vulnérabilité ne concerne cette fois-ci pas les processeurs de l'entreprise mais Intel Active Management Technology (AMT), une solution de contrôle d'accès à distance et de maintenance pour les ordinateurs professionnels. Elle permet à un hacker de pirater un ordinateur en «moins d'une minute», pour en prendre le contrôle et mettre en place un accès à distance pour des opérations ultérieures.

Condition importante: un accès physique à l'ordinateur est requis pour exploiter cette faille. «La vulnérabilité concerne essentiellement les machines laissées à l'abandon, le soir au travail ou dans une chambre d'hôtel», explique Olle Segerdahl, consultant en cybersécurité chez F-Secure, la société à l'origine de la découverte de la faille.

Un simple CTRL + P suffit pour au démarrage de l'ordinateur pour se connecter à l'interface Intel Management Engine BIOS Extension (MEBx) et y entrer le mot de passe défini par défaut: «admin». L'accès à distance peut ensuite être activé et donner accès à l'ensemble des activités opérées depuis la machine. «Il sera dès lors possible de voir ce que la victime consulte sur son écran, voire de se réaliser à d'autres machines du réseau, s'il est possible de le faire depuis cet ordinateur. Détecter une telle intrusion est par la suite difficile pour la victime», complète Olle Segerdahl.

Ne jamais laisser son ordinateur

Intel Active Management Technology a été conçue pour permettre aux services informatiques de gérer plus efficacement leur parc d'appareils. Elle est aujourd'hui utilisée par des millions d'ordinateurs professionnels à travers le monde. Si cette technologie a déjà présenté de nombreuses failles de sécurité par le passé, la simplicité d'exploitation de cette vulnérabilité est cette fois sans précédent. Aucune ligne de code n'est, en effet, nécessaire pour y parvenir.

F-Secure liste quelques conseils pour se prémunir d'une telle vulnérabilité. «Pour faire simple, il ne faut jamais laisser son ordinateur portable sans surveillance dans un endroit non sécurisé, notamment dans les lieux publics, note Olle Segerdahl. Pour ceux qui administrent seuls leur appareil, il convient de modifier le mot de passe AMT, même sans avoir l'intention d'utiliser cette solution. Si le mot de passe est déjà réglé sur une valeur inconnue, mieux vaut le considérer comme suspect.»

La faille découverte par F-Secure ne présente aucun lien avec la vulnérabilité des processeurs d'Intel récemment révélée. Une erreur de conception, ou faille «de design», sur les processeurs Intel x86 vendus depuis une dizaine d'années permet aux éventuels pirates d'accéder à la mémoire des ordinateurs, tablettes et smartphones concernés. Ces puces ont été intégrées à la quasi-totalité des ordinateurs mis en vente ces dernières années.

h) – Forces Prépositionnées

FORCES ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC)

Lutte contre le narcotrafic : remise de récompenses sur le Vendémiaire

Mise à jour : 12/01/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le 9 janvier 2018 s'est déroulée une cérémonie de remise de lettres de félicitations et de témoignages de satisfaction à bord de la frégate de surveillance *Vendémiaire* à la suite de la mission de lutte contre le trafic de drogue PYXIS qui s'est déroulée du 24 juillet au 3 août 2017 au large de la Nouvelle-Calédonie.



Présidé par le général de brigade Thierry Marchand, commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC), cet évènement a permis de mettre à l'honneur 11 marins de la frégate de surveillance ayant pris part à l'interception, au déroutement du voilier *Afalina* et à la rétention de ses quatre membres d'équipage. Le commandant supérieur des forces armées a notamment souligné les qualités militaires, la disponibilité et la capacité d'adaptation des marins ayant pris part à l'opération.

Le 27 juillet dernier, après un appareillage sur court préavis, la frégate de surveillance avait procédé à une mise en œuvre discrète et parfaitement coordonnée de ses moyens pour intercepter le voilier suspecté de transporter de la drogue. Grâce à une fouille exhaustive, l'équipe de visite avait réalisé une saisie de plus de 1,4 tonne de cocaïne, pour une valeur sur le marché illicite de l'ordre de 100 millions d'euros. Après l'opération de visite, le voilier a été dérouté sur Nouméa avec une équipe de prise à son bord, composée de marins du *Vendémiaire*.

Il s'agit, à ce jour, de la plus importante saisie de drogue dans le Pacifique Sud.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN POLYNÉSIE (FAP)

FAPF : la 100^{ème} personne secourue en 2017 le soir de Noël

Mise à jour : 10/01/2018

Le 24 décembre au soir, un bateau de pêche s'est signalé en difficulté à proximité de l'atoll de Moututunga. Le Joint Rescue Coordination Centre (JRCC) de Tahiti a immédiatement engagé les moyens d'alerte de la Marine nationale avec un hélicoptère Dauphin N3+ de la flottille 35F et le Gardian de la 25F afin de porter assistance aux marins du Tuamotu Fish.



Peu avant 19h30, ce bateau de pêche de 26 mètres a lancé un appel de détresse. En panne moteur, il risquait de s'échouer sur le récif de Motutunga, atoll situé à environ 600 km à l'ouest de Tahiti. Le JRCC a alors activé les équipages d'alerte de la 25 et de la 35F. Le temps de préparer la mission, en liaison avec le Centre opérationnel de Tahiti, c'est dans une météo exécrable que le Dauphin et le Gardian ont mis le cap vers l'archipel des Tuamotu.

Le Falcon 200 Gardian est arrivé sur zone à 23h20, repérant le navire échoué. Le Dauphin s'est lui d'abord posé à Fakarava pour ravitailler en carburant avant de reprendre les airs peu après minuit, et parcourir rapidement, grâce à des vents favorables, la distance restante.

A son arrivée sur place, l'équipage du Dauphin a été guidé par celui du Gardian. Ils ont rapidement repéré une zone pour se poser sur le platier. Cette dernière avait été balisée par les marins du Tuamotu Fish avec des moyens de fortune. Quatre naufragés ont été embarqués à bord de « Rescue Tango » (indicatif du Dauphin), qui les a évacués vers l'atoll de Fakarava, où ils ont pu être pris en charge par les pompiers.

Les opérations de secours maritime font partie des principales missions du détachement 35F de Tahiti, dont les équipages ont développé un véritable savoir-faire. Cette opération réalisée le soir de Noël, conjointement avec le JRCC et la 25F, était la 96^{ème} mission de secours de l'année. Elle a surtout marqué le sauvetage de la 100^{ème} personne depuis le début de l'année 2017 par le détachement 35F.

De retour à Faaa, les équipages ont pu retrouver leurs familles. Pas de répit en revanche pour le second équipage d'alerte de la 25F, Yearling B, qui redécollait au matin pour effectuer une mission de reconnaissance de la zone.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

L'Astrolabe au cœur de l'Antarctique

Mise à jour : 10/01/2018

Issu d'un partenariat tripartite inédit entre la marine nationale, les terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et l'institut polaire français, « L'Astrolabe » est à la fois le premier bâtiment brise-glace de la marine, un navire logistique d'une capacité d'emport de 1 400 tonnes et un patrouilleur polaire.



Seul bâtiment de la Marine à vocation de transport de personnel spécial, il peut embarquer 40 passagers pour un équipage de 21 marins, dont un médecin et un infirmier.

Le navire a effectué sa première mission de ravitaillement des stations scientifiques françaises en Antarctique, signant le retour de la marine en Terre Adélie après 66 ans d'absence. En effet, la marine avait contribué de 1948 à 1951 à l'implantation de la première base française au moyen de l'avis "Commandant Charcot" commandé par le capitaine de vaisseau Max Douguet.

Puis, pour ses premières rotations vers la base de Dumont d'Urville, "L'Astrolabe" a acheminé une dizaine de passagers, 450m3 de gazole spécial grand froid et 150 tonnes de fret divers, allant du matériel scientifique (hélium) à l'approvisionnement en nourriture pour une année complète.

Pour chaque membre d'équipage, cette mission est une chance de découvrir la beauté et la rudesse du continent blanc, tout comme l'occasion de naviguer dans les mers australes en franchissant le cap des mythiques 40e Rugissants, 50e Hurlants et 60e Mugissants ! Une chance qui, comme se plaît à le répéter le commandant, le capitaine de frégate Céline Tuccelli, requiert toutefois un engagement total, un niveau d'exigence exceptionnel et une vigilance de tous les instants pour éviter les nombreux pièges de cet environnement en tous points extrême.

Un nouvel équipage viendra prendre la relève fin janvier. L'Astrolabe poursuivra sa mission en sillonnant les ZEE australes françaises durant l'hiver.

Les FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Elles constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre des menaces régionales, telle que la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES EN CÔTE D'IVOIRE (FFCI)

Le 43^e BIma perd une Gazelle : les occupants saufs

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 10 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Une Gazelle du **43^e BIma** s'est écrasée hier en fin d'après-midi dans un lac ivoirien : les trois occupants sont saufs, explique à Paris l'état-major des armées. Le crash pourrait être lié à un contact avec une ligne électrique. Ce crash est le premier de l'année, une Gazelle avait déjà été endommagée en France au deuxième semestre 2017.

Le 43^e BIma dispose organiquement de deux Puma et deux Gazelle. Comme arrière-cour de Barkhane, les **FFCI** peuvent être engagées sans préavis au profit de l'opération majeure au Sahel. 950 militaires sont déployés à Abidjan dans ce sens.

FORCES FRANÇAISES AUX ÉMIRATS ARABES UNIS (FFEAU)

FFEAU : exercice franco-émirien « El Himeimat »

Mise à jour : 09/01/2018

La 7^e édition de l'exercice franco-émirien El Himeimat s'est déroulée du 26 novembre au 14 décembre 2017. Organisé et commandé par le 5^e régiment de cuirassiers (5^e RC) des forces françaises stationnées aux Emirats Arabes Unis (FFEAU), ce rendez-vous biannuel permet aux unités participantes de renforcer leur coopération, de s'entraîner en interarmes dans le cadre d'opération interalliées, et de s'aguerrir en milieu désertique.



L'exercice El Himeimat est un entraînement d'envergure. Tous les niveaux sont déployés. Du poste de commandement tactique jusqu'au soldat, tous sont engagés pour mener les opérations.

La partie française était composée du 5^e RC avec ses unités organiques en mission de courte durée, à savoir le 501^e régiment de chars de combat (RCC) et le 92^e régiment d'infanterie (RI) qui

armement son escadron blindé, ainsi que le 40^e régiment d'artillerie (RA) armant le détachement Caesar.

Cette édition de grande ampleur a permis d'intégrer des renforts venus de métropole. Ces renforts sont de deux niveaux :

- des unités initialement intégrées dans l'ordre de combat du régiment en cas de déploiement opérationnel. Il s'agit d'une compagnie d'infanterie sur véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), armée pour l'occasion par le 152^e RI, et d'une section du génie du 3^e régiment du génie (RG) ;
- des unités en renfort temporaire, intégrées ponctuellement au régiment pour les besoins spécifiques de la mission. Le 5^e RC a ainsi accueilli une section d'artillerie sol-air du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique (RAA) et une section spécialisée contre la menace nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) du 2^e régiment de dragons (RD).

Ainsi constitué, le groupement tactique interarmes du 5^e RC était prêt à mener son entraînement dans les sables émiriens.

Avant de mener le Field Training Exercice, des activités de coopération et une campagne de tir conjointe avec les forces émiriennes ont été menées, permettant aux soldats de montrer leur savoir-faire et de mettre en œuvre leurs capacités. De l'arme individuelle jusqu'aux canons Caesar, chars Leclerc, VBCI, en passant par les mortiers et missiles, un large panel de moyens était déployé.

Trois jours d'exercice tactique ont ensuite été menés dans un environnement très différent de celui dont ont l'habitude les soldats en France, mais correspondant aux spécificités de certains des théâtres d'opérations actuels. Cet entraînement était donc un moyen d'aguerrir les soldats et de leur donner les clés pour s'adapter aux futures projections opérationnelles.

Cette activité majeure s'inscrit dans le cadre de la coopération franco-émirienne, permettant d'offrir un cadre d'entraînement complet, interarmes et interallié, aux unités du 5^e RC ainsi qu'aux unités émiriennes présentes, tant dans le domaine de la manœuvre que celui du tir.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : formation « troupes aéroportées » au profit des parachutistes béninois

Mise à jour : 08/01/2018

Du 13 au 15 décembre 2017, les éléments français au Sénégal ont conduit une action de formation « troupes aéroportées » (TAP) au profit des forces armées béninoises. L'objectif était de faire effectuer d'une part des sauts de brevet à des militaires sortant de la formation initiale (commandos, élèves-officiers) et, d'autre part, des sauts d'entraînement destinés à des hommes de la compagnie d'alerte du bataillon de commandos-parachutistes.



La formation initiale a été réalisée par les spécialistes TAP béninois, à savoir 4 moniteurs (formés au Togo), 3 chefs de section TAP et 4 chefs de groupe TAP. Malgré la cadence soutenue, le stage a été un succès car l'ensemble du programme a pu être réalisé. 122 parachutistes ont été brevetés, et tous les sauts d'entretien et d'exercice ont été effectués.

La cérémonie de remise des brevets a eu lieu à l'issue du dernier saut, sous l'autorité conjointe du chef de détachement de la formation et du commandant du 1^{er} bataillon de commandos-parachutistes béninois.

Le commandant Sounouvou, chef du bataillon de commandos-parachutistes, a exprimé le souhait de faire effectuer à son bataillon des sauts d'entraînement tactiques lors de la prochaine venue des EFS. En effet, les enseignements TAP dispensés par les EFS permettent aux armées partenaires de développer en leur sein un pôle d'excellence en vue de contribuer à la consolidation de leur outil de défense.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : un nouveau camion chez les pompiers de l'air

Mise à jour : 10/01/2018

Acheminé depuis la France pour compléter le dispositif de sécurité aéronautique des pompiers militaires français à Senghor, le véhicule mousse aérodrome (VMA) est arrivé au port de Dakar le samedi 23 décembre 2017 au matin.



Le VMA a été réceptionné par l'intermédiaire du service transit des éléments français au Sénégal (EFS). Trois personnels du détachement interarmées des pompiers (DIAP) se sont ensuite chargés d'un premier contrôle, puis l'ont acheminé à l'escale.

L'après-midi, après que le service technique aéronautique de l'escale a procédé aux vérifications mécaniques, des essais de bon fonctionnement ont été menés sur l'équipement incendie.

Le DIAP a adressé ses remerciements en particulier au service transit et au service technique aéronautique de l'escale pour leur professionnalisme et leur implication en cette veille de Noël. Cette réactivité a permis d'accroître, dans les meilleurs délais, la réponse opérationnelle attendue pour la sécurité incendie sur l'aéroport de Senghor.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : plans conjoints de coopération opérationnelle au Ghana

Mise à jour : 10/01/2018

Dans le sillage du partenariat militaire de coopération transfrontalière mis en œuvre par la force Barkhane et les Etats membres du G5 Sahel, les éléments français au Sénégal (EFS) développent et conduisent dans leur zone de responsabilité permanente une stratégie de coopération régionalisée. Celle-ci se concrétise depuis 2015 par la réalisation de plans conjoints de coopération opérationnelle (PCCO), en droite ligne avec les accords de coopération bilatéraux mis en œuvre par ailleurs par les EFS avec leurs partenaires de l'Afrique de l'Ouest.



Ces réunions d'état-major, fondées sur la concertation et le partage d'appréciation de situation sécuritaire, visent à permettre aux pays partenaires de trouver collectivement des solutions pragmatiques efficaces, et de s'engager sur la réalisation concrète d'actions conjointes face à des menaces partagées dans les domaines terrestre, maritime et cyber.

Lors du dernier PCCO Centre, tenu au Ghana les 11 et 12 décembre 2017, les partenaires ont démontré une nouvelle fois la pertinence de cette démarche et ont renouvelé leur pleine adhésion à cette dynamique vertueuse. Les autorités ghanéennes ont ainsi démontré une parfaite appropriation de l'outil en organisant et conduisant seules les débats, avec rigueur et maîtrise. Les travaux conjoints ont permis d'aboutir à des propositions ambitieuses et pertinentes pour les mois à venir.

Le prochain PCCO Ouest se tiendra à Dakar les 16 et 17 janvier 2018. Cette rencontre réunira des délégations mauritanienne, malienne, guinéenne, bissau-guinéenne et gambienne autour de leurs homologues sénégalais pour traiter conjointement des problématiques sécuritaires de la sous-région.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

i) Réserves

Lettre trimestrielle DRES-M

Mis à jour : 12 janvier 2018



Voici la première lettre du DRES-M du premier trimestre 2018.

Bonne lecture !

Mesdames, Messieurs les réservistes marins,

A l'occasion de de cette première news letter de 2018, je vous adresse mes vœux les plus chaleureux pour cette année. Qu'elle vous offre, ainsi qu'à tous vos proches, l'accomplissement personnel, professionnel et familial que vous en attendez.

Montée en puissance de la réserve opérationnelle en 2017

L'objectif de 5 500 réservistes sous ESR (engagement à servir dans la réserve opérationnelle) dans la marine fin 2017 est globalement atteint. Les résultats consolidés vous seront communiqués dans la prochaine news letter en avril.

Au bilan, près de 450 marins réservistes opérationnels sont employés quotidiennement en moyenne, dont plus de 200 consacrés à la protection du territoire national (45% : premier domaine d'emploi des réservistes de la marine). La durée moyenne des jours d'activités avoisine les 31 jours par an et par réserviste. Environ 35% des réservistes ont moins de 30 ans : conformément aux souhaits du gouvernement, la réserve rajeunit !

Rappel partiel de la réserve opérationnelle de deuxième niveau (RO2)

La réserve opérationnelle de deuxième niveau, ou réserve de disponibilité, également appelée « RO2 » : de quoi s'agit-il ?

La réserve opérationnelle de deuxième niveau regroupe tous les anciens militaires d'active soumis à une obligation de disponibilité pendant les 5 années suivant leur départ des forces armées. Cette réserve opérationnelle est une réserve de deuxième niveau (= RO2), en mesure d'être engagée en complément des forces d'active et de la réserve opérationnelle de premier niveau (= RO1 : composée de tous les réservistes sous ESR), en cas de mise en œuvre du dispositif de réserve de sécurité nationale (RSN). En cas de crise majeure, le Premier ministre peut recourir au dispositif de RSN par décret et convoquer l'ensemble des réservistes RO1 et RO2 dans un délai bref et pour une période de 30 jours maximum renouvelable. Mais même en temps de paix, tous les ex-militaires soumis à l'obligation de disponibilité peuvent être rappelés par leur ancienne armée d'appartenance pour un simple contrôle d'aptitude médicale. À ce titre, ils ont donc l'obligation légale de fournir leurs coordonnées (mail, adresse courrier, téléphone) ainsi que de tenir informée l'institution militaire de tout changement significatif d'ordre médical, personnel ou professionnel, durant les cinq ans qui suivent le départ du service actif.

Exercice inédit dans la Marine nationale fin 2017 : « RAPAROBREST 17 »

Pour la première fois, un rappel partiel d'anciens marins a été déclenché à Brest du 27 novembre au 1^{er} décembre 2017. La marine avait choisi d'inscrire ce rappel dans le cadre de l'exercice de protection-défense territorial « Colonne » qui consistait, sur réquisition du Préfet de zone, à renforcer l'opération « Sentinelle » dans la base navale de Brest et au sémaphore du Portzic. Il a été volontairement décidé de ne rappeler que les anciens marins de la région Bretagne, ayant quitté l'institution depuis moins de 2 ans (visite médicale en principe encore valide).

Il s'agissait donc de tester grandeur nature notre capacité à rappeler par courrier électronique (500 mails transmis), à accueillir, à héberger, à équiper et à employer correctement cette ultime ressource, afin de renforcer le dispositif de protection de nos points d'intérêts vitaux. 34 réservistes opérationnels (30 hommes et 4 femmes) ont répondu à ce rappel, en ayant suspendu temporairement leur activité professionnelle civile, et se sont remis au service de la Nation pendant 5 jours (signature d'un ESR sur la période). Le retour d'expérience a démontré toute l'utilité de l'emploi des réservistes, en soutien du personnel d'active, même pour un emploi sans arme : renfort des équipes de garde, contrôle des caméras de surveillance, patrouilles et rondes... Ce type d'exercice sera reconduit en 2018 en région toulonnaise.

Travaux en cours sur la réserve

Même si vous n'en avez pas encore vu les effets sur le terrain en 2017, la simplification de la gestion et de l'administration des réservistes est en marche. De nombreux travaux ont été menés par les armées et les propositions qui en résultent seront examinées à l'occasion de la loi de

programmation militaire (LPM) 2019-2025. Les premières mesures sont déjà appliquées et plusieurs autres devraient entrer en vigueur d'ici fin 2018. Par exemple :

- le service de santé des armées (SSA) a décidé de coupler l'aptitude générale à servir et l'aptitude à servir dans la réserve lors d'une visite médicale unique de fin de service pour tout le personnel qui quitte l'armée. Cette double aptitude restera valable 2 ans ;
- les e-billets vont remplacer les billets uniques de transport (BUT) d'ici juin prochain. Il vous sera alors possible de commander personnellement vos billets SNCF directement en ligne via le nouveau portail Internet de la réserve, en cours de construction.

La réserve sur Internet

Le nouveau portail Internet de la réserve (www.reservistes.defense.gouv.fr), déjà évoqué dans la précédente news letter, monte en puissance. Un premier module « Je m'engage » est ouvert depuis mars 2017. Il ne concernait, jusqu'à présent, que les candidats de moins de 40 ans sans passé militaire (dits « ab-initio ») et recrutés dans le seul domaine de la protection du territoire national. Dans les semaines qui viennent, ce module va s'ouvrir à l'ensemble des réservistes, sans distinction d'origine, d'âge, de grade et de type d'emploi, dès lors qu'il s'agit de personnes préalablement identifiées sur le site (authentification sécurisée). Les 6 600 postes potentiels offerts par la marine seront progressivement mis en ligne au cours de cette année (travail important, commençant par la mise en ligne des postes actuellement vacants).

L'avènement de ce site constitue une avancée majeure pour la réserve opérationnelle. La Marine nationale y prend toute sa part. Nous serons attentifs à vos réactions quand viendra le moment du déploiement et de l'exploitation de cet outil moderne.

Les travaux concernant le module « Mes activités » ont aussi débuté. Ce module permettra la gestion et l'administration des réservistes, allant de la convocation à la certification du service fait par l'employeur ; toutefois, il ne sera pas mis en production avant la fin de cette année.

Enfin, pour 18 mois encore au moins, le site SIRÉM continue de fonctionner en parallèle (www.reserve-operationnelle.ema.defense.gouv.fr). Au fil des mois, une partie des informations seront dupliquées sur le nouveau portail Internet qui hébergera à terme (courant 2019) la totalité des postes de l'actuelle « bourse des emplois de la réserve » (BdER). Les informations générales et la communication en lien avec la réserve de la marine (exemple : cette news letter) seront hébergées sur la page Facebook « réserve » de la Marine nationale.

Événement à venir Le mardi 27 mars 2018 sera organisée la commission annuelle consultative de la réserve opérationnelle de la Marine (CCRO-M) à Toulon. Elle sera un moment d'échange et de dialogue avec les représentants des réservistes et les représentants des associations de réservistes (ACORAM et ACOMAR).

Je vous donne rendez-vous sur SIRÉM en avril dans ma prochaine lettre DRES-M pour vous tenir informés de tout ce qui concerne la réserve opérationnelle de la marine.

SIGNE : Capitaine de vaisseau Xavier Royer de Véricourt
Délégué aux réserves de la marine (DRES-M)

j) D.G.A.

VBMR léger : une victoire mais toujours pas de contrat

<http://lemamouth.blogspot.com/> mardi 9 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

La fin de gestion 2017 sera restée atypique en bien des points, et cela concerne aussi le programme VBMR léger, qui avait été remporté, comme ce blog l'avait expliqué en novembre, par Nexter. Les délais de contestation passés, aucune annonce des armées n'est venue évoquer la notification d'un contrat.

On n'a pas d'explication pour l'instant à cette carence, si ce n'est que la fin de gestion devait déjà payer pas mal de choses (M51, Rafale, Scorpion) plus gros encore.

Le VBMR léger fait donc partie du report de charges (si le contrat a bel et bien été signé), ou de... ce qu'il faudra de toute façon payer sur 2018, amputant ainsi d'autres crédits (dans les deux cas). Le besoin est estimé à 358 véhicules de 10 à 12 tonnes.

ECA prophète en son pays (pour une fois)

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 10 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Longtemps ignoré par le ministère de la défense dans le domaine des robots et des drones, la PME varoise ECA décroche un contrat pour équiper les démineurs des trois armées. SMINEX est fondé sur le robot Iguana E, dont c'est le premier contrat majeur. Une référence tricolore qui ne peut que faire du bien à la PME pour décrocher des contrats à l'export.

SMINEX comprend en outre tous les éléments nécessaires aux EOD : disrupteurs, tenues de protection, etc. Pour la première fois également, la lutte anti-IED est spécifiquement prise en compte.

La valeur pourrait atteindre jusqu'à 30 MEUR d'ici 2024. 15 Iguana E doivent être livrés à court terme, et 43 autres pourraient suivre jusqu'en 2024, en fonction des besoins des armées.

Les principaux autres produits ECA en service en France sont le DROGEN de l'armée de terre, utilisé au Sahel, et le PAP, un robot antimines de la marine, auxquels s'ajoute un robot d'inspection sous-marin portable.

Les forces françaises seront équipées du robot terrestre Iguana E pour les missions de déminage

<http://www.opex360.com/> Posté dans Opérations, Technologie par Laurent Lagneau Le 10-01-2018



Photo : Groupe ECA

La Direction générale de l'armement (DGA) a confié le marché dit « SMINEX » [Systèmes Mobiles d'Intervention pour les EOD – explosive ordnance disposal – et NEDEX – neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs] aux entreprises CEFA, ECA et Scopex.

Selon le communiqué qu'elles ont diffusé, ces trois sociétés partenaires fourniront ainsi aux trois armées un conteneur projetable par voies terrestre, ferroviaire et aérienne, dans lequel seront stockés tous les équipements nécessaires à la recherche, à la détection, à l'analyser et à la neutralisation des engins explosifs improvisés (IED) et des munitions non explosées (UXO, pour UneXploded Ordnance).

Il s'agit de permettre aux forces françaises engagées sur un théâtre extérieur de « répondre de manière autonome aux missions de déminage et d'expertise depuis la fouille opérationnelle jusqu'à la détection, l'identification et la neutralisation des IED. »

Parmi ces équipements, l'on trouve des tenues et des accessoires de protection (fournis par Scopex), des radars de pénétration de sols, des détecteurs de fils, des moyens de radioscopie et des robots terrestres téléopérés de type IGUANA E.

« Dans le périmètre de ce contrat, ECA Group fournira aux Armées françaises des robots terrestres UGV IGUANA E et apportera son expertise en systèmes intégrés de robots afin de

développer et qualifier des centres d'opération mobiles », explique en effet l'industriel dans son communiqué.

« Dans le cadre de ce contrat d'un montant supérieur à 30 M€, ECA Group a reçu une commande ferme sur une période de 40 mois et d'un montant supérieur à 10M€ dont résultera la livraison de 15 robots UGV IGUANA E équipés pour le déminage. Ensuite, selon les besoins et jusqu'à 2024, le client pourra, par des commandes d'achat supplémentaire pouvant aller jusqu'à un montant supérieur à 20 M€, être équipé de 43 robots UGV IGUANA complémentaires et des matériels associés et les maintenir en conditions opérationnelles », a-t-il encore précisé.

Il s'agit de la première commande significative du robot IGUANA E **[.pdf]**, développé par ECA depuis 2015. D'une masse de 45 kg, il dispose d'une autonomie de 2h30 et une capacité de levage de 20 kg. Pouvant franchir des pentes et des devers de 45°/30°, il est doté, entre autres, d'un bras manipulateur, d'au moins cinq caméras, d'un télémètre laser et d'une interface capteurs chimique et radiologique. Petit détail : il est muni à la fois de roue et de chenilles. Son contrôle se fait au moyen d'une tablette multitouch durcie 10,1" et de 4 joysticks.

Le robot de « nouvelle génération » IGUANA E intègre « un grand nombre d'équipements et permet d'effectuer des opérations complexes (comme par exemple d'inspecter des voitures ou des faux-plafonds, d'ouvrir des colis, de récupérer des munitions, etc) ainsi que des « solutions intelligentes permettant à l'opérateur de préparer sa mission et d'atteindre sa cible de la manière la plus simple et ergonomique », fait valoir ECA.

Notification du marché de réalisation de sept pousseurs de classe 6 tonnes

Mise à jour : 10/01/2018 <http://www.defense.gouv.fr/dga/>

La Direction générale de l'armement (DGA) a notifié en date du 19 décembre 2017 au chantier naval Glehen de Douarnenez le marché de réalisation de sept pousseurs de classe 6 tonnes (PC6) destinés à la marine nationale.



Ces embarcations de servitude évolueront dans les enceintes des ports militaires, leurs rades et eaux protégées de Dégrad des Cannes (Guyane), Brest, Toulon et Cherbourg. Elles effectueront trois missions types : poussage de bâtiments de surface (« bollard pull » de six tonnes vers l'avant, deux tonnes vers l'arrière), transport de lamaneurs (personnels en charge de l'amarrage des navires) et participation aux mouvements portuaires.

Ces embarcations d'une longueur de 10 m pour 27 tonnes de déplacement lège pourront atteindre la vitesse de 8 nœuds à pleine charge et embarquer 2 membres d'équipage et jusqu'à 8 lamaneurs.

La réception du premier de série est prévue pour l'été 2019 en Guyane, celles des six autres unités s'échelonneront de l'été 2020 au printemps 2021 dans les bases navales de métropole.

Les PC6 vont remplacer le pousseur 4 tonnes de Degrad des Cannes et compléter le parc de pousseurs de métropole tout en reprenant les fonctions de transport des actuelles vedettes de servitude portuaire.



Le ministère des armées prépare les futurs drones tactiques de la marine

Mise à jour : 11/01/2018 <http://www.defense.gouv.fr/dga/>

La Direction générale de l'armement (DGA) a notifié le 29 décembre 2017 aux sociétés Naval Group et Airbus Helicopters une étude visant à préparer la future capacité drones tactiques à décollage vertical des navires de la Marine nationale (SDAM : système de drone aérien marine).



L'objectif est d'instruire les principaux choix technologiques à réaliser pour l'intégration de cette capacité au sein d'un navire fortement armé. Le niveau de maturité technologique visé à l'issue du marché (mi 2021) est un démonstrateur du système complet dans un environnement représentatif. Le programme de démonstration inclut notamment des essais en vol depuis une frégate.

Pour la réalisation du marché, les sociétés Naval Group et Airbus Helicopters s'appuieront sur un partenariat avec la PME Hélicoptères Guimbal, réputée pour son hélicoptère léger bi-place Cabri G2, et des PME majoritairement françaises. Les sociétés Thales et Safran Electronics & Defense seront associées aux travaux de cette étude qui bénéficieront ainsi des compétences et briques technologiques de ces sociétés dans le domaine des drones aériens à voilure fixe, acquises notamment au travers des travaux de recherche commandités par la DGA dans le domaine des drones depuis 2005.

Drone naval : un premier contrat pour Airbus Helicopters et Naval Group

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Drones 11 jan. 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



Première maquette à taille réelle du VSR700 © Emmanuel Huberdeau

La Direction Générale de l'Armement a annoncé la notification, le 29 décembre 2017, à Naval Group et Airbus Helicopters d'une étude visant à préparer "la future capacité drone tactique à décollage vertical des navires de la Marine Nationale".

Ce contrat, dont le montant n'a pas été dévoilé, officialise donc le programme sur lequel **Airbus Helicopters** et **Naval Group** collaborent déjà depuis plusieurs mois. "Les sociétés **Thales** et **Safran Electronics & Defense** seront associées aux travaux de cette étude" annonce la DGA.

Cette étude devrait permettre "d'instruire les principaux choix technologiques à réaliser pour l'intégration de cette capacité au sein d'un navire fortement armé" explique la DGA. A l'issu du marché en 2021, un démonstrateur du système complet devrait être disponible.

Airbus Helicopters et Naval Group ont annoncé leur association pour le développement d'un drone embarqué à l'occasion du dernier salon Euronaval en 2016. Airbus Helicopters développe une plateforme, le VSR700 dérivé de l'hélicoptère Cabri G2 de Guimbal. Naval Group travaille à l'intégration du véhicule sur les bâtiments de combat. L'appareil devra notamment être pleinement intégré au système de combat du navire et devra pouvoir évoluer depuis une plateforme comportant déjà de nombreux capteurs et armements.

La Marine Nationale envisage de nombreux usages différents des drones aériens allant du mini drone embarqué sur un patrouilleur jusqu'au drone de combat opérant depuis un porte-avions. Elle a cependant fait du drone tactique à décollage vertical sa priorité. Ce véhicule devra pouvoir opérer comme capteur déporté depuis une frégate dotée d'une plateforme hélicoptères. Les FTI (Frégate de Taille Intermédiaire) seront les premiers bâtiments conçus dès l'origine pour l'embarquement de ce type de drones.

Naval Group et Airbus vont mener une étude sur les futurs drones aériens de la Marine nationale

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales, Technologie par Laurent Lagneau Le 11-01-2018



Deux jours après le dégel des 700 millions d'euros de crédits tant attendu par le ministère des Armées, la Direction générale de l'armement (DGA) a notifié à Naval Group et à Airbus Helicopters un contrat portant sur une étude destinée à préparer « la future capacité des drones tactiques à décollage vertical des navires de la Marine nationale. » L'annonce a été faite ce 11 janvier.

« L'objectif est d'instruire les principaux choix technologiques à réaliser pour l'intégration de cette capacité au sein d'un navire fortement armé. Le niveau de maturité technologique visé à l'issue du marché (mi 2021) est un démonstrateur du système complet dans un environnement représentatif. Le programme de démonstration inclut notamment des essais en vol depuis une frégate », a expliqué la DGA, dans son communiqué.

En octobre 2016, et dans le cadre du programme SDAM (Système de Drone Aérien pour la Marine) Naval Group et Airbus Helicopters avaient déjà annoncé un partenariat en vue de développer le VSR-700, un drone VTOL (Vertical Take Off and Landing / Décollage et atterrissage vertical) basé sur l'hélicoptère civil léger Cabri G2, développé par la PME française Guimbal.

Construit avec des matériaux composites et doté d'un moteur de 145 ch, cet appareil de 700 kg est capable de voler à 5.000 mètres d'altitude, à une vitesse de croisière de 185 km/h.

« Les sociétés Thales et Safran Electronics & Defense seront associées aux travaux de cette étude qui bénéficieront ainsi des compétences et briques technologiques de ces sociétés dans le domaine des drones aériens à voilure fixe, acquises notamment au travers des travaux de recherche commandités [...] dans le domaine des drones depuis 2005 », a encore précisé la DGA.

Cela étant, dans le cadre de l'Action Préparatoire sur la Recherche en matière de Défense, l'Union européenne a également lancé un appel à projets pour la mise au point d'un démonstrateur de drone aérien embarqué à l'horizon 2022.

Par ailleurs, la Marine nationale utilise déjà d'un drone aérien embarqué, avec le Camcopter S-100 du constructeur autrichien Schiebel. Cet appareil a l'objet de plusieurs campagnes d'essais menées par le Centre d'expérimentations pratiques et de réception de l'aéronautique navale (CEPA/10S).

Pour un navire, le drone aérien (tout comme l'hélicoptère) est un multiplicateur d'effet. Il est ainsi estimé qu'un appareil de ce type permettrait de multiplier par quatre (pour 10 heures de vol) la capacité de couverture des futurs patrouilleurs du programme BATSIMAR (Bâtiment de surveillance et d'intervention unique).

Dans son rapport pour avis sur les crédits de la Marine nationale pour l'année 2018, le député Jacques Marilossian a esquissé une vision à plus long terme en évoquant le développement d'un drone MALE (moyenne altitude longue endurance) « marine », qui « pourrait être mis en œuvre par les plus gros bâtiments de la flotte, les BPC et le porte-avions. » Un tel appareil est à l'étude aux États-Unis, afin d'en doter les frégates et les destroyers de l'US Navy ainsi que les navires d'assaut amphibie utilisés par l'US Marine Corps (projet TERN).

Enfin, le député a également parlé de la mise au point d'un drone de combat aérien de combat aéroterrestre ou aéro maritime (UCAV), qui « pourrait être intégré au porte-avions et compléter ainsi sa palette opérationnelle. » Pour le moment, cette piste n'est plus privilégiée aux États-Unis (lesquels ont une longueur d'avance sur tout le monde avec le X-47B), la priorité allant vers un drone pour le ravitaillement en vol.

Etude, démonstrateur: du nouveau et du long terme pour les futurs drones tactiques de la marine

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 12.01.2018 Par Philippe Chapleau



Bonne nouvelle pour les bureaux d'étude; quant à la Marine, il faudra qu'elle patiente et espère...

Le ministère des Armées a confirmé que "la DGA a notifié le 29 décembre 2017 aux sociétés Naval Group et Airbus Helicopters une étude visant à préparer la future capacité drones tactiques à décollage vertical des navires de la Marine nationale" (c'est moi qui souligne).

A l'issue du marché (mi-2021), le ministère compte sur "un démonstrateur du système complet dans un environnement représentatif".

Le vecteur aérien de ce système sera dérivé d'un hélicoptère civil léger de 700 kilos, le *Cabri G2*, qui sert de base au système de drone VSR700 d'Airbus Helicopters.



Naval Group et Airbus Helicopters travailleront en partenariat avec la PME Hélicoptères Guimbal, qui produit le *Cabri G2*.

Selon Naval Group, "une campagne de vols autonomes a débuté en juin 2017 avec un prototype de *Cabri G2* dronisé afin de valider l'intégration des systèmes de commandes de vol et la nouvelle installation motrice de l'appareil, ouvrant la voie à un premier vol du VSR700 en 2018".

Les sociétés Thales et Safran Electronics & Defense et des PME majoritairement françaises seront associées aux travaux de cette étude.

11 – France : Armements & Industries

CES Las Vegas : poule aux œufs d'or pour la French Tech ?

Technos & Medias Electronique <https://www.latribune.fr/> Par Sylvain Rolland | 05/01/2018, 6:16



La présence française au CES est complètement désordonnée : à la place d'une réunion de toutes les startups hexagonales d'un même secteur (e-santé, smart home, bien-être, smart city...), les pépites s'exposent soit de manière isolée, soit sous la bannière de leur délégation régionale (Crédits : Steve Marcus)

Avec plus de 320 startups, la France fera à nouveau sensation au CES de Las Vegas, du 9 au 12 janvier. Le plus grand salon technologique au monde est devenu un rituel immanquable pour exhiber la puissance de l'écosystème d'innovation français (startups, grands groupes, Régions...). À condition de ne pas tomber dans les nombreux pièges d'un salon très difficile à rentabiliser.

Les années se suivent et se ressemblent pour la France au CES de Las Vegas. Le plus grand salon technologique au monde, la Mecque des petites et des grandes innovations qui seront demain dans tous les foyers, revient pour sa 51e édition du 9 au 12 janvier. Dans la capitale mondiale du divertissement, le CES offrira un spectacle à la hauteur de la démesure américaine : plus de 185.000 visiteurs devraient fouler les 225.000 mètres carrés de stands, d'espaces de *networking* et de salles de conférences. 4.000 entreprises de plus de 150 pays y tiendront pavillon, avec l'espoir d'attirer l'attention des quelque 7.500 journalistes et influenceurs du monde entier.

Comme en 2015, en 2016 et en 2017, la French Tech est dans les *starting-blocks* pour faire le plus de bruit possible. Quantitativement, c'est une réussite : troisième contingent mondial derrière les États-Unis et la Chine, la France sera représentée par 365 entreprises (startups, PME, ETI, grands groupes) et organisations (chambres de commerce, Régions, pôles de compétitivité...). Le record de 2017 (275) est donc largement battu. Mieux : l'Hexagone présentera encore une fois le deuxième contingent mondial de startups sur l'Eureka Park, l'espace consacré aux jeunes pousses les plus innovantes, poumon du salon et véritable aimant à médias. Cette année, 270 pépites françaises s'y exposeront, au coude-à-coude avec les États-Unis (280) et largement devant les Pays-Bas (60) et la Chine (55).

Cette démonstration de force révèle la puissance de la France sur les objets connectés grand public et, plus généralement, sur les nouveaux usages dans l'Internet des objets, le thème majeur du CES en 2018. Si les startups hexagonales s'illustrent particulièrement dans la maison connectée (66 exposants), la santé connectée (47), les services aux entreprises (35) et les transports (31), tous les secteurs sont représentés, de la réalité virtuelle aux services de la *smart city*, en passant par la cyber-sécurité, les robots, les drones, la *foodtech* ou encore l'audio et la vidéo.

Pour David Monteau, le directeur de la Mission French Tech, la présence de plus en plus massive d'entrepreneurs français au CES traduit aussi un « *nouvel état d'esprit* ».

« *Cela prouve qu'ils pensent leur startup comme internationale et qu'ils veulent être présents très tôt sur les plus grands marchés. Cela tord le cou à des préjugés tenaces sur le manque d'ambition des Français* », ajoute-t-il.

Quatre jours de business intenses

En 2018 comme depuis trois ans, le CES permettra donc à la France de présenter à l'international une image flatteuse d'elle-même. Le fait que le pays soit désormais dirigé par un président qui

incarne, jusqu'à sa jeunesse - Emmanuel Macron vient de fêter ses 40 ans -, ce fameux esprit entrepreneurial, est la cerise sur le gâteau, même si le locataire de l'Élysée ne devrait pas effectuer le déplacement. Comment expliquer cet engouement ? Si la présence française bat des records, c'est parce que l'ensemble de l'écosystème d'innovation considère le CES comme sa meilleure vitrine.

Le gouvernement, représenté par le secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi, et son homologue aux Sports, Laura Flessel, fera le service après-vente de la French Tech. Les régions, dont beaucoup envoient une grosse délégation de startups, s'en servent comme outil d'attractivité auprès des médias internationaux. Tout comme certains acteurs locaux, à l'image d'incubateurs, de CCI et de certains pôles d'excellence comme Euratechnologies, à Lille.

Pour les acteurs économiques, le CES est surtout un rendez-vous business de plus en plus incontournable. Les grands groupes comme La Poste, Engie, Dassault Systèmes ou encore Crédit Agricole y ont leurs habitudes. Tous les ans, ils emmènent toujours davantage de startups qu'ils incubent ou dont ils utilisent les services, à la fois pour leur donner de la visibilité, pour promouvoir leur propre transformation digitale, mais aussi pour rencontrer leurs clients et prospecter.

« La force inégalée du CES, c'est qu'il concentre sur quatre jours des décideurs d'un très grand niveau. C'est l'occasion de rencontrer des membres du Comex d'entreprises moins accessibles le reste de l'année, car même les grandes boîtes qui n'exposent pas y envoient des représentants hauts placés, comme Apple, Walmart et Amazon par exemple », explique le consultant indépendant Olivier Ezratty, auteur d'un rapport annuel de référence sur le CES.

Le public du salon, uniquement professionnel, se divise ainsi en quatre catégories : les revendeurs et les distributeurs, de Walmart à la Fnac, qui viennent repérer leurs futurs produits ; les exposants eux-mêmes, en quête d'opportunités de business et de médiatisation ; l'écosystème des startups (investisseurs, opérateurs télécoms, industriels, géants du Net, compagnies d'assurances, grands groupes...) ; et enfin les communicants, les analystes et les médias.

Pour les startups, reste le plus difficile : savoir saisir les opportunités. *« Jongler entre les rendez-vous déjà pris, les opportunités sur place, la gestion du stand et les relations presse est un sport de haut niveau. On est vite complètement dépassés »,* se souvient Thomas Calichiana, le directeur marketing de la startup Spartan, star du CES 2017 avec son boxer anti-ondes.

« On a récupéré plus de 200 cartes, mais moins de 20% ont vraiment été utiles », poursuit-il.

Une autre startup, qui commercialise un objet connecté dans la e-santé, garde de son passage un souvenir mitigé :

« J'ai rencontré sur mon stand un super distributeur qui voulait commercialiser mon produit en Asie. Ce n'était pas encore dans nos plans, mais on s'est lancés sérieusement sur cette piste en rentrant.

Au final, c'était trop compliqué, trop tôt, et cela nous a fait perdre un temps précieux qu'on aurait dû employer à ne pas vouloir griller les étapes, car chaque semaine dans la vie d'une jeune startup est importante. Il faut arriver au CES avec une idée bien précise de ce qu'on y cherche et ne pas céder aux sirènes », recommande-t-il.

Bien se préparer, la clé du succès

Ces mésaventures, très communes, illustrent la nécessité pour les startups de bien se préparer. La concentration d'acteurs de premier plan sur un même lieu engendre ainsi tout un business parallèle, pris d'assaut par des consultants, des coachs et des agences spécialisées dans la « mise en relation ». Leur credo : permettre à leurs clients de « profiter » à fond du CES. En amont du salon, de nombreuses délégations régionales ont recours à des coachs et des experts. C'est le cas de la région Occitanie, qui a organisé à l'automne plusieurs ateliers pour « accompagner l'entrepreneur dans sa réflexion stratégique », « décliné un plan d'actions individualisé » et « gérer les volets techniques et logistiques ». Sur place, la délégation organisera des événements de *networking* et un débriefing quotidien réalisé par des experts.

Business France, qui prend dans ses valises 25 startups, a organisé deux journées de *coaching* sur plusieurs thèmes (distribution, marché américain, presse, pitch auprès des investisseurs, industrialisation...). Les startups sont aussi très sollicitées par les agences de relation presse, qui leur garantissent, moyennant un forfait compris en moyenne entre 4 000 et 10000 euros, des passages dans des médias français et internationaux de référence. *"Le CES me permet de valoriser mes clients, d'en recruter de nouveaux pour le salon, et de faire de la prospection sur place"*, confie Thibault Peulen, le directeur de l'agence Cap & Cime PR, qui accompagne quatre startups, dont deux françaises.

Pour Stéphane Bohbot, le président du groupe Innov8 (numéro 1 de la distribution d'objets connectés en France) et coach pour Business France, la communication et la rencontre avec les distributeurs sont les deux opportunités majeures pour les startups. *"C'est au CES que les distributeurs mondiaux dénichent les futurs Fitbit et DJI [montres connectées et drones grand public, ndlr]. Le salon peut complètement faire décoller le business des startups hardware qui veulent rayonner à l'international"*, affirme-t-il.

À moins que certaines en profitent aussi pour rencontrer des partenaires... français, qu'elles ont du mal à aborder le reste de l'année. C'est le credo de Marc-Lionel Gatto, le PDG de l'agence MLG Events. Depuis l'an dernier, il organise pendant le CES un *"side event"* (événement parallèle) en soirée, baptisé French Village, où il met en relation des entrepreneurs avec des décideurs français et francophones, y compris venant du Canada ou d'Israël. *"Un alignement d'agendas"*, source, selon lui, de nombreuses opportunités de business. Les *side events* se multiplient ces dernières années, à l'image de l'Euro Tech Week, un « *espace de networking* » situé près du Convention Center de Las Vegas, où se réunissent certaines entreprises françaises et européennes du e-commerce. Des mini-salons à côté du salon, étoiles dans la galaxie CES.

Pourtant, malgré la profusion d'opportunités business qu'offre le CES, de nombreuses startups déchantent.

"Ce n'est pas un salon miracle mais un exercice de précision. C'est cher et dangereux", met en garde Olivier Ezratty.

Entre les billets d'avion, le logement sur place, le coût du stand et les frais annexes (agence de relations presse, aménagement du stand...), l'investissement du CES revient au minimum à 10.000 euros pour une startup, et explose facilement jusqu'à 50.000 euros voire davantage pour celles qui mettent les petits plats dans les grands ou viennent en nombre.

"Tous les ans, trop de startups vivent un échec cuisant - peu de retombées presse, peu de contacts intéressants - qui menace leur stabilité financière, car elles ont mal évalué les attentes des visiteurs ou y vont trop tôt dans leur développement", poursuit le spécialiste.

Les startups les plus sujettes à cette déception sont évidemment celles qui ne vendent pas un produit *"BtoC"* (destiné au consommateur final).

"Le CES est un salon hardware grand public pour des produits avec une vocation mondiale. Si vous êtes dans le logiciel, le "BtoB", que vous visez une sous-niche du marché français ou que votre produit sortira dans plus d'un an, passez votre chemin", alerte Olivier Ezratty.

Le consultant, qui *coache* également les startups amenées par Business France, estime qu'une soixantaine des 320 startups françaises présentes en 2018 (soit environ 20%) *"n'a rien à faire au CES"*. *"L'an dernier, c'était 12 %. Cela augmente vite"*, soupire-t-il.

Des erreurs de casting

La désorganisation des multiples délégations et l'absence d'un message clair et cohérent sur la présence française alimentent cette épidémie d'*"erreurs de casting"*.

"Le CES est international. La France peut se distinguer en mettant en valeur sa puissance sur certaines thématiques, mais là c'est un peu anarchique", admet David Monteau, le directeur de la Mission French Tech.

Effectivement, la présence française est complètement désordonnée : à la place d'une réunion de toutes les startups hexagonales d'un même secteur (e-santé, *smart home*, bien-être, *smart city*...), les pépites s'exposent soit de manière isolée, soit sous la bannière de leur délégation régionale.

"Un distributeur, un investisseur américain ou asiatique se fout complètement de la région Occitanie ou Grand Est. Il ne les connaît même pas ! La division régionale est le summum de l'absurdité dans un salon international, car tout est mélangé : il y a côte à côte une startup de la smart city, une autre d'un obscur logiciel BtoB, un objet connecté pour chien et une green tech. Ce n'est pas lisible", peste un habitué.

La faute aux Régions, engagées dans une course à l'échalote pour promouvoir leur écosystème d'innovation local. De nombreux présidents de régions font d'ailleurs le déplacement.

"Il y a un jeu politique franco-français. Chaque Région veut avoir la plus grosse délégation possible, quitte à aligner les aides financières pour séduire les startups alors que certaines ne devraient pas venir", poursuit notre source.

La French Tech et Business France sont conscients du problème.

"Puisque chacun agit dans son coin, il est difficile de fédérer les énergies et de créer un message global clair et cohérent sur la présence française", estime Eric Morand, le directeur du département Tech et Services de Business France.

La France a pourtant besoin de renouveler le message qu'elle adresse au monde.

"Ces dernières années, le CES servait à nous replacer sur la carte mondiale de l'innovation. Notre message était donc "les startups françaises en force". Mais aujourd'hui, tout le monde le sait, il faut rebondir", estime David Monteau.

C'est pour cela que la French Tech et Business France ont lancé, mardi 19 décembre, une nouvelle "ligne narrative" autour de la "*startup nation*". Finie la quantité, place à la qualité avec une communication axée sur l'excellente française dans l'Internet des objets et, surtout, sur les technologies de rupture qui sont derrière.

"Les études soulignent que la France est l'un des leaders mondiaux de la deep tech [l'innovation de rupture à base de technologies inédites], avec des applications dans tous les domaines, de la smart city à l'énergie en passant par l'intelligence artificielle. Voilà ce qu'il faut souligner au niveau international pour attirer les talents et l'argent", affirme David Monteau.

Pas sûr que ce nouveau message soit audible au CES.

Le CES en chiffres

- **184 279** visiteurs en 2017.
- Près de **4.000** exposants, **1.200** intervenants dans des conférences en 2017.
- Plus de **4,3 millions** de mentions sur Twitter en 2017.
- **365** entreprises et structures françaises exposantes en 2018 (275 en 2017). La France est la 3^e délégation mondiale.
- Parmi elles, **320 startups**, dont **270** exposeront à l'Eureka Park (endroit spécialement consacré aux startups les plus innovantes). La France sera la 2^e délégation mondiale à l'Eureka Park derrière les États-Unis (280 startups), largement devant les Pays-Bas (60) et la Chine (55).
- 20%: le nombre d'« *erreurs de casting* », selon le spécialiste Olivier Ezratty. Il s'agit de startups dont l'activité ne justifie pas leur présence au CES et qui "brouillent" l'image de la présence française.
- Les startups françaises au CES de Las Vegas (*source : French Tech*)
 - > 2014 : **45**
 - > 2015 : **66**
 - > 2016 : **128**
 - > 2017 : **233**
 - > 2018 : **320**

La France en force au CES 2018

Représentation des startups françaises au Consumer Electronics Show de 2018



(Un graphique de notre partenaire Statista)

Le CIDEF confié à Éric Trappier

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 8 janvier 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est sans surprise qu'on apprend ce matin la nomination d'**Éric Trappier**, PDG de Dassault Aviation, à la tête du conseil des industries de défense françaises (CIDEF) qui réunit GIFAS, GICAN et GICAT. Éric Trappier était déjà président du GIFAS, mais aussi de l'association européenne des industries aéronautiques et de défense (ASD).

Il succède à **Hervé Guillou**.

Avec Oledcomm, une lampe peut vous connecter à Internet

Tech & Web Start-up <http://www.lefigaro.fr/> Par Elsa Bembaron Mis à jour le 09/01/2018 à 19:12
Publié le 09/01/2018 à 18:33



Oledcomm, une start-up française, dévoile MyLiFi au CES, la première lampe capable d'établir une communication en LiFi avec un ordinateur. Flickr/CC/vathis

CES 2018 - La start-up française, récompensée par deux CES Innovation Awards, présente la première lampe de bureau dotée de la technologie LiFi.

Après le morse, voici le LiFi. Le principe est le même: des émissions lumineuses sont utilisées pour transmettre des informations d'un point à un autre. La comparaison s'arrête là. Dans le cas du LiFi, ces signaux invisibles à l'œil nu peuvent remplacer le WiFi. Oledcomm, une start-up française, dévoile MyLiFi au CES de Las Vegas, la première lampe capable d'établir une communication en LiFi avec un ordinateur. Il faut simplement ajouter à ce dernier un petit accessoire, qui se branche sur la clé USB.

Cette technologie a plusieurs intérêts. Tout d'abord, les communications en LiFi peuvent fonctionner de jour comme de nuit, y compris lorsque la lampe en question est éteinte. Ensuite, cela permet d'établir un périmètre de communication très réduit. Cette technologie répond aux besoins d'entreprises qui souhaitent bénéficier de réseaux sans fil, sans avoir recours au WiFi qui peut présenter des failles de sécurité. Seules les personnes présentes dans ses murs peuvent se connecter à son réseau. À domicile, l'intérêt est similaire, mais avec des cas d'usages différents. Par exemple, plutôt que de couper le WiFi de toute une maison pour éviter les connexions intempestives d'adolescents au réseau, l'utilisation de LiFi cantonne les connexions sans fil à une pièce donnée.

Utilisable dans des endroits sensibles

En outre, le LiFi permet d'obtenir des débits «jusqu'à 2240 fois supérieurs à ceux du WiFi», assure Benjamin Azoulay, directeur général d'Oledcomm, qui s'appuie sur des tests réalisés en laboratoire. Un niveau qui devrait faire le bonheur des joueurs de jeux vidéo notamment, d'autant qu'il s'accompagne de temps de latence très faibles.

Évidemment, cela a un coût. MyLifi est proposée sur Kickstarter à 499 euros. Il faut, en outre, que la lampe soit branchée sur un port ethernet. Il faut soit avoir une installation prévue à cet effet chez soi (des prises RJ45), soit brancher la lampe sur une prise CPL ou mieux, directement sur une box internet.

D'autres cas d'usages du LiFi sont déjà opérationnels. «Nous déployons du LiFi dans certaines stations de métro. Cela permet de fournir une connexion et de donner accès à une application de guidage adaptée aux malvoyants», explique Benjamin Azoulay. Le LiFi peut aussi être utilisé pour des touristes dans le métro. Ces utilisations nécessitent l'envoi d'informations intramuros, avec une grande précision de la localisation, ce que le LiFi permet. «Le Lifi n'émet pas d'ondes radioélectriques, il est donc utilisable dans des endroits sensibles, comme les hôpitaux, ou chez des personnes électrosensibles», ajoute Benjamin Azoulay. L'intérêt de cette technologie est de pouvoir être déployée sans installations supplémentaires. Les lampes existantes doivent simplement être remplacées par des lampes dotées d'un module Lifi pour entrer en fonction.

Concarneau. Pascal Piriou défend son modèle international

Accueil / Bretagne / Concarneau / <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 11/01/2018 à 10:19 | Publié le 11/01/2018 à 10:19



Pascal Piriou est intervenu pour la première fois devant l'UTL de Concarneau. | Ouest-France

Pour sa première conférence en public lundi, au Cac, le président des chantiers Piriou a défendu l'idée, a priori paradoxale, que s'internationaliser permet de ne pas délocaliser.

« Si vous voulez vendre des bateaux au Vietnam, à des armateurs vietnamiens, c'est simple vous devez construire ces bateaux au Vietnam. Et c'est encore plus valable pour la réparation : les chantiers sont régionaux. » Drôle de réponse à la question « *Comment s'internationaliser sans délocaliser ?* » qu'a faite Pascal Piriou aux quelque 300 membres de l'Université du temps libre de Concarneau venus l'écouter lundi après-midi au Cac, lors de sa toute première conférence en public. Pour le très pragmatique président des chantiers Piriou c'est clair : **« Sans l'internationalisation, je pense que l'entreprise n'en serait pas là aujourd'hui »**. Mais, quand on écoute le patron de l'entreprise de 1 000 salariés, qui possède des chantiers en Pologne, au Nigeria et au Vietnam - entre autres -, on comprend que cette idée, loin d'être un mantra, s'est plutôt imposée à lui au fil des années.

S'adapter pour garder un contrat

« Quand l'armateur Sapmer, qui voulait se lancer dans la pêche au thon tropical dans l'océan Indien, nous passe commande pour trois nouveaux thoniers, nous faisons une offre à 90 millions d'euros. Trop cher : il propose de nous confier les études et de faire construire par les Chinois. Mon frère aîné n'a pas laissé passer ça. On a construit le prototype à Concarneau et les deux autres au Vietnam. On a donc diminué le prix autour de 80 millions. Et le contrat a été signé. Vietnam et France ne sont donc pas en opposition. Dans ce cas, c'était soit un à Concarneau et deux au Vietnam, soit rien du tout, ou presque. »

Diversifier pour vendre

« Quand Piriou a voulu se positionner sur des marchés étrangers, on nous a gentiment répondu : Si vous ne travaillez pas pour votre pays, pourquoi voulez-vous qu'on vous fasse confiance ? D'où la volonté d'obtenir des contrats auprès de la Marine nationale, projet concrétisé à travers le partenariat avec DCNS et la création de Kership (aujourd'hui Naval Group) en 2013. Or, aujourd'hui, 90 % de l'activité construction navale de Piriou est réalisée dans le secteur de la défense, secteur qui représente aussi 36 % de la réparation navale. Et notre diversification (exploration, défense, énergie marine renouvelable, navire polaire), est aussi une garantie de résistance à d'éventuelles difficultés dans un des secteurs."

Des emplois sauvegardés

« Parmi les emplois créés à Concarneau depuis 2010 par l'entreprise, 57 sont directement dévolus au développement à l'international. Et sur les 200 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017, 60 % sont réalisés à l'étranger, d'où provient la majeure partie de nos 2 % de marge d'exploitation. »

Langoustines : arme d'antidélocalisation persuasive

« Et puis tant qu'il y aura des clients qui auront envie de payer 40 % plus cher (et il y en a !) pour avoir un bateau construit en France, parce qu'ils aiment la France et qu'ils veulent venir manger des langoustines à Concarneau au moment de signer les contrats, (ce qui sera bientôt possible **AUSI** le lundi, dès que le restaurant Le Chantier ouvrira à la criée, j'espère d'ici la fin de l'été...), il y aura toujours de l'activité à Concarneau. » Un comportement, qui défie les lois de la pure rationalité économique, dont le patron de Piriou se revendique aussi : « **L'endroit le plus pratique pour travailler, central entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe, ce serait Dubaï, mais je suis né à Concarneau, en 1964, la même année que l'entreprise. Et je n'ai pas envie d'habiter Dubaï. Je me ressource ici quand je reviens de l'étranger, mais l'énergie asiatique constitue aussi un moteur pour affronter les difficultés typiquement françaises. L'internationalisation, c'est un cercle vertueux.** » Jusqu'à quand ? Il n'en sait rien. Et il le reconnaît : « **On ne sait pas ce qu'on fera dans dix ans.** » Mais quelles que soient les décisions prises, il y a fort à parier qu'elles seront encore prises à Concarneau. Et peut-être même avec un peu de mayonnaise sur les doigts...

Electricité : les renouvelables françaises confirment leur dynamisme

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement <https://www.latribune.fr/> Par Giulietta Gamberini | 10/01/2018, 7:42



L'éolien a notamment été soutenu par l'avancée du financement participatif, qui a rendu les projets plus acceptables par les riverains, mais aussi permis l'éclosion d'une participation citoyenne plus large. (Crédits : STEPHANE MAHE)

L'éolien est notamment le champion de 2017, relève le dernier baromètre de l'organisme Observ'ER. Mais pour atteindre les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie à l'horizon 2023, il faut encore accélérer, notamment dans les énergies marines.

Les énergies renouvelables électriques continuent de se développer de manière dynamique en France mais, pour garder le cap, il va falloir accélérer le rythme. Tel est le message qui ressort du Baromètre 2017 publié mardi 9 janvier par l'organisme indépendant Observ'ER, avec le soutien de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Entre octobre 2016 et septembre 2017, malgré de mauvaises conditions météorologiques, ces renouvelables -qui en 2016 ont engendré 15,2 milliards d'euros d'activité pour 44.500 emplois directs- ont produit 8.7876 GWh d'électricité et couvert 19,4% de la consommation nationale. Pendant les trois premiers trimestres 2017, entre 2,3 et 2,4 GW de puissance ont été nouvellement raccordés, contre 2.277 MW sur la même période 2016, relève le rapport, qui se fonde sur des informations du Service de la donnée et des études statistiques (SDES), d'Enedis, d'EDF et du RTE. Le 30 septembre 2017, le parc total de la puissance électrique renouvelable française atteignait ainsi 48,9 GW (contre 46.540 MW fin 2016): à savoir 92% de l'objectif fixé par la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) pour 2018, et entre 62 et 68% de celui à l'horizon 2023.

4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans l'éolien

Soutenu par l'avancée du financement participatif, qui a rendu les projets plus acceptables par les riverains, mais aussi permis l'éclosion d'une participation citoyenne plus large, l'éolien terrestre fait figure de champion de l'année, avec 1.015 MW de capacité nouvellement raccordés au 30 septembre 2017, à savoir 23% de plus qu'à la même date en 2016. Au total, il atteint ainsi 12.908 MW de puissance, en se rapprochant de l'objectif PPE 2018, de 15 GW. En 2016, la filière comptait 15.990 emplois et un chiffre d'affaires de 4,5 milliards d'euros.

Porté pour sa part par l'affirmation de la dynamique d'autoconsommation, favorisée par la loi du 24 février 2017, le photovoltaïque, qui au 30 septembre 2016 affichait 5.700 emplois directs et un chiffre d'affaires de 3,9 milliards d'euros, a aussi continué de croître, bien que de manière moins spectaculaire que l'éolien. 484 MW ont été raccordés en 2017 : 4 % de plus qu'en 2016. La capacité totale a ainsi atteint 7.686 MW. Si l'objectif fixé par la PPE pour fin 2018, de 10,2 GW, semble rester atteignable, le responsable des études d'Observ'ER, Frédéric Tuillé, regrette toutefois le frein représenté par le pourcentage élevé (jusqu'à 40% en capacité) de projets non réalisés parmi ceux retenus dans les appels d'offres de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), souvent en raison de difficultés financières des entreprises choisies aggravées par la longueur des procédures.

Les énergies marines, condition *sine qua non* des objectifs affichés

Tout en restant le pilier de la production électrique renouvelable française (en 2016, 64 TWh pour 25.781 MW de capacité installée, à savoir environ 12% de la production totale d'électricité), l'hydraulique évolue pour sa part peu, conformément aux objectifs de la PPE: un parc identique à fin 2018 et entre 25.800 et 26.050 MW de capacité fin 2023.

Les énergies marines, qui en 2016 ont engendré 592 millions d'euros de chiffre d'affaires en s'appuyant sur 2.090 emplois directs, représentent en revanche une condition *sine qua non* des objectifs de la PPE pour les renouvelables électriques à l'horizon 2020, met en garde Frédéric Tuillé. 3.000 MW de puissance ont déjà été raccordés, alors que les projets déjà engagés pourraient apporter entre 500 et 6.000 MW supplémentaires et que, malgré des retards annoncés, un programme a enfin été définitivement lancé pour l'éolien en mer.

"Au-delà des ambitions, trop souvent des projets portés par de grands groupes sont toutefois arrêtés pour des raisons de coûts", regrette néanmoins le responsable des études d'Observ'ER.

Le biogaz ralentit

Quant à la biomasse solide, avec 590 MW raccordés fin septembre 2017 (dont 180 au cours des douze derniers mois), contre un objectif de 540 fin 2018, elle reste une filière *"notable"*, estime Frédéric Tuillé. Freinée par la nécessité d'une gestion durable de la ressource bois, elle doit toutefois encore doubler la puissance installée pour atteindre l'objectif PPE 2023 (entre 790 et 1.040 MW).

Le biogaz ralentit par contre, avec 19 MW raccordés en 2017 contre 27 MW l'année précédente. L'accélération de la méthanisation (trois quarts des nouvelles capacités et plus d'un tiers de la puissance totale) pénalise d'ailleurs la valorisation électrique. Le baromètre souligne enfin la nécessité de tenir compte du potentiel d'export du savoir-faire national en matière de géothermie

et de solaire thermique. Pourtant, aucun objectif n'est fixé pour ce dernier dans la dernière PPE, dont un nouveau chapitre doit être écrit en 2018 à l'horizon 2030.

2017 sera l'année de tous les records pour Air France-KLM. Mais...

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 10/01/2018, 7:15



Si Air France-KLM est pénalisé par le poids de la taxation spécifique qui touche sa plus grosse filiale, Air France, la faiblesse des mesures internes à la compagnie française pèse toujours sur le groupe. (Crédits : Stephane Mahe)

Le groupe français a dégagé un trafic record en 2017. Il pourrait également annoncer en février des résultats financiers record. Pour autant, la très bonne année d'Air France-KLM est davantage le fruit d'une conjoncture exceptionnelle, avec une demande dynamique et un prix du baril relativement bas, que celui de mesures d'amélioration de la performance. Et les concurrents européens avancent plus vite.

2017 restera une année paradoxale pour Air France-KLM. C'est tout d'abord une année exceptionnelle à bien des égards. En termes de trafic, notamment, puisque le groupe a annoncé ce mardi avoir transporté l'an dernier le nombre record de 93,4 millions de passagers, en hausse de 5,6%, mais aussi, probablement en termes de résultats financiers. Ces derniers seront annoncés en février et ils devraient faire état (sauf provisions) d'un résultat d'exploitation proche de 1,5 milliard d'euros, légèrement supérieur au 1,405 milliard engrangé à l'issue de l'exercice 2007-2008.

Une année en trompe-l'œil ?

Pour autant, 2017 apparaît un peu comme une année en trompe-l'œil pour Air France-KLM. La très bonne année d'Air France-KLM est en effet davantage le fruit d'une conjoncture exceptionnelle, avec une demande dynamique et un prix du baril relativement bas, que celui de mesures d'amélioration de la performance, en particulier chez Air France. Les décisions prises en ce sens n'ont été mises en place qu'en décembre (lancement de Joon). Surtout, si elles ont le mérite de remettre le groupe en mouvement, il n'est pas sûr qu'elles correspondent aux mesures structurelles qui permettraient au groupe de maintenir la tête hors de l'eau en cas de retournement de l'environnement. Si un tel scénario devait hélas se produire, l'année 2017, aussi exceptionnelle soit-elle, correspondrait aussi à celle où, de manière collective, la compagnie n'a pas su trouver les moyens de se préparer aux coups durs de demain.

Les concurrents gagnent plus d'argent

Par ailleurs, les résultats d'Air France-KLM doivent être relativisés par rapport à ceux des autres grands groupes européens comme Lufthansa (qui compte aussi Eurowings, Brussels Airlines, Austrian Airlines et Swiss) et IAG (British Airways, Iberia, Aer Lingus, Vueling). Selon les analystes, Lufthansa devrait dégager un bénéfice d'exploitation de 2,6 milliards d'euros. IAG table de son côté sur un bénéfice annuel de l'ordre de 3 milliards d'euros. Ces différences s'expliquent essentiellement par les différences de structures de coûts. Si Air France-KLM est pénalisé par le poids de la taxation spécifique qui touche sa plus grosse filiale, Air France, la faiblesse des mesures internes à la compagnie française pèse toujours sur le groupe.

Croissance externe pour Lufthansa

Dans le même temps, si IAG affiche une croissance de trafic inférieure d'Air France-KLM (+4,1%), Lufthansa, qui communiquera ses chiffres ce mercredi, croît beaucoup plus vite qu'Air France-KLM en raison d'une croissance organique plus dynamique (liée à une croissance de l'offre

supérieure), et d'une active politique d'acquisitions que ne mène pas Air France-KLM, à l'exception d'une prise de participation minoritaire (31%) dans Virgin Atlantic.

En reprenant une grande partie des actifs d'Air Berlin (et cela, bien avant la faillite de cette dernière), Lufthansa a fortement augmenté son trafic. En novembre dernier, par exemple, le trafic du groupe allemand avait bondi de plus de 30%.

Le schéma est le même chez les deux grands concurrents low-cost. Ryanair et Easyjet ont affiché une croissance du trafic supérieure à celle d'Air France-KLM (+10% pour la première, +9,6% pour la seconde). Pour autant, fait-on valoir au sein du groupe français, la croissance de Transavia (+11,2%), l'activité low-cost d'Air France-KLM, est supérieure à celle de Ryanair et d'Easyjet.

L'an prochain, Easyjet bénéficiera, elle aussi, de la reprise d'une partie des actifs d'Air Berlin. Lufthansa également, qui pourra peut-être compter sur Alitalia si elle parvient à mettre la main dessus. Enfin, IAG pourra lui aussi compter sur les 15 appareils supplémentaires acquis dans le cadre de la reprise de la compagnie autrichienne Niki.

La SNCF prépare un grand plan de baisse des coûts du TGV avant l'ouverture de la concurrence

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 10/01/2018, 9:36



La SNCF entend faire passer son parc de TGV de 400 rames aujourd'hui à 300 d'ici à 2021. (Crédits : Charles Platiau)

La SNCF finalise un plan de refonte du modèle d'exploitation des TGV classiques pour baisser les coûts de ces derniers de 20% à 30%. Avec une utilisation plus intensive des trains à grande vitesse, la SNCF prévoit de supprimer 100 rames d'ici à 2021. Un grand réaménagement des horaires est prévu. Quelques arrêts TGV risquent de sauter.

Le développement à marche forcée des TGV low-cost Ouigo n'est pas le seul moyen de la SNCF pour baisser les prix des billets et préparer l'ouverture à la concurrence du marché domestique de la grande distance ferroviaire (non conventionnée) prévue en 2021. La direction finalise en effet un grand plan de réduction des coûts d'exploitation du TGV classique qui représentera encore 75% de l'offre TGV en 2020, malgré la montée en puissance de Ouigo.

Baisser les coûts de 20% à 30%

Un plan qui va utiliser les bonnes pratiques de sa petite sœur low-cost dont les coûts sont deux fois moins élevés en raison d'un système de production beaucoup plus efficace qui lui permet de rouler 13 heures par jour contre 7 à 8 heures pour les TGV classiques.

La SNCF planche donc sur une révision radicale du modèle de production des TGV classiques, dans le but « de baisser les coûts de 20% à 30% », a confié à quelques journalistes Rachel Picard, la directrice générale de SNCF Voyages, lors de la présentation des vœux de la SNCF à la presse ce lundi. De quoi permettre de supporter une baisse continue de la recette unitaire en raison de la concurrence d'autres modes de transport, mais aussi de dissuader d'éventuels nouveaux entrants de venir faire de la grande vitesse en France ou, à défaut, d'être suffisamment compétitif pour les affronter.

L'idée est de mettre en place un système de production permettant d'augmenter la productivité des TGV classiques en les faisant rouler davantage dans la journée. Bien connu des compagnies aériennes low-cost, ce procédé permet de répartir les coûts fixes sur un plus grand nombre d'heures de circulation et d'utiliser moins de trains pour assurer la même offre. Pour assurer la

liaison Paris-Lyon par exemple, la SNCF prévoit d'utiliser 19 rames, contre 24 aujourd'hui, et 28 à 29 il y a quelque temps quand elle n'avait pas dédié les rames à cette liaison.

"Moins de matériels roulants signifie moins d'investissements et moins de coûts de maintenance", a ajouté Rachel Picard, en précisant que l'objectif "était de faire rouler les TGV deux heures de plus dans la journée". Soit parvenir à les faire circuler 10 heures par jour environ.

Grand réaménagement des horaires

"L'objectif est gigantesque. Ce que nous avons dans nos plans est de passer de 400 à 300 rames. C'est-à-dire que nous allons assurer la même offre avec un quart de matériel en moins", a expliqué Rachel Picard.

A 35 millions d'euros la rame neuve, les économies sont en effet considérables. La SNCF entend réduire son parc de TGV de 100 exemplaires d'ici à 2021, au moment de la fin de son monopole sur le marché longue distance. Cela va permettre de se débarrasser des rames les plus anciennes qui ont près de 35 ans mais aussi d'homogénéiser le parc de TGV, un facteur lui aussi d'optimisation.

Pour faire rouler de manière plus intensive les TGV, la direction souhaite notamment mettre les trains en activité plus tôt le matin et assurer les opérations de maintenance la nuit et non plus en milieu de journée. Surtout, elle planche sur un grand réaménagement des horaires pour les adapter à l'offre, un sujet très sensible auprès des voyageurs et des élus. D'autant plus que quelques arrêts TGV risquent de passer à la trappe.

L'annonce de ce grand chambardement ne va pas tarder.

"La SNCF va bientôt sortir du bois pour aller voir les élus et leur expliquer que quelques arrêts vont sauter", explique un connaisseur du dossier.

Les discussions risquent d'être houleuses.

"Nous voulons conserver ce qui fait le succès de TGV, la capacité, la fréquence et l'irrigation des territoires. Notre réflexion porte sur le modèle industriel du TGV en partant de celui de Ouigo. Il sera peut-être nécessaire de modifier quelques dessertes ou horaires pour tenir compte du trafic et pouvoir baisser les coûts. Comme nous le faisons chaque année dans des proportions mineures. Nous en discuterons avec les élus le moment venu", a indiqué Rachel Picard.

L'objectif de 2,5 milliards d'euros d'économies entre 2016 et 2020 sera dépassé

Ce plan de réduction des coûts du TGV traduit l'effort de baisse de coûts mené par la direction depuis quelques années. En 2017, la SNCF a diminué ses coûts de 820 millions d'euros, dépassant largement son objectif de 750 millions d'économies, a confié Guillaume Pepy. En 2018, l'objectif est encore de les baisser de 780 millions d'euros.

"Il y a 5 ans, nous nous étions engagés à baisser nos coûts de 2,5 milliards d'euros entre 2016 et 2020. Nous dépasserons cet objectif", a-t-il assuré.

TGV Ouigo à Paris : la SNCF va passer à la vitesse supérieure

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 09/01/2018, 10:32



A horizon 2020, Ouigo devrait représenter, selon les plans de la direction, 17% de l'offre TGV.

Après avoir lancé Ouigo au départ de la gare Monparnasse le 10 décembre dernier, la SNCF positionnera ses TGV low-cost au départ de la gare de Lyon et de la gare de l'Est fin 2018.

Un mois après les grands débuts de Ouigo au départ de la gare Montparnasse, la SNCF prévoit déjà de lancer son offre de TGV à bas prix au départ de deux autres gares parisiennes fin 2018. Le président du directoire du groupe SNCF et PDG de SNCF Mobilité l'a annoncé ce lundi lors de la présentation de ses vœux à la presse, sans préciser les gares qui accueilleront Ouigo. Selon l'un de ses proches néanmoins, il s'agira de la gare de Lyon et de la gare de l'Est. Ouigo devant obligatoirement se positionner sur des axes à gros flux de trafic pour remplir ses rames de 1.200 sièges, des villes comme Strasbourg, Lyon, Marseille ou Montpellier devraient donc être desservies par Ouigo au départ de Paris. Aujourd'hui Ouigo commercialise ses billets au départ de Paris à 16 euros pour les adultes l'aller simple, au lieu de 10 euros au départ des gares en périphérie de la capitale comme Marne-la-Vallée, Massy et l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, et un tarif fixe de 8 euros pour les enfants, au lieu de 5 euros.

Cannibalisation?

Ce développement à Paris va nécessairement cannibaliser les TGV classiques à Paris et va également toucher la partie des voyageurs parisiens qui se rendaient dans les gares périphériques pour prendre Ouigo. La SNCF assume. Pour l'heure, un passager sur deux de Ouigo n'aurait pas voyagé en TGV sans Ouigo, a rappelé Rachel Picard, la directrice générale de Voyages SNCF, qui met en avant la différence de modèle industriel et d'offre avec le TGV classique.

« Ouigo permet de mieux segmenter l'offre car celle-ci est différente. Cela permet donc d'aller chercher des clientèles différentes. Ouigo est moins dangereux qu'une offre IDTGV que nous avons arrêtée, dont les rames et les horaires étaient similaires à ceux du TGV classiques mais avec un prix nettement plus bas », a-t-elle fait valoir.

Pour l'heure, le développement de Ouigo n'entraîne pas une baisse de l'offre du TGV classique (TGV inOui). Au contraire, celle-ci augmente également.

Selon les estimations de la SNCF, cette offre parisienne permettra à Ouigo de doubler son trafic l'an prochain, à 14 millions de passagers. De quoi permettre de tenir l'objectif d'atteindre les 25 millions de passagers en 2020, ce qui représenterait un quart des passagers TGV de la SNCF à cet horizon-là.

Aujourd'hui, le développement de Ouigo contribue fortement à la hausse de 10% du trafic TGV constatée en 2017. « *Le TGV a enregistré 7 millions de passagers supplémentaires l'an dernier, dont 3,5 millions pour Ouigo* », a indiqué Guillaume Pepy, en ajoutant que « *le tain était de retour* ». Des chiffres qui diffèrent de ceux communiqués en décembre dernier qui faisaient état d'un gain de 8 millions de passagers de janvier à fin octobre dont 2 millions pour Ouigo.

Baisse des prix

Peu importe. Le TGV profite de la reprise économique et de sa politique de petits prix (le chiffre d'affaires a augmenté de 9%, un rythme inférieur à celui du trafic).

« C'est la troisième année consécutive de baisse de prix », a insisté Rachel Picard, en précisant que la dernière hausse de prix remontait à 2011.

Résultat, le coefficient d'occupation a grimpé de 5 points et le nombre de « *TGV pleins* » a doublé pour représenter 20% des trains.

La SNCF entend attirer 15 millions de nouveaux voyageurs dans ses TGV d'ici à 2020. Et Ouigo aura une part prépondérante dans cette progression. Le nombre de rames Ouigo est appelé à tripler d'ici à trois ans, en passant de 12 rames aujourd'hui à 35 en 2020. A cet horizon, Ouigo devrait représenter, selon les plans de la direction, 17% de l'offre TGV.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Nouveau record de livraisons pour Airbus qui a livré environ 718 avions en 2017

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel CABIROL | 05/01/2018, 6:56



Le directeur général délégué d'Airbus Fabrice Brégier a réussi le tour de force de battre un nouveau niveau record de livraisons d'avions (entre 718 et 721 appareils) (Crédits : Regis Duvignau)

Le directeur général délégué d'Airbus, Fabrice Brégier, a réussi le tour de force de battre à nouveau un record de livraisons en 2017. Airbus a remis environ 718 appareils aux compagnies aériennes l'an dernier.

Airbus a livré environ 718 appareils en 2017, selon nos informations. Une autre source estime les livraisons entre 710 et 715. Comme l'avait révélé La Tribune, l'objectif interne s'élevait à 733 livraisons. Toutefois, les problèmes des moteurs livrés par Pratt & Whitney, qui équipent une partie de la flotte A320neo, ont freiné les ambitions secrètes du directeur général délégué d'Airbus. Mais Fabrice Brégier a réussi le tour de force de battre à nouveau un record de livraisons avec plus de 700 avions (environ 718) remis aux compagnies aériennes en 2017 (688 appareils livrés en 2016) à quelques semaines de son départ prévu en février.

Les chiffres exacts resteront confidentiels jusqu'au 15 janvier. Pour atteindre ou approcher l'objectif de livrer "*plus de 720 appareils*" comme l'avait indiqué en avril le président d'Airbus Tom Enders, le constructeur européen devait livrer plus de 200 appareils en novembre et décembre. Selon Reuters, Airbus a livré un nombre record d'appareils en décembre, dépassant le pic mensuel de 111 avions réalisé en décembre 2016. Le constructeur a livré 591 appareils entre janvier et novembre. Toutefois, ce nouveau record ne permettra pas à l'avionneur européen de devancer son rival américain Boeing en termes de livraisons sur l'année.

Un objectif de 200 A320neo

Dans ses déclarations officielles, Airbus s'en est tenu tout au long de 2017 à son objectif officiel de plus de 700 livraisons en 2017. Il a abandonné en octobre un objectif informel plus ambitieux de plus 720 livraisons en raison de retards de la fourniture de moteurs pour des appareils de la famille des A320neo, selon Reuters. Airbus souhaitait livrer 200 A320neo. Des responsables de l'avionneur avaient indiqué en octobre que ces problèmes de retards se résorbaient après deux ans de tensions avec le fournisseur Pratt & Whitney.

C'est la deuxième année consécutive qu'Airbus est contraint de mettre les bouchées doubles en décembre, les livraisons de ce dernier mois de l'année comptant pour au moins 16% du total annuel. Sans dévoiler les chiffres, Fabrice Brégier a remercié dans une note les salariés pour "*les énormes efforts collectifs*" qui ont permis au groupe de battre ses records de livraisons à la fois sur le mois et sur l'année, selon Reuters.

HP rappelle des batteries d'ordinateurs qui peuvent prendre feu

Technos & Medias Electronique Par latribune.fr avec AFP | 05/01/2018, 8:58



Les batteries au lithium-ion présentent de façon générale des risques d'inflammation ou d'explosion. (Crédits : Jim Young)

Dans l'immédiat, le groupe informatique conseille aux utilisateurs de désactiver la batterie de leur appareil et de l'alimenter via une prise de courant murale. Ce problème pourrait concerner 50.000 produits aux Etats-Unis et 3.000 au Canada.

"Allumer le feu" ? Très peu pour HP ! Le groupe informatique américain a procédé jeudi au rappel mondial de batteries au lithium-ion de certains modèles d'ordinateurs, qui présentent un risque de surchauffe et d'incendie.

"Ces batteries sont susceptibles de surchauffer, et exposent les clients à un risque d'incendie et de brûlures", écrit le groupe sur son site internet.

"Les batteries affectées par ce programme étaient livrées avec des ordinateurs portables HP Probook 64x (G2 et G3), HP ProBook 65x (G2 et G3), HP x360 310 G2, HP ENVY m6, HP Pavilion x360, HP 11 et des stations de travail mobiles HP ZBook (17 G3, 17 G4 et Studio G3) spécifiques vendus dans le monde de décembre 2015 à décembre 2017", détaille le groupe, qui évoque un rappel préventif.

Ces batteries "étaient également vendues en tant qu'accessoires ou fournies comme remplacements par l'intermédiaire d'HP ou d'un prestataire de services HP agréé", dit encore le groupe, qui affirme qu'il procédera gratuitement aux remplacements des batteries incriminées.

50.000 produits concernés aux Etats-Unis et moins de 3.000 au Canada

Dans l'immédiat, HP recommande de désactiver la batterie de son appareil en activant le "mode de sécurité" et d'alimenter celui-ci via une prise de courant murale.

Selon le site officiel américain qui recense les rappels de produits, 50.000 unités sont concernées aux Etats-Unis et moins de 3.000 au Canada.

Les batteries au lithium-ion présentent de façon générale des risques d'inflammation ou d'explosion. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) avait en 2016 interdit le transport en soutes de batteries lithium-ion à la demande des compagnies aériennes et des associations de pilotes pour des raisons de sécurité.

Boeing numéro 1 mondial des livraisons d'avions, Airbus des commandes ?

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 10/01/2018, 7:25



(Crédits : Kim Kyung Hoon)

En établissant un nouveau record de livraisons d'avions en 2017 (763 appareils), Boeing reste le premier avionneur mondial en 2017. Mais en termes de prises de commandes, Airbus pourrait l'avoir emporté au finish. Verdict le 15 janvier avec la publication des résultats commerciaux de l'avionneur européen.

L'année 2017 a-t-elle eu le même profil que 2016 avec le match des livraisons d'avions remporté par Boeing et celui des commandes par son rival Airbus ? Si toutes les données ne sont pas encore disponibles dans la mesure où l'avionneur européen ne communiquera ses résultats commerciaux que le 15 janvier, ce scénario semble néanmoins tenir la corde à la suite de la publication des chiffres de Boeing ce mardi.

Record de livraisons pour Boeing

En annonçant avoir livré 763 appareils commerciaux, l'avionneur américain a établi un nouveau record de production, dépassant de peu son précédent record de 762 livraisons réalisé en 2015. L'objectif fixé par la direction de livrer entre 760 et 765 appareils a donc été atteint. Boeing reste ainsi le premier constructeur mondial devant Airbus, lequel annoncera le 15 janvier avoir livré autour de 720 appareils, contre 688 en 2016. Pour l'avionneur européen, il s'agit là aussi d'un record. L'écart avec Boeing (qui se réduit), s'explique par les difficultés du motoriste Pratt & Whitney à tenir les cadences de production des moteurs de l'A320 Neo et par le fait que le B787, lancé bien avant l'A350, a déjà atteint depuis longtemps son rythme de croisière, contrairement au gros-porteur européen. En 2017, 136 B787 ont en effet été livrés.

Décembre exceptionnel pour Airbus

En revanche. Boeing pourrait perdre le match des commandes. Le géant américain a, en effet, annoncé avoir enregistré 912 commandes nettes, en hausse de 36,5% par rapport à 2016. Pour autant, cette performance risque de s'avérer insuffisante pour emporter le match symbolique des commandes. Grâce à un mois de décembre exceptionnel, au cours duquel une flopée de protocoles d'accord signés il y a quelques mois a été transformée en commandes fermes, Airbus pourrait en effet avoir fini en tête. L'avionneur européen a notamment signé un contrat historique avec Indigo Partners pour 430 appareils, et enregistré deux commandes portant chacune sur 50 A320 NEO, l'une avec la société de leasing Aer Cap, l'autre avec China Aircraft Leasing Corporation (CALC). S'ajoutent aussi les 100 A321 NEO commandés mi-décembre par le transporteur américain Delta et, selon l'agence Reuters, 75 appareils commandés par d'autres compagnies aériennes qui n'ont pas été communiquées.

Bref, de quoi permettre à Airbus, qui affichait 333 commandes nettes fin novembre, de dépasser la barre des 1.000 commandes en 2017 et coiffer Boeing sur le poteau. A condition qu'il n'ait pas enregistré de grosses annulations de commandes en décembre et que tous les contrats soient bien validés par les commissaires aux comptes.

« Les contrats doivent être audités. Beaucoup ont été signés en fin d'année. Les auditeurs doivent s'assurer que tout a été réglé au plan juridique et financier suffisamment à temps pour pouvoir comptabiliser ces contrats dans l'année 2017. C'est la raison pour laquelle nous décalons la publication de ces chiffres au 15 janvier », a déclaré Fabrice Brégier, le président d'Airbus Commercial Aircraft, au site Aerobuzz.

Le carnet de commandes total de Boeing s'établissait au 31 décembre à 5.864 avions à produire, contre 5.715 à la fin 2016, une hausse de 149 appareils. L'action Boeing a gagné 2,71% ce mardi à Wall Street. Elle a progressé de 90% sur l'ensemble de l'année 2017, ce qui en a fait un des groupes les plus en forme du Dow Jones, l'indice regroupant les trente valeurs vedettes de la Bourse de New York.

13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)

"Quels moyens pour la sécurité privée ?"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 08.01.2018 Par Philippe Chapleau

Un colloque co-organisé par

- le Centre de Droit des Affaires et de Gestion (CEDAG, EA 1516) de l'Université Paris Descartes

- le Centre d'Etudes et de Recherches en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal (CERDACFF, EA 7267) de l'Université de Nice-Sophia Antipolis
- la Licence professionnelle « Sécurité des biens et des personnes » de l'Université Paris Descartes
- avec le soutien de la Fédération française de la sécurité privée l'Association française de droit de la sécurité et de la défense

se tiendra le 31 janvier Faculté de droit Paris Descartes 10 av. Pierre Larousse Malakoff (salle des Actes).

L'inscription est gratuite mais obligatoire par courriel à : vincent.jung1@parisdescartes.fr

Le thème:

La sécurité privée est sollicitée par des clients publics ou privés pour prévenir les atteintes aux personnes et aux biens. Les missions qui lui sont confiées se déroulent dans un environnement plus ou moins dangereux. Elles impliquent de concilier plusieurs exigences : empêcher la commission de malveillances, intervenir dans le strict respect du droit, préserver l'intégrité des femmes et des hommes exposés à la violence et même contribuer à la prévention du terrorisme. Le succès de chaque mission dépend d'abord du professionnalisme de ceux qui l'assurent, et qui représentent le socle fondamental des activités privées de sécurité. Mais la réussite passe, aussi, par le choix judicieux comme par le bon usage des moyens employés. L'image du vigile dont la simple présence suffit appartient à une époque révolue. Les agents utilisent non seulement des moyens éprouvés tels que les armes, mais encore des technologies nouvelles de plus en plus sophistiquées.

En outre, tous les professionnels de la sécurité privée évoluent dans un environnement complexe. Ils travaillent sur des sites où se côtoient parfois des prestataires de services, des services internes, et les forces de sécurité publiques. Professions réglementées, les activités privées de sécurité sont soumises à un encadrement juridique strict. La puissance publique détermine les prérogatives des acteurs et leurs moyens d'action. Les dispositions relatives à l'armement, comme celles qui déterminent les pouvoirs de certains agents, montrent que l'environnement normatif est évolutif. La pluralité des intervenants impose, quant à elle, des instruments de partenariat.

Dans ce contexte, les moyens de la sécurité privée sont-ils adaptés aux missions ? Quelles sont les évolutions souhaitables ou envisageables ? Jusqu'où l'État est-il disposé à aller ?

Le programme:

8.00 Accueil 8.30 Ouverture Monsieur Christophe Aubertin, Maitre de conférences à l'Université Paris Descartes (Paris 5), Directeur de la Licence professionnelle « sécurité des personnes et des biens », CEDAG. Monsieur Christian Vallar, Doyen de la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Professeur de droit public, Directeur du CERDACFF Monsieur Claude Tarlet, Président de la Fédération Française de la Sécurité Privée. Introduction 9.00 Monsieur Jean-Paul Celet, Directeur du CNAPS <i>La détermination des moyens</i> Présidence : Monsieur le Doyen Christian Vallar 9.30 LES MOYENS HUMAINS <i>La formation au service des moyens humains;</i> Monsieur Daniel Wartman, Conseil en sécurité-sûreté, Société ID EUROPE <i>Les prérogatives de la sécurité privée;</i> Christian Vallar, Doyen de la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Professeur de droit public, Directeur du CERDACFF Débat 10.15 LES MOYENS MATÉRIELS <i>La sécurité privée et l'armement après la loi du 28 février 2017;</i> Monsieur Christophe Aubertin, Maitre de Conférences à l'Université Paris Descartes (Paris 5), Directeur de la Licence professionnelle « sécurité des personnes et des biens », CEDAG Table ronde : La technologie au service de la sécurité privée Monsieur Eric Davoine, Président, Chapitre Français de l'American Society for Industry Security (ASIS International) Monsieur Eric Chalumeau, Président du Syndicat des Conseils en sûreté Monsieur Stéphane Morelli, Président de la Fédération Professionnelle du Drone Civil	Débat 12.30 Buffet 13.30 L'UTILISATION DES MOYENS Présidence : Monsieur Christophe Aubertin DANS L'INTÉRÊT DU DONNEUR D'ORDRE <i>Le choix du fournisseur de prestations de sécurité : prestataire de services, service interne ?</i> Monsieur Alain Juillet, Président d'honneur du CDSE <i>La limitation par le droit public des moyens employés par la sécurité privée</i> Monsieur Florian Poulet, Professeur de droit public à l'Université d'Evry- Val d'Essonne <i>Les consignes d'emploi données aux agents privés de sécurité</i> Monsieur Nicolas Le Saux, Docteur en droit, chercheur associé au CERDACFF Débat AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL <i>Le partage d'informations, enjeu de la sécurité nationale</i> Monsieur Alexis Depreau, docteur en droit <i>La coordination des moyens entre la sécurité publique et la sécurité privée</i> Monsieur Philippe Alloncle, Délégué aux coopérations de sécurité et Monsieur Thierry Delville, Délégué ministériel aux industries de sécurité Débat 16.00 Rapport de synthèse Monsieur Xavier Latour, Professeur de droit public à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, CERDACFF
---	---

La France et la Chine renforcent leur coopération dans le spatial

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel CABIROL | 10/01/2018, 6:00



Lancé en septembre ou octobre 2018 par le lanceur Longue Marche 2C, le satellite d'observation CFOSat étudiera le vent et les vagues à la surface de l'océan. (Crédits : CNES (Olivier Sattler))

Le président du CNES, Jean-Yves Le Gall, a signé avec l'administrateur par intérim de la CNSA Wu Yanhua, un mémorandum d'entente concernant la lutte contre le changement climatique. Ce nouvel accord renforce la coopération franco-chinoise dans le domaine spatial.

S'il y a un domaine où la France est très en avance sur la plupart des pays occidentaux en Chine, c'est dans l'espace. Lors de la visite d'Emmanuel Macron en Chine, Paris et Pékin ont renforcé leur coopération dans le spatial. En présence du président français et du président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping, le président du CNES, Jean-Yves Le Gall, a signé mardi à Pékin avec l'administrateur par intérim de la CNSA (China National Space Administration), Wu Yanhua, un mémorandum d'entente concernant la lutte contre le changement climatique, un sujet qui est très cher aux Chinois.

Cet accord a renforcé la coopération entre les deux pays en mettant en place une distribution très large des données du satellite d'observation CFOSat et en s'inscrivant plus globalement dans la dynamique créée par le "One Planet Summit" organisé à Paris le 12 décembre dernier. Dans le cadre de cette coopération, Emmanuel Macron a visité à Pékin le centre technique de la CNSA, où lui a été présenté le satellite d'étude de l'océan CFOSat (Chinese-French Oceanic Satellite), pierre angulaire de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. La mission CFOSat, dont le lancement est prévu depuis la Chine en septembre ou octobre 2018 par le lanceur Longue Marche 2C, étudiera le vent et les vagues à la surface de l'océan.

"Les données récoltées (par CFOSat, un satellite d'observation de 650 kilos, ndlr) permettront de réaliser des prévisions plus fiables de l'état de la mer, mais aussi de mieux comprendre les interactions entre celle-ci et l'atmosphère. Pour cela, le satellite embarquera deux instruments radar, SWIM (Surface Waves Investigation and Monitoring) développé par le CNES et Thales et SCAT (wind SCATterometer) par la Chine", a expliqué le CNES.

Une coopération ancienne entre Pékin et Paris

La coopération entre la Chine et la France a été souhaitée à l'origine par Jacques Chirac. Elle est entrée dans une phase active depuis 2014, année au cours de laquelle une nouvelle dynamique a permis d'engager les missions d'étude de l'océan CFOSat et d'astronomie SVOM (Space Variable Objects Monitor), deux projets majeurs pour les deux pays. En 2015, une lettre d'intention a été signée lors de la visite du Premier ministre Manuel Valls entre le CNES et la CNSA pour renforcer leur coopération dans la lutte contre le changement climatique, ce qui a été confirmé en mai 2017 au cours du 11^{ème} comité mixte spatial. Les deux pays ont également une coopération en sciences de la vie en microgravité pour les vols habités.

"Nous entretenons une coopération très forte avec la Chine. Elle est sans doute plus importante pour les Chinois que pour nous parce que nous sommes pratiquement les seuls au monde, avec l'Agence spatiale européenne (ESA), à entretenir une coopération avec eux", a expliqué à La Tribune Jean-Yves Le Gall.

Outre la France et l'ESA (mission scientifique Smile), la Chine entretient principalement des coopérations avec la Russie et le Brésil, qui a développé des satellites d'observation de la Terre CBERS en partenariat avec Pékin. Avec les sanctions infligées par les Occidentaux, la Russie se tourne de plus en plus vers la Chine, explique-t-on à La Tribune. Car jusqu'ici les relations bilatérales entre les deux grandes puissances avaient été alimentées surtout par des effets d'annonce à caractère politique, qui n'ont pas eu de suite.

Enfin, la Chine a accompagné ces dernières années la vente de plusieurs satellites de télécoms par un très fort soutien auprès des pays clients (Nigéria, Venezuela, Pakistan, Laos, Bolivie, Biélorussie, Sri Lanka, Algérie, Cambodge). Ainsi, Pékin offre souvent des solutions clés en main (satellite et lanceur) pour échapper aux règles américaines ITAR, qui interdisent l'exportation de matériels sensibles ayant des composants américains vers la Chine.

Aller sur Mars avec les Chinois ? "Oui bien sûr" (Jean-Yves Le Gall, CNES)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel CABIROL | 10/01/2018, 6:00



"La France entretient une coopération très forte avec la Chine. Elle est sans doute plus importante pour les Chinois que pour nous parce que nous sommes pratiquement les seuls au monde, avec l'Agence spatiale européenne (ESA), à entretenir une coopération avec eux", a estimé le président du CNES, Jean-Yves Le Gall. (Crédits : DR)

La France est un des très rares pays à coopérer avec la Chine dans le domaine spatial. Une coopération franco-chinoise initiée par Jacques Chirac.

Vous avez signé un accord en Chine lors de la visite d'Emmanuel Macron. Quels sont les programmes majeurs développés en partenariat avec les Chinois ?

Nous avons actuellement deux satellites en cours de fabrication : CFOSat pour l'étude des vagues et SVOM pour l'étude des phénomènes énergétiques des sources gamma de l'univers. CFOSat est le programme le plus avancé. Il est en cours d'intégration à Pékin et il sera lancé en septembre ou octobre 2018 par un lanceur chinois Longue Marche 2C.

Le climat est-il un thème porteur dans la coopération spatiale franco-chinoise ?

Absolument. A cet égard, CFOSat prend un relief particulier dans nos relations avec la Chine. Ce satellite permettra des observations très précises pour étudier les changements climatiques, ce à quoi les Chinois sont très attachés. Lors du « One Planet Summit » organisé à Paris en décembre dernier à l'initiative du président de la République, le vice-Premier ministre chinois, a eu une position extrêmement allante. Mon homologue chinois, le président de la CNSA (China National Space Administration), est également très dynamique sur ces programmes.

La France est l'un des rares pays à entretenir des relations dans le domaine spatial. Pour quelles raisons ?

Nous entretenons une coopération très forte avec la Chine. Elle est sans doute plus importante pour les Chinois que pour nous parce que nous sommes pratiquement les seuls au monde, avec l'Agence spatiale européenne (ESA), à entretenir une coopération avec eux. Pourquoi ? Essentiellement en raison des règles américaines d'exportation ITAR, qui sont très strictes et qui interdisent l'exportation de matériel sensible vers la Chine. Mais il y a eu en France cette volonté politique de développer des programmes en coopération avec les Chinois. C'est Jacques Chirac qui a insufflé cette volonté de coopérer avec eux sur le plan spatial. Nicolas Sarkozy l'a amplifiée. Enfin, cette coopération a abouti lors du quinquennat de François Hollande avec la signature d'un accord-cadre en 2014 lors de la visite du président Xi Jinping en France. Pour ma part, je me suis

beaucoup impliqué dans cet accord car j'ai très vite compris que nous avons là à saisir une chance historique.

Comment êtes-vous parvenu à surmonter l'obstacle ITAR ?

Il fallait arriver à mettre en place un accord permettant de faire des satellites qui s'affranchissent des normes ITAR. Cela été possible avec CFOSat, notamment grâce à l'instrument SWIM fabriqué en France, qui est le cœur du satellite franco-chinois. CFOSat est actuellement à Pékin, ce que permet notre accord puisqu'il n'y a aucun composant américain dans le satellite.

Au-delà des satellites CFOSat et SVOM, que peut faire la France à l'avenir avec la Chine ?

Nous pourrions lancer de nouveaux programmes en coopération sur le climat, la science et les technologies. Concernant la science, la France peut apporter sa contribution pour des missions d'exploration planétaire. Les Chinois veulent aller sur la Lune et sur Mars. Nous devons également poursuivre notre coopération avec la Chine sur la lutte contre le réchauffement climatique, qui est aujourd'hui fondamentale, surtout dans le contexte actuel avec les Etats-Unis.

Si les Chinois vous proposent une coopération sur Mars, le CNES embarque-t-il ?

Oui bien sûr. Nous travaillons déjà sur Mars avec l'ESA via le programme ExoMars, avec la NASA (Curiosity, Maven, InSight et Mars 2020) et avec les Japonais sur MMX (Martian Moons Explorer). A mon avis, il faut être partout.

Quelle est votre stratégie de coopération avec la Chine ?

Le CNES met l'accent sur le climat et la science avec sa stratégie de niches, qui nous permet de démultiplier considérablement nos efforts. Notre coopération avec la Chine est l'un des exemples de cette approche : le développement de l'instrument SWIM nous coûte quelques dizaines de millions d'euros. Si nous avions dû développer CFOSat tout seuls, il aurait fallu mettre sur la table entre 300 et 400 millions d'euros.

Comment analysez-vous l'ambition spatiale chinoise ?

Elle est politique. Le spatial est un élément très important pour la Chine afin d'exister sur la scène internationale. La Chine a lancé une station spatiale, elle veut envoyer des Chinois sur la Lune et elle travaille également sur une mission vers Mars. La Chine veut vraiment exister et de façon très forte.

Y a-t-il un match entre la Chine et les Etats-Unis pour aller sur Mars comme il y en a eu un dans le passé entre les Etats-Unis et l'URSS pour aller sur la Lune ?

On ne peut pas dire qu'il y ait un match entre les Etats-Unis et la Chine. Ce qu'on peut dire en revanche, c'est que les Chinois souhaitent développer des programmes qui les placent sous le feu médiatique. S'il y a un match, c'est plutôt entre la Chine et l'Inde en ce moment. Vis-à-vis des Etats-Unis, la Chine souhaite être sur tous les programmes spatiaux majeurs. Elle y met des moyens considérables. Par exemple, le centre spatial de Pékin emploie près de 20.000 personnes.

Comment les Américains réagissent-ils aux coopérations spatiales franco-chinoises ?

Il n'y a pas de réprobation de leur part. Eux aussi veulent trouver un moyen de coopérer avec les Chinois. Avec la Chine, c'est un peu « je t'aime, moi non plus » : ils souhaitent engager des coopérations mais ils voient encore des limites. Le positionnement qu'ils ont avec la Chine s'apparente un peu à celui qu'ils avaient avec l'Union Soviétique avant la chute du Mur de Berlin. A l'époque, les Américains voulaient embarquer l'URSS dans le programme de la station spatiale internationale mais c'était trop compliqué. Aujourd'hui, les Américains ont vis-à-vis de la Chine la même posture, même si le contexte commercial et politique est différent. C'est pour cela que c'est très important pour la France de coopérer avec la Chine dans le domaine spatial. D'ailleurs, le président de la République, Emmanuel Macron, qui a souhaité se faire présenter CFOSat à Pékin, l'a parfaitement compris.

Biathlon - CM (H) - Martin Fourcade seul au monde à Ruhpolding

L'Equipe.fr L'Equipe 10 janv. 2018 à 18:24



Malgré une faute sur son dernier tir (19/20), Martin Fourcade a survolé l'individuel (20km) de Ruhpolding mercredi pour s'offrir une 4e victoire d'affilée. Sa troisième en trois courses en 2018.

Malgré une faute sur son dernier tir (19/20), Martin Fourcade a survolé l'individuel (20km) de Ruhpolding mercredi pour s'offrir une 4e victoire d'affilée. Sa troisième en trois courses en 2018. Au Grand-Bornand fin décembre, Martin Fourcade avait gagné une mass start, avant de dominer le sprint et la poursuite d'Oberhof. Ce mercredi à Ruhpolding, en ouverture de la 5e étape de la Coupe du monde, le Tricolore a complété sa collection en survolant l'individuel (20km) à l'issue d'une démonstration de force où, impérial sur les skis et en tête du début à la fin, il n'a jamais été inquiété malgré une faute sur le dernier de ses vingt tirs du jour. Le classement de l'individuelle classement de la Coupe du monde Boe battu à la régulière Johannes Boe, son rival au général, a pourtant réalisé une course quasi-parfaite : auteur lui aussi d'une seule erreur sur le dernier pas de tir, il s'est en revanche montré beaucoup moins rapide sur les skis - une première cet hiver - et a franchi la ligne avec un retard assez conséquent sur le dossard jaune (+1'06). Le Norvégien doit ainsi se contenter de la troisième place, derrière Ondrej Moravec (+1'01) qui a réalisé un sans-faute (20/20). «Il faut tempérer, l'individuel est une course longue qui correspond à mes qualités, a réagi Fourcade au micro de la chaîne L'Equipe. Après, une minute d'avance sur les skis, c'est plutôt bon signe. Je ne vais pas m'enflammer mais c'est une bonne chose, je prends.» Ce résultat, qui lui permet de creuser l'écart sur tous ses adversaires, est en effet de très bon augure à 29 jours de l'ouverture des Jeux d'hiver, à Pyeongchang (9-25 février).

14 – Livres & Publications

15 – Société

Trois graphiques pour comprendre la baisse de la vitesse

Le gouvernement doit valider ce mardi le passage de 90 à 80 km/h sur la plupart des routes bidirectionnelles.

<http://www.huffingtonpost.fr/> 09/01/2018 02:34 CET | Actualisé il y a 4 minutes Alexandre Boudet
Journaliste politique au HuffPost

TRANSPORTS - L'inverse serait une immense surprise. Conformément à ce que laisse entendre Édouard Philippe depuis plusieurs semaines, le gouvernement va abaisser ce mardi 9 janvier la vitesse de 90 à 80 km/h sur environ 400.000 kilomètres de routes dites départementales et nationales à deux fois une voie.

"Chaque fois qu'un responsable politique a eu le courage de s'engager, les résultats ont été spectaculaires, justifie le premier ministre dans *Le JDD*, assumant une décision qui sera impopulaire et qui était rejetée par le candidat Macron.

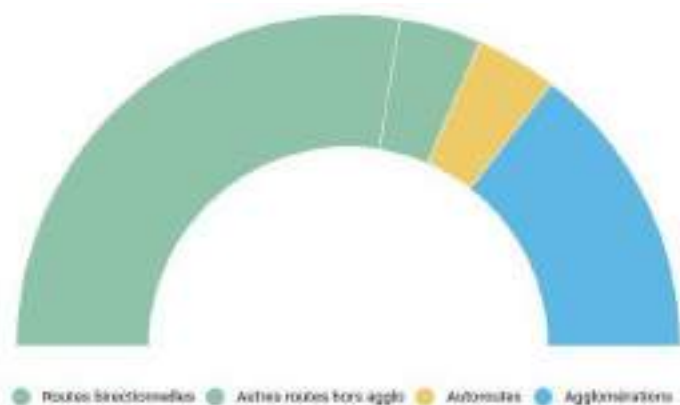
Après les ceintures et l'alcool, c'est la vitesse qui est dans le collimateur des pouvoirs publics.

En choisissant de s'attaquer à cette cause sur ce type de route, le gouvernement répond à deux principaux points noirs de la mortalité routière. C'est en tout cas ce qu'il ressort du bilan 2016 de la Sécurité routière (celui pour 2017 sera publié en juin).

Plus de la moitié des morts sur ces routes

En 2016, 2188 personnes ont perdu la vie sur des routes hors agglomération, ce qui représente 63% des 3477 personnes décédées. C'est sans commune mesure avec les autoroutes où la vitesse est la plus élevée (270 tués soit 8%) ou les agglomérations (1019 tués soit 29%). Ce taux grimpe même à 77% pour ce qui est des automobilistes.

Plus précisément, les routes bidirectionnelles sur lesquelles la vitesse va être réduite, ce sont 1911 personnes qui ont été tuées, soit 55% de l'ensemble de la mortalité routière. On y roulait en moyenne à 82 km/h en 2016.



Où meurt-on sur les routes

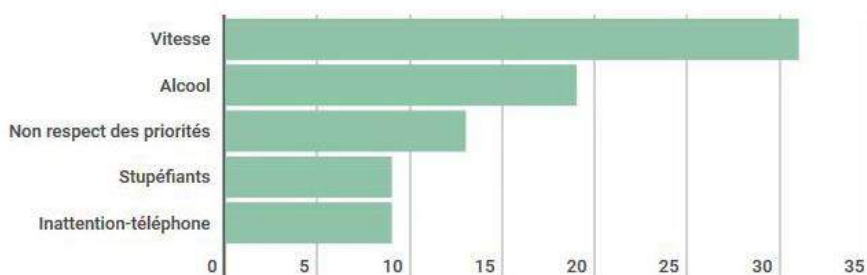
La vitesse, cause de mortalité numéro une

"Sur les routes hors agglomération, trois à quatre facteurs d'accidents mortels impliquant des véhicules de tourisme peuvent être présents concomitamment", explique la Sécurité routière, qui évoque la vitesse comme l'alcool, l'inexpérience et la détention récente du véhicule.

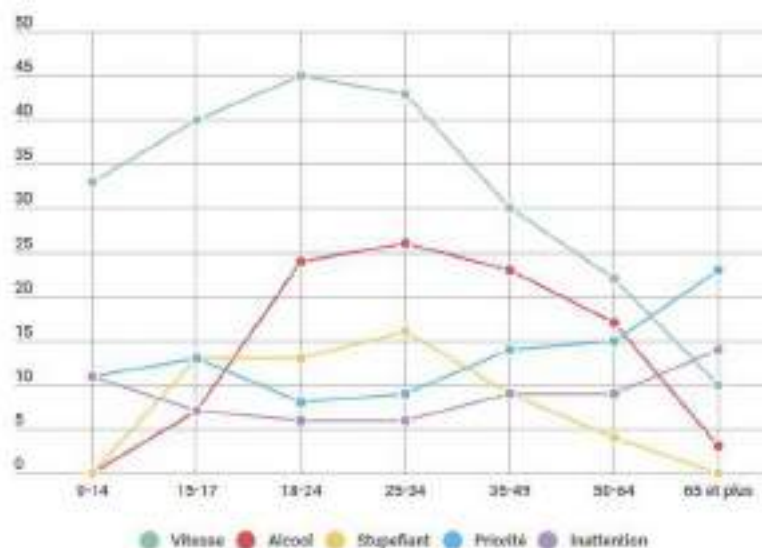
A l'échelle de toute la France, la vitesse "excessive ou inadaptée" était en 2016 la cause numéro une des accidents mortels. Elle était à l'origine de 31% d'entre eux, devant l'alcool (19%), le non-respect des priorités et la prise de stupéfiants. Mais la présence d'alcool a été décelée dans 29% des cas (ce qui pourrait inciter les autorités à développer le recours aux éthylotests anti-démarrage) et celle de stupéfiants avec 22%.

Surtout, la vitesse est incriminée dans près d'un accident mortel sur deux pour les 18-34 ans.

Les cinq premières causes d'accidents mortels



Quelles sont les causes d'accidents mortels selon l'âge des auteurs ?



Les cinq premières causes de mortalité

Les routes secondaires à double sens limitées à 80 km/h à partir du 1^{er} juillet

Home Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 09/01/2018 à 19:46 Publié le 09/01/2018 à 18:04



Les routes secondaires à double sens limitées à 80 km/h à partir du 1er juillet

La vitesse maximale autorisée sur les routes secondaires à double sens sans séparateur central (terre-plein, barrière) sera abaissée de 90 à 80 km/h à compter du 1er juillet, a annoncé, ce mardi, le Premier ministre Edouard Philippe.

La vitesse maximale autorisée sur les routes secondaires à double sens sans séparateur central (terre-plein, barrière) sera abaissée de 90 à 80 km/h à compter du 1^{er} juillet, a annoncé, ce mardi, le Premier ministre Edouard Philippe.

Exception à cette mesure, qui permettrait selon lui de sauver "entre 350 et 400 vies par an", les portions de routes de deux fois deux voies sans séparateur central resteront limitées à 90 km/h, a précisé Edouard Philippe en clôture d'un Conseil interministériel de sécurité routière. Il a également indiqué qu'une "clause de rendez-vous au 1^{er} juillet 2020" permettrait d'évaluer les effets de la mesure.

Le Premier ministre a en outre annoncé que les forces de l'ordre pourront "retenir" le permis d'un automobiliste pris téléphone en main et qui "a commis en même temps une infraction susceptible de porter atteinte à sa propre sécurité ou à celle des tiers".

Impliqué dans un accident mortel sur dix en 2016, le téléphone au volant est "un élément de risque considérable supplémentaire", a ajouté le chef du gouvernement. Le simple usage du téléphone, tenu en main ou par kit mains libres, est sanctionné de 135 euros d'amende et d'un retrait de trois points du permis de conduire.



 [Edouard Philippe](#)

✓ [@EPhilippePM](#)

[En réponse à @EPhilippePM](#)

Passer de 90 à 80 km/h, sur un trajet de 40 kilomètres, cela représente seulement 3 minutes de plus. Ne peut-on prendre 3 minutes de plus par jour, quand il s'agit de sauver une vie ?#[SauvonsPlusDeVies](#)

[21:21 - 9 janv. 2018](#)

Vitesse, alcoolémie, portable... Ce que va changer l'État en matière de sécurité routière

Accueil / Société / Sécurité routière <https://www.ouest-france.fr> avec AFP. Modifié le 10/01/2018 à 06:32 | Publié le 09/01/2018 à 19:43



Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé, ce mardi 9 janvier, un plan de 18 mesures pour faire reculer le nombre de tués sur les routes de France, reparti à la hausse avec 3 477 morts en 2016. | Reuters

Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé, ce mardi 9 janvier, un plan de 18 mesures pour réduire le nombre de tués sur les routes de France, reparti à la hausse depuis 2013.

« **Sauvons plus de vie sur nos routes** ». C'est le mot d'ordre affiché par le Premier ministre, ce mardi 9 janvier, à l'heure de présenter le plan du gouvernement pour faire reculer le nombre de morts sur les routes françaises. La mortalité routière est repartie à la hausse (3 477 tués en 2016) depuis le plus bas historique de 2013 (3 268). La France n'a plus connu de hausse aussi durable depuis 1972. Pour enrayer cette spirale, Édouard Philippe a dévoilé 18 mesures. Vitesse, alcoolémie, portable au volant... *Ouest-France* fait le point sur les éléments à retenir.

Les routes secondaires limitées à 80 km/h

C'est l'une des mesures phares de ce plan. La vitesse maximale autorisée sur les routes secondaires à double sens, sans séparateur central (terre-plein, barrière) sera abaissée de 90 km/h à 80 km/h à partir du 1^{er} juillet prochain. Environ 400 000 km de routes sont concernés. Selon les chiffres officiels, ces tronçons hors agglomération ont concentré 55 % des accidents mortels (1 911 tués) en 2016. L'État espère sauver « **entre 350 et 400 vies par an** ».

Mais l'impact d'une telle mesure reste impossible à chiffrer avec précision. Elle ne fait, par ailleurs, pas l'unanimité : près de six Français sur dix (59 %) se disent opposés à cet abaissement de 90 km/h à 80 km/h, selon un sondage Harris Interactive diffusé mardi. Le gouvernement prévoit d'évaluer ses effets d'ici au « **1^{er} juillet 2020** ». « **Si les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances, le gouvernement prendra (alors) ses responsabilités** ».

Sanction renforcée contre l'usage du portable au volant

C'est l'autre gros traitement de choc annoncé par Édouard Philippe. Les forces de l'ordre pourront « **retenir** » le permis d'un automobiliste pris téléphone en main et qui « **a commis en même temps une infraction susceptible de porter atteinte à sa propre sécurité ou à celle des** ».

tiers », explique le Premier ministre. La durée de cette suspension n'a pas été précisée. Impliqué dans un accident mortel sur dix en 2016, le téléphone au volant est **« un élément de risque considérable supplémentaire »**, a ajouté le chef du gouvernement. Pour rappel, le simple usage du téléphone, tenu en main ou par kit mains libres, est aujourd'hui sanctionné de 135 € d'amende et d'un retrait de trois points du permis de conduire.

Des éthylotests antidémarrage contre la conduite alcoolisée

« L'alcool est la deuxième cause de mortalité sur les routes », a rappelé Édouard Philippe. Pour lutter contre ce fléau, l'État veut recourir à des dispositifs de contrôles antidémarrage. **« Nous allons multiplier l'usage des éthylotests antidémarrage pour contrôler l'alcoolémie et empêcher le véhicule de démarrer si le taux légal n'est pas respecté »**, a fait savoir le Premier ministre. Seront concernées en priorité les personnes prises en alcoolémie délictuelle (supérieure à 0,8 g/l) et les récidivistes.

Par ailleurs, la vente ou la mise à disposition d'éthylotests sera généralisée dans les débits de boissons ainsi qu'à proximité des rayons de boissons alcoolisées. La présence obligatoire d'un éthylotest classique à bord de la voiture va, en revanche, être supprimée.

Des « vidéo-verbalisations » pour mieux protéger les piétons

Ce sont des usagers particulièrement vulnérables : 559 piétons ont été tués en 2016, soit un bond de 19,4 % par rapport à 2015. Afin de garantir davantage leur sécurité, l'État veut mettre en place trois actions : supprimer les places de stationnement près des passages piétons pour les rendre plus visibles, rendre possible la vidéo-verbalisation des infractions liées au non-respect de la priorité d'un piéton engagé et renforcer les sanctions.



Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé, ce mardi 9 janvier, un plan de 18 mesures pour faire reculer le nombre de tués sur les routes de France, reparti à la hausse avec 3 477 morts en 2016. Infographie Visactu

Les recettes des PV de vitesse pour les soins des accidentés

Le gouvernement n'oublie pas les victimes des accidents de la route. Le probable surplus de recettes budgétaires lié à l'abaissement à 80 km/h de la vitesse maximale autorisée sur la plupart des routes secondaires ira **« en intégralité »** aux soins des accidentés de la route, a promis Édouard Philippe. Insistant sur le fait l'exécutif n'a aucune **« motivation financière »** avec cet abaissement de la vitesse.

Des contrôles indétectables sur les applis de navigation

Dès la fin de l'année, les forces de l'ordre pourront temporairement **« disparaître »** des applications de navigation routière indiquant leur position. En cas de contrôle d'alcoolémie et de stupéfiants mais aussi de lutte contre le terrorisme et la criminalité. Mais pas pour un contrôle de vitesse. **« Quand elles le décideront, les forces de l'ordre déclareront l'endroit où elles sont et demanderont (aux applications) que, dans cet espace-là, les signalements de leur**

présence faits par les membres des communautés de ce système ne 'redescendent' pas aux autres utilisateurs », a précisé le délégué interministériel à la Sécurité routière, Emmanuel Barbe.

Les bons conducteurs récompensés ?

Avec toutes les mesures précédentes, l'État veut montrer qu'elle manie le bâton en matière de sécurité routière. Et bientôt la carotte pour encourager les bons élèves ? Si cela reste un projet, Édouard Philippe a annoncé une « **réflexion** » dans ce sens, confiée au Conseil national de sécurité routière (CNSR) au premier semestre 2018. « **Pour définir s'il est opportun, et si oui, à quelles conditions, que ces conducteurs puissent voir leur bonne conduite récompensée par les pouvoirs publics** ». Quelque 37 millions de Français possèdent aujourd'hui leurs douze points de permis.

Éducation et neurosciences: "En matière d'apprentissage, il n'y a pas de fatalité"

Actualité Education <https://www.lexpress.fr/> Propos recueillis par Amandine Hirou, publié le 06/09/2017 à 13:41, mis à jour le 10/01/2018 à 08:10



Si certains enfants apprennent les maths avec difficulté, il n'existe pas de fatalité. Au moyen d'un accompagnement approprié, tous pourront obtenir de bons résultats. [afp.com/PHILIPPE DESMAZES](https://www.afp.com/PHILIPPE_DESMAZES)

Le ministre de l'Éducation met en place ce mercredi un Conseil scientifique qui entend tirer parti des neurosciences pour définir des orientations pédagogiques. Explications.

Jean-Michel Blanquer installe ce mercredi un Conseil scientifique présidé par Stanislas Dehaene, un spécialiste des sciences cognitives. Le ministre de l'Éducation nationale s'est, à de nombreuses reprises, prononcé en faveur des neurosciences pour modifier les méthodes d'enseignement ou les programmes scolaires.

En septembre dernier, L'Express interrogeait Laurent Cohen, spécialiste des neurosciences, sur leur rôle pour l'apprentissage des plus jeunes.

Les neurosciences sont au cœur de l'actualité. Comment expliquez-vous cet engouement ?

Les recherches en neurosciences cognitives se développent depuis une trentaine d'années, ce qui, à l'échelle des sciences, n'est pas si ancien. Elles nous éclairent sur la façon dont le cerveau se développe et fonctionne chez les adultes, mais aussi chez les enfants, en s'appuyant sur des méthodes qui vont des techniques de psychologie expérimentale à toutes celles de l'imagerie cérébrale.

Certaines découvertes ont des incidences très concrètes, notamment dans le domaine de l'éducation. Elles permettent de confirmer ou d'infirmer des méthodes qui, jusqu'ici, n'étaient fondées que sur le ressenti ou l'intuition. On sait désormais, de façon rationnelle, que certaines stratégies d'apprentissage fonctionnent mieux que d'autres. A nous de les faire connaître de façon qu'elles soient davantage appliquées sur le terrain.

"Rien ne vaut l'interaction sociale et pédagogique"

Par exemple, comment aider un élève à mémoriser un texte ?

Pour enregistrer au mieux des connaissances, il est préférable de multiplier de courtes plages de révisions plutôt que de concentrer ses efforts sur une longue séance d'un seul tenant. C'est bel et bien l'espacement des révisions qui permet de consolider les souvenirs.



Laurent Cohen, professeur de neurologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, est l'auteur de "Comment lire avec les oreilles. Et 40 histoires sur le cerveau de l'homme" (Odile Jacob). En librairie. F. FERVILLE POUR L'EXPRESS

Autre point très important: la mémoire n'est pas une boîte fourre-tout. Si je vous donne une série de chiffres comme 1-4-0-7-1- 7-8-9, je vous fais le pari que vous ne vous en souviendrez pas une heure plus tard. Si je vous révèle que ces chiffres correspondent à la date de la prise de la Bastille, vous saisissez leur organisation et vous les rattacherez aux connaissances que vous avez déjà: ils auront du sens et vous les retiendrez facilement. Bref, il est facile de mémoriser ce qu'on comprend.

Certains parents ont tendance à s'appuyer sur Internet et à proposer à leurs enfants des vidéos pour mieux apprendre. Qu'en pensez-vous ?

En termes d'apprentissage, rien ne vaut l'interaction sociale et pédagogique. Par exemple, la scientifique américaine Patricia Kuhl a essayé d'entraîner des bébés anglophones de 9 mois à distinguer des sons de la langue chinoise. Une première manière de faire était de les mettre face à une dame qui joue avec eux en chinois. Après quelques séances, les bébés ont fait de grands progrès pour distinguer entre eux des sons chinois. En revanche, des bébés placés passivement devant un écran pour regarder la même dame chinoise n'ont rien appris du tout.



Autre enseignement: un cours magistral soporifique qui s'éternise est contre-productif. L'enseignant se doit de soutenir l'attention des élèves, de l'orienter vers ce qui est important, d'interagir avec eux et de les questionner.

"Pour bien apprendre, il est indispensable de se tester"

L'idée que l'"on apprend beaucoup de ses erreurs" semble désormais scientifiquement prouvée...

Idéalement, il faudrait se débarrasser de la peur des examens et des tests: faire des erreurs est la seule façon de repérer ce qu'on ignore et de "boucher les trous". Pour bien apprendre, il est indispensable de se tester, de s'évaluer, si besoin de se noter, très régulièrement. Ce n'est pas le produit d'une idéologie tyrannique de l'enseignement, mais un fait établi.

Par exemple, on a fait lire un texte à des lycéens. Deux minutes plus tard, on a demandé à la moitié d'entre eux de relire le même texte, et à l'autre moitié de ne pas le relire mais, à la place, de noter tout ce dont ils se souvenaient. La conclusion a été sans appel: testés une semaine plus tard, les lycéens qui avaient essayé de se remémorer le texte s'en souvenaient mieux que ceux qui l'avaient lu une seconde fois.

Comment lutter contre la phobie scolaire, en particulier la phobie des maths ?

Voici une astuce très simple: quelques minutes avant de passer un examen, il est conseillé de prendre une feuille de papier et d'écrire ce que l'on ressent, ses craintes, ses angoisses. Ce qui a pour effet de diminuer l'anxiété. Je me permets de mettre en garde les parents ou les enseignants

qui, malgré eux, peuvent déclencher ou entretenir une phobie naissante par ces fameuses petites phrases que l'on entend souvent: "Les maths, c'est pas son truc..."

Les stéréotypes sociaux ont un impact très important. C'est à force de s'entendre dire qu'elles ne sont pas faites pour les maths que les filles deviennent mauvaises en maths. Preuve à l'appui: Pascal Huguet, directeur de recherche au CNRS, a montré une figure géométrique à des élèves de 10 à 15 ans, puis il leur a demandé de la reproduire de mémoire un peu plus tard. Dans un cas, il a présenté l'exercice comme un test de dessin et les filles se sont révélées meilleures. Dans l'autre, comme un test de géométrie, et là ce sont les garçons qui ont obtenu de meilleurs résultats. Pourtant, l'exercice était exactement le même !

"En matière d'apprentissage, il n'y a pas de fatalité"

Y a-t-il des cerveaux mieux "équipés" que d'autres pour l'apprentissage des mathématiques ?

Oui, nous ne sommes pas tous semblables, même à éducation identique. Des chercheurs ont testé des enfants âgés de 8 à 9 ans, donc à une étape importante dans l'apprentissage des maths. Pendant deux mois, ces élèves ont reçu des cours particuliers fondés sur différentes méthodes d'entraînement au calcul mental. Avant, ils avaient passé une IRM cérébrale, anatomique et fonctionnelle, qui mesurait précisément certains facteurs, comme l'épaisseur du cortex ou la quantité de matière grise ou blanche en chaque point du cerveau.

Rétrospectivement, l'anatomie de l'hippocampe (qui joue un rôle essentiel dans la mémoire) permettait de prédire quels enfants feraient le plus de progrès. Mais l'hippocampe ne permet pas à lui tout seul d'être bon en maths. L'autre indice révélé par cette étude était la capacité de l'hippocampe à entrer en communication avec d'autres régions du cerveau, en particulier les régions de l'avant des lobes frontaux, qui sont essentielles pour toutes sortes de manipulations de concepts.

 [Conversation France](#)

✓ [@FR Conversation](#)

Notre cerveau peut apprendre à tout âge <http://bit.ly/2qNtjft>

[23:03 - 3 juin 2017](#)



Notre cerveau peut apprendre à tout âge

Notre cerveau conserve sa plasticité, même à un âge avancé. Si ses performances peuvent diminuer, il les compense lors d'un nouvel apprentissage grâce aux connaissances tirées de notre vécu.

theconversation.com

N'est-ce pas une vue assez fataliste qui pousserait à dire: "Il n'y a rien à faire, le cerveau est fait comme cela, on ne peut pas aider les enfants qui ont des difficultés en maths" ?

Oui, en effet! Un enfant, même s'il apprend ses tables de multiplication plus lentement qu'un autre, peut tout à fait aboutir à de bons résultats, à condition qu'il bénéficie d'un accompagnement approprié. Aux enseignants et aux parents d'être attentifs et d'activer un plan d'action dès les premières difficultés pour éviter que l'écart ne se creuse. Rien n'est figé. Le cerveau est un organe plastique qui subit des modifications tout au long de la vie. Voilà pourquoi, en matière d'apprentissage, il n'y a pas de fatalité.

Laurent Cohen, professeur de neurologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, est l'auteur de **Comment lire avec les oreilles. Et 40 histoires sur le cerveau de l'homme** (Odile Jacob). En librairie.

Pour Washington, la France est moins sûre que l'Ouzbékistan pour voyager

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 10/01/2018 à 21:50



Photo d'illustration. ERIC BARADAT/AFP

Les États-Unis ont publié mercredi une liste de pays destinée à ses ressortissants, classant en quatre catégories les destinations en fonction des risques encourus. Des alliés importants comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont en catégorie 2 : «Faire preuve de prudence accrue».

C'est une classification qui pourrait faire tiquer certains pays alliés des États-Unis. Washington a dévoilé mercredi un nouveau dispositif pour informer leurs citoyens sur les risques à voyager à l'étranger. On y trouve ainsi une échelle de quatre niveaux et une carte mondiale interactive. Selon le gouvernement, le format vise à rendre plus compréhensible des conseils déjà existants. «Ce ne sont pas des documents politiques. Cela s'appuie simplement sur notre évaluation de la situation sécuritaire», assure Michelle Bernier-Toth, responsable consulaire.



[Travel - State Dept](#)



[@TravelGov](#)

We've launched new Travel Advisories and Alerts to help U.S. citizen travelers assess for themselves the risks of travel. Browse our country pages at <http://travel.state.gov/destination> to know before you go! #TakeUsWithYou

[21:31 - 10 janv. 2018](#)

«Prudence accrue» en France

Onze pays figurent en catégorie 4, la pire, qui signifie «ne pas voyager». Il s'agit de l'Afghanistan, la République centrafricaine, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Mali, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen. La Corée du Nord s'y trouve également mais la législation américaine interdit déjà aux Américains de s'y rendre.

Des alliés importants comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont en catégorie 2, qui recommande de «faire preuve de prudence accrue». A contrario, l'Ouzbékistan, dirigé d'une main de fer par l'autoritaire Islam Karimov de 1989 à sa mort en septembre 2016, est en catégorie 1, «faire preuve de précautions habituelles», la plus sûre.

Cuba est au troisième cran: «Reconsidérer votre projet». Des responsables du département d'État ont expliqué mardi à des sénateurs américains qu'une personne connue du gouvernement cubain disposait d'une arme mystérieuse utilisée pour provoquer des lésions cérébrales chez des Américains à La Havane.

Certains pays se sont plaints par le passé de mises en garde aux voyageurs, estimant qu'elles exagéraient les dangers et nuisaient au tourisme ou qu'elles découlaient de considérations strictement diplomatiques. Chaque pays fait l'objet d'une description sur le site travel.state.gov, détaillant les raisons de la mise en garde (criminalité, terrorisme, santé, catastrophes naturelles, etc). Par exemple, les pays européens sont prospères et politiquement stables mais des zones touristiques ont subi ces dernières années des attentats au nom de groupes djihadistes. Pour le Mexique (catégorie 2), le site dresse la liste des endroits à éviter à cause de la violence liée aux cartels de la drogue. Les États-Unis eux-mêmes ne figurent pas dans le nouveau dispositif. Le taux de meurtres pro capita aux États-Unis est de 4,88 pour 100.000, ce qui les classe entre les 4,72 de Cuba (catégorie 3), et les 5,56 de la Somalie (catégorie 5).

Le Conseil constitutionnel censure à nouveau un article de la loi sur l'état d'urgence

Actualité Société Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 11/01/2018 à 21:23



Photo d'illustration. GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

L'instance a estimé jeudi qu'un des articles de la loi portant sur les zones de protection ne respectait pas un équilibre entre sauvegarde de l'ordre public et liberté d'aller et venir.

Le 11 octobre 2017, le Conseil constitutionnel était saisi par le Conseil d'État d'un recours déposé par plusieurs associations dont la Ligue des droits de l'Homme (LDH) à propos d'un article de l'état d'urgence. Cette question prioritaire de constitutionnalité (QPC) portait sur le deuxième alinéa de l'article 5 de la loi, qui donne au préfet le pouvoir «d'instituer par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé». Le 1^{er} novembre dernier, la France est sortie de l'état d'urgence, instauré au soir des attentats du 13 novembre 2015. Le régime d'exception a été remplacé par la nouvelle loi antiterroriste.

«Ces zones de protection n'assurent pas une conciliation équilibrée entre la sauvegarde de l'ordre public et la liberté d'aller et de venir protégée par les articles 2 et 4 de la Déclaration de 1789» Le Conseil constitutionnel

Jeudi, le Conseil constitutionnel a décidé de censurer cet article sur les zones de protection, jugeant qu'elles ne respectaient pas un équilibre entre sauvegarde de l'ordre public et liberté d'aller et venir. Le Conseil constitutionnel a estimé que ces zones «n'assurent pas une conciliation équilibrée entre la sauvegarde de l'ordre public et la liberté d'aller et de venir protégée par les articles 2 et 4 de la Déclaration de 1789». Le législateur «n'a pas défini la nature des mesures susceptibles d'être prises par le préfet pour réglementer le séjour des personnes à l'intérieur d'une telle zone et n'a encadré leur mise en œuvre d'aucune garantie», explique le Conseil constitutionnel.

Selon Patrice Spinosi, avocat de la LDH, il s'agit de la neuvième QPC déposée par cette association sur l'état d'urgence. «C'est la sixième abrogation partielle ou totale que l'on obtient: cela montre bien que notre action est légitime», se félicite l'avocat. Le 1^{er} décembre, le Conseil constitutionnel avait censuré un article de la loi sur l'état d'urgence à propos notamment des contrôles d'identité et des fouilles de bagages, jugeant ces mesures insuffisamment encadrées et donc incompatibles avec le respect de la vie privée et la liberté de circulation.

Les défis du nouveau système d'accès à l'université

<http://etudiant.lefigaro.fr/> Par Caroline Beyer • Publié le 12/01/2018 à 18:12 • Mis à jour le 12/01/2018 à 19:56



VIDÉO - « Parcoursup », qui remplace « APB », ouvre le lundi 15 janvier. Il permettra aux filières universitaires en tension de refuser les candidats qui n'ont pas le niveau.

EXIT «APB», place à «Parcoursup» ! Lundi 15 janvier, les lycéens pourront accéder à la nouvelle plateforme d'orientation vers les études supérieures. Fini le «scandale du tirage au sort», pour reprendre les mots du premier ministre, et les erreurs d'orientations qui font gonfler le taux d'échec en licence! C'est en tout cas la promesse du gouvernement d'Emmanuel Macron, qui s'est attaqué depuis six mois à la question de l'accès à l'université. Hier, le système laissait tout bachelier «libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix». Demain, ce même système permettra, dans les filières saturées, dites «en tension» (Staps, droit, psychologie, médecine), de refuser les candidats qui n'ont pas le niveau. Il pourra aussi, dans l'ensemble des filières universitaires, conditionner l'admission d'un lycéen à l'acceptation par ce dernier d'une remise à niveau. Tel est le contenu du projet de loi de l'exécutif adopté le 19 décembre à l'Assemblée, où les députés LREM sont majoritaires, et bientôt examiné, les 7 et 8 février prochain, par un Sénat d'opposition. Un projet où le premier cycle universitaire reste ouvert «à tous les titulaires du baccalauréat», mais sous condition. La fin, donc, du mythe de l'université pour tous.

Si le gouvernement s'est gardé de faire figurer le terme qui fâche dans son projet de loi, c'est bien une sélection que les universités pourront mettre en œuvre. Pour preuve, les réactions à gauche et à l'extrême gauche, où l'on craint de voir s'ouvrir la boîte de Pandore, mais aussi à droite, où certains auraient préféré une sélection assumée, assortie de critères transparents. Cette sélection, c'est avec l'usage de la nouvelle plateforme qu'elle va se matérialiser. Parcoursup renverse les rapports de force. Désormais, les futurs bacheliers ne classeront plus leurs vœux. Ce sont les universités qui classeront les candidats. En fonction de quels critères? Des «compétences d'expression écrite et orale» à la «capacité de travailler de manière autonome», la liste des «attendus» dans chacune des 45 mentions de licences proposées en France, publiée mi-décembre par le ministère, fixe un cadre on ne peut plus général... Et laisse aux universités autonomes la liberté d'établir leurs propres critères. Sur Parcoursup, elles auront accès aux relevés de notes de classe de première et de terminale. Avec quelque 8 millions de vœux potentiels formulés (environ 800.000 candidats pouvant formuler jusqu'à dix vœux), pour 650.000 places, les conditions d'une véritable mise en concurrence sont réunies.

«Seuls 10 à 15 %» remis à niveau

«Face à l'inconnu, il y a toujours de l'inquiétude», résume Gilles Roussel, le président de la conférence des présidents d'universités (CPU). Favorable à la réforme, il veut rester serein sur sa mise en œuvre, tout en expliquant que 2018 sera une année de rodage. En effet, comment les universités pourraient-elles, en six mois, mettre en place ces fameuses remises à niveau pour les candidats n'ayant pas les compétences requises? «Les dispositifs existants vont être étendus, mais pour la rentrée prochaine, seuls 10 à 15 % des étudiants pourront en bénéficier», estime Gilles Roussel.

D'autant que les universités vont devoir absorber cette année 30 à 40.000 étudiants supplémentaires. Le gouvernement, lui, s'est engagé à investir un milliard d'euros sur le quinquennat. Un budget que les patrons d'universités jugent insuffisant pour mettre en place le premier cycle universitaire «sur mesure, personnalisé et modulable» promis par l'équipe Macron.

«La vraie loi de mise en œuvre de cette réforme, c'est le PLF (projet de loi de finances) 2019», conclut le président de la CPU.

Sciences

Il y a plus de glace que ce que l'on croyait sur Mars, et cela pourrait servir à l'exploration de la planète

<http://www.huffingtonpost.fr/> 12/01/2018 01:13 CET | Actualisé il y a 8 heures Le HuffPost avec AFP

Une étude révèle que d'importants dépôts de glace sont présents sur la planète rouge, parfois tout proches de la surface.



toyotomi via Getty Images Il y a plus de glace que ce que l'on croyait sur Mars, et cela pourrait servir à l'exploration de la planète.

ESPACE - La planète Mars recèle de multiples dépôts de glace, hors des zones polaires, parfois à seulement un ou deux mètres de profondeur. Cela en fait de précieuses ressources potentielles d'eau, facilement accessibles, pour de futures missions humaines, révèle une étude publiée jeudi 11 janvier dans la revue de référence, *Science*.

Cette glace, qui paraît relativement jeune, pourrait aussi révéler l'histoire climatique de Mars qui reste à élucider. Les scientifiques ont établi huit zones dans lesquelles l'érosion a exposé, sur des pentes raides, des quantités importantes de glace près de la surface. L'étude se base sur des données recueillies par la sonde Mars Reconnaissance Orbiter (MRO), lancée en 2005 par la Nasa.

Une avancée considérable

"Ce type de glace est plus répandu que nous le pensions auparavant", a expliqué l'un des scientifiques en charge de l'étude de ces données, Colin Dundas, un géologue de l'Institut américain de géophysique (U.S. Geological Survey). Si l'existence de glace dans le sol martien est connue depuis longtemps, de nombreuses questions subsistent quant à son épaisseur, son étendue et sa pureté, expliquent les chercheurs.



NASA NASA / Reuters Sur ces images retouchées, prises par la sonde MRO, la glace est représentée en bleu.

Les pôles martiens sont recouverts de glace et la sonde MRO en orbite autour de Mars avait détecté la présence d'épais dépôts de glace enterrés un peu partout sur la planète, une découverte qui avait déjà fait l'objet d'une publication dans *Science* en 2010. Les scientifiques avaient alors avancé l'hypothèse selon laquelle il s'agirait de restes de glaciers ayant existé il y a des millions d'années quand l'axe de rotation de Mars et son orbite étaient différents.

Une glace jeune

Les fractures et les angles abrupts indiquent que cette glace est compacte et solide, précisent les scientifiques. En outre, les variations dans la couleur de ces dépôts laissent penser que la glace

est formée de couches distinctes qui pourraient aider à comprendre les changements climatiques dans l'histoire de Mars.

Ces strates se sont probablement formées avec l'accumulation de la neige au gré de nombreuses saisons lors de précédents cycles climatiques, explique Susan Conway, une géologue à l'Université de Nantes, en France, citée dans *Science*. Le vent aurait ensuite recouvert ces plaques de glace de sable et de poussière ce qui, selon elle, est "la seule explication plausible".

Le nombre peu élevé de cratères à la surface de ces huit sites indique, selon les auteurs, que cette glace s'est formée assez récemment. Des images prises au cours de trois années martiennes - une année sur Mars équivaut à 686 jours terrestres - ont révélé que de gros blocs de roche se sont détachés de la glace sous l'effet de l'érosion. Selon les chercheurs, ce phénomène indique que la glace perd quelques millimètres chaque été.

La glace pour créer de l'oxygène et du carburant

Cette glace est visible seulement là où la couche superficielle du sol a disparu, indiquant probablement que les couches de glace proches de la surface sont encore plus étendues que ne l'indique cette étude. Ces sites sont "très excitants" pour éventuellement établir des bases d'exploration humaine, juge Angel Abbud-Madrid, directeur du centre des ressources spatiales à l'école des mines du Colorado et auteur d'une étude pour la Nasa sur des sites potentiels où les astronautes pourraient se poser sur Mars.

L'eau est une ressource essentielle. En la combinant avec du dioxyde de carbone (CO₂), qui forme l'essentiel de l'atmosphère martienne, on peut produire de l'oxygène pour respirer ainsi que du méthane, un carburant pour les moteurs de fusée. Cette eau pourrait être aisément accessible avec ces grandes quantités de glace à quelques mètres sous la surface de ces pentes, ajoute le professeur Abbud-Madrid.

Des latitudes peu hospitalières pour l'Homme

Cependant, ces lieux riches en glace ont tous été trouvés à des latitudes d'environ 55 degrés nord et sud, qui, durant le long hiver martien, deviennent très froids et inhospitaliers pour des bases humaines dépendantes de l'énergie solaire. C'est la raison pour laquelle la Nasa veut limiter la recherche de sites d'installation d'astronautes à moins de 50 degrés de l'équateur de Mars.

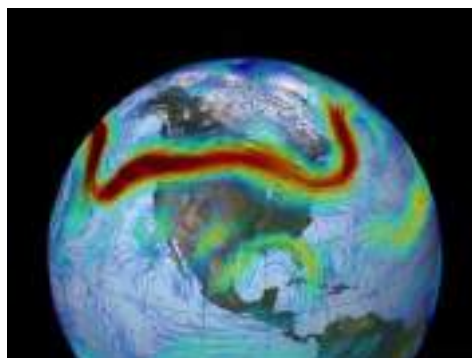
"J'espère que la prochaine surprise sera la découverte de grandes quantités de glace près de la surface du sol dans les régions tropicales martiennes", ajoute Scott Hubbard, professeur à l'Université Stanford à Palo Alto en Californie, ancien responsable du programme d'exploration de Mars de la Nasa.

Océan Arctique

Le changement climatique est-il à l'origine des vagues de froid ?

<https://www.sciencesetavenir.fr/> Par Loïc Chauveau le 07.01.2018 à 14h00

La fonte des glaces arctiques pourraient provoquer des vagues de froid plus accentuées. Ce phénomène est lié à la trajectoire d'un courant de haute altitude, le courant-jet.



La trajectoire du courant-jet. NOAA

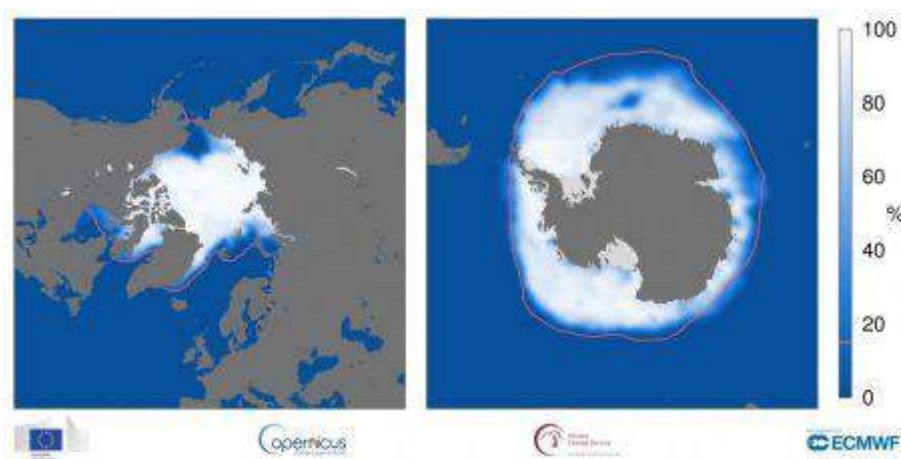
FONTE. *"Tout ce qui se passe en Arctique, ne reste pas en Arctique", statue Matthieu Chevallier, chercheur à Météo France. Les Américains en savent quelque chose. Le Canada et les Etats-Unis connaissent une vague de froid sans précédent au point qu'il neige en Floride ! "Cette descente d'air froid polaire se produit régulièrement chaque hiver sur ce continent en partie du fait d'une position du courant-jet qui se situe plus au sud, explique Patrick Galois, prévisionniste à Météo France. Cet épisode-ci est remarquable par son intensité et sa durée".*

Cette énorme vague de froid met en exergue le rôle du courant-jet (ou jet-stream en anglais) dans la météo de l'hémisphère nord, un rôle aujourd'hui perturbé par le changement climatique. En effet, *"les zones polaires se réchauffent deux fois plus vite que les zones tempérées et tropicales, explique Matthieu Chevallier. Or, la différence de température est à l'origine de la vigueur de cette ceinture de vents très forts qui fluctue autour de la zone arctique à 10.000 m de hauteur".*

Ce courant-jet (ou jet-stream en anglais) a un trajet sinueux parce qu'il est déformé par les dépressions atmosphériques qui le repousse vers les pôles. D'où son autre nom de "rail des dépressions" que lui donnent les météorologues. Lorsque les méandres descendent très au sud, ils permettent à l'air froid arctique de pénétrer sur les zones tempérées. Plus au nord, il maintient l'air froid au-dessus de l'Arctique. *"Or, les preuves scientifiques s'accumulent sur le fait que la réduction des différences de températures entre pôle nord et tropiques rend la trajectoire du courant-jet plus sinueuse", poursuit Matthieu Chevallier. Celui-ci descend plus sud et remonte plus nord si bien que ces dernières années, des températures dépassant les normales de 20 à 30°C ont été observées plusieurs fois en Arctique. Deux exemples récents l'illustrent. Fin décembre 2015, le pôle Nord a connu des températures positives de +2°C alors que la moyenne 1958-2002 est de -28°C. A l'inverse, en janvier 2017, toute l'Europe centrale et de l'est, jusqu'en Grèce où on a relevé -15°C, a subi des températures polaires.*

La banquise arctique s'est réduite de 50% en fin d'été

PREVISIONS. Si l'Arctique se réchauffe plus vite, c'est à cause de la réduction de la couverture de glace de l'Océan. En moyenne entre 1979 et 2010, l'extension minimale de la banquise arctique constatée à la fin de l'été était de 6,6 millions de km². Elle est descendue à 3,4 millions de km² en 2012, record absolu que n'a pas battu 2017 et ses 4,9 millions de km². *"Or, les eaux libres absorbent la chaleur solaire alors que la couverture de glace renvoie cette chaleur vers l'espace, détaille Matthieu Chevallier Ces eaux plus chaudes retardent la formation de la banquise en début d'hiver".* L'océan se réchauffe ainsi que les couches basses de l'atmosphère. En septembre 2017, la mer de Barents au nord de la Norvège présentait ainsi une anomalie de température de +4°C.



Extension de la banquise arctique et antarctique en novembre 2017. La ligne rose figure la moyenne de l'extension entre 1980 et 2010. En Arctique, l'archipel des Svalbard est en eau libre alors qu'il devrait être pris dans les glaces en novembre. © Copernicus climate change

Les climatologues possèdent désormais des séries de données qui permettent de construire des modèles robustes. Météo France a ainsi développé la dernière version d'un modèle qui prévoit cinq mois à l'avance l'extension ou la régression de la glace de mer. *"Ces prévisions intègrent l'épaisseur de la banquise car l'étendue de la couverture hivernale ne reflète pas nécessairement*

l'état de la banquise en fin de l'été, précise Matthieu Chevallier, auteur d'une thèse sur la prévision de la glace de mer. C'est plutôt l'épaisseur de glace qui influe sur la surface estivale restante".

Les modèles permettent aussi de se projeter dans l'avenir. Selon une étude du Centre de recherche de Météo France, le lien entre la fonte des glaces et la trajectoire du courant-jet est avéré. Le courant-jet devrait voir sa sinuosité augmenter, favorisant ainsi les vagues de froid. Mais une projection vers la seconde partie du siècle, montre en revanche une remontée du jet stream vers le nord sur l'ensemble des saisons, pérennisant ainsi des hivers plus doux.

16 – Vie de l'UOROI